SERVICE NATIONAL : LA CARTE JAUNE POUR LES 30 ANS ET PLUS P. 3

Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information

VIEILLE GARDE ET JEUNE DÉMOCRATIE
SLEMNIA BENDAOUD

LA TUNISIE AVAIT-ELLE LE CHOIX ?
AREZKI DERGUINI

LES SEPT MIRACLES DE TUNIS
ABED CHAREF

POUR KAMEL DAOUD
AKRAM BELKAÏD

GRANDEUR ET DÉCADENCE D'UN JOURNALISTE DANS LA FOULE
SALIM METREF

P. 6 à 17

PLAIDOYER POUR UNE DEUXIÈME RÉPUBLIQUE EN ALGÉRIE
KAMAL GUERROUA

L'ALGÉRIE ET LE NOUVEL ENVIRONNEMENT DE SÉCURITÉ ÉMERGENT
TEWFIK HAMEL

L'UNION SACRÉE FACE À LA CRISE !
CHERIF ALI

DU DÉVELOPPEMENT MODERNE DE L'HOMME ARCHAÏQUE AU DÉVELOPPEMENT ARCHAÏQUE DE L'HOMME MODERNE
MOHAMED-AMOKRANE ZORELI

LE BÊTISIER DE FIN D'ANNÉE
HAMID DAHMANI

LES IMPOSSIBLES RÉFORMES DE L'ÉCOLE ALGÉRIENNE
MIMI MASSIVA

LE NŒUD GORDIEN ALGÉRIEN
MUSTAPHA BENCHENANE & BRAHIM SENOUCI

LES PRÉNOMS BERBÈRES, DE L'INTERDICTION À LA DÉRIVE
KOUCEILA ZERGUINE

LES VOLEURS DE VIE
B. AHCENE-DJABALLAH

JEUDI 25 DÉCEMBRE 2014 - 03 RABIE EL AOUEL 1436 - N° 6108 - PRIX ALGÉRIE : 20 DA - ISSN 1111-2166

Les importations de véhicules en baisse

Yazid Alilat

Signe des temps, la bulle automobile en Algérie est en fin de cycle. Après le ''boom'' des années 2011 et surtout 2012, les importations de véhicules déclinent, d'année en année. Au cours des 11 premiers mois de 2014, les 40 concessionnaires présents sur le marché algérien ont importé pour une valeur de 5,24 milliards de dollars contre 6,18 mds usd, sur la même période en 2013, en baisse de 15,14%, selon des chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Le nombre de véhicules importés est, également, en recul de 22,3%, à 386.316 voitures durant la même période contre 497.187 véhicules, durant les 11 premiers mois de 2013. Le déclin des importations de véhicules a commencé en 2013, après une inflexion de la tendance. 2012 restera une année faste pour les concessionnaires puisqu'ils auront mis sur le marché national un peu plus de 600.000 véhicules, de tous les constructeurs, notamment européens, français en tête de ce ''box office''. Les achats de véhicules à l'import se sont établis à 6,35 mds usd, en 2013, contre 6,83 mds usd, en 2012. En quantité, le nombre était passé de 605.312 véhicules, en 2012, à 554.269 voitures en 2013, soit une baisse de près de 9%. Pour 2014, les Douanes prévoient la poursuite du recul des importations de plus de 20%, en valeur contre une baisse de près de 7% l'année d'avant. La question, dès lors, se pose: le marché algérien de l'automobile est-il en fin de cycle, la bulle de l'automobile a t-elle pris fin? En fait, la tendance est confirmée, mais pas vraiment expliquée, pour 2013, et les 11 premiers mois de 2014. Les chiffres de ventes se sont considérablement réduits, en 2013, avec des baisses allant de 30% à 50% selon les constructeurs et les modèles. La quarantaine de concessionnaires ont importé 529.976 véhicules en 2013 contre 605.312 véhicules en 2012, en baisse de 8,25%, pour une valeur de près de 6,65 milliards de dollars, en 2013 contre 6,83 mds usd, en 2012. Selon les chiffres du Cnis, les importations ont atteint 382 millions de dollars en janvier 2014 contre 607 millions de dollars, le même mois en 2013, en baisse de 37%. La reprise du programme de logements de type AADL est-elle explicative de ce recul de la demande sur le marché des véhicules ? Rien n'est moins sûr, mais force est de constater le réel engouement des Algériens pour la formule d'accès au logement de type location-vente avec plus de 700.000 demandes. Les budgets des ménages se sont, dés lors, automatiquement, dans une grande proportion, orientés vers l'acquisition d'un logement, dans un contexte de surplus de liquidités sur le marché financier. C'est ce qui explique, un peu, selon des experts, cette relative baisse, sinon ce désintérêt de la demande sur le marché des voitures. En fait, les importations de véhicules sont en train d'atterrir sur un rythme normal, après le rush des années 2010 à 2012, en dépit du gel des crédits à la consommation.

Rogner sur les importations

Salah-Eddine K.

Selon le représentant de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hadj Boulanouar, notre pays est en mesure d'économiser au moins 20 milliards de dollars représentant une partie de la facture des importations qui avoisinera les 60 milliards de dollars à la fin 2014 (chiffres de la douane).

Selon une enquête de l'UGCAA, bien des produits continuent à être importés, mais dont on peut se passer, indique notre interlocuteur, car il s'agit de produits, soit qu'on peut fabriquer localement, ou qui ne sont d'aucune utilité pour notre économie. La même source estime qu'il est temps pour que les importateurs optent pour des partenariats avec leurs fournisseurs auprès desquels ils s'approvisionnent depuis des années, mais qui ne viennent toujours pas s'installer en Algérie et fabriquer ces produits localement dès lors que l'écoulement des produits est assuré sur le marché national. Notre interlocuteur signalera que nombre d'importateurs refusent de fabriquer ici les produits qu'ils importent, car ils ne veulent pas prendre de « risques ». Il estimera, d'autre part, que notre pays ne bénéficie pas des avantages des accords d'association qui le lient avec d'autres pays ou organisations.

Le thème choisi pour débat, hier, devient plus important dans un contexte marqué par la chute des prix du pétrole dont dépend entièrement notre économie. Selon un intervenant, Ahmed Hamidouche, expert en économie, une analyse sur les importations s'impose. Il indiquera que la création d'un observatoire national spécialisé dans le commerce extérieur s'avère plus que nécessaire. Mais d'abord, selon lui, il faut répondre à des questions importantes telles que la question de savoir si l'Algérie est un pays ouvert ou non ? Il faut aussi se poser la question de savoir si la liberté de commerce existe ou non, que peuvent ramener à notre pays les conventions avec l'Europe sur le commerce ? Pour cet expert, il y a lieu de faire l'évaluation des secteurs économiques.

L'observatoire aura pour mission d'être un organisme de veille. Akli Moussouni, agronome et expert dans le développement, est catégorique. Il commencera son intervention par affirmer qu'il faut tirer les leçons de la chute des prix du pétrole. « Que les prix du pétrole restent bas, cela va permettre à notre pays de connaître un éveil après un long sommeil ». Il estime que c'est en raison de cette rente que notre pays n'est plus en mesure de prétendre à assurer sa sécurité alimentaire. L'Algérie est le plus gros importateur en Afrique en produits agroalimentaires et également le 1er pays en Méditerranée mais paradoxalement, c'est le pays qui dispose de plus de moyens pour parer à cette situation. Cet expert et agronome de formation estime qu'on ne peut exporter si nos produits agricoles restent dans l'état actuel des choses. Il indique que l'équipement de l'agriculture reste très faible avec seulement 500 millions de dollars d'importation.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Finies les tartarinades de Gouri

Mission accomplie pour les valeureuses forces spéciales de l'Armée nationale populaire (ANP) qui avaient reçu mission de traquer et d'éliminer le chef terroriste Gouri Abdelmalek et son groupe armé qui sévissaient en Kabylie et se sont signalés à l'attention aussi bien nationale qu'internationale en proclamant en septembre dernier leur allégeance à l'organisation criminelle « l'Etat islamique », puis par le rapt et l'assassinat du ressortissant français Hervé Gourdel. La neutralisation de cette bande dans les plus brefs délais a été l'objectif patiemment poursuivi par les effectifs sécuritaires déployés à cet effet dans la région où elle se terrait. Toujours sur sa piste, ils ont peu à peu réussi à mettre au tapis la plupart de ses membres et sont enfin parvenus à localiser puis à neutraliser avec brio son sinistre chef.

Les tartarinades de Gouri n'ont duré que peu de temps, et c'est tant mieux pour l'Algérie et les Algériens. Son élimination contraint les médias d'outre-Méditerranée à mettre un bémol au ton sensationnaliste des informations qu'ils diffusent sur l'Algérie en matière de situation sécuritaire. Tout ce qu'ils rapportent sur l'Algérie depuis septembre après le rapt et l'assassinat de Gourdel a consisté à présenter le pays comme étant pratiquement à feu et à sang par un terrorisme ayant repris vigueur et qui plus est s'est placé sous la bannière de « l'Etat islamique ». Certains de ces médias voyaient déjà l'Algérie devenue un territoire où « l'Etat islamique » avait réussi son implantation.

Il n'a pas échappé à l'ANP que ce tapage médiatique visait en fait à dévaloriser l'image du pays et celle de ses forces de sécurité dont l'efficacité et l'expertise en matière de lutte antiterroriste ont fait échec à la subversion et par là même aux desseins machiavéliques d'officines étrangères contre sa stabilité et son unité nationale. L'élimination de Gouri et de la plupart des membres de son groupe terroriste est spectaculaire parce qu'elle solde un compte avec des criminels qui ont bénéficié d'une publicité médiatique dont les ordonnateurs acharnés à nuire au pays ont laissé entendre que l'armée algérienne serait incapable de venir à bout. Mais la traque de ce qui subsiste de terrorisme dans le pays, menée de façon incessante et tout aussi fructueuse est la mission de tous les jours de l'ANP et des forces de sécurité. Leur tableau de chasse est éloquent. Il ne se passe pas de semaine sans que des terroristes ne soient mis hors d'état de continuer leur sinistre besogne.

Il est peu de pays dont l'armée soit aussi efficace dans la lutte antiterroriste que l'ANP. L'on comprend pourquoi les milieux ne portant pas dans leur cœur l'Algérie s'évertuent à relativiser son succès en ce domaine. La pénible et regrettable affaire Gourdel leur a procuré le prétexte à se déchaîner contre elle. La seule réplique qui leur était opposable est celle que l'ANP et les forces de sécurité leur ont administrée à partir des Issers en Kabylie et de l'ensemble de nos frontières où là aussi elles font magistralement échec aux tentatives d'infiltration à l'évidence téléguidées de groupuscules terroristes.

Inauguration de la 23e Foire de la production algérienne

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a inauguré, mercredi au Palais des Expositions (Pins maritimes) à Alger, la 23e Foire de la production algérienne qui réunit 418 producteurs nationaux de différents secteurs d'activités.

M. Sellal était accompagné, lors de la cérémonie d'inauguration de la Foire, qui se tient du 24 au 30 décembre, par des membres du gouvernement. Des produits industriels et de grande consommation sont exposés à la 23e Foire de la production algérienne et concernent six secteurs d'activité représentés par 186 entreprises publiques et 232 privées, installées dans des stands sur une superficie totale de 13.577 m².

Il s'agit de l'agroalimentaire, les industries manufacturières, l'énergie, chimie et pétrochimie, les industries électriques et électroniques, la mécanique, sidérurgie et métallurgie et les services de télécommunication et des agences de communication et publicité. La Foire comprend un espace vente d'une superficie de 1.000 m².

A la même occasion, la quatrième édition du Salon des banques, assurances et des produits financiers «Expofinances 2014», organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), a été inaugurée. L'exposition se déroulera jusqu'au 30 décembre et regroupera les différents opérateurs des banques, assurances, des institutions de la bourse et des sociétés émettrices de titres, ainsi que des sociétés et des organismes de promotion immobilière utilisant les crédits. Plusieurs conférences et ateliers seront animés lors de cette manifestation économique, portant notamment sur les dispositifs de financement des PME/PMI, la maintenance immobilière, l'entrée en Bourse des PME et le e-paiement.

Tirage du N°6107 — 119.708 exemp.

Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président Directeur Général
Directeur de la Publication
Mohamed Abdou BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction 041.23.25.20
Imp. : Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla: S.I.A.

INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 -Fax : 021. 61.71.57
Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.87.19.81 -Fax : 031.87.19.80
Pub
Tél.: 021. 64.96.44
Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Service national

La carte jaune pour les 30 ans et plus

Abdelkrim Zerzouri

Dans le prolongement de sa campagne de sensibilisation et de vulgarisation autour des dispositions de la nouvelle loi relative au service national menées dans des centres de formation et bientôt dans des universités et des lycées, le ministère de la Défense nationale (MDN) vient d'inviter les jeunes citoyens ayant atteint l'âge de 30 ans et plus au 31 décembre 2014, non encore incorporés, et ceux déclarés insoumis, à se rapprocher des structures du service national pour bénéficier des dispositions de dispense ordonnées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale.

Un communiqué rendu public hier mercredi indique qu'« en application des dispositions du décret présidentiel n°14-370 du 23 décembre 2014 portant dispense des citoyens assujettis aux obligations du service national, décidée par le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, le MDN porte à la connaissance des jeunes citoyens ayant atteint l'âge de 30 ans et plus au 31 décembre 2014 non encore incorporés, et ceux déclarés insoumis, qu'ils sont invités à se rapprocher des structures du service national dont ils relèvent pour satisfaire aux formalités administratives inhérentes à cette opération ».

Les citoyens concernés doivent être munis, souligne-t-on, d'une copie de la carte d'identité nationale, d'une copie du diplôme ou d'un certificat de scolarité de la dernière classe fréquentée ainsi que de deux photos. Et, dans un souci d'organisation, il est précisé que le calendrier de passage doit être respecté par les citoyens qui doivent se présenter selon leurs dates de naissance, avec un traitement gradué et périodique des dossiers des jeunes concernés, ceux nés entre le 1er janvier et le 30 avril 1982 seront reçus du 4 au 8 janvier 2015, suivis par ceux nés entre le 1er mai et le 31 août 1982 qui doivent se présenter du 11 au 15 janvier 2015, puis le tour sera à ceux qui sont nés entre le 1er septembre et le 31 décembre 1982 qui passeront du 18 au 22 janvier 2015, du 1er au 5 février 2015 pour ceux nés entre le 1er janvier et le 30 avril 1983, du 8 au 12 février 2015 pour les cas nés entre le 1er mai et le 31 août 1983, du 15 au 19 février 2015 pour ceux nés entre le 1er septembre et le 31 décembre 1983, du 1er au 5 mars 2015 pour les cas nés entre le 1er janvier et le 30 avril 1984, du 8 au 12 mars 2015 pour ceux nés entre le 1er mai et le 31 août 1984, et du 15 au 19 mars 2015 pour les cas nés entre le 1er septembre et le 31 décembre 1984. De récentes statistiques font état de près de 100.000 citoyens âgés de trente et plus qui ont déjà régularisé leur situation vis-à-vis du service national, bénéficiant ainsi de « la carte jaune », en application des mesures décidées par Bouteflika en mars 2011.

Abef

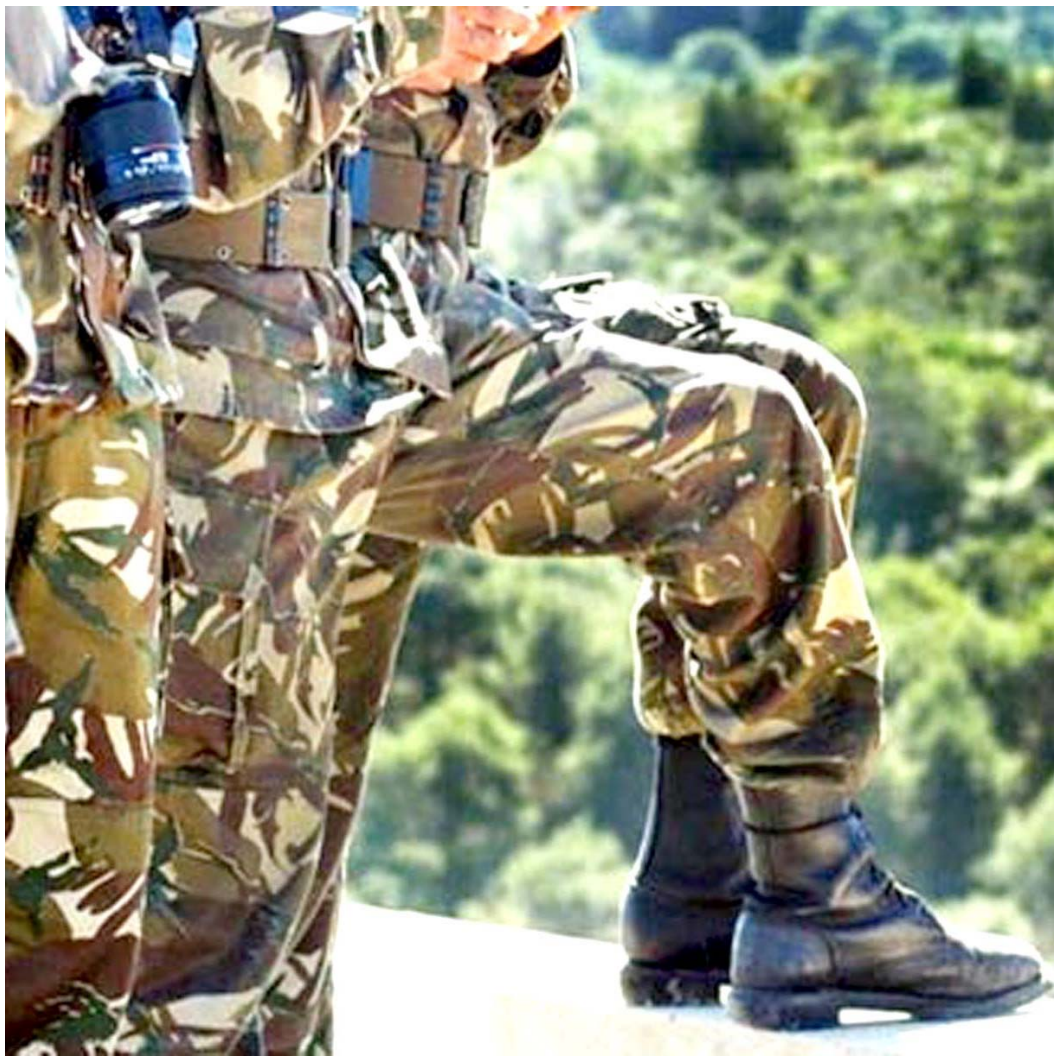
«Accélérer le mouvement au sein du marché financier»

La communauté bancaire estime que les mesures prises, mardi, par le président de la République, notamment celles relatives à la diversification des sources de financement des investissements publics, allaient contribuer à la dynamisation du marché financier.

Lors d'un conseil restreint, consacré à l'étude de l'évolution du marché pétrolier et à ses retombées sur la démarche économique et sociale du pays, Bouteflika a instruit son gouvernement de veiller, entre autres, à la rationalisation de la dépense publique et à la diversification des sources de financement de l'économie. « La contrainte financière va accélérer le mouvement, au sein du marché financier », a indiqué à l'APS le délégué général de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), Abderrazak Trabelsi, recommandant d'accélérer la modernisation du marché financier, qu'il soit obligataire ou boursier.

« Le marché financier, en Algérie, n'est pas très développé mais il faudra, justement, accélérer le processus de sa dynamisation de manière à ce que l'effort d'investissement public soit, graduellement, pris en charge par ce marché », poursuit-il. Mais pour le délégué général de l'Abef, la décision de dynamiser le marché financier n'est pas, directement, liée à la baisse des cours du pétrole: « ce sont des orientations qui ont été, déjà, instruites par les autorités et elles concernent des réformes structurelles, qui touchent l'ensemble du système financier algérien ». Selon lui, le développement du marché financier, pour diversifier les sources de financement des investissements publics, est un choix « incontournable » pour mener à terme le programme de développement de l'Etat.

« L'Etat ne peut plus faire supporter à son budget les grands investissements », soutient M. Trabelsi qui avance, toutefois, que le développement d'un marché financier n'est pas un projet qui peut être réalisé dans une courte période mais que cela se prépare, plutôt, à moyen et long termes. « Le gouvernement a bien préparé cette démarche », selon M. Trabelsi qui indique, au passage, l'entrée en bourse, prochainement, d'un nombre important de grandes entreprises publiques, notamment, du secteur bancaire et des assurances. « L'Etat veut donner un coup de pouce à ce marché (financier) pour accélérer son mouvement », ajoute-t-il encore. Mardi, le chef de l'Etat a chargé son exécutif de s'atteler, entre autres, à la rationalisation de la dépense publique, surtout en ce qui concerne le Budget de fonctionnement, de veiller à la rationalisation des importations et au renforcement du contrôle des opérations de financement du Commerce extérieur, pour prévenir toutes formes d'évasion de capitaux. A ce titre, le président de la République a chargé le gouvernement d'engager les mesures requises pour la dynamisation des secteurs de l'Industrie, de la Pétrochimie, de l'Agriculture, du Tourisme et des nouvelles Technologies de l'information et de la communication, et de lui en rendre compte, au cours du premier trimestre 2015. Cela devra s'accompagner, également, d'une intensification des réformes, dans le secteur financier, pour dynamiser le développement de l'entreprise, la mobilisation de l'épargne locale, et le financement des investissements de la sphère économique.



Raïna Raïkoum

Moncef Wafi

Résolutions d'ici et d'ailleurs

Dans une poignée de jours, l'année 2014 va mourir tout comme sont morts des Algériens de Ghardaïa, de Touggourt et d'ailleurs. Elle va rejoindre au cimetière les victimes de l'Algérie des impasses et des passe-droits, les oubliés de l'indépendance et les damnés des sous-sols. 2014 aura été l'année de la démesure, de la naissance de Daech, de la renaissance du racisme mortel dans l'Amérique de Obama, de la mort du baril de pétrole et de l'espoir d'un renouveau algérien. L'année finit bien pour nos voisins tunisiens, grand bien leur fasse, elle finit mal pour les autres démocraties arabes nées sur les décombres d'un Printemps menteur et assassin. L'Egypte a retrouvé son Moubarak, la Syrie a toujours son Assad et l'Algérie se cherche encore un président.

2014 meurt, que souhaiter alors, ici et ailleurs. Rien sinon une meilleure année avec des résolutions aussi bonnes que l'univers de Disney. Une Algérie républicaine, démocratique et populaire débarrassée de ses anciens et nouveaux apparatchiks. Des procès exemplaires pour juger les affaires de Sonatrach 1, 2, 8, 378..., celle de l'autoroute du siècle... dernier, et Khalifa, le retour. Une justice sociale, moins de népotisme, plus de dialogue et un chouia de liberté d'expression responsable. Des hôpitaux pour se soigner et une dignité à retrouver. Des partis politiques à bannir et un parlement à dissoudre. Ce n'est pas le Pérou, mais ça y ressemble presque dans un pays où les années se suivent pour tout simplement mourir.

Ailleurs, dans le monde, alors que l'Amérique continue de bombarder notre race et notre religion là où elle se trouve, ses flics blancs redécouvrent des vertus de bons tireurs. La chasse au Noir est ouverte depuis une année et les Blacks sont tirés à vue par des Blancs qui ne font que leur boulot, selon la version officielle. On canarde à toute berzingue et le plus adroit des uniformes reçoit une médaille et un diplôme d'honneur, manquerait plus que le trophée du Noir à accrocher au salon. Juste à côté, en face de chez nous, en France, il ne fait plus bon d'être Arabe, musulman et surtout Arabe, musulman et Algérien. Les idéologues comme Zemmour font florès et deviennent l'évangile du moment. Le délit de faciès est à l'honneur et tout étranger au volant est suspecté de terrorisme. Valls veut interdire le permis de conduire aux musulmans de France tout comme Menard a criminalisé l'étendage du linge dans les balcons de sa chère bourgade. En Libye, en Irak et en Syrie, on continue de mourir depuis quelques années déjà, et 2015 risque fortement de ressembler à ses défuntes sœurs cadettes. Quoi espérer alors pour ces linceuls pas encore officialisés ? Que les Noirs d'Amérique élisent un président blanc qui versera une larme sur leurs cadavres et nos morts. Que la France devienne bleu marine et que Daech se démocratise. On peut toujours rêver, c'est beau, gratuit et tellement réconfortant.

L'arbitre Bitam condamné à 4 mois de prison

Le tribunal criminel de première instance de Bir Mourad Rais a condamné hier l'ancien arbitre assistant international Mounir Mahmoud Bitam à quatre mois de prison ferme et à une amende de 100.000 dinars, pour diffamation à l'encontre du président de la commission fédérale des arbitres (CFA), Khelil Hammoum. L'affaire remonte au 19 septembre dernier durant la rencontre CABBA-WAT, pour le compte de la deuxième ligue de football professionnel et retransmise par les différentes chaînes de télévision, lorsque Bitam accusant Hammoum Khelil et Karbadj Mahfoud, président de la ligue de football professionnel (LFP) « d'exercer des pressions sur lui», avait ôté son maillot officiel, laissant apparaître une inscription sur son maillot de corps : «Kerbadj et Hammoum, une histoire d'un jeu manipulé».

Lors de l'audience tenue la semaine dernière, l'accusé Bitam a déclaré avoir été victime de pressions refusant d'informer le tribunal sur la nature desdites pressions. Le parquet avait requis, la semaine dernière, une peine de deux mois de prison ferme à l'encontre du mis en cause. L'affaire opposant le président de la LFP, Mahfoud Karbadj à Mounir Mahmoud Bitam pour diffamation est indépendante de celle opposant Bitam à Hammoum Khelil, examinée au niveau du tribunal de Bir Mourad Rais, a fait savoir l'avocat de Hammoum Khelil.

L'affaire Kerbadj-Bitam fait l'objet d'une enquête judiciaire au niveau du tribunal de Sidi M'hamed, a-t-il affirmé, soulignant qu'elle sera examinée prochainement.

DACIA

NOUVEAU DACIA
DUSTER
À PARTIR DE
1 175 000 DA*

ACHETEZ-LE EN 2014
IMMATRICULEZ-LE EN
2015

DUSTER

3 ANS GARANTIE OU 100 000 KM

DaciaAlgerie

DACIA
GROUPE RENAULT

www.dacia.dz | Pensez grand

(*) PRIX EN TTC. TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE.
ÉCOUTE CLIENT : 0770 905 000
DANS TOUT LE RÉSEAU DACIA ALGÉRIE

eden
PHOENIX ORAN

Réveillon 2015

Dîner et Spéctacle au Bab Ali

Dîner et spectacle 7000 da la personne
Ambiance Rai et Musique Marocainne avec le chanteur Houari Galb et son orchestre.
Animation assurée par l'animateur de la télévision algérienne Karim Option.

Formule couple
Dîner gastronomique, Spectacle, Hébergement, Petit-Déjeuner 24.000 da

Dîner et Soirée à l'Espadon

Formule libre
Une carte aux saveurs méditerranéennes vous sera proposée par notre chef et son équipe.

Pour Réservation contactez le: +213(0)41 51 61 57-58-59 Fax: +213(0)41 51 61 55
E-mail: commercial@edenphoenix.com www.edenphoenix.com

eden HOTELS
www.hotelseden.com

Mesdames, Mesdemoiselles, A l'occasion de l'ouverture officielle de notre boutique à Oran, Fée-Mina vous propose un large choix de somptueuses robes de soirée et de mariée sélectionnées par nos soins chez PRONOVIAS, TERANI Couture, ANGEL Forever, ALVCE...
Venez également découvrir nos chaussures et accessoires qui embelliront vos tenues.
Soyez les bienvenues.

Arrêt P1
AKID LOTFI
CEM
FÉE-MINA
Arzette Lebanon
Almania Meuble
Vers palais d'Or
Vers Plaza
Vers Pépinières
Vers Millennium

fée-mina

Vente & location de robe de soirée et robe de mariée

Promotion spéciale Ouverture

Fée-mina vente et location
Tel : 041 28.73.95
Mob : 213 (0) 549 64.25.35
Mail : Wahranya@hotmail.fr
Résidence Mazghena El-AKID Lotfi -Oran-

CHIALI HUILERIE & CONFISERIE

Vous êtes ambitieux, présentable, dynamique et ayant le contact facile, Vous possédez un véhicule type fourgon récent. Rejoignez notre équipe pour la distribution de nos produits dans votre région : Huile d'olives, olives préparées et ses dérivés. Envoyez vos références à Ets CHIALI Ahmed (Sid Bel Abbès) au numéro suivant :

FAX : (0) 48 70 35 58

Email : info@groupe-chiali.com
mustapha.medadha@groupe-chiali.com

IMPORTANTE ENTREPRISE PUBLIQUE DU SECTEUR INDUSTRIEL

RECRUTE POUR SON SIEGE

- Un (e) Directeur (trice) Ressources Humaines

- Niveau universitaire complété par une formation spécifique RH
- Expérience de 5 ans minimum dans le domaine
- Maîtrise de la législation du travail
- Capacités managériales

- Une Assistante de Direction

- Diplômée dans la filière
- Expérience de 3 à 5 ans
- Maîtrise du français et de l'anglais
- Bonne présentation

Avantages :

- Rémunération motivante
- Transport assuré
- Possibilité de prise en charge

Merci d'envoyer vos candidatures à l'adresse suivante :
eco_emploi@hotmail.fr

Tremblements de terre dans la région Centre

Les explications du CRAAG

La terre bouge, et les Algériens, notamment ceux du centre du pays, sont inquiets. «Il serait plus sûr de vivre à l'intérieur du pays que sur la bande littorale, exposée à une sismicité régulière», a tranché hier, sur les ondes de la Chaîne III, le directeur-général du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), M. Abdelkrim Yelles.

El-Houari Dilmi

Le «seul moyen de prévenir les effets d'un tremblement de terre, et de vivre en sécurité, est de respecter, scrupuleusement les normes parasismiques et de veiller à l'expertise régulière du vieux bâti» a commencé par rappeler l'invité de la radio. En effet, pour le DG du CRAAG, il s'agit-là «d'une activité sismique qui se ressent, tout au long de l'année, en raison du rapprochement des plaques tectoniques africaines et eurasiatiques. Les secousses observées, ces derniers jours ; sont la résultante de cette activité », a-t-il expliqué. Parlant des observations antérieures du CRAAG, Abdelkrim Yelles a fait remarquer que «seule la zone de Chlef était ciblée par les activités sismiques, or, par la suite, il a été constaté que toutes la région nord du pays était concernée, particulièrement dans le Tell » a-t-il souligné. La bordure sud de la région blidéenne «est connue» pour ses secousses telluriques régulières» a, encore, expliqué l'invité de la radio, ajoutant que cette partie du Tell «contient de nombreux segments de failles, et que des études de zonage sont en cours». Au sujet de la cartographie sismique du pays, Abdelkrim Yelles a expliqué qu'il est «aujourd'hui connu par les scientifiques algériens que c'est la région de l'Atlas tellien, aussi bien dans sa partie marine que continentale, qui est la plus exposée aux secousses». «La terre va continuer à bouger», selon l'invité de la radio, pour lequel «cela devient une certitude scientifique, en Algérie ; il nous faut absolument, intégrer cette activité dans le développement durable, en prenant en compte le risque sismique, aussi bien dans l'acte de bâtir, dans l'aménagement du territoire, que dans celle de l'éducation de nos enfants » a-t-il alerté. «La concentration de la grande majorité des populations, sur la bande littorale avec l'occupation de 4%, seulement du territoire national et l'exode rural massif qui a suivi la 'décennie noire' sont, aussi, une grande problématique qu'il faut prendre en charge, au plus tôt ; le redéploiement des populations sur les Hauts Plateaux et le sud du pays est une urgence» a, encore, souligné Abdelkrim Yelles. Parlant de l'histoire des secousses telluriques, dans la partie septentrionale du pays, avec la première station sismologique créée, en 1910, le DG du CRAAG a rappelé que c'est après le séisme survenu, en 1954, à Chlef (ex-Orléansville), que «les premières normes parasismiques ont commencé à être introduites par les entreprises publiques de construction» a-t-il expliqué.

ALGER EXPOSÉE À UN SÉISME DÉVASTATEUR ?

«Là où le bât blesse», relève l'invité de la Chaîne III, c'est au niveau du secteur privé, spécialisé dans la construction. Citant le tremblement de terre qui a ébranlé, en 2003, la wilaya de Boumerdès, à l'est d'Alger, il rappellera que «le gros des dégâts constatés sur les constructions a été observé sur le bâti réalisé par des entrepreneurs privés». Au moment où l'Algérie devient un chantier à ciel ouvert, «il faut, absolument, réduire des effets du risque sismique», a alerté Abdelkrim Yelles, appelant à un strict respect de la réglementation, au moment de la réalisation des constructions, privées surtout, non sans insister sur la stricte application des normes d'expertise, au vieux bâti, y compris celui lié à la préservation et la sauvegarde du Patrimoine du pays». «Le vieux bâti peut représenter un véritable danger» a insisté le DG du CRAAG, rappelant que les expertises «doivent cibler toutes les anciennes constructions, afin de les préserver par le biais de travaux de réhabilitation et de confortement» a-t-il indiqué. Au sujet du risque qu'un fort séisme, de forte magnitude puisse frapper la capitale, comme prédit par certains experts, le DG du CRAAG, a minimisé ce risque, expliquant que la partie centrale du pays «est connue pour sa sismicité modérée». «Maintenant que nous avons la certitude scientifique que la région nord du pays est exposée aux tremblements de terre, il nous faut tenir compte de cette réalité, en développant et en appliquant les normes parasismiques qui puissent nous permettre de vivre, normalement, par rapport à ce phénomène» a-t-il expliqué.

Tramway d'Alger

50% des usagers en situation de fraude

Un plan anti-fraude a été lancé, en septembre dernier, pour réduire ce phénomène, qui touche 50% des utilisateurs du tramway, a indiqué, hier le directeur de l'unité d'Alger, de la Société d'exploitation des tramways (SETRAM), Gregory Malet.

La SETRAM a lancé ce nouveau plan d'action anti fraude car «50% des utilisateurs n'achètent pas de ticket ou ne les valident pas», a indiqué M. Malet lors d'une conférence de presse. Il a précisé que les contrevenants n'ayant pas leur ticket ou ne l'ayant pas validé doivent s'acquitter d'un bulletin de régularisation de voyage de 100 DA. «Ce phénomène sévit en particulier, à Alger, où il y a le taux de fraude le plus élevé, au regard du nombre de passagers transportés quotidiennement, contrairement à Oran et Constantine», a-t-il dit. Entre 50.000 et 70.000 usagers empruntent le tramway, quotidiennement, à Alger, alors que seulement entre 25.000 à 30.000 paient leur ticket, selon le même responsable. Pour M. Malet, «la fraude réduit d'autant les recettes qui sont versées au ministère des Transports». Sans donner d'indications sur le montant des ces recettes, il a ajouté que la SETRAM «veut réduire le taux de fraude grâce à l'information et à un contrôle accru. Le nombre de contrôleurs a atteint 166 agents et passera à 190, en janvier 2015».

Le rôle de «cette brigade mobile est de répondre aux problèmes de sécurité, sur la ligne», a-t-il souligné.

Par ailleurs, une nouvelle campagne d'affichage, à l'intention des clients, est lancée dans les kiosques et à l'intérieur des rames sous le thème : «Voyager en règle», en plus de l'affichage du règlement du tramway et afin d'inciter à la validation des tickets qui est qualifié d' «un geste que beaucoup de voyageurs ne font pas d'une manière délibérée ou par simple oubli». Selon Ahmed Krim, directeur-adjoint d'exploitation, la SETRAM Alger va instaurer à partir du 4 janvier 2015 la validation des titres de transport lors de l'achat par l'agent de vente, permettant, ensuite, aux contrôleurs de vérifier la validité du titre, qui a une durée de vie de trois heures, à partir de son achat. Une carte d'abonnement sans contact a été lancée, au début du mois de décembre, pour garantir un contrôle plus facile des titres de transport, selon le même responsable. D'autre part, le directeur de la Setram a abordé la question de la sécurité, à bord des rames de tramway, soulignant que des agents ont été agressés avec des bombes lacrymogènes et des armes blanches, outre «les bandes organisées, qui sévissent sur le réseau». «Il y a des difficultés d'intervention sur une ligne de 20 km, sauf s'il y des policiers proches», a expliqué M. Malet. Par ailleurs, il a annoncé que le tramway d'Alger connaîtra des extensions vers Dergana, dès mars 2015, alors que l'extension vers Bir Mourad Raïs est, encore, à l'état d'avant-projet. La ligne d'Alger compte 21 km avec 33 stations et atteindra 23,5 km et 36 stations avec la mise en service de l'extension de Dergana.

Pour les tarifs des voyages, la SETRAM a mis en place une réduction de 20% pour les carnets de 10 tickets, qui sont à 320 DA alors qu'un ticket de 40 DA est disponible pour un aller simple. Il a, également, annoncé le lancement, à partir de mardi, d'une enquête pour connaître l'avis des usagers sur la qualité de service et le fonctionnement du tramway à Alger.

Mis en service le 8 mai 2011, le tramway d'Alger est exploité, depuis octobre 2012 par la SETRAM, un partenariat entre l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) et le groupe RATP.

Souk Ahras

Deux femmes meurent asphyxiées

Deux femmes de 74 et de 81 ans ont péri, hier à Ain Sennour, près de Mechrouha (Souk Ahras), après avoir inhalé du monoxyde de carbone provenant d'un appareil de chauffage défectueux, a-t-on appris auprès de la protection civile. Les victimes, souffrant de difficultés respiratoires, se sont évanouies et n'ont pu être réanimées malgré les efforts des éléments de la protection civile, a précisé le capitaine Redha Messaï, responsable de la cellule de communication au sein de ce corps constitué. Dix personnes ont trouvé la mort dans des circonstances analogues depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Souk Ahras, plus précisément dans les communes de Zaârouria, de M'daourouch, de Sedrata et de Souk Ahras, a rappelé la même source.

Tébessa

Quatre trafiquants d'armes arrêtés et 6 fusils et des munitions récupérés

Quatre trafiquants d'armes ont été arrêtés et 6 fusils, ainsi qu'une quantité de munitions et une mine datant de l'ère coloniale ont été récupérés, lundi dernier, à Tébessa par un détachement des Forces combinées relevant du secteur opérationnel de Tébessa/5ème Région militaire, indique, mercredi, le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement des Forces combinées, relevant du secteur opérationnel de Tébessa/5ème Région militaire a arrêté, le 22 décembre 2014, 4 trafiquants d'armes et a saisi 6 fusils, une quantité de munitions, une mine datant de l'ère coloniale et d'autres objets», précise le MDN.

Par ailleurs, un détachement relevant du secteur opérationnel de Djanet et dépendant de la 4ème Région militaire, a appréhendé, le même jour, suite à une patrouille menée dans la localité d'In Aflehleh, «5 contrebandiers de nationalité algérienne et saisi 2 véhicules tout-terrain, 180 litres de carburant, des téléphones 'satellitaires' et d'autres objets», ajoute la même source.

Un autre détachement, relevant du secteur opérationnel d'In Amenas, a, quant à lui, saisi 24 kg de kif traité et 200 litres de carburant, conclut le communiqué.

Le ministère de la Culture nous écrit

Nous avons l'honneur de vous communiquer pour information les précisions suivantes :

Une polémique s'est développée ces derniers jours autour du livre de Mme Meriem Bouzid-Sababou, chercheure au Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH), livre intitulé «Ce que les gens de Sebeiba disent. Sens du rituel de l'Achoura dans l'oasis de Djanet». Certains passages de ce livre ont choqué des sensibilités dans la population de Djanet et soulevé en son sein des protestations, en même temps qu'était posée avec force, notamment par les chercheurs du Centre, la question de la liberté de recherche scientifique et de son respect.

Il s'agit d'un débat, celui des rapports entre la science et la société, qui surgit régulièrement à un moment ou à un autre dans tous les pays, aussi bien dans les sciences naturelles que dans les sciences sociales et humaines. Le fait même qu'il surgisse en ce moment chez nous est probablement, au fond, le signe positif du développement de la recherche en Algérie et de son intervention plus grande dans la vie sociale. Il mérite donc d'être abordé de façon apaisée et responsable.

Sur cette question, le ministère de la Culture tient à exprimer sa position de principe constante : la liberté de création, la liberté de la recherche doivent être respectées et garanties. Ceci implique qu'il revient aux seuls scientifiques d'évaluer un travail scientifique et d'en juger. Ceci signifie, dans ce cas précis, que c'est au Conseil scientifique du CNPRH de statuer sur la question du travail de recherche de Mme Bouzid-Sababou et de ses incidences socioculturelles locales.

Ces incidences ne devraient cependant pas être balayées d'un revers de main. Elles sont elles-mêmes un aspect de la réalité et donc une donnée aussi pour la réflexion scientifique.

Il est de la responsabilité et du devoir de l'Etat et donc du ministère de la Culture d'être attentif aux spécificités de notre société dans ses diverses manifestations et perceptions culturelles. Les anthropologues le savent d'ailleurs et certainement mieux que quiconque : le succès des recherches scientifiques en sciences sociales et humaines est étroitement lié à leur rapport à l'environnement social et à la relation de confiance qu'ils établissent.

Il s'agit donc d'associer positivement l'indispensable liberté scientifique à l'attention portée aux réalités de notre société. Nul doute que les chercheurs du CNPRH sauront trouver la voie pour concilier l'une et l'autre de ces deux exigences.

Les impossibles réformes de l'école algérienne

Dans le livre «l'Éthique ou le Chaos ?» on peut lire : «L'École, grand sujet laïque depuis le début des siècles, vit au rythme des ministres de l'Education.» (1)

Par Mimi Massiva

Sans originalité, notre nouvelle ministre de l'Éducation veut reformer l'école en pointant du doigt la formation des enseignants et le sésame ouvres-toi des cours télévisés. La Syrie, à feu et à sang, possède une chaine d'Éducation 24h sur 24h et son voisin le Liban, pas plus zen, pousse le luxe jusqu'au petit écran de la Santé et du Bien-être. Depuis des décennies on ne cesse d'accabler ces pauvres enseignants semi-analphabètes, ces sans-bac devenus professeurs par décret et reconvertis express au régime wahhabite. Si tu ne réussis pas à l'école mon fils, disaient les parents à l'époque, tu pourrais toujours enseigner. Officiellement, cette période est terminée. Aujourd'hui nous avons des diplômés de l'université dès le primaire. Quant aux cours télévisés, à l'heure de la vulgarisation de l'internet, la ministre veut renouveler à minima l'expérience au profit des seules classes d'examen. Tout en sachant que cette derrière n'a pas fait de miracle quand l'Unique ambitionnait d'éduquer enfants et parents tous les jours jusqu'à l'heure du «bonne nuit les petits !». De l'avis des acteurs, y compris des pédagogues officiels, le niveau ne cesse de se dégrader. Sinon pourquoi reformer le tout va bien ? Aujourd'hui l'école algérienne a tellement été reformée déformée qu'elle donne l'image d'un Frankenstein imaginé par des attardés mentaux et cousu par une armada de manchots et d'aveugles. On ne se lassera jamais de répéter que l'Algérie a hérité d'une école coloniale qui avait au moins l'avantage d'être la meilleure et la plus difficile école de l'époque alors que la majorité du monde arabo-musulman croupissait entre la tablette coranique et le bâton du taleb. Le projet a tellement réussi que notre pays est non seulement classé parmi les derniers au monde, mais aussi à l'échelle arabe et africaine. Aujourd'hui des étudiants africains partent en Égypte pour décrocher des diplômes en littérature française. Pourquoi Nasser n'a pas fermé ses lycées français avant de conseiller l'arabisation totale au «Sage» d'Afrique, Ben Bella ? Que dire des monarchies du Moyen-Orient qui forment nos islamo-terroristes depuis des décennies tout en important clé en main des universités américaines anglaises, des lycées toutes nationalités et religions confondues . Hier, les princes saoudiens allaient en Occident pour s'instruire, aujourd'hui ils ont la possibilité de le faire à domicile. C'est le Qatar qui accueille tous les 3 ans le WISE (Wold innovation summit for education) que la mère de l'actuel émir a lancé en 1995.

En toute logique l'Algérie à 100 % arabe et sunnite aurait dû suivre ses Frères. Non curieusement, elle a saisi à la volée de mauvaises lunettes occidentales sans connaitre leur mode d'emploi ni ses capacités visuelles. Par exemple à chaque reforme de l'école française, on est sûr que l'école algérienne suivra tel le cancre qui copie les chiffres de l'exercice de maths en confondant les symboles des sciences exactes avec la décoration de la feuille. On se croirait à Harvard ou à la NASA quand on entend nos « Maitres» parler d'élites, de pôle d'excellence, de programmes de première génération, de programmes de seconde génération etc. Sans oublier les écoles privées qui emboîtent le pas allégrement avec autant de modestie : l'école d'Einstein, l'école des Petits Génies, l'école Imtiyaz (d'excellence), école des Elites, école pour perfectionner les métiers et les arts…Faire des programmes pour chaque génération c'est logique : les révolutions éclatent tous les 20 ans à peu près. En faire chaque année, c'est dissuader des bébés de 9 mois (année scolaire) de faire Mai 68 ou le Printemps arabe. «205 programmes en un temps-record, de 2002 à 2007.»(2) Quand on pense que la Finlande qui a le meilleur système éducatif au monde, possède un seul, vieux de plus de 30 ans. Former les formateurs, décentraliser, donner plus d'autonomie à la base, développer chez l'enfant l'esprit critique le tout autour du trio islam-arabité-amazighité, c'est extra. Comment ? Comment la nouvelle commission nationale compte y parvenir mieux que ses précédentes alors qu'il n'y a eu aucun changement dans le pedigree de ses composantes encore moins dans celui de sa hiérarchie. Soyons optimistes et supposons un stage en Finlande. L'idée n'est pas saugrenue. En 2000, quand cette dernière a reçu la palme d'or de l'Education, plusieurs pays européens et autres (France Allemagne Turquie…) ont envoyé des experts et même des élèves pour décrypter le miracle. Comment s'assurer que les as qui formeront les formateurs reviennent ? Sachant que l'Algérie indépendante subit une véritable hémorragie «cérébrale» avec la fuite de ses cerveaux malgré le casse-tête du visa et la cherté du billet. Même les imams envoyés en mission en France pour apprendre aux jeunes beurs leur religion refusent de revenir alors que leur sol natal ne cesse de les séduire en s'islamisant. Ils préfèrent le sol pavé de la «Fille de l'Eglise»avec le mariage pour tous et l'école du genre. Jusqu'aux délinquants qui préfèrent les prisons gauloises à l'éden algérois… Décentraliser ? Comment décentraliser une pyramide qui ne tient que par et pour son centre. C'est plus vicieux que la quadrature du cercle qui peut au moins contenir plusieurs quadrilatères sans risquer de disparaitre. Quant à l'ambition de la commission d'algérianiser l'école, c'est une blague qui va directement aux neurones à les pulvériser de rire quand on pense que c'est le pouvoir en place depuis plus de 50 ans qui a fait tout pour tout «désalgérianiser». Le proverbe nous dit : on ne peut donner ce qu'on n'a pas. La commission va plus loin, elle nous fait croire que l'assassin a le pouvoir de ressusciter le cadavre de sa victime sans message prophétique.

Quant à donner un esprit critique à l'élève, il faudrait d'abord sauvegarder l'inné avant de penser à l'acquis. Rares sont les écoles dans le monde qui y parviennent. L'exploit universel de ce lavage de cerveau se résume en ces mots : avant l'école, l'enfant pose des questions à l'adulte ; à l'école, c'est lui qui répond aux questions de l'adulte. La Finlande n'a eu qu'une seule ambition simpliste : mettre l'Enfant au centre au lieu du Savoir. Avec cette permutation, elle a détruit l'école classique. Elle a opté pour le facteur humain parce qu'elle manquait de rente de savoir de puissance et surtout elle voulait éviter le sort de l'Ukraine d'aujourd'hui. Colonisation suédoise du Moyen âge au XIX siècle pour passer illico à celle de l'URSS, rien ne lui a été épargné durant la guerre froide même pas la guerre civile. Elle a réussi parce que des hommes et des femmes sincères se sont réunis un jour discrètement autour d'une table pour seul objectif l'éducation dans la joie, le libre choix, le «bonheur dans la classe». Des pédagogues ne rêvant ni d'une célébrité tape-à-l'œil ni d'un prix Nobel ni d'un compte en Suisse. Si un enfant déteste les maths et adore la musique, on le laisse faire, il pourra même intégrer un orchestre, faire un projet et gagner de l'argent avec l'aide de l'administration. Demande-t-on la définition du théorème de Pythagore à un Mozart ? La société, les parents, les élus, l'administration, le gouvernement fonctionnent à l'unisson. «…premier pays du continent à accorder le droit de vote aux femmes ainsi que le premier au monde à les rendre éligibles autant que les hommes. L'étude Legatum Prosperity classe la Finlande en première position à la suite de ses performances économiques et de la qualité de vie…dans le domaine du cancer, on parle même d'«exception finnoise.» (2) Ils ont fait la démocratie pour tous. Une femme qui compte, l'enfant peut compter sur elle pour le protéger. Car l'enfant n'avait aucune existence jusqu'à ce que les États légifèrent et lui donne un statut. «Il y a à peine une poussière de secondes à l'échelle du temps paléontologique, ils en faisaient tout au mieux un esclave quand ils ne le sacrifiaient pas à une quelconque instance divine où qu'ils ne le précipitaient dans le feu au cours des rituels d'ordalie… Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la médecine, ignorante de la perfection de ses mécanismes physiologiques, aggravera plus encore sa situation en le traitant comme un adulte en miniature.» (5) La Finlande n'a pas régressé en se laissant détrôner par la Chine. Cette dernière ne l'a devancée dans le classement PISA (programme international de suivi des acquis des élèves) qu'en mettant à rude épreuve les petits Chinois déjà fortement discipliné génétiquement.

La Chine n'a pas seulement le plus grand nombre de bras. Avant même de connaitre l'école apparue avec l'impérialisme occidentale, elle a offert au monde ses plus grandes inventions. 2000 ans avant J.C., l'empereur chinois, tous les 3 ans faisait passer des examens à ses administrateurs, en cas d'échec il les renvoyait. 1000 ans plus tard, l'empereur Chang inventa le système du mandarinat qu'admiraient tant Voltaire et ses contemporains. Pour recruter ses fonctionnaires, tous les 3 ans, l'empereur organisait un concours ouvert à tous ses sujets dans les matières : musique, tir à l'arc, équitation, calligraphe et arithmétique… La sélection était tellement sévère qu'un scribe recopiait le texte du candidat avant de le soumettre au jury afin d'éviter qu'on puisse reconnaitre une écriture familière. L'histoire de la Chine nous démontre que l'école n'est pas seule source de savoir. Combien de génies n'ont jamais été scolarisés comme James Watt inventeur de la première machine à vapeur qui a permis à l'Angleterre de s'industrialiser et inaugurer l'ère industriel. Faraday, considéré comme l'homme le plus important de son siècle, ses parents vivaient dans une écurie et ne pouvaient lui assurer que la première année primaire. Abraham Lincoln n'a pas été plus chanceux, vivant dans une cabane et bénéficiant de l'école que le temps de déchiffrer l'alphabet. Georges Washington, ce fils d'une esclave n'a occupé le banc scolaire que pour le quitter quelques mois plus tard. Rien à apprendre de plus pour devenir le «savant noir dont les talents devaient enrichir toute l'humanité»(3) L'école n'a pas séduit La Fontaine ni Einstein ni la plupart des génies. On estime que 70 % des enfants doués sont rejetés du circuit scolaire. Au dernier Wise au Qatar, on a demandé aux spécialistes de l'Education venus du monde entier si l'école détruit la créativité de l'enfant. Majoritairement, ils répliquèrent par l'affirmatif. Elle est devenue à défaut d'un pôle d'excellence, le pôle de l'exclusion avec une élite conçue dans le même moule pour une mondialisation au seul bénéfice des favoris. Si en Algérie, on exclut 200000 enfants par an, en France, le pays de Jules Ferry, le nombre de 150000 n'est pas plus honorable. C'est le pays classé le plus inégalitaire d'Europe alors qu'il dépense par élève plus que la Finlande. Déjà en 1970, Ivan Illich écrivait dans «Une Société sans École»que l'éducation est une chose trop importante trop personnelle pour la livrer à une seule institution étatique qui impose un programme unique à des enfants inégaux par nature. «Par le système de la scolarité universelle, on espérait…ne plus faire dépendre la place future dans la société que des mérites de chacun placé au départ avec des chances égales. Beaucoup continuent à croire, à tort, que l'école mérite la confiance publique… alors même qu'elle n'est plus que la détentrice d'un monopole et que, loin d'égaliser les chances, elle en assure la répartition.» L'école est un gouffre financier sans assurer à aucun pays même les USA de réaliser le rêve d'un Nixon : faire que chaque enfant sache lire. Tous les pédagogues s'accordent à dire que si l'élève ne maitrise pas la lecture dès le début, il n'a aucune chance plus tard. En Finlande, l'enfant est maintenu à la crèche jusqu'à l'âge de 8 ans avec l'accord des parents s'il n'est pas prêt.

On n'a jamais cessé de reformer l'école notamment après 1945 et 1968 sans succès. À l'exception d'une seule : de l'enfant-esclave à l'enfant-roi. De l'enfant crucifié à l'enfant-drogué, c'est kif-kif osent dire aujourd'hui les psychanalystes. Cet «être neuf au formidable potentiel» ne veut ni être un paria ni un dieu, simplement être lui. Quand on demande à un Finlandais pourquoi il a choisi l'enseignement, il répond généralement parce que j'aime les enfants. En France, il a tendance à répliquer parce que j'aime la matière. En Algérie, le plus souvent c'est l'emploi du temps qui rend la fonction attractive. Une plus grande liberté pour les femmes et les hommes afin de s'occuper de la famille, d'un commerce... On se souvient de ce drame qui a eu lieu il y a plusieurs années dans un collège. La mort d'une adolescente de 15 ans, Meriem, dont l'avenir s'annonçait bien prometteur. Pour les besoins de ses activités extrascolaires, le professeur de sport a laissé ses élèves sous la surveillance d'un gardien et d'une collègue qui avait à gérer en même temps sa classe. Les filles jouaient un match sur un terrain de poche goudronné où la moindre chute pouvait s'avérer fatale tandis que les garçons s'activaient à l'extérieur sur la terre battue. L'agonie de la victime dura plusieurs minutes sur le bitume noir face à une armada d'adultes tétanisés. Aucune sanction même pas administrative. Aucune réaction à part celle «maladroite» des camarades de la victime : colère rage et refus de reprendre les cours. Prise de panique, l'administration leur envoya un psychologue et sollicita l'aide des enseignants et de l'association des parents d'élèves pour les calmer. Situation inimaginable en Finlande, l'enseignant-commerçant serait passé illico devant un juge avec son complice le directeur. Situation impossible en Finlande parce qu'il y a des endroits spéciaux pour faire du sport, parce que l'enseignant n'est jamais seul, toujours entouré d'assistants de collaborateurs et de spécialistes à temps plein autour de lui. Au moindre problème, ils accourent sachant que ce n'est pas l'État qui les recrute, mais les parents des élèves qui votent pour le sommet et le centre de la pyramide. La grande spécialiste et avocate de l'enfant, Françoise Dolto, n'a fait que confirmer une sagesse ancestrale : le verbe ne suffit pour instruire un enfant, il faut donner l'exemple.

Or l'école ambitionne d'instruire et d'éduquer cet être prodigieux qui à 4 ans a déjà multiplié son cerveau par 4. «Si on définit l'intelligence comme une faculté d'apprendre des choses nouvelles, de trouver des solutions à des problèmes se présentant pour la première fois, qui donc est plus intelligent que l'enfant ? s'interroge Michel Tournier. Si on a un conseil à donner au ministre de l'Instruction et de l'Education, au lieu de dépenser de l'argent de la rente, l'argent et le savoir-faire de l'Unesco et autres organismes internationaux venus au secours de l'école algérienne notamment pour la formation d'enseignants qui ont marre de se former. Se former pour rien, pour des diplômes «cosmétiques», pour des cours télévisés qui ont montré leur limite, il vaut mieux pour une fois se tourner vers le grand oublié : l'élève. Il suffit de visiter n'importe quelle classe de n'importe quelle wilaya pour se demander où va l'argent ? Pourquoi il n'y a pas plus de violence de fous de terroristes de drogués ? Le bien-être du petit être est le dernier souci de l'Institution nationale. Alors que la Finlande en a fait sa priorité au point où le petit finlandais est chez lui en classe. L'enfant algérien non seulement ne se sent pas chez lui à l'école, mais son seul désir et celui des adultes qui l'entourent c'est d'entendre la sonnerie de la délivrance. Ajoutons que l'école performante ne peut exister que dans un pays performant et encore. L'urgence aujourd'hui pour l'école algérienne est de se réconcilier avec les élèves, d'essayer de les séduire pour atténuer leur mal-vie, leur violence, leur désir de vengeance. Il faut former en priorité le directeur, premier responsable, pour les accueillir avec le sourire à la porte, les inciter en cas de problème à venir le voir car, «chaque enfant est important» comme l'affirme son collègue finlandais. Il faudrait que l'établissement accueille l'élève dès son ouverture et ne l'«expulse» qu'à sa fermeture : officiellement l'école a été construite pour lui. C'est désespérant de voir les parents passer leur journée à faire le va-et-vient de l'école à la maison en gardes du corps de leur progéniture. Besoin d'une bibliothèque, d'une salle de jeux, d'un terrain de sport que d'une cantine qui bizarrement est seule à séduire l'administration à l'exemple du cartable pour l'orphelin et le couffin du Ramadan. Au mieux, le maire ne se ruinera pas s'il assure une «soupe populaire» chaude en hiver à tous les élèves et en été au moins un verre d'eau fraiche…

En Finlande les murs des classes sont tapissés de livres, on pourra en faire autant avec tous les invendus de la Foire des Livres, les stocks anciens ou les livres de seconde main même en chinois. Il suffit d'observer la fascination des tout-petits pour les livres pour saisir qu'il faut éveiller leur curiosité en premier. Algérianiser ? Dans les constantes arabe-islam-amazigh, seule cette dernière n'a de constant que son invisibilité. Quant aux deux premières, historiquement les Arabes sont venus «ouvrir» un désert. On se demande comment l'anthropologue allemand Leo Frobenius considéré comme l'un des grands «découvreurs» européens des civilisations africaines a pu sillonner l'Afrique du Nord pour recueillir ses célèbres « Contes Kabyles». En profiter pour les mettre à la disposition des élèves pour qu'ils puissent avoir une idée de cette espèce disparue qui posent problème : les Homo amazighs. À défaut d'y croire, ils peuvent toujours se distraire sachant que les contes sont utilisés même dans les universités américaines. Côté arabe, c'est le désert même les Mille et une Nuits puisent l'essentiel de leurs racines en Inde, en Chine, en Perse... Imiter les pays européens qui ouvrent les écoles aux enseignants retraités aux artisans et autres bénévoles qui mettent leur savoir et leur expérience au profit des générations futures. Renouer avec les activités qui «parlent» même aux vaches dit-on comme la musique sans oublier le chant la danse la poésie le théâtre…Que l'école récupère ceux qui sortent chaque année de la plus grande fabrique de chômeurs qu'est devenue l'université. À temps plein ou partiel, ils peuvent assister l'enseignant, aider les élèves en difficulté surtout quand l'effectif de la classe dépasse 40. Au lieu qu'ils se retrouvent vendeurs à la sauvette de n'importe quoi, serveur de pizza de friandises, plongés dans de louches trafics, parasites ou en errance. Ils pourront qui sait se découvrir une vocation… Pour accéder à la faculté de l'Education, les candidats à l'enseignement en Finlande doivent impérativement passer par ce test. Il faut aussi épurer le programme de toutes les formes de violences de discrimination de sexisme, revenir au Texte sacré libéré des prédicateurs du moi ou le chaos. S'ouvrir aux autres religions en ce temps où l'Islam est perçu comme une menace chez des étrangers qui sont sommés de faire de la place chez eux pour accueillir les musulmans exilés. S'il y a une formation à donner aux enseignants c'est de leur apprendre à aimer les enfants ou à les quitter. Des enfants noirs d'un quartier mal famé ont été condamnés par une étude sociologique américaine à un avenir de «gibier de potence». 20 plus tard, à de rares exceptions, on les a retrouvés occupant de brillants postes d'avocats de médecins de hauts fonctionnaires. À l'unanimité, ils ont donné le nom d'une enseignante pour expliquer leur étonnante réussite. Questionnée sur son secret, la vieille femme a répondu : «J'aimais ces enfants !» En recevant le Prix Nobel, Camus a remercié en premier son ancien instituteur. Si l'enfant ne trouve ni famille ni école pour le soutenir lui témoigner un peu d'amour, il devient un poids mort ou un danger pour la société. Une armée super équipée avec un matériel super sophistiqué ne pourra jamais protéger un État si 70 % de la population risque d'être demain une véritable arme de destruction totale. «Nous voulons de la place au soleil. C'est normal mon garçon. Alors, fait du soleil au lieu de chercher à faire de la place.»(6) Mais l'enfant ne peut pas le faire dans le non-exemple, dans le désamour, toute sa vulnérabilité est dans ce besoin vital de vérité, de tendresse. Dolto avant de mourir a demandé qu'on écrive sur sa pierre tombale : «N'ayez pas peur !» La psychanalyse de l'enfant est là et l'école algérienne fait peur à tout le monde.

(1) Jean-Loup Dherse et Dom Hugues Minguet
(2) Wikipédia
(3) Quotidien d'Oran 23/07/2014
(4) Sarah Bolton : Partis de Rien
(5) Aldo Naouri : Eduquer ses Enfants, l'Urgence d'Aujourdhui
(6) Jean Giono

Mutations socioéconomiques en Algérie : du développement moderne de l'homme archaïque au développement archaïque de l'homme moderne

Par Mohamed-Amokrane Zoreli*

« Il est impossible de travailler à l'édification d'une doctrine que l'on croit vraie sans sentir le besoin d'anéantir celles que l'on croit fausses. » ***(Pierre Leroux)***

Jusqu'à une période récente, l'enjeu, à plus d'un titre justifié, était, pour les pays sous-développés, de réaliser la croissance, facteur clé garantissant le rattrapage des pays développés. Désormais, les mutations socio-économiques exigent, l'objectif d'industrialisation à n'importe quel prix se répercute fatalement d'une façon négative dans le long terme sur la qualité de développement. Ceci est tellement vrai qu'on parle aujourd'hui de ville écologique, d'agriculture et d'habitat durables et de territoire intelligent.

Dans le contexte Algérien, c'est le développement non durable qui est privilégié et réalisé. Cette assertion, qui est de l'ordre du constat, peut être étayée par le fait, très répondu, que l'homme d'allure moderne (ayant un statut distingué, des habits dorés et un carrosse très prisé) soit l'auteur de comportement incivique (jeter ses déchets n'importe où, sous le regard indifférent de tous et sans égard à l'autre et à l'environnement).

Dans cette situation, ce sont, nous semble-t-il, les intellectuels qui sont interpelés pour, comme dirait Eliade, « prendre conscience, toujours avec plus de rigueur, de leur situation historique », pré-requis pour pouvoir réfléchir des solutions utiles pour des progrès pratiques.

Etant donné qu'en Algérie de la période postcoloniale, la réalisation du mal développement est un fait de société, il nous importe seul, pour une question de pertinence, de comprendre pourquoi, dans notre pays, l'homme traditionnel a plus et mieux réalisé le développement durable par les solidarités locales que l'homme moderne par sa supposée rationalité comportementale.

De cette problématique ressortent deux moments d'analyse du développement en tant que réalité en Algérie, savoir le développement durable durant la prédominance de la logique de l'homme traditionnel et le développement du mal développement durant le règne de « l'homme moderne ».

I. L'HOMME ARCHAÏQUE AU DÉVELOPPEMENT MODERNE

Nonobstant l'état de misère qui régnât en Algérie durant la période de colonisation turque et française, l'homme algérien traditionnel a réalisé le développement durable bien longtemps avant sa conceptualisation théorique. En effet, dans la société Algérienne, parce que les valeurs traditionnelles ont survécu en tant que facteurs mobiles dominants durant près de deux décennies après l'indépendance, le phénomène de développement du mal développement a été retardé dans sa manifestation pratique. Ceci peut être illustré en se référant à trois dimensions pratiques du développement durable de la société algérienne traditionnelle : l'habitat durable, le travail solidaire et la sacralisation de la nature.

1. L'HABITAT DURABLE

Pour répandre au besoin primaire de se loger, l'algérien traditionnel mobilise comme matériaux des éléments de la nature (terre, boit, pierre, argile, chaux, etc.) non nuisibles à l'environnement. Etant donné que les habitations étaient faites de mures en terre ou pierres épais, ceux-ci font des isolants naturels du froid et de la chaleur externes, permettant ainsi de réduire la nécessité pour l'homme de recourir à des outils de régulation de la chaleur sources de pollution et de consommation d'énergie. Outre cela, les maisons traditionnelles font, par leurs taille et architecture, un ensemble inséré harmonieusement dans l'environnement physique de chaque région.

2. LA VALEUR TRAVAIL, LE TRAVAIL SOLIDAIRE ET LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Les intellectuels français témoins des premières expéditions françaises en Algérie, comme Daumas, ont décrit le peuple Algérien comme étant brave et travailleur. Dans le passé, la première source de revenu en Algérie fût la terre que l'algérien travaillait au cours de toute l'année avec acharnement, mais non sans beaucoup d'amour. L'option générale au niveau de la société pour la petite propriété est un facteur permettant d'éviter la concentration de la propriété foncière, garantissant ainsi à chaque membre socialement responsable d'une famille d'avoir une parcelle de terre à travailler.

Les générations futures y sont loin d'être oubliées ou négligées. En effet, en sacralisant le principe moral d'incessibilité et d'inaliénabilité de la propriété terrienne héritée des ancêtres, c'est à ces générations que l'on pensait pour leur assurer l'héritage d'une propriété terrienne, source principale de survie.

Le travail s'y réalise concrètement en recourant à la logique de solidarité sociale : les travaux réguliers se font par la réunion de toutes les forces de travail de la famille, le recours à la division du travail selon les prédispositions naturelles, les compétences et l'expérience de chacun et à l'entraide selon les circonstances. Dans les situations particulières nécessitant des forces de travail dépassant les capacités de la famille, les autres familles du village sont toujours prédisposées à venir en la circonstance assister la famille qui est dans le besoin. Il s'agit d'une norme sociale fondée sur le principe de réciprocité considérant que chacune des familles est susceptible de solliciter l'aide des autres et du principe moral selon lequel un bon citoyen doit toujours manifesté sa disponible à aider l'autre.

3. LA NATURE, SES PRODUITS ET SES ÉLÉMENTS SACRALISÉS

Parce que pour lui la terre est la source de vie (agriculture et chasse), l'algérien traditionnel l'a sacralisée en lui concevant une âme sensible et un pouvoir extrahumain. Cette sacralisation a concerné aussi les principaux éléments de la terre, savoir les arbres et les sources d'eau. La sacralisation en question a fini par instituer des croyances protégeant la nature des méfaits de l'homme[1], comme qu'on ne peut rester impuni du mal qu'on fait subir aux éléments de nature, que la chose la plus déshonorante qu'on puise vivre est de négliger sa propriété terrienne, de laisser l'autre la dégrader ou de ne pas la conserver, l'entretenir et la travailler. Ceci s'est tellement ancré dans la société qu'à titre d'exemple, durant ces dernières décennies, les travaux d'ouverture des routes pour désenclavement et d'assainissement ont, partout en Kabylie, rencontré des résistances de la part des villageois voulant protéger leurs oliviers, figuiers ou sources d'eau potable.

II. L'HOMME MODERNE AU DÉVELOPPEMENT ARCHAÏQUE

Vers la fin des années 1980, a commencé en Algérie la phase de domination de l'homme prétendant être moderne qui, sans avoir acquis la culture de la citoyenneté, s'est inscrit en opposition par rapport aux valeurs traditionnelles jugées vétustes. Paradoxalement, l'augmentation graduelle du pouvoir d'influence et de décision de celui-ci dans la société a été accompagnée par une augmentation dans les mêmes proportions du niveau de dégradation de son cadre de vie et de son environnement.

Si ce constat relève du sens commun, la raison explicative invoquée et reprise à chaque circonstance n'est pas, nous semble-t-il, la plus appropriée ; en ce sens que la dimension quantitative ne se réalise pas systématiquement au détriment de la dimension qualitatif. Le facteur explicatif principal de cette réalité est le mouvement de fond dans la société qui a masqué et protégé les structures de domination sociale, leur permettant de se reproduire dans le temps sous d'autres formes tout en figeant les rapports de pouvoir et de force. Plus précisément, il s'agit de ce processus historique local où la structure sociale maraboutique[2] a pu se maintenir comme entité de prise ou d'influence de la prise de décision, en allant investir en force les centres utiles de création de la décision et de domination sociale durant les principales périodes distinctes de l'Algérie, avec, durant chaque phase, le même objectif, socialement négatif, savoir s'imposer, sinon comme décideur, du moins comme interlocuteur incontournable des centres de décision, pour travailler exclusivement ses propre intérêts et, très souvent, en sapant les tentatives d'innovation et de transformation sociales : position religieuse durant la période turque, position politique et religieuse durant la période française et position administrative, politique, scientifique et économique après l'indépendance. Nous allons nous limiter dans ce qui suit à la présentation des logiques ayant présidé au choix des positionnements de la structure sociale maraboutique durant la période postcoloniale.

1. LA POSITION ADMINISTRATIVE

Dans les systèmes bureaucratiques, l'administration est un enjeu important de pouvoir dans la société. Dans le contexte Algérien, il y a trois raisons essentielles qui font que les postes administratifs sont convoités et parfois font l'objet de luttes féroces entre groupes sociaux. Le premier est lié au fait que de lourdes formalités et procédures administratives conditionnent toute initiative de nature sociale, économique, culturelle ou politique. En effet, la position administrative permet de favoriser ou de freiner les initiatives selon les affinités et, depuis le passage à la logique libérale, selon le niveau de disposition du candidat à être corrompu. Le deuxième s'explique par la reproduction durant la période d'indépendance de la logique développée durant la période turque et perpétuée durant la période française consistant à attribuer des postes administratifs selon le niveau d'allégeance générationnelle au clan dominant et, comme récompense de l'allégeance, de laisser l'agent administratif agir à sa guise. Ceci à provoqué le développement et la généralisation du comportement d'usage privatif de fonctions et de biens publics. Le dernier est lié à la dépendance des pays rentiers en matière d'emploi du secteur administration. Ceci a fait qu'en Algérie, le recrutement aux postes administratifs est essentiellement fonction du pouvoir d'influence et du niveau d'allégeance du réseau social d'appartenance du candidat. Comme conséquence à cela, au niveau de la société, celui qui n'a à faire valoir que ses compétences scientifiques et/ou son savoir-faire pratique est considéré comme un élément pitoyable, au plan social largement moins considéré que celui qui s'enrichit dans le secteur informel.

2. LA POSITION SCIENTIFIQUE

Depuis longtemps s'est installée dans la société Algérienne l'idée que le système de formation est, relativement à ceux des autres pays d'Afrique, de qualité supérieure. Les études d'évaluation des performances des universités africaines ou mondiales des dernières années ont montré qu'il n'en est rien. Ceci peut être expliqué par trois facteurs principaux. D'abord, du côté étudiants, parce que comme sus-signalé, le niveau scientifique n'est pas déterminant dans le processus de recrutement professionnel (les familles influentes informent leurs enfants, avant même qu'ils commencent leur parcours universitaire, qu'un poste de travail important leur est réservé, pourvu qu'ils arrivent à arracher un diplôme), on demande et on essaye d'avoir par tous les moyen, l'effort scientifique excepté, les notes nécessaires pour avoir le diplôme, les compétences étant pour eux de la non-valeur et sans utilité dans leur vie pratique. Ensuite, du côté administration, avec la saturation des infrastructures, la priorité est de gérer les effectifs en poussant les flux vers la sortie. Enfin, du côté enseignants et méthodes d'enseignement, par le fait que durant la période de colonisation française et, encore plus, durant la phase d'indépendance, l'influence de la formation scolaire s'est substituée à l'influence par la formation religieuse, la classe maraboutique s'est déplacée en masse des confréries vers les structures de formation et de recherche universités. Etant venu à l'université pour une considération utilitaire de perpétuation et de consolidation de pouvoir et d'influence plutôt que pour une question de vocation, l'enseignant, nous fait remarquer Henni, plutôt que de chercher à devenir un grand professeur, cherche à occuper un poste administratif, source de pouvoir. Par conséquent, n'ayant pas fais de rupture avec les méthodes confériques d'enseignement, ces enseignants utilisent dans leur discours et diffusent de leur chaire le dogmatisme et la mémorisation sans discernement plutôt que d'aiguiser l'esprit critique et la curiosité scientifique.

3. LA POSITION ÉCONOMIQUE

Après l'indépendance du pays, l'économique est devenu un champ de jeux et d'enjeux important où il faudrait impérativement prendre place si on voulait perpétuer ou consolider son pouvoir d'influence. Pour expliciter cet aspect de notre analyse, il y a lieu de faire la distinction entre deux périodes principales, savoir la période du socialisme et celle du libéralisme.

La première période est caractérisée par une économie dirigée basée sur des entreprises publiques avec, à la marge, un secteur privé limité dans sa dimension et son champ d'action. Ces deux perspectives ont été exploitées efficacement pour servir ses intérêts personnels par les structures sociales ayant pris conscience des rapports de domination. Dans le premier cas, en allant investir dans le secteur privé pour bénéficier à grande échelle des mesures publiques de soutien des prix des produits et matières premières importés. et, dans le deuxième cas, en allant occuper des postes de responsabilité dans les entreprises publiques pour faire un usage privatif sans limite des biens et fonctions publics : un responsable d'une entreprise de production de matériaux de construction permettait systématiquement aux membres de son réseau social d'acquérir ses matériaux gratuitement ; des travailleurs d'entreprises publiques ont été démobilisés par leurs chefs hiérarchiques pour les faire travailler dans leurs chantiers privés ; des responsables des achats et des ventes exerçaient leur fonction sans aucun contrôle à priori ou à postériori, au point que des études réalisées durant le début des années 2000 pour le regroupement des entrepreneurs locaux par catégories ont ressorti une catégorie importante constituée d'entrepreneurs ayant, durant la période socialiste, occupés des postes de responsabilité dans des entreprises publiques.

La deuxième période, qui a commencé au début des années 1990, se caractérise par un processus de substitution du secteur privé au secteur public. La sphère économique privée étant très dépendante du politique et de l'administratif, les acteurs économiques, constituant dans leur majorité le groupe dominant des phases précédentes ayant fait une conversion à la sphère de l'économie de marché, se maintiennent dans la durée en érigeant des barrières à l'entrée de type administratif et, surtout, en gardant le monopole d'accès aux marchés publics et aux prêts bancaires.

SYNTHÈSE

Cette analyse ayant comme objectif de comprendre pourquoi, dans notre pays, la société actuelle a donné des défaitistes alors que la société traditionnelle a donné les novembristes, nous a permis de comprendre que dans la période postcoloniale, du supposé être homme moderne sort toujours pour agir dans la pratique un homme prédateur, ne connaissant ni son histoire ni ses mythes, qui, en pratiquant l'usage privatif du bien public et la personnalisation de sa fonction publique, a développé le mal développement. De ce fait, la transition vers la modernité passe par le dévoilement par le scientifique et le déclassement par l'opinion publique des groupes sociaux perpétuant leur position de domination par l'allégeance plutôt que par la compétence. En somme, Les faiseurs des Lumières nous ont légués ces deux principes géniteurs de vérités scientifiques, qu'il ne sert à rien de construire des projets de transformation sociale ou de transition politique sans réaliser préalablement la préparation du cadre de sa mise en application pratique et que permettre un bon développement de l'arbre de la société consiste simplement à élaguer ses mauvaises et à renforcer ses bonnes branches, deux principes brillamment résumés par Durkheim nous avertissant que « l'idéal ne repose sur rien s'il ne tient pas par ses racines à la réalité ».

* *Enseignant-chercheur.*

Renvois

(1) Le plus talentueux des témoins de la Kabylie de la période coloniale note que le kabyle « accorde la même âme aux gens, aux bêtes, à soi-même, et beaucoup d'affection à ses animaux.» (Ferraoun, 1968 :103).

(2) A ce propos, Daumas a écrit : « Il existe quelques grandes familles religieuses, dont l'influence incontestée domine plusieurs tribus tout à la fois. C'est dans leur sein que tous les gouvernements prétendant à la domination sur les Kabyle se sont efforcés de prendre leurs intermédiaires ; ils ont alors conféré à ceux-ci des titres de khalifas, d'aghas, etc. Cette politique fut celle des Turcs et ensuite d'Abd-El-Kader ; elle est devenue la notre par la force des choses.» (2010 : 61).

L'Algérie et le nouvel environnement de sécurité émergent

Par Tewfik Hamel *

Le cas de l'Algérie est d'une importance cruciale plus qu'un autres pays du Maghreb, son évolution aurait un impact considérable sur l'environnement régional. De nombreux facteurs ont influencé la doctrine sécuritaire algérienne notamment l'histoire, la géographie et l'idéologie. La perception qu'ont les autorités algériennes du monde extérieur -y compris ce qui constitue une menace à la sécurité nationale- a fortement été influencée par l'idéologie. La guerre d'indépendance a contribué à un ensemble de croyances conduisant le pays à s'identifier étant tiers-mondiste fermement hostile à l'impérialisme, au colonialisme et à la domination économique des anciennes puissances coloniales capitalistes. L'un des exemples du nationalisme radical du tiers-monde, l'histoire moderne de l'Algérie est l'un des excès. La période coloniale a particulièrement été longue, la guerre de l'indépendance particulièrement coûteuse, la nationalisation de l'économie a été profonde, l'insistance sur la règle du parti unique a été sans faille, et les projets d'industrialisation ont été trop ambitieux. Elle fut également le pays qui a pris les mesures les plus spectaculaires en matière de la démocratie libérale en 1989-1991. Par la suite, le pays a sombré dans connu violence sanglante nullement connue ailleurs. Mais aujourd'hui, son avenir démocratique reste incertain, et personne ne serait en mesure de décrire l'Algérie comme un modèle d'émulation politique.

LES PÉRIMÈTRES DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DE L'ALGÉRIE

Historiquement, avec une élite intellectuelle et dirigeante francophone déterminée à la réorganisation de l'État le long des lignes modernes, c'est le pays où l'héritage de la colonisation est plus profond mais également c'est là où la volonté de s'en débarrasser s'est manifestée virulemment par la suit. L'histoire postindépendance de la " plus assimilée des colonies " fut une suite de rejets répétitifs de la greffe coloniale. D'où des relations difficiles avec l'Occident et la marginalisation de la Méditerranée dans l'architecture de sécurité de l'Algérie alors que l'histoire, la géographie, l'immigration et les liens politico-économiques importants avec l'Europe scellent le destin méditerranéen du pays. Au moins jusqu'à une date récente, la sécurité nationale de l'Algérie a principalement été envisagée dans le cadre de trois cercles se chevauchant constamment : maghrébin, arabe et africain. Sa diplomatie agit pour les consolider et s'en sert pour soutenir sa politique internationale notamment son engagement tiers-mondiste. Comme le disait Boumediene, " pays arabe, maghrébin et africain, l'Algérie appartient à ce vaste ensemble des nations du Tiers-Monde ". Ces cercles ont toujours été conçus comme complémentaires. Selon le contexte, Alger n'hésite pas à instrumentaliser un cercle pour appuyer sa sécurité nationale et renforcer sa position dans un autre.

L'action internationale de l'Algérie reste motivée par la volonté de s'imposer étant l'interlocuteur incontournable des grandes puissances pour tout ce qui concerne les affaires maghrébines et même africaines. Si le tiers-monde était le grand cercle dans, et à travers, lequel la diplomatie algérienne a été véhiculée, sa dimension méditerranéenne s'exprimait essentiellement comme un sous-ensemble dans le cadre des rapports Nord-Sud (Non-alignés) et du dialogue européo-arabe (Ligue arabe). Sa conversion au pragmatisme s'éloignant de la " diplomatie de maquisards " l'a conduit à inclure progressivement la Méditerranée comme une partie de son identité. Contrairement à la constitution de 1963 considérant le pays comme " partie intégrante du Grand Maghreb, du monde arabe et de l'Afrique ", celle de 1996 le définit le comme " partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain ". L'ouverture économique du pays, la démocratisation à mi-chemin, la normalisation graduelle des relations avec l'Occident reflète le renouveau de l'état d'esprit algérien. Sous cet angle, la coopération croissante notamment militaire avec les pays occidentaux traduisent la réorientation de la diplomatie algérienne et un rééquilibrage en faveur du cercle " Méditerranée ", le résultat de choix politiques pour plus d'Occident. Mais sa conversion n'a pas encore été achevée comme reflète son engagement au Sahel.

L'APPROCHE ALGÉRIENNE DU SAHEL

L'Algérie a souvent fait preuve d'un manque de réactivité pour tirer parti des opportunités économiques et institutionnelles offerts par l'UE et des différentes crises régionales. En septembre 2011, l'UE a lancé sa stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel. Mais elle n'a pas reconnu le rôle central de l'Algérie dans le Sahel et ne l'a pas intégrée de façon appropriée dans la réponse régionale. L'attitude d'Alger y pour quelque chose. La volonté d'Alger d'exclure les acteurs extérieurs du Sahel a mené les Européens à l'exclure à leur tour. S'il est vrai que toute architecture de sécurité régionale marginalisant Alger ne peut être qu'efficace, il est aussi vrai que la stratégie consistant à exclure les acteurs extérieurs n'est pas payante. Les enjeux sont énormes pour que Paris et Washington se plient à la volonté d'Alger qui en a déjà fait les frais en Libye et au Mali. Non seulement son intransigeance n'a pas évité les interventions occidentales, elle a été court-circuité en faisant appel au pays du Golf et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) alors que les forces armées algériennes sont mieux équipées. Cela risque de se reproduire au Libye et ailleurs. Les puissances occidentales n'hésiteront pas à appuyer d'autres alliés régionaux comme le Maroc pour exécuter leur stratégie au détriment d'elle.

Un point commun caractérisant la région du Maghreb / Sahel est qu'elle constitue une aire de rivalités stratégiques. Et en absence d'une stratégie sécuritaire commune, les pays maghrébins utilisent un langage stratégique incompris par leurs voisins méridionaux et même les inquiètes. L'Algérie, par exemple, refuse d'accueillir le siège d'AFRICOM et exhortent les pays de Sahel à lui emboiter le pas. Une attitude que les pays sahéliens appréhendent avec méfiance surtout qu'ils n'ont pas ni les moyens ni la position géographique susceptible de jouer en leur faveur. Ils ne réjouissent même pas de la stabilité politique qui est de nature à les inciter à refuser les aides américaines en échanges d'une présence militaire. Et pour boucler la boucle, chacun des pays maghrébins se vente d'être un allié stratégique de Washington. Aucun des pays Maghrébins n'accordent une importance à payer le prix. L'influence est évaluée en fonction de qui paye qui et quoi (coopération, aide, etc.) et c'est là où se situe la faille de la stratégie d'Alger qui cherche à sortir l'Afrique des sentiers battus mais n'accepte pas d'assumer tout ce que cela implique au niveau opérationnel en termes financier, politique ou militaire. Quoi quel en soit après tout, l'Algérie n'a pas les moyens de répondre toute seule aux problèmes de Sahel. C'est plus constructif pour elle d'opter pour un engagement " positif " négocié dans des termes gagnant-gagnant. C'est la meilleure façon de pouvoir façonner la stratégie occidentale vis-à-vis de son environnement immédiat.

Sans une approche systémique et claire ayant pour objectif l'amélioration de l'intégration régionale, les menaces à la sécurité et la stabilité augmenteront. Mais parce que le conflit est perçu comme un obstacle à d'autres objectifs stratégiques, la dimension économique et développement est nettement subordonné à la dimension sécuritaire (considérée comme la priorité dans l'immédiat) dans l'approche algérienne du Sahel. En outre, le pays cherche une solution qui continue d'être fortement alimentée par la sécurisation de ses frontières c'est-à-dire par la volonté d'éviter tout débordement susceptible de perturber sa stabilité relative. Donc comme sont les impératifs de sécurité intérieure qui façonnent l'engagement

régional du pays, il n'est pas complètement exclu que les forces spéciales algériennes mèneront des frappes chirurgicales en Libye. Si Alger a tendance à privilégier les solutions politiques, elle n'est en aucune façon un adepte de " tout politique ". La position algérienne a beaucoup évolué depuis l'attaque terroriste du site gazier d'In Aménas, qui constitue un tournant dans la stratégie anti-terroriste du pays. Elle a mis fin à l'approche sécuritaire du terrorisme à laquelle s'est substitué un traitement militaire basée sur l'éradication pure et simple des terroristes. Par ailleurs, de nombreux officiers ont affirmé les forces militaires algériennes sont déjà prêtes à exécuter des missions au-delà des frontières nationales dans le cas d'une menace imminente. L'intérêt qu'accorde Alger à l'achat d'une vingtaine de gros avions de transport militaire en est révélateur. Mais comme le pays ne possède pas d'expérience en matière des opérations extérieures, il ne pourrait développer ce rôle qu'en en s'appuyant sur une coopération multilatérale et en faisant appel à des partenaires stratégiques comme les Etats-Unis.

LE RÔLE DE L'ALGÉRIE DANS LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Au niveau stratégique, une grande puissance a trois façons de sécuriser ses intérêts à l'étranger ; forces positionnées vers l'avant ; déploiement stratégique depuis la maison ; ou s'appuyer sur des alliés fiables. La préférence des Etats-Unis consiste à trouver un équilibre entre les trois en fonction de l'environnement opérationnel et la valeur stratégiques des régions en question. Vu le cout insoutenable de la stratégie de " défense vers l'avant ", un rééquilibrage a eu lieu en particulier depuis 11 Septembre 2001 pour se focaliser sur la construction d'alliances nouvelles, fortes et alignées. Cette stratégie implique politiquement la cooptation des élites et la subversion politique et militairement accès et positionnement des moyens de combat. De cette façon, l'Amérique est venue à maintenir et étendre un réseau d'alliances avec des petits et moyens Etats situés près des carrefours stratégiques et goulots d'étranglement le long des marges de l'Europe, l'Asie et Moyen-Orient. L'approche des Etats-Unis de la région sahélo-maghrébine est subordonnée à leur stratégie mondiale. Ici, les intérêts américains s'appellent ; approvisionnement énergétique, sécurité maritime, lutte contre le terrorisme, accès aux marchés, immigration clandestine et containment de la Chine.

Si l'état final recherché est l'intégration géoéconomique et géopolitique de la région dans le système politico-économico-sécuritaire américain, chacun de ces intérêts exige une politique de fins-moyens distincte mais cordonnées par une stratégie régionale envisageant le Maghreb comme une zone à la fois " tampon " et " pivot ". La création d'une zone de libre échange avec un Maghreb intégré économiquement et politiquement est un objectif de longue date. Au sein de ce bloc régional, un rôle central est attribué à Alger bien qu'elle un partenaire difficile. A l'instar de ses voisins, être un " Etat tampon " c'est être en mesure de gérer l'immigration, constituer une ceinture sanitaire contre les pandémies, et s'élever en une barrière sécuritaire contre l'infiltration d'éventuelles terroristes ou trafiquants. Quant à l' " Etat pivot ", c'est jouer le rôle de gendarme régional à travers la lutte contre les groupes terroristes et d'autres menaces transnationales. Il s'agit aussi de contribuer à la consolidation des Etats faibles de la région en fournissant assistance à la sécurité, formation militaire, aide logistique, soutiens financiers, etc. Dans cette stratégie, Alger (et alliés même européens) se voit cantonnée dans un rôle fonctionnel. Militairement, un tel rôle implique une transformation profonde des forces militaires algériennes pour être en mesure de mener et soutenir des opérations irrégulières (asymétriques) au-delà des frontières nationales.

L'intérêt de s'appuyer sur des piliers régionaux tient à la légitimité de l'opération et à terminer le travail puisque le rôle des Américains consiste à " accompagner les enfants à l'école ". De leur point de vue, les Etats-Unis devraient simplement se " concentrer sur leur priorité qui est de faire la guerre et de gagner ". En effet, comme les forces américaines se sentent mal à l'aise avec les opérations irrégulières, l'Amérique cherche à les externaliser. Cette conception est au cœur des efforts américains de créer une coalition internationale contre l'Etat islamique qui consiste à éviter tout déploiement terrestre. Le rôle des Américains se limitera au renseignement, soutien logistiques, assistance à la sécurité, frappes aériennes des drones. Au lieu des frappes " choc et effroi ", ce type de guerre requiert d'" utiliser un scalpel au lieu d'un marteau " (John O. Brennan). Le rééquilibrage des Etats-Unis vers l'Asie et la montée des tensions avec la Russie impliquent un tournant dans les préparatifs militaires américains : la subordination de la guerre irrégulière à la guerre régulière. Cela ne fera qu'accroitre les pressions américaines sur les alliés régionaux y compris l'Algérie pour jouer leur rôle de sous-traitant de sécurité. Mais Alger n'est pas un allié inconditionnel et les deux capitales ont des approches nettement différentes sur les questions régionales.

Suite en page 09

L'Algérie et le nouvel environnement de sécurité émergent

Suite de la page 08

LE RISQUE MILITARISATION DE SAHEL : ERREUR STRATÉGIQUE

La fragilité des États est difficile à cerner. Les efforts pour définir, catégoriser, mesurer, interpréter et prédire les États fragiles ont eu des succès mitigés. La littérature existante regorge de définitions de la fragilité et l'utilisation de l'expression d'État fragile est très controversée. Cela n'empêche pas qu'il y ait un accord sur certains points de base entre la littérature académique et politique. En tout cas, comment concevoir les conditions de la fragilité de l'État est crucial pour la capacité à façonner des stratégies efficaces en termes de réponse. Au lieu concevoir leur politique étrangère comme un travail social basée sur les " 3D " (Diplomatie, Développement et Défense), l'approche actuelle principalement militaire des Etats-Unis et de la France est d'un faible recours à long terme. La militarisation de Sahel pose des inquiétudes justifiées étant la bonne compréhension des problèmes de la région et leurs solutions potentielles fait souvent défaut chez les militaires. Malgré la transformation de ces derniers pour inclure les opérations autres que la guerre, ce type d'opérations reste secondaire dans le logiciel des militaires. La planification du développement économique requière une compréhension de la société, de la culture et de l'environnement opérationnel. Trop souvent, la première question dans les forces militaires porte sur ce qui devrait être fait plutôt que sur la nature du problème. Une intervention militaire en Libye n'a aucune chance d'apporter la stabilité. Si c'est le cas, elle impliquera d'énormes investissements financiers et humains dans long processus de nation-building. Une chose que ni l'UE ni les Etats-Unis ensemble ou séparément ne sont en mesure de fournir dans le contexte actuel.

Le pouvoir n'est pas toujours au bout du fusil, et ce n'est pas les exemples qui manquent. Pourquoi donc cette tendance à trop privilégier la force militaire sans que son efficacité soit démontrée historiquement ? Parce qu'elle est la source de puissance la plus directe et visible. Diplomatie et l'aide étrangère sont souvent sous-financés et sous-utilisés. Ces outils sont négligés en partie à cause de la difficulté de démontrer leur impact à court terme. En référence à la 2e Guerre mondiale, A. R. Millett et W. Murray préviennent qu'aucune virtuosité opérationnelle ne pourrait réparer des erreurs fondamentales dans le jugement politique. En aucune façon la stratégie ne peut façonner le politique. Selon eux, les erreurs de calcul conduisent nécessairement à la défaite, et toute combinaison d'erreurs politico-stratégique ont des conséquences désastreuses. " Même la mobilisation effective de la volonté nationale, la main-d'œuvre, la puissance industrielle, la richesse nationale et le savoir-faire technologique ne pourrait éviter aux belligérants de recueillir les fruits amers des graves erreurs à ce niveau. C'est parce qu'il est plus important de prendre les bonnes décisions au niveau politique et stratégique qu'au niveau opérationnel et tactique. Des erreurs dans les opérations et les tactiques peuvent être corrigées, mais des erreurs politiques et stratégiques vivent toujours ". L'intervention en Irak (2003) fait partie de ces erreurs politico-stratégiques dont les effets ne disparaitront pas de sitôt. La Libye pourrait en être une autre. La primauté des solutions politiques dans l'approche algérienne n'est pas due seulement à ses principes mais aussi pour raisons d'efficacité. Ses efforts en Libye et au Mali vont ce sens. L'issue finale dépend de sa capacité à convaincre la France et les Etats-Unis de la fiabilité de son approche. L'inconvénient pour elle est son incapacité à avoir une réelle influence sur leurs décisions. L'intervention de l'OTAN en Libye est un exemple.

LES LIMITES D'UNE PUISSANCE RÉGIONALE

La doctrine stratégique de l'Algérie interdit à l'Armée d'intervenir militairement en dehors du territoire national même lorsqu'elle est vivement sollicitée par ses voisins ou partenaires internationaux. Non seulement ce principe n'a pas empêché ses forces militaires de fournir aide logistique et formation aux forces armées et de sécurité des pays voisins notamment le Mali, la Libye, etc., le pays reste très actif en matière de la coopération régionale et internationale et est engagée dans de nombreuses architectures de sécurité. Le recours à la diplomatie multilatérale est une façon de concilier ses principes de non-intervention et l'impératif de faire face aux menaces à sa sécurité. Les contradictions de l'Algérie quant à son engagement extérieur sont un aveu de ses faiblesses structurelles intérieures. Le positionnement de " ni-ni " permet à l'Algérie d'occulter les luttes internes au sommet du pouvoir qui paralysent sa capacité d'action et affaiblissent son leadership régional. L'absence d'engagement fort pourrait bien être le résultat de positions contradictoires et d'intérêts divergents au cœur même du système, symptomatiques de la multiplicité des lieux de pouvoirs, du dysfonctionnement du centre décisionnel et de l'opacité des processus de décision. L'ambigüité de son activisme reflète aussi les divisions intérieures traversant la société algérienne qui se traduisent dans le rééquilibrage des cercles de la sécurité nationale.

Dans son âme, l'Algérie cherche à être un électron libre. Théoriquement, elle a les moyens de sa politique. Mais elle lui manque une grande stratégie ; la grande idée de la politique étrangère et de la sécurité nationale qui offre la clarté directionnelle. C'une vision unificatrice, un cadre pour une meilleure compréhension de la grande image du rôle du pays dans le monde. Son noyau est l'harmonisation des fins et des moyens avec une méthodologie pour atteindre l'état final recherché. Elle est sur la façon dont le leadership peut utiliser la puissance disponible à l'Etat pour exercer le contrôle sur les gens, les lieux, les choses et les événements pour atteindre des objectifs en conformité avec les intérêts nationaux. Comme une discipline de compromis, la grande stratégie nécessite l'emploi de toute la puissance nationale et implique la protection et le développement des sources de puissance. Parce que la survie et la croissance sont les super-objectifs intégraux de chaque système, sa mission est la préservation du système (l'Etat en l'occurrence) et, le cas échéant, garantir sa suprématie sur d'autres systèmes. Henry Minztberg assimile la stratégie aux " objectifs du système " qui se répartissent en quatre catégories " survie, efficacité, contrôle et croissance ". Dit autrement, la solidarité nationale et la cohésion intérieure constituent une fonction de la grande stratégie. En plus de soutenir les objectifs nationaux, elle consiste à améliorer la condition physique de la nation comme un tout organique et à façonner (et à faire face à) un environnement en constante évolution. En effet, pour réussir sur le long terme dans un monde complexe, le pays a besoin d'une vision unificatrice si convaincante qu'elle agit comme un catalyseur ou une balise autour de laquelle évoluent les qualités essentielles qui permettent à une entité collective ou un ensemble organique d'améliorer sa stature dans l'ordre des choses. Propre aux sociétés démocratiques, de telles visions ne peuvent émerger que de manière consensuelle suite un long débat national souvent virulent. Face aux forces de la fragmentation, " ce n'est pas le plus fort des espèces qui survit, ni le plus intelligent, mais le plus réceptif au changement ". Cette remarque de Charles Darwin prend toute sa pertinence dans contexte actuel. Le changement social, en soi, a toujours été associé à des niveaux croissants de conflits. Ces périodes de changement sont, par essence, transitoires, et sont caractérisées par des conflits de valeurs et d'intérêts qui deviennent une monnaie courante et violents. La cohésion d'une société est strictement liée à sa capacité à faire face à une multitude de risques découlant de son environnement et de sa propre organisation. Construire et maintenir la sécurité et la paix sociale dépend fondamentalement des caractéristiques des systèmes politiques car le caractère des institutions politiques d'un pays exercent un puissant effet sur le risque de défaillance de l'Etat. Sans une véritable démocratie, il n'y a pas de légitimité. En termes de stabilité, la démocratie est comme une pyramide alors que la dictature est une pyramide inversée, qui peut basculer à tout moment. Les forces centrifuges de la mondialisation peuvent être contrées seulement par les forces centripètes de la légitimité démocratique. Les gouvernements démocratiques ont tendance à gérer les conflits sociaux principalement en les canalisant politiquement au lieu de la coercition. Lorsque les questions de divisions ethniques et politiques dans les démocraties font surface, elles sont généralement exprimés en signe de protestation plutôt que de rébellion et aboutissent souvent à des politiques réformistes. Sous cet angle, l'Algérie a l'aire d'une puissance régionale. Elle est plutôt un Etat fort (c'est-à-dire soutenu par un empire bureaucratique et un appareil sécuritaire coercitifs) et non pas puissant. L'Algérie dans sa version actuelle s'apparente à une pyramide inversée.

T. H.

** Chercheur en Histoire militaire & Etudes de défense à l'Université Montpellier III, et membre du Comité de lecteur de la revue Géostratégiques.*

Grandeur et décadence d'un journaliste dans la foule

Par Salim Metref

Dans un célèbre film d'Elia Kazan, on voit se superposer deux séquences sublimes, un animateur de télévision extrêmement populaire qui aura sous l'effet conjugué de l'alcool et d'un ego démesuré dépassé toutes les limites et défrayé la chronique quitter son studio pour emprunter l'ascenseur et rejoindre le rez-de-chaussée sans savoir qu'au même instant une femme dans la tourmente et la douleur va provoquer sa chute implacable et révéler à la face du monde sa personnalité controversée.

Ce film rend bien compte de ce qu'il ne faut surtout pas faire lorsque l'on n'a plus la tête sur les épaules et pose à sa manière la question des limites à la liberté d'expression, des lignes rouges infranchissables ou qu'il serait malvenu d'essayer de franchir mais également celle de la légitimité ou de l'illégitimité de prétendre rendre justice soi-même ou de se venger sous l'effet de la colère, de l'indignation ou de l'incompréhension .

Ainsi Eric Zemmour en cinéphile pourtant averti n'aura sans doute pas été inspiré par ce film mais méditera dans une retraite désormais annoncée par d'autres que dans l'excès sémantique il arrive toujours que l'on commette un jour la faute, celle de trop, celle qui vous est fatale et qui vous oblige à rendre des comptes. Eric Zemmour ne sévira peut-être plus comme il l'aura toujours fait depuis deux décennies concomitamment à la radio, la télévision et dans la presse écrite. Et le glas vient sans doute de sonner pour lui à la télévision mais probablement plus tard ailleurs ou il excelle et fait exploser l'audimat en tenant des propos souvent ambigus et scandaleux.

Des rendez-vous avec la justice auront certainement lieu du fait de ses déclarations notamment les plus récentes exprimées dans un journal italien que certains assimilent à de l'apologie de la haine et qui sont désormais passibles des tribunaux et ou il n'hésite plus à demander le départ et la déportation des musulmans d'Europe.

Mais pourquoi et sous quel effet ce surdoué des médias, fils de juifs algérois, né à Montreuil, une ville pourtant réputée pour sa diversité culturelle, et qui a commencé sa carrière en tenant une brillante chronique quotidienne dans un journal gratuit distribué notamment dans le métro a-t-il viré dans l'excès, la diffamation, le racisme, la haine la plus abjecte qui soit de l'Islam et des musulmans et qui s'est érigé en nouvelle icône des néocons(*) français et de ceux qui se proclament comme tels, pales reliques de leurs inspirateurs américains, pourfendeurs de l'Islam, artisans du chaos mondial et de son corollaire l'asservissement des peuples, ce chantier infâme et nauséabond que ces nouveaux seigneurs veulent bâtir sur les décombres de l'humanité toute entière et dans les eaux marécageuses du mépris et de la haine.

Le monde qui est actuellement et plus que jamais désarticulé avec des réminiscences de la guerre froide et en proie à de nouvelles inquisitions, de violentes et sanglantes expéditions militaires et à la résurgence de vieux démons dont ceux de l'exclusion de l'autre et de l'exaspération des différences raciales, ethniques et religieuses a besoin de paix et de sérénité. Et il serait dangereux de les malmener en portant atteinte à ce sacro-saint respect mutuel, cet ultime lien qui existe encore et qui permet à une si fragile coexistence pacifique entre des peuples si différents d'exister, des peuples pourtant tellement semblables face aux défis qui menacent une planète malmenée par les forces insatiables de l'argent et du profit.

De nombreux exemples démontrent hélas que l'excès en général et celui sémantique en particulier mais aussi toutes les autres provocations (médiatiques, cinématographiques, littéraires, etc..) engendrent inévitablement la riposte même de ceux qui ne s'expriment jamais, sèment la confusion et malmènent la cohésion des communautés nationales et augurent du pire.

Eric Zemmour, grand journaliste devant l'eternel devenu apologiste de la haine qu'un célèbre polémiste comme Jean-Edern Hallier, qui dans toutes ses extravagances, excès et mises en scène s'est toujours acharné contre l'establishment et les célébrités politiques tout en se gardant de s'en prendre aux convictions les plus intimes des autres, n'a sans doute pas inspiré est crédité depuis longtemps d'envolées sémantiques qui ont défrayé la chronique avec des propos excessifs et provocateurs sur l'Algérie coloniale, des propos ambigus sur la communauté noire et un réquisitoire violent et récurrent contre l'Islam et les musulmans n'hésitant pas au passage à enfiler l'habit de celui qui défend la chrétienneté et qui demande la déportation de millions de musulmans dans une interview à un quotidien italien poussant ainsi, avec d'autres gourous des médias français, à la constitution en France et en Europe d'un veritable front judéo-chrétien contre l'Islam et les musulmans.

Ce talentueux journaliste a voulu porté sur ses petites épaules frêles un combat qui n'aurait jamais du être le sien, celui de porter en bandoulière le fardeau du néo conservatisme français, pale relique du néo conservatisme étatsunien en n'hésitant pas à s'ériger pendant plus de deux décennies en terreur du paysage audiovisuel français et en censeur impénitent des rédactions parisiennes. Il était celui qui fixait les règles du jeu dans tous les studios et rédactions françaises, faisait peur à tous ses confrères et qui ne tolérer qu'aucune critique notamment de la politique israélienne ne soit formulée en s'attribuant toujours le beau rôle d'arbitre et en décidant de ce qui est bon ou mauvais aussi bien dans la classe politique française que dans les médias.

Ces médias qui décident, exaspérés par ses frasques cathodiques et ses propos racistes, xénophobes et islamophobes, de se prémunir de sa collaboration ou d'envisager de le faire à court terme en y mettant fin pour certains ou en se désolidarisant de ses propos pour d'autres. Cet incorrigible gaffeur capable de tous les excès pour faire exploser l'audimat des médias qui l'emploient ou le tirage des journaux qui lui ouvrent leurs colonnes n'hésite pas à se nourrir dans la gamelle de l'extrême droite qui détient pourtant dans son lexique historique la terminologie la plus haineuse du juif et qui lui renvoie bien aujourd'hui l'ascenseur puisqu'il vient de bénéficier du soutien de son égérie, Marine Le Pen.

Peut-on pour autant qualifier ceux qui ont décidé de se séparer d'Eric Zemmour, avec mille et une précautions car l'intéressé peut à tout moment solliciter le sempiternel argument antisémite, d'extrémistes, de radicaux ou de complices ? Bien sur que non. Seul le respect de l'éthique et de la déontologie du métier ainsi que le souci de préserver la paix civile et de recadrer le concept de la laïcité en France, maintes fois dévoyé et travesti par Eric Zemmour, dans sa veritable dimension, celle de garantir le respect de toutes les croyances et de maintenir les conditions de leur coexistence pacifique, auront finalement mis un terme à ces provocations.

Dommage, en voulant faire mieux que d'autres dans l'excès et la provocation, en remettant au gout du jour des termes qui ont pourtant fait dans un passé récent tant de victimes et de mal et dans sa quête de la postérité, Eric Zemmour aura malgré un talent indéniable tout perdu y compris le soutien indéfectible de ses coreligionnaires ! Il est comme cet homme dans la foule qui dans ce sublime film d'Elia Kazan a désormais pris l'ascenseur !

(*) Terminologie empruntée à la une d'un hebdomadaire français

Plaidoyer pour une Deuxième République en Algérie

Par Kamal Guerroua *

En cette fin d'année, je demeure moi un élément de cette génération perdue, persuadé que l'Algérie a raté le chemin de sa démocratisation. Cela fait mal au cœur et laisse profiler partout le fantôme de l'incertitude et de la défiance populaire systématique. Les signes de la régression ne trompent pas, ils vont de l'éducation à la culture, de la santé au tourisme, de l'économie à la politique. Notre récolte est mince car le ver est resté encore dans le fruit. On n'a pas éliminé, nous les Algériens, tout ce qui nous divise, en cherchant ce qui nous rapproche.

Notre quotidien est ramassé dans nos incohérences et nos mutismes. L'Algérie est un papillon en cage, un papillon aux ailes cramés, triste et solitaire de surcroît. Au point où en sont arrivées les choses, il n'est plus permis de continuer sur cette voie, ce serait un suicide volontaire et prémédité et l'histoire nous jugera sévèrement de notre passivité. Car tout se passe comme si nous assistions à l'accomplissement d'un drame inéluctable, celui de l'hécatombe démocratique ! Le pays s'effondre, la misère grandit, la corruption se renforce, et nos portes son claquées par un vent de crise. Crise de régime, crise d'idées, crise de conscience, crise de valeurs, etc. Comment résister à la déferlante de la médiocrité? Comment sortir de ce bourbier? Comment trouver l'issue de secours? Une telle situation ne peut qu'être génératrice du chaos et de troubles et il n'y a point de raison à ce que cela continue indéfiniment. L'inhibition de l'égoïsme nous empêche de regarder dans la direction de l'horizon, la faiblesse des alternatives constructives grossit la vague du pessimisme, la sécheresse des volontés réduit à l'insignifiance notre rayon d'espérance, les vieux slogans démagogiques surfent sur un reliquat nationaliste déjà étriqué, de plus en plus déficitaire, notre imaginaire est plombé par le syndrome de la désunion. Mais notre élite est-elle à ce point snobinarde, nombriliste et complexée pour que nous restions égarés au milieu du gué? Entre le gris et le noir, l'amertume et la douleur. Pourquoi n'a-t-elle pas mis un point d'honneur à traiter avec respect, probité et rigueur la question de la transition politique?

Ce qui se passe chez nous est bien moins anecdotique qu'il n'y paraît. Il dénote d'un état de malaise chronique et à géométrie variable. On évite à bon compte de réfléchir, on pastiche les démocraties modernes par des pâtisseries électorales, du reste, achalandées par des figurants choisis à la dernière minute, on amortit la dynamique du mouvement, on se réjouit dans un écosystème déglingué et, comme par naïveté, on tempère le sentiment du déshonneur que de tels scénarii reflètent à l'international. En plus, l'intelligence populaire est embrouillée à souhait et la véhémente chimie de nos rêves d'antan s'est dissoute dans le bol noir de la déception, terrible! Ne parlons pas de tous nos ratages depuis l'indépendance et tenons-nous-en seulement à cette année écoulée. Les ressorts de la force d'un pays sont clairs et évidents : la démocratie et alternance au pouvoir. Ou l'on tire profit de l'œuvre démocratisante, et de là même, de bien sortes d'avantages, ou bien, si l'on s'en prive faut-il que cela en vaille la peine? La nation est décapitée, sa crème la fuit, la valeur intrinsèque de l'idée et de la pensée est mise en bouillie, l'autre partie de notre intelligentsia s'est prêtée soit par veulerie, par lâcheté ou par complaisance au jeu de sa mort. Une tragicomédie digne de "game of thrones". Voltaire (1694-1778) disait pour s'élever, il faut d'abord descendre en soi. Autrement dit, chercher à se connaître, à s'explorer et à se creuser pour mieux se projeter dans les lendemains. Or chez nous, on s'ignore, on se néglige, on s'insulte, on condamne à mort les talents et les journalistes, on méprise le génie, on rejette le débat, la confrontation d'idées et de propositions, c'en est trop, trop! Les épreuves qu'on a dû subir de par le passé nous obligent aujourd'hui à passer aux aveux, à éventer la supercherie des uns et les manquements des autres, à révoquer le sacerdoce du secret, érigé en mode de gouvernance et à exposer avec sincérité sur la table du dialogue le fond de nos problèmes. Les épreuves sont, encore faudrait-il le souligner en ce papier, initiatrices aux grands rendez-vous de l'histoire et constructrices des nations fortes.

En effet, les causes précédentes pour principales qu'elles soient n'en sont pas moins secondaires par rapport à la problématique de fond du pays : le présidentialisme exacerbé et le jacobinisme destructeur des spécificités régionales. De nos jours, il va falloir penser à dynamiser une gouvernance d'assemblée à égales prérogatives avec l'exécutif. La situation dans notre cas s'est envenimée dès que les ordonnances et les décrets exécutifs ont commencé à pilonner la citadelle du parlement, le règlement s'est mis à étouffer la législation, la machine préfectorale a procédé au noyautage des assemblées des wilayas, l'autorité du sous-préfet a pris des galons supplémentaires pour piétiner sur celle des assemblées communales et le pouvoir du maire, l'élu du peuple. Sous d'autres cieux, pareil état de lieux se dénomme sous les traits du ridicule et suscitera une polémique d'une rare virulence. Le nœud gordien est à chaque fois le même : la propension maladive de nos responsables à mettre le grappin sur " le pouvoir délégatif populaire " par des mécanismes administratifs certes parfois légaux mais souvent illégitimes au regard des vœux de l'électorat, surtout qu'ils sont la résultante de l'opacité décisionnelle la plus totale. A ce niveau, triste constatation, c'est le dysfonctionnement récurrent dans l'application de la constitution qui fait prisme, preuve en est que celle-ci ait déjà été tripatouillée aux fins de servir le bon vouloir de l'exécutif. N'est-il pas temps de mettre en harmonie le code communal et celui de la wilaya avec les exigences de la démocratie participative, en renforçant davantage le pouvoir discrétionnaire des assemblées électives ? Quant au jacobinisme, la crise de Oued M'Zab nous en recrache l'acide. Le diagnostic de son inefficacité est brusquement devenu si évident qu'il est sans appel. A-t-on entendu le son de cloche? Pas le moins du monde à ce que l'on voit. Si un Didouche ou un Boudiaf et d'autres combattants de la guerre de libération ont décidé de diviser l'Algérie en cinq régions en novembre 1954 et un Ben M'hidi et un Abane en avaient ajouté une sixième "le Sahara" en août 1956 durant le congrès de la Soummam pour bien coordonner les opérations révolutionnaires à l'échelle nationale, c'est qu'il y a une topographie, une topologie et une anthropologie proprement algériennes à mettre en évidence. L'Algérie est un vaste pays, riche, multiple et varié avec des caractéristiques régionales qu'il serait bien stupide de négliger. La régionalisation graduelle et progressive serait une finalité à viser dans les années ou les décennies à venir. Doter chaque région d'un budget conséquent, de prérogatives plus étendues et de moyens à même de prendre en charge les moindres préoccupations des citoyens, tout en réservant l'essentiel des missions régaliennes au pouvoir central n'est qu'une étape parmi d'autres dans la consécration d'une véritable démocratie en Algérie. En toute logique, ce projet devrait être précédé et accompagné de débats ouverts aux masses, à toutes les sensibilités partisanes, les collectivités locales et les personnalités nationales.

De même remarque-t-on, au passage, que la construction de la parole citoyenne accuse un gel au niveau de la sémantique (les termes comme islamisme, terrorisme, laïcité, féminisme, bilinguisme, etc., sont flous), malmenée par les uns, déformée par les autres et incomprise par la majorité, puis, au niveau de la pratique aussi bien dans l'espace privé que public (personne ne peut dire en Algérie d'aujourd'hui en quoi consiste la liberté de conscience, celle de manifestation, ou d'opinion, etc.). En périphérie, le corps de notre société est pris de troubles incoercibles et sa rage contenue en dit long sur l'étendue de sa désapprobation tandis que, dans l'autre bout, la jeunesse n'est qu'un ingrédient utile à la décoration "khodra fouk âacha" comme dirait le proverbe ancestral. Trêve de bigoterie et de moralisation, nos jeunes ont soif du savoir et de la culture. Ils ont besoin de bibliothèques, de centres culturels et de médiathèques, des espaces où ils peuvent se défouler, comprendre, échanger, dialoguer avec le monde, des espaces qui leur permettent d'exister sur la place publique, s'affirmer en tant que citoyens responsables et discuter de leur destin, sans contraintes et à bâtons rompus. Seule la culture est, de mon point de vue, en mesure de tuer le chimérique dessein du fatalisme, la fuite et l'exil vers cet eldorado tant fantasmé de l'Europe. A côté des sempiternelles préoccupations du travail, du logement et de la dignité, il y a, incontestablement, chez notre jeunesse un désir de parler énorme, une incontinence verbale non canalisée, une frustration inquiétante sur tous les plans (sexuel, idéel, matériel, sentimental, moral, etc.).

En vérité, l'Algérie ne retrouvera sa sérénité et son ordre que dans un élan réformateur mené au départ par une technostructure audacieuse, accessible, et active sur le terrain social, j'ouvre une parenthèse ici pour préciser à ce titre que nos institutions actuelles sont dans un abîme tel que la courroie de transmission vers la hiérarchie dirigeante des doléances d'en-bas est brisée. Remédier pour de vrai, et aussi avec fermeté et constance, à la violence n'est point affaire d'appareil sécuritaire, aussi fort et structuré soit-il, mais d'une "pédagogie intrasociale" fortement parrainée d'en haut, de campagnes de sensibilisation, d'échanges régionaux (voyages populaires), de visites routinières entre les collèges, les lycées et les universités. Les algériens seront amenés à mieux tendre la perche les uns aux autres pour mieux se connaître, se familiariser et partager leurs vécus. Une thérapie, voire une catharsis à cette sourde tristesse qui les accable. Prenons donc le taureau par les deux cornes et faisons de nos foyers, nos rues, nos villages et nos villes des fourmilières grouillantes de génie, de vitalité et du mouvement. Les séquelles d'un tel repli n'attendent pas, à vrai dire, d'être démontrées. De prime abord, le langage algérien que l'on entend dans les grandes villes est un jargon incompréhensible et hétérogène qui embrasse un mélange d'idiomes, d'argots et de dialectes. Il y a sûrement ceux qui allaient me répondre que cela révèle une mosaïque et une richesse populaire. Or, la réalité est que notre société s'est laissé aveuglément conduire par le fleuve d'une diversité, certes féconde mais, hélas, mal forgée. Entre une francisation étiquetée du mal néocolonial, une berbérité touchée par des siècles d'Alzheimer national et une arabisation revancharde et sauvage, le pauvre algérien s'est résigné à une aphasie structurelle qui tend à être un fondement de sa génétique, un A.D.N-bis ! On s'exprime mal chez nous, on pâtit du syndrome du langage abâtardi, on souffre de l'incompréhension de nous-mêmes et des autres. Dans un second temps, l'islamisme s'est frayé une voie dans les cervelles au moment même où l'Etat mal structuré, défaillant et frappé d'une part par le défi militariste au nom des slogans tiers-mondistes et d'autre part par sa propre " dépatrimonialisation ", et sa privatisation s'est affaibli, une fois le credo du "Welfare-State" a tiré a sa fin au sommet des années 1980. De nos jours, d'autres phénomènes d'ampleur apprivoisés par des signes de dévotion hypocrite nous tendent des embuscades au tournant. L'épidémie du matérialisme et le tsunami de la violence ne se partagent-ils pas déjà le quotidien de l'algérien? Le temps s'est chargé, lui seul, de faire éclater le ballon de baudruche. Or, il convient de combattre l'islamisme, le réflexe de la dictature et la superficialité matérialisante de la société à leurs racines par l'éducation républicaine, civique, citoyenne et moderne.

Car, outre la menace de désintégration, il y a risque de corruption de mœurs collectives dont notre culture pleine de tabous ne saurait se débarrasser sans qu'elle s'y perde. C'est pourquoi, il y a urgence de parler de la femme et de la famille, les premières cellules de la construction de cette parole citoyenne. Sur cette question de la femme, je pense qu'il convient de disserter au moins sommairement du modèle à imprimer à la société, de l'évolution de la mixité dans les espaces publics, des marques d'incivilités de nos rues, de la misogynie qui s'est adjugée le droit de l'appropriation massive du voile, par effet inverse. La vérité nous saute aux yeux, beaucoup sont les filles qui se voilent, non par foi religieuse, mais seulement pour se protéger de la violence d'une virilité envahissante. Ne fallait-il pas sortir de l'ornière gluante du machisme par l'introduction de la parité des sexes dans nos mœurs, nos règlements et nos lois? Sans doute, l'adoucissement du climat anxiogène de nos rues implique une dose de féminité. Nos femmes sont aujourd'hui enseignantes, directrices d'écoles, médecins, ingénieures, journalistes, artistes, écrivaines, responsables de société, etc. Elles ont fait beaucoup de sacrifices pour libérer le pays des affres coloniales, subi de plein fouet la terreur des années 1990 et attendent un retour d'ascenseur. Le viol, le harcèlement sexuel, le statut des victimes du terrorisme, le rôle de la femme dans la société patriarcale qui est la nôtre sont autant de sujets brûlants dont il est fondamental de discuter. Basta le folklore, basta la femme-vedette du 8 mars, l'oubliée de tous les jours, basta les stéréotypes de femme friandise pour des voyeurs tapis derrière des djellabas et des costumes! Place aux réformes radicales du code de la famille, à la lucidité et à la clairvoyance.

Comme en toutes choses, il y a souvent une note du comique qui fait pleurer. Notre économie rentière en est une, absolument. Pour combien d'années serions-nous encore dépendants de la rente des hydrocarbures pour vivre? Le citoyen lambda qu'il soit à Alger, Béchar ou Relizane fait ses courses, la peur au ventre. La flambée, ces derniers mois, des prix de produits alimentaires et des marchandises crève un pouvoir d'achat déjà en dégringolade en même temps que des fortunés "martiens" font leur incursion dans son quotidien kafkaïen, en plastronnant en rentiers privilégiés du système. Le dinar est devenu une monnaie de singe car sa valeur d'échange sur le marché international est non reconnue, l'inflation se place au-dessus de tous les pronostics. Le citoyen s'interroge alors : faut-il un couffin de billets pour un autre de légumes? Où en est le bon sens? Où est cette Algérie de la dignité dont on nous rebat, matin et soir, les oreilles? Les questions sont assénées d'un air grave, sans concession aucune. Certains pour colmater les brèches prédisent un avenir radieux pour l'exploration du gaz du schiste. Or, personne n'est dupe de la gravité d'une telle exploitation sur les nappes phréatiques et l'environnement. En plus, nombreux sont les spécialistes qui pensent que celle-ci étant encouragée en particulier par les lobbies des multinationales afin de brader les gisements pétroliers des pays afro-asiatiques, relativement instables sur plan sécuritaire (alternance au pouvoir, démocratie, droits de l'homme, libertés, etc.). Le chantage commercial via le relais politicien (démocratisation deux poids, deux mesures) et les techniques de "dumping" économique par biais interposés (la machine de l'informel de Daesh et des factions libyennes) forcent les pays sans alternatives au pire des désastres économiques.

Suite en page 11

Plaidoyer pour une Deuxième République en Algérie

Suite de la page 10

«Patria o buitres» (l'Etat ou les vautours) crient il y a quelques mois les manifestants argentins dans les rues de Buenos Aires pour discréditer ces politiques néocolonialistes. Au Mexique et dans les pays de l'Amérique central, l'Etat est mis au défi, faute d'action sociale pour réduire la pauvreté, par des groupes paramilitaires annexes, parfois en connivence avec des multinationales. Il y a vraiment péril en la demeure d'autant que la mondialisation a cassé les souverainetés et les frontières et que les oligarchies financières internationales du Nord, menacées par une crise économique sans précédent ne lésinent pas sur les moyens pour accaparer les richesses du Sud. En ce qui nous concerne, tirer les leçons des années de vaches maigres courant 1990 est un devoir de premier ordre. Notre transition énergétique ne sera pas orientée comme en Europe vers les énergies renouvelables mais vers l'agriculture. Celle-ci devrait être notre unique dada. Ne brûlons pas les étapes et évitons les mésaventures d'une industrialisation forcée sans base ni culture, encore moins maîtrise. Evitons d'être le jouet des puissances occidentales, réalisons notre autosuffisance alimentaire, vite.

Sur le volet identitaire, étrangement, des forces encore centrifuges et hyperconservatrices qui ont déjà défait les coutures du tissu sociétal par leur logique suicidaire sur le plan linguistique repoussent l'initiative de la constitutionnalisation de Tamazight en tant que langue officielle. On dirait qu'on se laisse enfermer en Algérie dans une trajectoire linéaire, horizontale, plate et obstruée par l'obstacle de l'uniformisation aveugle. Qu'il me soit permis d'affirmer que l'Algérie ne connaîtra son plein essor que dans la pluralité, le maître-mot à l'aune duquel se mesure le degré de maturité d'un peuple. Le déni de Tamazight est un drame de conscience à nul autre pareil. Il semble bien que nos paradoxes sont les talismans qu'on exulte à porter. L'anéantissement de l'espérance n'a-t-il pas poussé certains dans les extrêmes, d'autres dans la mollesse et le désenchantement chronique, et la majorité dans l'oubli de ce moule du "melting-pot" linguistique et surtout des racines de notre "algérianité " authentique? Hélas, la singularité est vécue comme un stigmate, l'anomie s'est installée en profondeur dans nos cerveaux et l'on se raccroche à l'idée de la diversité. Serions-nous mieux évolués par exemple que les suisses, les sud-africains et les belges qui ont adopté plusieurs langues officielles? Là aussi à mon sens, une brèche est à ouvrir dans le béton de nos crispations tous azimuts, inévitablement.

Sur le chapitre maghrébin également, pas de quoi pavoiser non plus. Nos martyrs qui ont rêvé de cette union dans la fraternité en seraient forts déçus. Le retour forcé aux divisions du passé nous est, semble-t-il, un passage de routine. L'esprit collaboratif et coopératif en chiffres entre les pays maghrébins n'a pas franchi les 3, 3% en 2012 au moment où le marché commun de l'Amérique du Sud a dépassé les 15% et l'association des nations de Sud-est les 26% ! Pour cause, les cicatrices algéo-marocaines se rouvrent comme des plaies béantes pour ne plus refermer, hélas! N'est-il pas temps aussi ici de donner un coup de pouce aux relations bilatérales dans l'intérêt de nos deux pays ? Autant de dossiers épineux rempilent : le Sahara, les frontières, la mobilité, etc. Aujourd'hui, aucun des deux pays frères et voisins ne peut se défendre de cette faiblesse excessive de la désunion d'autant qu'elle est l'expression d'un malaise post-colonial presque systématique mais l'urgence est de nous retrousser les manches afin de nous vacciner contre cette pathologie de la haine par une pédagogie de la fraternité et du bon voisinage.

Enfin, mon rêve personnel est de voir l'Algérie de 2015 entrer dans le panthéon de la démocratie par l'avènement de la Deuxième République, démocratique et citoyenne qui culminera, sans doute, le passage du flambeau générationnel à la jeunesse. A une question posée à l'orientaliste Jacques Berque (1910-1995) quelques années après l'indépendance sur le devenir de l'Algérie qu'il chérissait tant, celui-ci répondit sur le coup " je suis pessimiste dans le présent mais très optimiste dans l'avenir ". Conviendrait-il que j'adopte à mon tour l'aphorisme de ce visionnaire, bien volontiers et sans recul !

K. G.

** Universitaire*

Vieille garde et jeune démocratie

La vieille garde prétorienne court-elle désormais au secours de cette très jeune démocratie tunisienne ?

Par Slemnia Bendaoud

A-t-on idée de défier encore à la fois le temps et la logique des choses, en-tentant par-dessus tout de faire vraiment du neuf avec ces vieilles reliques d'une très ancienne république, fussent-ils le produit tout à fait légitime d'un scrutin jugé par tous comme très honnête et bien transparent ?

Ou alors boude-ton à ce point-là ce changement tant espéré et longtemps vanté au motif d'avoir été essoufflé de suivre les péripéties d'une brave révolution qui met beaucoup de temps à pouvoir finalement accoucher de ses résultats probants, au moment où cette jeune génération s'impatiente à pouvoir en jouir ou en récupérer ses nombreux dividendes ?

Curieusement donc l'urne arabe fait encore des siennes ! Au nom de cette jeune démocratie du Jasmin, elle n'aura conforté dans son pouvoir que ce vieux dictateur des temps anciens.

Finie donc cette interminable valse des islamistes qui écumaient tous les sempiternels scrutins du rituel démocratique. Désormais El Nahdha connait son inévitable frein ou inéluctable déclin ! En échange, c'est –paradoxe des paradoxes !- vers l'ancienne dictature que se tourne à présent l'électorat tunisien.

S'agit-il d'un vote-refuge ou vote-sanction bien semblable ou très comparable avec celui algérien du 26 décembre 1991 ? Sinon court-on ce grand risque de revenir au galop se blottir contre la poitrine de ce dernier des ressuscités du premier régime tunisien ou celui de regagner au plus vite le giron de cette bien vieille garde qui se tient encore sur ses gardes, malgré l'usure du temps et l'impact très apparent du grand changement social ?

La Vraie Démocratie boude-t-elle vraiment les urnes arabes depuis que les peuples de ces pays musulmans ont décidé de se mettre au diapason des sociétés dites évoluées que connait le monde contemporain ?

Il y a moins d'une semaine, la Tunisie paraissait avoir déjà pris une très sérieuse avance ou utile option sur tous les pays arabes pour finalement échouer en fin de parcours à cette maudite ou peu reluisante place de dernier wagon d'une longue caravane de cabanes qui se tiennent côte à côte en ce bout de train de chaine qui se déchaine contre toute réelle initiative d'un véritable changement.

Est-il plutôt question de ce repli stratégique à l'effet de se remettre plus tard dans le bon sens et la bonne raison ou direction de croire réellement en des solutions idoines et des lendemains qui enchantent ou tout juste bien meilleurs ?

La révolution du Jasmin –quelques en soient les chemins escarpés par lesquels elle s'est faufilée, fourvoyée ou a été enfantée- présente inévitablement cet avant-goût d'une recette politique plutôt assez difficile et bien complexe à réaliser.

Tant les données de l'équation ne sont pas visibles à tous les acteurs politiques du pays, sinon ne pouvant être bien cernés ou pris sous le même angle de leur réelle considération et toute naturelle interprétation.

Ainsi donc, l'ancien cacique succède à travers un scrutin qui n'est en aucun cas remis en question –puisque démocratiquement admis comme transparent- à cet autre militant des droits de l'homme qui assurait une présidence intérimaire, en tant que candidat à sa ''propre succession''.

Battu à la régulière, par deux fois de suite et juste l'espace de quelques semaines seulement, Moncef El Marzougui quitte donc le palais de Carthage au profit de Beji Caid Essebsi, son premier ministre nouvellement désigné par des urnes transparentes dans les fonctions de président de la république tunisienne, après avoir déjà porté son parti politique à la direction du gouvernement.

Dotée d'une Constituante, d'une Assemblée Nationale démocratiquement élue et d'un président de la république légalement porté par les voix des électeurs tunisiens, la révolution du Jasmin aura donc parachevé l'essentiel de son édifice institutionnel démocratique.

Cependant, le choix des électeurs porté en faveur de ce très ancien cacique et homme politique de l'ère bourguibienne pose en lui-même une toute autre problématique qui renseigne parfaitement sur la nature de la complexité de la donne politique de ce pays, alors considéré comme en avance sur les autres pays nord-africains et arabes.

Choisir plutôt Beji Caid Essebsi que Moncef El Marzougui à qui échoit portant de droit le choix de cette très lourde charge de placer le pays dans la bonne voie démocratique, engagée depuis déjà trois longues années de chaotique transition, peut manifestement conduire l'observateur à donner libre cours à toute sorte de gymnastique politique, dans la perspective d'arriver à une meilleure lisibilité du champ politique tunisien, à l'effet d'en déceler les mécanismes propres à son utile fonctionnement.

Ainsi donc, au moment où le second –accusant très sportivement son revers- prépare à la va-vite ses valises, le second arrive au galop avec son tout nouveau chapeau à ce très célèbre et relevé Palais de Carthage en tant que nouveau locataire, nanti en sus ou en plus de cette très légale légitimité des urnes qui manquait fondamentalement et très franchement à tous ses prédécesseurs, tous alors cooptés ou occasionnellement portés par consensuel et arrangement à cette très haute fonction de l'état et de la nation.

Fut-il démocratique et très transparent, ce vote pose cependant –outre sa nature et particularité- des questions liées à ce nouveau élu au Palais de Carthage, tenant compte de son âge avancé, de sa fragile santé, de passé et tendance politiques, de sa biographie professionnelle ainsi que de son caractère et personnalité.

Fruit d'un jeu démocratique libre et transparent, le nouveau président tunisien passe désormais pour être ce dirigeant arabe le plus âgé de tous les rois et grands souverains du monde arabe et peut-être même de tout le continent africain.

Ainsi Abdelaziz Bouteflika qui jouissait depuis déjà assez longtemps de cette première place à l'échelle nord-africaine se trouve être bel et bien dépassé, d'un cran et d'une décennie complète, s'éclipsant donc tout naturellement devant ce farouche vétéran qui rajeunit à mesure que s'égrène le temps.

Mais le doyen des dirigeants arabes et africains n'est pas seulement cet homme très âgé chez qui la grande sagesse se conjugue avec le temps énormément long passé dans les arcanes du pouvoir tunisien, puisqu'il s'investit désormais dans cet avenir des jeunes générations à leur façonner le goût et désidérata, lesquels diffèrent cependant totalement de ceux auxquels il croit ou travaille très dur à leur réalisation.

En ce 21 décembre 2014, ce fut le peuple tunisien qui avait voté, mais ce sont les dirigeants de ces pays voisins ou arabes très lointains qui ont longuement applaudi les premiers, voyant ou considérant en ce scrutin un net recul de l'islamisme politique.

Et même si les deux candidats arrivés au second tour des élections présidentielles tunisiennes présentaient pratiquement ce même profil politique, assez éloigné dans sa forme et dans le fond de celui typiquement islamiste, il reste que le nouveau locataire du Palais de Carthage était plutôt de loin préféré à son concurrent, autant au sein des capitales arabes qu'au sein de celles de l'occident.

Il demeure tout de même cette autre préoccupation tout à fait légitime des observateurs des pays arabes : à défaut de pouvoir réhabiliter Benali comme tente de le faire très subtilement Al Sissi au profit de Moubarek, Beji Caid Essebsi ira-t-il jusqu'à incarner ou même ressusciter Habib Bourguiba, son mentor et grand idole, à l'effet d'instrumentaliser cette fibre historique, faute de remèdes très pratiques à une situation politique très chaotique, née surtout d'un manque flagrant de liquidités à l'effet d'impulser un renouveau économique salutaire pour le devenir de la Tunisie ?

Cette vieille garde de nouveau de retour aux affaires du pays, après une éclipse ou traversée du désert forte de deux longues décennies (identique à celle qu'avait connue en son temps Abdelaziz Bouteflika) peut-elle vraiment se projeter dans cet avenir qui intéresse les jeunes générations, en vue de faire assez rapidement basculer le pays dans la modernité et la démocratie ?

Les toutes premières décisions que prendra le nouveau président tunisien dès son investiture imminente en donneront déjà le tempo et très certainement la marche à suivre ainsi que la cadence à imprimer à sa démarche.

De l'implication ou éventuellement de l'exclusion du parti d'El Nahdha dans le cadre de la constitution de son nouveau gouvernement, et du cumul ou de son désistement à encore gérer par lui-même les affaires du parti ''Nidaa Tounès'' concomitamment avec les charges de l'état dont il est investi, dépendra sûrement le chemin à suivre et l'engagement à entreprendre : tout concentrer entre ses mains ou, au contraire, bien s'ouvrir sur ces autres perspectives de modèle démocratique dans la gestion de son pays.

Les sept miracles de Tunis

La Tunisie est au septième ciel, après avoir réussi son élection présidentielle. Retour, en sept points, sur l'élection présidentielle qui a propulsé Beji Caïd Essebsi au pouvoir.

Par Abed Charef

1.Beji Caïd Essebsi a réussi, à 88 ans,le miracle de devenir président de la Tunisie de l'ère démocratique, après avoir joué un rôle central dans la répression, lorsque la Tunisie a connu ses moments les plus difficiles, dans les années 1960. Essebsi a en effet été patron de la police et ministre de l'Intérieur, les deux postes du vrai pouvoir en Tunisie, l'équivalent de chef d'Etat-major de l'armée et patron du DRS en Algérie.

Dans son long itinéraire, il n'y a pas de trace de vraies convictions démocratiques. Ses partisans ont joué, comme en Algérie, sur la confusion entre démocrates et anti-islamistes. Essebsi est anti-islamiste, mais rien ne prouve qu'il est devenu démocrate. Sa conversion apparente n'en fait pas un Mehri. Au mieux un Messaadia. Son objectif est, logiquement, de restaurer le système dans lequel il a toujours baigné, pas de mener la Tunisie vers un monde nouveau. On ne peut même pas le lui reprocher : il appartient à la génération qui avait la charge de gérer la période postindépendance, pas à la génération appelée à affronter le monde post-Snowden.

2. Second miracle, Essebsi a bénéficié d'alliances interne et externe inattendues. L'Algérie et les autres pays influents, France et Etats-Unis, ont voté pour lui. Chacun avait ses raisons, mais il y avait une vraie convergence d'intérêts. Ce consensus international a favorisé l'apaisement qui a précédé l'élection, et permis d'organiser le vote dans des conditions sereines.

3. Troisième miracle, le système Ben Ali s'est dépoussiéré. Il s'est débarrassé de ses éléments les plus encombrants, pour présenter un visage lisse, avec un candidat pépère, rassurant, renvoyant à l'image de Bourguiba plutôt qu'à celle de Ben Ali. Pourtant, sur un strict plan de la chronologie historique, Essebsi a précédé Ben Ali, qui a est plutôt un héritier du premier.

Ceci rappelle que le système Ben Ali englobait toute la Tunisie. Des cadres de valeur l'ont servi, en se mettant au service de l'Etat, plutôt qu'au service du pouvoir. Les condamner en bloc n'a aucun sens. A charge pour eux de s'affirmer, de devenir réellement autonomes, plutôt de que de constituer la clientèle d'un système qui risque de se reconstituer. A contrario, la Libye, qui a voté une absurde loi d'exclusion, s'est virtuellement retrouvée privée de la partie la plus significative de sa capacité de gestion. Pour caricaturer, la Libye s'est retrouvée, du jour au lendemain, privée de tous ceux qui avaient le sens de l'Etat et avaient atteint un certain niveau dans la hiérarchie de l'armée, des services de sécurité, de l'administration, du système bancaire, etc.

4. Un autre miracle, islamiste ce lui-là : Ennahdha ne s'est pas mouillé dans l'élection présidentielle. Rached Ghanouchi a compris, après l'expérience égyptienne, que le Tunisie contient des forces de nuisance en mesure de l'empêcher de gouverner. Non seulement il n'a pas présenté de candidat, mais il ne s'est pas mouillé à fond avec Moncef Marzouki, car cela risquerait de gêner le président sortant s'il apparaissait comme l'otage des islamistes.

Ghannouchi a ainsi procédé à un repli temporaire. Inutile de se presser si les vents sont contraires. Son parti est présent au parlement. Il a la possibilité légale d'entretenir un appareil politique, en attendant son heure. Tout faux pas de l'équipe Essebsi va le relancer.

5. Cinquième miracle, un dirigeant arabe quitte le pouvoir sans être évacué par l'émeute ou par l'armée. Moncef Marzouki s'en va, la tête haute. Malgré quelques ratages sans importance, résultats de sa naïveté politique et d'un idéalisme déplacé, il a réussi un parcours admirable. Il a mené le processus de transition institutionnelle à son terme. Il a refusé de s'allier avec l'un des deux camps qui voulaient une bipolarisation de la vie politique pour aller à la confrontation. Il a épargné le chaos à son pays, maintenant le dialogue avec tous les partenaires, laïcs, modernistes, islamistes, conservateurs et héritiers de l'ancien système. Il a refusé de couper les ponts avec les uns et les autres.

6. A gauche, par contre, il n'y a pas eu de miracle. La gauche tunisienne a raté le virage. En acceptant de s'inscrire dans le clivage idéologique au détriment du clivage économique et social, elle a abdiqué, signant peut-être son arrêt de mort. Elle est virtuellement appelée à disparaitre, pour se dissoudre dans la nouvelle donne, pour devenir, au mieux, une fraction du courant anti-islamiste. Mais elle est particulièrement vulnérable. Comme en Algérie, elle a perdu son autonomie de pensée et d'action. Elle sera dépendante du bon vouloir du pouvoir central. Il suffira au pouvoir de laisser un peu de champ aux jihadistes pour lui rappeler sa précarité.

7. Le vrai miracle, le septième, est à venir. Il fera oublier tout le reste: comment va évoluer cette alliance qui a porté Essebsi au pouvoir ? Va-t-elle se moderniser, se démocratiser, s'ouvrir vers la société ? Ou bien va-t-elle se recroqueviller sur elle-même, se laisser entrainer dans un engrenage de vengeance, et, dans l'euphorie dominante, tenter de reconstituer le système Ben Ali?

Il est facile de dire que la nouvelle Tunisie a battu la dictature, et que la démocratisation est irréversible. L'expérience a montré que rien n'est irréversible, à part les illusions, le mensonge et la bêtise. Essebsi n'est pas Mehri.Et ce n'est pas Mehri qui est revenu aux affaires, mais Messaadia.

Il faudra donc que Nida Tounès invente rapidement des hommes d'Etat capables, à leur tour, d'inventer un pays nouveau, avec des pratiques nouvelles, pour éviter de retomber dans le ronronnement des années Ben Ali. Car, faut-il le rappeler, Ben Ali avait suscité un certain engouement et beaucoup d'espoirs quand il a déposé Bourguiba. Mais quelques années plus tard, le jeu s'est refermé. Si la Tunisie ne trouve pas de nouvelles solutions, Ennahdha apparaitra comme une alternative non seulement légitime, mais nécessaire.

La Tunisie avait-elle le choix ?

La Tunisie a encore effectué un choix raisonnable, en ce qu'elle a fait prévaloir la propension du monde sur la sienne. Plier pour ne pas rompre diront les uns, repli stratégique diront d'autres. Car c'est le monde qui est en crise, même si elle en est un lieu d'expression privilégié.

Par Arezki Derguini

On peut représenter très schématiquement la dynamique du changement comme résultant de l'action de trois grandes forces dont deux internes et une externe. Une force interne du changement composée de deux ensembles, l'un ayant le bénéfice des « biens premiers » aspirant à obtenir celui des « biens supérieurs », l'autre menacé d'une privation d'accès aux biens premiers [1]. C'est la jonction de ces deux forces qui ont rendu possible la chute de Ben Ali[2]. Il faut prendre en compte une autre interne de conservation qui se divise en une partie déclassée par le monde et la société, et une autre en recherche de reclassement qui veut s'accorder avec lui. Dans ces deux forces internes nous avons distingué quatre fractions. Pour qu'il y ait approfondissement de la démocratie il faudrait que la fraction supérieure des forces du changement ne se désolidarise pas de la fraction inférieure à laquelle elle pourrait être alors opposée ; et il faudrait que la nouvelle force dominante conservatrice puisse obtenir de la force externe une certaine reconnaissance et une nouvelle intégration au monde de sorte à rendre possible ses reclassements internes. Un approfondissement de la démocratie serait alors synonyme d'élargissement des droits pour la société tunisienne[3].

Car une incapacité du monde à intégrer la société de sorte à permettre à la société dirigeante d'effectuer ses reclassements, obligerait cette dernière à opposer les deux fractions des forces du changement pour stabiliser les rapports de forces internes autour d'une certaine différenciation de sorte à contenir leurs expectations, à limiter leur pouvoir de négociation. Elle ne pourrait en effet offrir plus de droits à la partie supérieure et en offrir moins à la partie inférieure, sans intensifier la guerre civile, comme on peut l'observer en Egypte. Dans le cas où l'insertion dans le monde resterait problématique, le jeu démocratique n'aurait alors servi qu'à « consommer » les élites locales au travers de leurs échecs successifs et qu'à produire du terrorisme[4]. Car comme beaucoup le supputent aujourd'hui, après le succès du dit « laïc » Essebci, le monde pourra-t-il aider la société tunisienne à mieux s'intégrer ? Ce monde qui a fort à faire avec sa propre désintégration ?

Le choix de la Tunisie est raisonnable parce qu'en préférant Essebci, elle élit l'homme qui a la plus grande confiance auprès du monde et auprès du secteur de la sécurité dont la réforme est vitale pour un changement dans le mode de gouvernance. Dans nos sociétés la transformation du régime politique est solidaire d'une réforme du secteur de la sécurité. Réforme qui signifie un redéploiement des forces de travail entre les différents secteurs de la société et un consensus autour des attentes légitimes de chaque citoyen. Un consensus autour d'un nouveau modèle économique, de nouveaux modes de production, de répartition et de consommation, qu'il ne revient malheureusement pas à la seule société tunisienne d'inventer. Il y a donc fort à craindre que le consensus doive porter sur les modalités d'une réduction du pouvoir d'achat de la société de sorte précisément à permettre un redéploiement des forces de travail qui pourrait enrayer sa chute. Les attentes de la société devront donc nécessairement être revues à la baisse en même temps qu'elle devra accepter un certain nombre de reclassements. La nature du régime va ainsi dépendre de la nature de ce consensus : aura-t-il fallu réduire et transformer les propensions de la société de manière violente ou de manière volontaire ? C'est de la capacité de la société tunisienne à rester solidaire, de sa résilience aux chocs extérieurs, autrement dit c'est du mode de fabrication de son consensus, que va dépendre la nature de son régime politique. Ce qui dépend largement de la qualité et de l'intelligence de ses élites : préféreront-elles l'autodestruction pour faire le lit du terrorisme ou au contraire, malgré les vents externes, sauront-elles en prévenir la société et participeront-elles de celles qui concevront le nouveau monde ? En vérité, la société tunisienne est entrée un peu avant les autres dans la « décroissance » et la phase de «destruction créatrice» (Schumpeter). Nombreuses sont les sociétés qui tentent encore de résister plutôt que d'aller vers une nouvelle civilisation. Mais pour combien de temps ?

[1] Les sciences sociales et politiques ne s'entendent pas pour définir les deux types de biens. Par ailleurs il n'est pas nécessaire d'avoir une définition unique. Ici, l'usage veut être suggestif. Je pourrai donner l'exemple de la cité antique : est citoyen celui qui peut se soustraire aux préoccupations quotidiennes, à la loi de la nécessité et s'occuper des affaires de la cité. Dans la société traditionnelle algérienne, c'était la condition de (co-)propriétaire. En économie standard, un bien est dit inférieur lorsque sa rareté augmente sa demande s'accroit. Sans nous éloigner de ces exemples, on supposera ici que les biens supérieurs sont ceux qui permettent à l'individu de faire société.

[2] On ne compliquera pas l'exposé en faisant remarquer que cette convergence a correspondu avec une autre, celle des forces du changement avec celle externe.

[3] La société peut consentir à une réduction de ses droits de manière pacifique si elle a suffisamment confiance en elle-même.

[4] Le parallèle avec la situation coloniale n'est pas inutile. L' « échec » des élites civiles a précédé l'engagement militaire anticolonial. Par l'échec programmé on impose aux sociétés dominées leurs élites.

Le nœud gordien algérien

Quatrième partie : Un système opaque et corrompu

Par Mustapha Benchenane *
&
Brahim Senouci **

UN POUVOIR OPAQUE ET INEFFICACE

Il est abondamment question du « pouvoir » dans ce qui suit: L'usage du singulier est probablement infondé. Il semble bien qu'il y ait plusieurs centres de décision et donc, des rapports de force qui se traduisent par des montées de fièvre épisodiques, des démissions, des disparitions. Ceci étant posé, et pour ne pas alourdir la lecture, nous nous en tiendrons à ce vocable pour désigner la nébuleuse qui nous gouverne. Par ailleurs, si nous portons un regard sans concession sur le pouvoir, nous restons néanmoins persuadés qu'en son sein, il y a des patriotes intègres qui souffrent de la situation du pays. Certains lancent à intervalles réguliers des signaux d'alerte. De la même manière, nous ne cédons pas à la facilité d'opposer un régime absolument mauvais à un peuple qui serait totalement vertueux. Les pratiques du régime, faites d'arbitraire et de passe-droits, ont largement déteint sur la population et sont devenues quasiment devenues la norme.

Le pouvoir est exercé dans une totale opacité. Ses tenants sont fidèles en cela à une longue tradition du secret dont les racines plongent dans la période de clandestinité qui a précédé et accompagné la guerre de libération. Tout comme il y a plusieurs décennies, le régime présente une façade parfaitement lisse qui cache de plus en plus mal les conflits et les tractations permanentes entre les différents centres de décision. L'objet de ces tractations est de parvenir à des arrangements de nature à permettre aux acteurs de trouver des modus vivendi et de prospérer de concert. De temps à autre, des signaux traduisant des phases de crise sont reçus par le public, sous la forme d'un mouvement inopiné de hauts fonctionnaires, de mises à la retraite de généraux ou de mesures de disgrâce brutales infligées à des hommes politiques que l'on croyait intouchables. Le peuple est totalement mis à l'écart. Tout se passe comme s'il n'existait pas, sinon comme une source de nuisance potentielle qu'on désamorce à intervalles réguliers à coups d'augmentations de salaires, d'attributions de logements ou de prêts généreux (remboursables mais généralement non remboursés) à de jeunes chômeurs sur présentation de dossiers d'investissement squelettique. A intervalles réguliers, le peuple est convoqué pour des scrutins destinés à donner une caution « démocratique » aux décisions prises dans le secret des conciliabules obscurs. Parfois, on laisse se déployer des mini guerres civiles qui font des victimes, comme à Ghardaïa ou à Constantine. On n'a pas su empêcher les stades de devenir des volcans où la haine s'épanouit à l'état brut. L'épisode Ebossé, du nom de ce footballeur camerounais tué dans l'enceinte du stade de Tizi Ouzou, officiellement par un « projectile tranchant » lancé des tribunes, en a été le point culminant.

L'armée, troupe et services de sécurité, épine dorsale du régime depuis l'indépendance, est une énigme. Sans oublier le rôle qu'elle a joué à des moments clé de la vie de la Nation, notamment durant la décennie noire, ou au moment de l'assaut terroriste sur la base d'In Aménas. A propos de ce dernier, si on peut avoir une appréciation positive du rôle de l'armée après que les terroristes l'aient investi, on peut s'étonner que cette base si importante, vitale même, ait pu être attaquée et occupée par des dizaines d'hommes, armés jusqu'aux dents, ayant traversé un désert au relief uniformément plat, n'offrant aucune cachette possible, juchés sur des dizaines de quatre-quatre. Cela dénote à tout le moins une très grave défaillance des services de sécurité. De même, nos montagnes continuent d'abriter des bandes armées qui kidnappent, terrorisent, assassinent. Sans doute l'institution militaire, délaissant ses missions constitutionnelles dont elle est distraite par le fait qu'elle exerce une influence déterminante sur la politique de la Nation, est-elle moins performante dans la protection des siens… La violence n'est pas seulement politique. Elle est aussi ordinaire. A la nuit tombée, les rues de nos villes deviennent des coupe-gorge. Les agressions, les atteintes aux biens et aux personnes, sont monnaie courante. Des querelles de voisinage débouchent régulièrement sur des batailles rangées pouvant se solder par des morts. Une tension permanente, presque palpable, fait partie intégrante de nos paysages urbains. On ne peut que constater l'inefficacité du pouvoir dans l'une de ses missions principales, celle qui consiste à garantir la sécurité de sa population.

ET POURTANT, IL DURE…

Il faut reconnaître au pouvoir une certaine intelligence qui lui permet de survivre. Il a su lâcher du lest après les émeutes d'octobre 1988, en octroyant certaines libertés. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, l'expression est à peu près libre, tant qu'elle s'exerce dans un cadre qui ne le menace pas. On peut ainsi critiquer des personnalités du régime sans encourir la prison. En fait, nos gouvernants ont compris que cette liberté, loin de constituer un danger pour eux, joue en fait le rôle d'une soupape de sécurité. Ils savent en effet que la société n'est pas suffisamment mûre pour utiliser cette liberté pour construire une alternative crédible, parce qu'elle ne la souhaite pas ! Le changement en Algérie lui semble en effet plus lourd de menaces que le maintien du système actuel, pourtant en état d'échec patent, ce qui en dit long sur l'état de notre société, gouvernée par la peur, la peur du désordre, la peur d'elle-même, qui se souvient des monstruosités de la décennie noire. En fait, la suprême habileté dupouvoir a été de déléguer l'étouffement de toute velléité de changement à la société elle-même qui fait montre, en la matière, d'une très grande efficacité ! Alors, la liberté de la presse, l'ouverture de ses colonnes aux expressions les plus diverses, sont anecdotiques, en l'absence de la possibilité d'une agrégation des mécontentements et leur traduction en une offre politique de nature à inquiéter le régime. Celui-ci continue de trafiquer les élections, d'afficher un pseudo pluralisme politique, de fouler aux pieds la constitution qu'il ajuste à ses besoins propres, d'instrumentaliser la justice. La « nomination » pour un quatrième mandat d'un président malade, absent, a eu un effet plus pervers qu'un simple discrédit de la politique. Il ne faut point se cacher en effet que le président disposait d'une vraie assise populaire et que ses supporters ne lui en ont pas voulu d'avoir torturé la constitution, d'abord en la modifiant pour lui permettre d'exercer un troisième mandat, ensuite en ignorant l'un de ses articles qui aurait pu lui valoir un empêchement, eu égard à son état physique.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Quel contraste entre l'Algérie d'aujourd'hui et celle des deux premières décennies de l'indépendance ! Forte d'un capital symbolique inestimable, notre pays aalors un réel rayonnement dans le monde et joue un rôle de premier plan dans le soutien aux peuples opprimés, en Palestine, en Afrique du Sud… . L'Algérieest encore dans la dynamique de la guerre de libération nationale. Après avoir gagné la bataille de l'indépendance politique, elle fait plier une deuxième fois l'ancienne puissance coloniale en nationalisant d'autorité ses richesses pétrolières et minières. C'est aussi le temps de l'illusion lyrique, celle d'un puissant mouvement de pays non alignés faisant face aux nations impérialistes. C'est l'ère de la libération des peuples et le style autoritaire de Boumediene, dont la stature se confond avec l'Etat,est accepté parce qu'il prélude, croyait-on, à des lendemains qui chantent. Dans ce contexte historique favorable, l'Algérie a une place de choix sur la scène internationale. Revers de la médaille, c'est aussi le temps des pénuries, des étals déserts et des marchés clandestins de fruits et légumes, conséquence d'une politique intérieure marquée par un volontarisme voisin de l'entêtement qui a présidé à une « industrialisation » factice, accoucheuse d'éléphants blancs, qui ruine l'agriculture et préfigure l'ère rentière. Un vieux dessin de Slim montre un travailleur d'une des innombrables sociétés nationales de l'époque, disant à son patron : « Je touche 5.000 Dinars par mois. Combien m'ajoutes-tu pour que je travaille ? ».

La mort de Boumediene laisse un pays désenchanté mais riche en devises. Son successeur, Chadli Bendjedid, lance un vaste programme anti pénuries, le fameux PAP. Du jour au lendemain, les magasins d'Etat regorgent des marchandises les plus variées, des produits les plus improbables, des raquettes de tennis aux pianos à queue. La diversité des fromages de France se décline à l'infini jusque dans les régions les plus reculées du pays. Chadli signe ainsi la fin de l'économie administrée au profit, non d'une économie libérale au sens classique, mais d'une économie de bazar consistant à utiliser la rente pétrolière pour satisfaire les besoins d'une population dispensée de travailler. La chute brutale des prix du pétrole signe la fin de cette prospérité artificielle.L'endettement extérieur explose. Le service de la dette ponctionne 90% des recettes d'exportation. Le pays est contraint de passer sous les fourches caudines du FMI. L'»Etat» algérien, contraint à un rééchelonnement humiliant, cesse de jouer son rôle d'Etat stratège. La faillite sur les plans économique et social s'est traduite par l'instauration d'un climat d'anarchie et d'émeutes, débouchant sur la tragédie de la décennie noire. Ostracisée dans le monde, baignant dans la terreur et le sang, l'Algérie s'est retrouvée dans une situation de solitude quasi-totale après le détournement de l'Airbus d'Air France, en décembre 1994. Le gouvernement de l'époque a dû ravaler quelques misérables reliefs d'une fierté hors d'âge en acceptant que l'avion, avec plusieurs centaines de passagers algériens à son bord, quitte Alger pour Paris, permettant ainsi à des forces françaises de dénouer la crise. Dès lors, les compagnies aériennes étrangères désertent le pays qui entame une longue période de mise en quarantaine. Bouteflika est élu pour son premier mandat en 1999, à l'issue d'une campagne marquée par des irrégularités telles que ses six adversaires ont préféré abandonné une partie dont le terme était connu. Le nouveau président s'est donné comme principal impératif de briser cette quarantaine par tous les moyens. La remontée des prix du pétrole l'y a aidé. Il a de plus choisi de renoncer à la singularité de l'Algérie sur la scène internationale en adhérant au dialogue méditerranéen de l'OTAN et d'engager une coopération tous azimuts avec les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. L'Algérie n'est plus isolée mais son poids sur l'échiquier international est à peu près nul. Le culte du secret est la seule caractéristique qui a survécu au grand chambardement. Le pouvoir est devenu de plus en plus indéchiffrable. Bien sûr, il y a un gouvernement, un premier ministre, des assemblées (mal) élues. Ils ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Ils sont là pour la galerie et ils reçoivent des rétributions pour ce rôle, sous la forme d'indemnités délirantes et de sinécures confortables à l'étranger une fois leurs mandats accomplis. Ils n'ont aucun pouvoir de décision. Qu'en feraient-ils, du reste ? Ils auraient pu peut-être donner un semblant de début de crédit à leurs proclamations nationalistes en exigeant de la France le rapatriement des têtes de résistants Algériens, entreposées dans les caves du Musée de l'Homme à Paris après y avoir été exposées pendant plus d'un siècle ! Ils auraient pu froncer un quart de sourcil quand le président qui les a nommés a passé une longue convalescence dans un monument parisien qui abrite les cendres de Saint-Arnaud, de Bugeaud, de Pélissier…, soit les pires massacreurs, enfumeurs et emmureurs du peuple algérien. Le pouvoir de décision s'exerce ailleurs, derrière le rideau, dans le secret des réunions de cabinets noirs dans des villas discrètes. A l'abri des regards, pendant que le bon peuple ironise sur les saillies involontaires du premier ministre de la République, se joue le sort de l'Algérie.

LA CORRUPTION, UNE MALADIE ENDÉMIQUE

L'abandon officiel des valeurs proclamées du tiers-mondisme, corollaire des nouvelles réalités politiques, n'a pas seulement pour effet un chamboulement de la diplomatie algérienne. Elle en a également sur la politique intérieure. La corruption, déjà présente avant l'intronisation de Bouteflika, est devenue criante, galopante. Elle se développe à la faveur de l'ouverture totale au marché mondial. D'innombrables sociétés d'« import-import » se créent, captant des parts de plus en plus importantes de la rente pétrolière. Une faune d'intermédiaires tire également parti de cette situation en jouant les « facilitateurs » intéressés. Des richesses colossales s'édifient en quelques mois. Les devis s'envolent. L'Algérie a le triste privilège d'avoir fait construire l'autoroute la plus chère du monde et pas nécessairement la plus sûre. En dépit de son prix trois fois plus élevé que la moyenne internationale, elle commence déjà à présenter des malfaçons qui augurent mal de sa pérennité. Les inégalités sociales explosent. Pas un seul secteur de la vie quotidienne ne lui échappe. L'organisation Transparency International classe l'Algérie au 100ème rang sur 175 pays évalués dans le monde, à la 24ème place sur 54 pays notés en Afrique, à la 10ème place sur 18 pays notés dans le monde arabe, derrière la Tunisie et le Maroc. Elle recule d'année en année dans ce classement et figure pour la onzième année consécutive parmi les pays les plus corrompus du monde…

La corruption ne concerne pas que les margoulins du pouvoir ou ceux qui gravitent autour du pouvoir. Elle gangrène la société algérienne dans son ensemble. Tous les Algériens ne sont certes pas corrompus mais cette donnée a pris une telle importance qu'elle structure les relations sociales. En fait, les plus téméraires, les moins scrupuleux, reproduisent à l'échelle de la société, les mœurs du pouvoir. Tout se monnaie, un extrait de naissance, un emploi, un sujet d'examen, un diplôme universitaire. La corruption est devenue une dimension pathologique de la société. A tous les échelons, il existe des postes qui fournissent des rentes. Le sentiment national régresse au profit de sentiments d'appartenance à des structures réduites, région, ethnie, puisque personne ne peut vivre sans une affiliation qui le rassure. La notion de citoyenneté n'existe pas. Les comportements de nos compatriotes sont loin d'en relever. L'écrasante majorité d'entre eux ne sont pas engagés dans la vie publique, n'ont pas le souci du bien commun, ne privilégient pas leurs devoirs sur leurs droits. Cela dit, le miracle est permanent. Nous y sommes confrontés chaque jour. Des gens ordinaires se révèlent être pétris de qualités. Ils nous surprennent par leur intégrité, leur abnégation, comme si, au-delà des vicissitudes du quotidien perdurait cette tradition bien algérienne de chaleur humaine et de générosité. Le régime a été incapable d'aider la société à se constituer. Sans doute n'en a-t-il pas le désir. Une population déstructurée est tellement plus facile à contrôler et, au besoin, à réduire, qu'une société organisée et solidaire !

* *Politologue, Université Paris-Descartes Sorbonne*

** *Physicien, Université de Cergy-Pontoise*

L'union sacrée face à la crise !

La chute du pétrole, faut-il s'en inquiéter ? Oui, disent ceux qui pensent que l'Etat vit au-dessus de ses moyens et que cela ne peut plus continuer ainsi. Selon eux, l'Etat dépense trop pour une politique qui n'est pas efficace, Il est plus que temps de cadrer les dépenses de ce « mastodonte » qui nous coûte cher.

Par Cherif Ali

Ces phrases, le personnel politique de l'opposition ne cesse de les répéter. Elles sont reprises, en chœur, par une bonne partie des éditorialistes de la presse, notamment privée, qui n'hésitent, jamais, à rappeler « qu'il est urgent de réduire les dépenses du pays, crise du pétrole oblige ».

Dans le camp du pouvoir, on soutient, bien évidemment, le contraire en affirmant « qu'il faut être, vraiment, de mauvaise foi pour ne pas reconnaître les énormes efforts déployés par l'Etat pour doter le pays en infrastructures de base, barrages hydrauliques, voies ferrées, routes, métro-tramway, logements etc ».

On ajoute, aussi, que « même les adversaires les plus acharnés du président de la République ne peuvent nier sa décision historique du remboursement anticipé de la dette extérieure en 2006, contre l'avis quasi-général des experts, dont quelques-uns se succèdent, aujourd'hui, sur les plateaux des télévisions privées pour « tourner en rond » autour du baril ; personne, non plus, ne peut lui contester d'avoir constitué un matelas de devises, plus que confortable, pour les mauvais jours qui s'annoncent ».

C'est ce qui permet, peut-être, à tous les ministres d'affirmer que tous les investissements publics futurs ou en cours, seront maintenus ; il en est de même des subventions de produits de première nécessité qui ne subiront aucune révision, tout comme l'abrogation de l'article 87 bis qui ne sera pas remise en cause.

Dans l'opposition, on persiste à dire que « l'Etat, ce grand dépensier, vit au dessus de ses moyens ; nous fabriquons, aujourd'hui, les freins à la croissance de demain, en ne comptant que sur le pétrole. Le discours des pouvoirs publics, renouvelé à chaque fois, faisant part de la volonté de diversifier l'économie nationale pour échapper à la dépendance éternelle aux hydrocarbures a été battu en brèche, la réalité nous a rattrapé : le baril a perdu 50% de sa valeur. Et par ricochet, les réserves de devise du pays sont passées de 194 milliards $ à la même période de référence de 2013, à 193,26 milliards $ à fin juin dernier. Il s'agit d'une baisse légère, certes, mais c'est un fait rare qui n'est pas arrivé depuis des années.

Les plus raisonnables parmi les experts, prédisent au pays exportateur de pétrole que nous sommes, des années insupportables. Il en serait de même concernant beaucoup de pays producteurs qui ont besoin d'un cours de l'or noir élevé, pour financer leurs dépenses, a affirmé l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) dans son dernier rapport.

Notre pays, selon les mêmes experts, a besoin d'un baril de plus de 100 dollars pour maintenir ses équilibres budgétaires et préserver sa position financière extérieure, sérieusement fragilisée par la diminution des rentrées du pétrole et du gaz, lequel gaz est indexé au pétrole et à sa chute.

Pour sortir de cette situation, Karim Younès, l'ancien président de l'APN estime « qu'il est urgent de battre le rappel de toutes les intelligences pour dessiner la voie de l'Algérie du siècle en cours, et dresser l'inventaire des nouveaux défis. Il évoque, entre autres, les 40 000 cadres supérieurs exilés au Canada dans les années 1990 et tous ceux, partis bien avant la décennie rouge, fuyant la vindicte des cancres, dit-il, accrochés aux postes de responsabilité ».

Il est grand temps, s'il n'est pas encore trop tard, d'activer le chantier d'une nouvelle perspective, de redéfinir une stratégie de développement du pays, de le projeter dans le monde pour y tisser des relations internationales, y faire reconnaître nos atouts potentiels, assumer notre part dans la coopération et le partenariat avec les pays de l'Afrique, a-t-il ajouté. Moins optimiste, Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque Centrale d'Algérie, prédit : « si les pouvoirs publics ne changent pas de vision, l'Algérie ne pourra pas éviter le rééchelonnement, tout en mettant en exergue que le FMI n'est pas, comme on le croit, une institution financière mais plutôt un instrument de domination. Le FMI sert, selon lui, aux Etats-Unis à contrôler l'économie mondiale et soumettre les pays à sa volonté. Mis à part le peuple qui, à la lecture notamment des journaux, s'inquiète, précocement, de la chute du prix du pétrole, la sphère dirigeante manifeste une espèce d'indifférence, singulièrement, effrayante; des déclarations contradictoires émaillent la scène médiatique, des propos scindés entre ceux qui affichent un optimisme factice, en dépit de cette menace économique qui est à nos portes, et ceux qui exposent un pessimisme, réellement, tangible.

Deux exemples pour illustrer ce propos :

D'abord, le ministre du commerce, qui soutient, mordicus, que « l'Algérie n'est pas en crise et qu'il ne faut pas croire ce qui est rapporté, quotidiennement, par la presse nationale ! ».

Ensuite, les déclarations, plus que prudentes, de Mohamed Laksaci, gouverneur de la Banque Centrale d'Algérie, affirmant devant les députés le 15 décembre dernier : « si l'Algérie a su, jusque là, faire face au choc induit par la baisse du prix du pétrole, il n'en demeure pas moins que les équilibres financiers du pays pourraient être affectés si les cours du pétrole se maintiennent au même niveau ».

Ph.: Rachid K.

Au jour d'aujourd'hui, et après avoir perdu près de 50%, les prix du pétrole rebondissent, lit-on dans certains quotidiens qui titrent : « la fin du cauchemar, un début d'éclaircie pour l'Algérie ? ».

Les prix du pétrole qui ont atteint à la mi-décembre leur niveau le plus bas en 5 ans, poursuivront-ils leur baisse en 2015 ?

Les experts, ainsi interpellés, se contentent d'une analyse a minima : « les prix du pétrole ont continué de trouver du soutien, cependant, au vu de la baisse soutenue depuis leurs plus hauts niveaux depuis la mi-juin, il reste à voir si ce sursaut n'est pas, juste, un rebond technique à l'approche des fêtes de fin d'année ».

Mais, selon une enquête de l'Agence Reuters, menée auprès de 30 économistes, publiée ce lundi 22 décembre, les cours du baril de Brent devraient remonter l'an prochain à 74,30$ et à 80,30$ en 2016.

En fin de compte, tous ces débats, donnent le tournis au citoyen lambda, qui pense que « l'Etat ne dépense pas trop, au regard de tout ce qu'il a réalisé jusque-là, mais qu'il se fait voler ! » ; il s'attend, néanmoins, à des perspectives difficiles, d'autant plus qu'il se perd en conjonctures, malgré les sorties optimistes des ministres les plus en vue du gouvernement, et en l'absence d'une communication officielle du premier ministre sur le sujet.

L'heure est grave, disent les plus pessimistes d'entre-nous, mais c'est à l'Etat qu'il revient de prendre les mesures qui s'imposent et à Abdelmalek Sellal de parler et d'affranchir la population sur ce qui l'attend.

Il doit le faire, à la télévision nationale, pour rassurer les uns et les autres et leur dire, par exemple, qu'il est temps pour le pays « d'aller vers une économie de production, casser la dynamique routière, c'est-à-dire libérer l'investissement et l'initiative de création d'entreprises et stopper, aussi, la tendance à « l'informelisation » de notre économie.

A ce propos, il est intéressant de noter la remarquable sortie du ministre chargé de relations avec le parlement qui a plaidé, dernièrement, pour l'élargissement de l'assiette fiscale, en encadrant le secteur de l'informel.

Le préjudice causé par l'informel a été chiffré selon lui à 6000 milliards de dinars !

C'est une des solutions admises, à même de faire face à la réduction des recettes suite à la chute du baril de pétrole. Ne pas collecter cet impôt, c'est rééditer l'exemple de la Grèce qui a payé cher son « laisser aller » en la matière.

La Turquie, contrairement à la Grèce, a réussi à s'extirper du poids du circuit de l'informel grâce à des mécanismes proactifs de recouvrement de l'impôt, des réformes macro-économiques, notamment concernant les entreprises. Des politiques à prendre en modèles, selon certains !

Un autre expert, Abdelmalek Lamiri, pense que « les pouvoirs publics peuvent, d'ores et déjà, s'attaquer à cette menace qui ne dit pas son nom, à savoir les importations ; on ne peut pas continuer, dit-il, à subventionner les importations de costumes Pierre Cardin ou les Kiwis ! L'expert estime, par ailleurs, que les mesures prises par le gouvernement jusque-là, sont isolées en ce sens qu'elles touchent, différemment les secteurs, alors que la solution passe par des décisions globales ; on ne peut pas, par exemple, développer l'agriculture si les autres départements ne suivent pas !

Ce qui nous amène à penser, qu'il est plus que temps de revoir la composante de l'équipe ministérielle dont certains membres, pour faire dans le politiquement correct, n'arrivent pas à suivre la cadence et qu'il est temps pour eux de passer le témoin à ceux qui ont le potentiel pour relever les défis à venir comme Rachid Sekkak, ce financier spécialiste des banques dont les avis font autorité par delà nos frontières, Amine Zaoui, homme passionné de culture et auteur, par ailleurs, de nombreux ouvrages, Abdelkader Ouali, le plus à même de redresser la situation des Collectivités Locales, réhabiliter l'administration territoriale, impulser le développement et mettre en œuvre le découpage territorial imposé par la conjoncture, ou encore, Mohamed Laïchoubi, pour « lancer » le ministère de la Ville, qui n'est pas sorti des cartons, nonobstant la bonne volonté d'Abdelmadjid Tebboune qui, faut-il le rappeler, est en train d'accomplir des miracles dans son secteur. Et tant d'autres cadres de valeur qui, aujourd'hui, sont prêts à apporter leur contribution au pays, à « mouiller le maillot » et à mettre au service de l'Etat leur expertise dans le domaine de l'agriculture, par exemple, pour ce qui concerne Cherif Ould El Hocine !

Parenthèse fermée, et au moment même où le président de la République réunissait en Conseil Ministériel restreint, le premier ministre, le vice ministre de la défense, son Directeur de Cabinet, les ministres des Finances, l'Energie, l'Industrie, le Commerce, l'Agriculture, le Gouverneur de la BCA et le PDG de Sonatrach pour arrêter les mesures conséquemment à la chute du pétrole, la seule question qui vaille est de savoir où est-ce qu'on a besoin de mettre le peu d'argent que nous engrangeons, encore, grâce au pétrole ? Pour le gouvernement actuel ou celui à venir le défi est réel, d'autant plus que les décisions utiles, on vient de l'apprendre, ont été prises par le président Abdelaziz Bouteflika :

- Le programme quinquennal 2015-2019 sera mené jusqu'à son terme,
- Les subventions et les transferts sociaux à destination des couches défavorisées sont maintenus,

En attendant, ce qui est attendu du gouvernement actuel, ou celui à venir, c'est la réduction du train de vie de l'Etat et en la matière, il y a à faire.

En effet, il n'est pas rare, aujourd'hui, de voir le directeur central d'un ministère ou d'une entreprise publique, disposer de 5 ou 6 véhicules de service, avec leur dotation en carburant, pour son usage personnel et celui de sa famille.

Il y a aussi, tous ces bâtiments et cette foultitude d'annexes dont l'entretient coûte « les yeux de la tête », pour des objectifs insignifiants. Pourquoi ne pas s'en délester et partant, soulager le budget de fonctionnement de l'Etat? Ailleurs, en situation de crise, on a vendu les « bijoux de famille », voire même des casernes. On n'en est pas là, mais il n'y a pas de petites économies et il faut débusquer toutes les niches fiscales possibles, qui sont autant de recettes pour le trésor public.

Il est vrai qu'Abdelmalek Sellal n'a pas attendu les instructions pour anticiper quelques actions dans ce sens à croire le quotidien arabophone « El Khabar » qui parle d'une directive que le premier ministre a envoyé aux membres du gouvernement leur demandant de réduire au maximum leur train de vie, de s'abstenir de créer toute nouvelle Epic, de baisser la cadence des journées d'études, séminaires et autres manifestations budgétivores.

En définitive, et avec l'intervention du président de la République, la chute du prix du pétrole n'est plus une vue de l'esprit, mais une réalité désormais présente et pressante. La crise qui s'en suit affole médias et experts de tous bords. Tout le monde s'accorde à le dire, l'heure est grave. Déflation, récession, chômage accru et nouvelle tempête financière sur l'Algérie ne sont pas des menaces en l'air.

Le pays, en ces moments difficiles, a besoin de toutes ses énergies y compris celles de l'opposition qui peuvent, nous dirons même plus, qui doivent intégrer le prochain gouvernement. Personne, d'ailleurs, n'imagine un grand gouvernement où tout le monde se tiendrait, tendrement, la main pour le plus grand bonheur possible. Ce serait ridicule et même malsain, car la démocratie, c'est aussi la bagarre et l'alternance.

Dans l'urgence d'aujourd'hui, on pourrait admettre qu'il existe des choses plus urgentes et plus importantes que celles consistant à exiger, de manière aussi redondante que lassante, une période de « transition » ou des élections présidentielles « anticipées » !

Alors, peut-on, de là où nous sommes, espérer de ceux qui prétendent n'avoir d'autre sacerdoce que l'Algérie, ou ceux parmi les experts, les chefs des partis politiques et autres personnalités nationales, un sursaut comme celui consistant à « décréter » une petite pause dans leur chers pugilats, afin de permettre au pays de s'en sortir et aux, justes, réformes d'aboutir ?

Et passé le plus dur, le jeu de massacre pourra recommencer, gaiement !

Bien entendu, ce n'est pas facile, car cela revient, pour chaque camp, à brutaliser son aile la plus conservatrice. « Gouverner, c'est tendre jusqu'à casser tous les ressorts du pouvoir », disait Clémenceau, figure Française de l'Union Sacrée pendant la grande guerre, mais qui n'a jamais cessé de boxer, férocement, ses adversaires politiques. Un bel exemple à suivre, assurément !

Si le télescope européen " Gaïa " a pu atteindre le 08 janvier 2014 son orbite opérationnelle dans l'espace, à quelque 1,5 million de kilomètres de la planète Terre, hélas, cette finalité n'a pas été la même pour le nouveau-né " Gaïa ", qui n'arrive toujours pas à trouver son chemin vers le registre de l'état civil de la commune de sa naissance à Arris, depuis le 30/07/2013.

Les prénoms berbères, de l'interdiction à la dérive

Par Kouceila Zerguine

Et pour cause : les officiers de l'état civil continuent à faire la pluie et le beau temps, " Libre aux parents d'aller aux tribunaux ! ". Après la déclaration de l'officier de l'état civil de Arris (Batna), "… on n'inscrit pas des prénoms sans signification !", alors que la condition de " la signification " n'a jamais figurée dans l'article 64 du code de l'état civil. Nous assistons aujourd'hui à un énième ébahissement, une première dans l'histoire de l'identité nationale, puisque désormais donner des prénoms berbères aux nouveau-nés est contraire à la charia (L'islam). Cette " jurisprudence " n'est pas le fruit d'une fatwa émise par " un pseudo-mufti ", encore moins une plaisanterie pour distraire les esprits, mais plus précisément un des arguments avancé par la défense de l'APC de Arris (Batna) lors de l'affaire " Gaïa "- Tribunal administratif de Batna-. Selon ladite défense, qui a demandé en cette occasion de débouter la demande du demandeur (le père de Gaïa). Ce dernier voulait profiter de cet heureux évènement (la naissance de son premier fils) pour l'honorer d'un prénom amazigh de ses origines, de sa culture et de son histoire millénaires, celle de la Numidie.

Les arguments soulevés par la défense trouvent en effet leur origine dans une autorisation accordée par le législateur algérien aux parents appartenant à une confession autre que l'islam, afin d'inscrire leur progéniture sous des prénoms en corrélation avec leur spécificité religieuse. L'Article 64 alinéa 2 du code de l'état civil prévoit clairement que :" Les prénoms doivent être de consonance algérienne ; il peut en être autrement pour les enfants nés de parents appartenant à une confession non musulmane ". Donc, cette dérogation ne concerne en aucun cas, bien évidement, les prénoms de consonance algérienne, plus précisément amazighs, du fait qu'ils répondent au premier critère, prévu par le même article, celui de " l'algérianité ", qui ne nécessite d'ailleurs pas même d'y revenir sur sa définition après l'amendement de la constitution de 1996[1].

De même et selon toujours la logique de la défense de l'APC, les parents ne doivent pas être seulement de confession non musulmane, mais ils doivent également le prouver,"… le prénom de Gaïa est contraire à la charia… le père de l'enfant est un algérien musulman sauf s'il prouve le contraire ! … ". La charge d'apporter la preuve incombe alors aux parents ! Puisque selon ce raisonnement la définition de l'Algérien ou de l'algérianité est toujours à sa case de départ; donc définie comme telle : " arabo-musulmane ".

Plus étrange dans l'analyse de cette prohibition (toujours selon la même défense) " …le père de l'enfant Gaïa n'a pas respecté les dispositions de charia El Islamia (l'islam) comme s'est pratiquée par le prophète … le récit du prophète Mahomet (QSSL) dit: " les meilleurs prénoms sont ceux avec lesquelles on adore et on loue". Bien que le Hadith (récit) n'est pas authentique, puisque le seul récit authentique sur ce sujet dit : " Les meilleurs des noms au regard d'Allâh (Dieu) sont `AbdAllâh et `Abd Ar-Rahmân "[2].

Le critère prévu par l'article 64 du code de l'état civil doit donc (selon la défense de l'APC) céder sa place à la pratique héritée par le prophète, même si l'esprit dudit récit sur lequel la défense s'est basée n'interdit pas, mieux encore, il est cité - dans l'esprit du récit - à titre préférentiel ! Or l'islam n'est pas une source directe de la vie législative, mais plus exactement une source " subsidiaire du droit ".

Selon l'article 01 Alinéa 02 du code civil : " En l'absence d'une disposition légale, le juge se prononce selon les principes du droit musulman et, à défaut, selon la coutume ", le même principe est prévu d'ailleurs par l'article 222 du code de la famille. En d'autres termes, la loi prime sur les matières rapportées, que ce soit auprès des instances judiciaires, qu'auprès des espaces institutionnels de l'Etat. Le cas contraire, " les principes du droit musulman ", devraient être comme tels : le raisonnement par analogie, le juste-milieu, et le rationnel, peuvent dans le cas récent servir comme une batterie de réserve.

Dans le même ordre d'idées de ladite défense, et si on suppose bien que ces parents ont réussi à contourner cet article, il est probablement possible donc - selon cette logique - de revoir les décisions sur lesquelles les prénoms berbères ont été accordés, en raison que le fondement juridique sur laquelle la décision a été accordée, est frappée par l'illégalité, ce qui ouvre droit à l'APC en question de demander potentiellement son droit à l'abrogation de quelconques prénoms berbères. Entendu que toute violation aux dispositions de la charia, résulte le plus logiquement possible à une sanction sinon à une " repentance ". Il aurait été donc souhaitable pour ladite défense de se prononcer également sur la nature de la sanction!

Quand le religieux prime sur le juridique ! «Pêle-mêle»

Les arguments soulevés par la défense de l'APC de Arris nous rappel bien la mésaventure vécue par l'avocat-stagiaire Me Youcef Benbrahim de l'ordre des avocats de Sidi Bel Abbès, suspendu (selon ledit avocat), du fait que celui-ci avait refusé de participer à un sit-in devant le tribunal de la ville, organisé par la même corporation. Non pour dénoncer les violations d'atteintes aux droits de la défense, encore moins, la situation actuelle de la profession. Mais étrangement, pour protester contre un film provocateur offensant le prophète! Une affaire très vite déviée à un litige de nature religieux, suite à la déclaration du bâtonnier de Sidi Bel Abbes, reprise par la presse nationale:

"… un sit-in a été organisé comme preuve de soutien au Prophète. Tous les avocats se sont rassemblés, sauf Youcef Ben Brahim. S'il n'est pas de confession musulmane, nous rencontrons un problème, car les avocats prêtent serment sur le Coran. Et si Ben Brahim prête serment sur le Livre sacré, et qu'en réalité il n'est pas musulman, il y a une contradiction ! ". Donc cet avocat stagiaire avait lui-aussi l'obligation et la charge de prouver qu'il est musulman, pour répondre à un certain critère qui ne réside que dans la fiction ! Alors même que le sujet est censé ne pas l'être, puisque la religion de l'avocat n'a jamais été mise en cause par quelconque texte régissant la profession d'avocat depuis.

Une fausse solution à un sérieux problème

La liste des 300 prénoms amazighs promise par l'ex-ministre de l'intérieur, depuis plus d'un an, n'a pas pu voir le jour. Le problème perdure. Cette liste porte en soi-même l'ingrédient d'une série de contradictions, avant même sa sortie. D'abord, le principe de " la limitation " en tant que tel est contestable. Puisque l'application sur le terrain laisse à désirer plus. Pire encore, soumettre l'histoire et la culture amazighe à seulement 300 prénoms semble plus proche de l'ironie, de l'aberration que du rationnel [3]. Et comme s'il fallait en rajouter, la déclaration faite par le même ex-ministre de l'intérieur lors de sa sortie à Tindouf (le 24 / 07 / 2013), ou il précise que " les prénoms berbères seront inscris en langue arabe ", pour éviter selon lui, les fautes d'orthographes ! Pose de facto une série d'anomalies. Quelle est la valeur juridique d'une décision prise par un ministre qui va à l'encontre de la loi, si ce n'est pas la non-conformité, entendu que l'article 02 du décret 81-26 relatif à la nomenclature des prénoms, stipule que : " les prénoms doivent être inscris en langue national ", ce qui est assurément le cas pour la langue tamazight (Berbère) ; du faite que cette dernière est considérée comme telle depuis l'amendement de l'article 03.bis de la constitution algérienne (la loi n°02-03): " Tamazigh est également une langue nationale ". Certes les rédacteurs de ce texte n'ont pas prévu cette situation : Une donne que les praticiens du droit ne peuvent outre passer.

S'ajoute à cela, le devenir des prénoms berbères portant la lettre " V ", ne figurant pas dans l'alphabet arabe, tels que : " Massiva, Youva, Massilva … " n'ont tout simplement pas de place dans ce qui ressemble à un dénouement.

Du panarabisme à l'islamisme … l'abrutisme!

L'enchainement de l'histoire ancienne et contemporaine de l'Algérie, marquée par le passage de plusieurs civilisations et cultures. Pour se reconvertir après l'indépendance à un second passage de nature idéologique, doctrinal.

Celui-ci lègue après plusieurs décennies, un héritage mitigé pour une société en quête de repères, entre " un orientalisme " rétrograde, et " une occidentalisation des valeurs ", qui ne s'exprime que dans la consommation.

Cette réalité, pèse dans la mesure où l'appréciation de l'officier de l'état civil, ne se limite pas sur la problématique pour déterminer le concept de " l'algérianité ", mais plus largement encore, sur celui de " l'usage et la tradition ". L'article 64. Aliéna 3 du code de l'état civil cite clairement que : " Sont interdits tous les prénoms autres que ceux consacrés par l'usage ou par la tradition ", (une des exceptions soulevées aussi par la défense de l'APC), autrement dit, les deux concepts précités doivent également y avoir une interprétation, et pour la énième fois, au regard de la culture et du savoir de l'officier de l'état civil ou de la personne dont les prérogatives ont été mandatées, ceci pour se prononcer sur le devenir de ce qui est définie comme étant " identité " de la personne.

De même, peut-on après plusieurs décennies de l'instauration du " rouleau-compresseur " de l'arabisation de l'environnement [4] parler de " l'usage ou la tradition ", dans une société de culture hétéroclite, ou les valeurs diffèrent dans la même cellule familiale?

Néanmoins la question qui vient à l'esprit, est la suivante : Quel critère le législateur algérien a choisi pour ceux dont la responsabilité est extrêmement sensible ? A-t-il opté pour des qualifications intellectuelles, voir instructives ? Ou d'autres qualités d'une importance avérée?

Hormis l'âge limité à 21 ans et un emploi permanant, aucun autre critère n'est requis pour l'exercice de cette fonction. Article 2 du code de l'état civil indique expressément que : " Le président de l'assemblée populaire communale peut, sous sa responsabilité, déléguer à un ou plusieurs agents communaux occupant les emplois permanents, âgés au moins de 21 ans, les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier d'état civil, pour la réception des déclaration de naissances …, de même que pour dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus "). Quoi qu'il en soit, la réalité dépasse l'imaginaire.

Cependant, n'aurait-il pas mieux fait de revoir cette censure qui ne dit pas son nom, " truffé de subjectivité et d'arbitraire", pour laisser sa place à la consécration et à la jouissance des libertés individuelles des citoyens ? Si la problématique du refus d'inscrire des nouveau-nés sous un prénom amazigh dégage de réflexions insensées, ceci dénote l'absence d'un projet de société, voué à la déperdition des valeurs où le sens de l'algérianité et les valeurs locales deviennent étrangères chez-soi.

" La reconnaissance de l'identité nationale et des droits fondamentaux ", trimbalés d'une constitution à une autre, aura donc à patienter pour son application effective.

*Avocat près la cour d'Annaba
Membre du RADDH et de LADDH

[1] Le préambule de la constitution algérienne prévoit que : " les composantes fondamentales de l'identité algérienne sont l'islam, l'arabité et l'amazighité ".
[2] Rapporté par Muslim, dans son Sahih (authentique) page 1398,et aussi par Abû Dâwûd, At-Tirmidhî et IbnMâjah.
[3] Voir notre contribution intitulée " Un progrès d'un gout inachevé ",parue au quotidien national d'information LIBERTE,N° 6383,du 14 Aout 2013, rubrique : contribution, page 9.
[4] -Le décret 81/28, du 070/3/1981 relatif à l'arabisation de l'environnement. - La loi 91/05, du 01/01/1991 relative à la généralisation de l'utilisation de la langue arabe.

Le bêtisier de fin d'année

Par Hamid Dahmani

Ce matin-là, par ce sale temps pluvieux, j'étais adossé à un mur sous le balcon d'un immeuble du centre ville, attendant le passage de l'orage pour reprendre mon chemin de l'errement et de l'abandon, devenu coutumier chez moi au fil du temps. J'étais pensif et absorbé par mon esprit qui vaguait ailleurs.

Quand s'arrêta de vant moi mon ami dit « l'intriti « qui se pava nait dans les pa rages, les mains croisées au dos avec un journal plié entre les mains. Il s'est arrêté un moment pour me saluer et me souhaiter une bonne année. Il avait la banane jusqu'aux oreilles le petit plaisantin. « Qu'es-ce-que tu attends là, tu as perdu quelque chose ? » me dit-il.

Et sans attendre j'ai riposté du tac au tac à sa petite curiosité.

(J'attends le dernier soupir, ou des jours plus salvateurs. Je me morfonds dans l'advenu. La longue attente et monotone du petit jour à la nuit tombée. Attendre c'est espéré un nouveau rai de soleil. Je suis impatient et je fais le pied de grue et je scrute l'horizon triste qui se couche pour réapparaitre chaque lendemain sans fin. L'espoir est gelé pendant ce laps de temps. Attendre qui et pourquoi ? Une bonne nouvelle ? Attendre la mort qui sera certaine ? On guette des moments propices pour s'enfuir pendant un bref moment de la vie. J'attends le prochain train. J'attends une nouvelle de mon facteur. J'attends mon tour pour jouir et tressaillir.

Attendre son destin ou le provoquer ? L'âme est fébrile, malade de son anxiété permanente. Le temps ne nous appartient plus. L'attente se pourrit .Elle est mal nourrie. Je suis prisonnier de mon existence. Mon esprit m'a abandonné au début du rendez-vous raté de l'histoire. Je vague au fil du temps perdu au milieu des astres. J'ai égaré mon âge à cause du décalage horaire de la précarité de ma vie. Je chasse le naturel il revient avec un sinistre convoi. Le temps n'attend pas il est convoqué par le déluge de l'infini. Je doute fort que le temps me réserve une très mauvaise surprise

J'attends depuis plus de vingt ans l'ex-bon temps. Mais en vain. Le temps m'attend au tournant de la rue confisquée. Mon solde de tout compte est clôturé. Il fait quel temps chez vous ? Comment va ta rente, toi le retraité ? C'est le temps des souhaits. J'attends pour partir et rejoindre mes vieux amis. J'attends le temps mais le temps ne veut pas faire le chemin avec moi. Je suis seul dans l'attente d'une bonne nouvelle. J'attends l'attendu qui ne sera jamais là. Peut être que l'inattendu me consolera…)

« Aam Idji..., Aam Irouh... »

Alors, pour la bonne année tu repasseras une autre fois, vieux gai luron ! J'ai répondu en guise de réponse à ses vœux de « bounani ».

Ecoute mon ami et réveille-toi ! Je doute fort que ce sera une bonne année, pour toi ni pour moi ni pour le pauvre peuple qui n'a rien à attendre des promesses non tenues depuis « Aam dakious ». Voyons Adel ! Qu'il me dit avec un petit fou rire : « il faut être optimiste dans la vie ! Et il faut y croire! ». Et puis qui c'est ? Peut être que cette nouvelle année sera meilleure que les autres années que nous avons été obligés de supporter. Me dit Ali, plein d'espoir.

Je voudrais bien te croire chouia! Je lui ai répondu. Et Je le souhaite de tout mon cœur. Pourvue que cette année soit une année pleine de bonheur et de prospérité pour tous et pas uniquement pour certains privilégiés dans ce bled qui peine à prendre le chemin de la justice sociale. Je souhaite que ce soit l'année du redressement des mentalités.

De la lutte contre la corruption et de la transparence. Que nous puissions enfin encaisser notre argent à la poste ou faire le choix de la domiciliation de notre banque comme on le souhaite librement. Je rêve pour que cette année qui s'efface laisse place à une année de la bonne gouvernance et qu'elle nous fasse oublier le mépris, l'injustice, le népotisme, la délinquance, el-hogra, le chômage, le déséquilibre régional , les scandales etc...

Mais pour moi, je te l'avoue sincèrement je suis déjà fixé dans mon esprit qui me dit que le poison de l'année précédente sera réinjecté et reconduit dans la nouvelle année qui se présente.

Tiens je lui dis ! Pour mettre un peu d'humour à notre discussion je vais te raconter une petite blague en guise de bêtisier de fin d'année.

On raconte qu'un jour, un voisin était allé frapper a la porte de son voisin pour lui demander de lui prêter sa pioche « fes ». Mais comme le maître de maison était absent, c'est sa femme qui avait remis la pioche à son voisin. Quelques heures après son voisin était revenu frappé à la porte avec à la main une pioche et son manche cassé. Il s'était excusé auprès de sa voisine pour ce désagrément et a promis de lui acheter un autre manche de pioche le moment voulu.

La femme ne sue quoi dire à son voisin sur le moment et commença à penser aux conséquences lorsque son mari apprendra la perte de son manche de pioche.

Mais comment le faire savoir à son méchant mari et lui faire apprendre que le manche de la pioche quelle a prêté en son absence à son voisin était cassé ? S'était dite la femme très pensive, ennuyée, craintive et troublée par la colère de son mari très avare qui n'aime pas prêté ses objets aux autres.

Alors profitons de la nuit tom bée et que les enfants faisaient dodo, alors, qu'ils étaient allongés tous les deux sur le lit conjugal entrain de s'échanger des « amabilités » pour faire des petits bébés, la femme très intelligente choisie le moment propice du délice de son mari pour lui annoncer la mauvaise nouvelle ; tu sais chéri ? Ton « Fes » ! Qu'es-ce qu'il a mon « fes » ? Ce matin j'ai cassé le manche de ta pioche ! L'homme, pris au point culminant du plaisir de la sensation de l'orgasme lui répondit haletant ; O! Tu sais, « feees irrrrouh, feees idjiiiiii ! » (Une pioche s'en va et une autre la remplace) et déjà que ce n'est pas le sujet ne t'inquiète pas chérie et ne te fait pas trop de souci pour une simple pioche. Tu es déjà pardonnée… Allez bonne nuit et bonne année.

LA CHRONIQUE DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd

Pour Kamel Daoud

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux), le jour où un écrivain algérien, vivant au pays ou ailleurs, pourra écrire ce qu'il veut sans craindre pour sa vie et sans que personne ne réclame sa mort en raison de ses prises de position. A l'heure actuelle, il n'est pas question d'entrer dans le débat de savoir si l'on est d'accord ou pas avec Kamel Daoud. Cela peut se faire, plus tard, chacun produisant ses écrits et confrontant ses arguments. Islam, Algérie, Palestine, identité : il faut laisser cela pour plus tard. L'urgence, ce qui importe, c'est d'abord et avant tout de refuser avec force que Kamel Daoud soit désigné d'un doigt criminel par quiconque et cela dans la plus totale des impunités. Un Etat droit, un Etat moderne, un Etat juste, est celui qui protège pas celui qui applique la loi de manière discrétionnaire.

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux), le jour où le journaliste, le cinéaste, l'artiste ou l'intellectuel pourront écrire, créer ou tout simplement s'exprimer à leur manière sans courir le risque du procès d'intention. Le jour où ils pourront produire librement selon leur inspiration, leur envie, leur crédo. Et cela sans qu'ils aient à subir le soupçon ou à entendre l'insupportable ricanement vindicatif (et envieux ?) qui ne voit dans cette production qu'une damnation ou l'échange d'une âme et d'une conscience contre on ne sait quelle reconnaissance ou vile récompense.

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand la parole du libre-penseur sera possible sans danger aucun. Comme celle de l'athée, de l'agnostique, du sceptique ou du simple croyant qui ne peut s'empêcher d'éprouver, et d'exprimer, des doutes. Ce jour-là, l'Algérie et les Algériens seront forts. Cela voudra qu'ils auront pris conscience d'eux-mêmes et qu'ils seront capables de tout regarder en face. De tout affronter, sans peur ni haine : leur passé, leurs démons identitaires, leurs tabous. Ce jour-là, cela voudra dire aussi que les croyants auront réalisé que le propos de celui qui ne croit pas, qui doute ou qui entend réformer au nom d'un vrai ijtihad (pas celui de la pensée répétitive et non renouvelée) n'est un danger pour personne et certainement pas pour l'islam. Car celui qui crie et tempête au moindre propos qui ne lui sied pas, celui qui en appelle lâchement à la punition et au sang, ne fait rien d'autre, en réalité, que d'offenser sa propre religion et son Dieu. C'est lui, et lui seul, qui n'a d'unique moyen que l'agitation outrancière pour se prouver à lui-même et aux autres qu'il croit et qu'il est dans la voie de rectitude.

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand la spiritualité, le partage, la tolérance et la générosité auront remplacé la bigoterie et la religiosité ostentatoire, matérialiste et inquisitrice. Quand on se penchera sur le fond du message plutôt que sur la manière de croiser les bras au moment de la prière. Quand on affrontera les défis éthiques de ce siècle (que disent nos imprécateurs sur le transhumain ? Rien ou pas grand-chose…) au lieu de discourir pendant des heures sur le caractère licite ou non d'un bonbon importé d'Espagne ou de Chine. Quand les docteurs de la foi s'adresseront aux croyants en évitant de discourir en boucle sur le néfaste et l'interdit au lieu d'élargir sans cesse le seuil des possibles.

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand son système éducatif produira enfin (de nouveau ?) de la raison, du rationalisme, des esprits cartésiens et du respect pour les idées d'autrui. La controverse, le débat, la dispute, le ton qui monte, les fâcheries, les ruptures, les réconciliations qui suivent (ou pas) et même les pamphlets, tout cela est sain et nécessaire. Mais ni l'unanimisme hypocrite ni l'imprécation menaçante ne sont acceptables sachant que personne n'a le droit, pas même un imam autoproclamé, de s'immiscer entre l'individu et son Créateur. Acceptons que l'autre, le voisin, le frère, le rival, soit d'un autre avis. Idée contre idée, argument contre argument, joute contre joute, telle est la règle du jeu au sein d'un peuple civilisé.

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand le pouvoir algérien cessera d'instrumentaliser la religion pour mettre au pas ceux qui n'ont pas l'heur de lui plaire ou qui refusent de courber l'échine devant lui. Il faut le dire et le répéter : un individu qui en appelle publiquement à la mort d'un écrivain doit être poursuivi par l'Etat et cela même si le principal concerné ne porte pas plainte. C'est à la puissance publique de faire respecter la loi et il n'y a pas de nuance à avancer ou de raisonnement spécieux ou tortueux à tenir en pareil cas. Si l'Etat algérien ne poursuit pas celui qui a appelé à la mort de Kamel Daoud, c'est qu'il se satisfait de cette situation. Pourquoi ? Pour le faire taire ? Pour lui envoyer un message ? Pour l'inciter à quitter le pays ? Pour lui dire tu peux écrire ce que tu veux en Algérie mais attention à ce que tu dis en France ? Pour faire oublier la chute des cours du pétrole et occulter le fait que l'heure d'un douloureux bilan est proche ?

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand ce ne seront plus les intellectuels qui auront peur mais ceux qui ont volé ou triché et que rien ne semble atteindre. Quand les religieux qui monopolisent la parole en public s'indigneront de l'impunité des détenteurs de biens mal-acquis à Neuilly, Dubaï ou Genève plutôt que de vouer à la vindicte populaire un écrivain esseulé dont la seule richesse provient de son travail et de l'huile de coude qu'il aura dépensé.

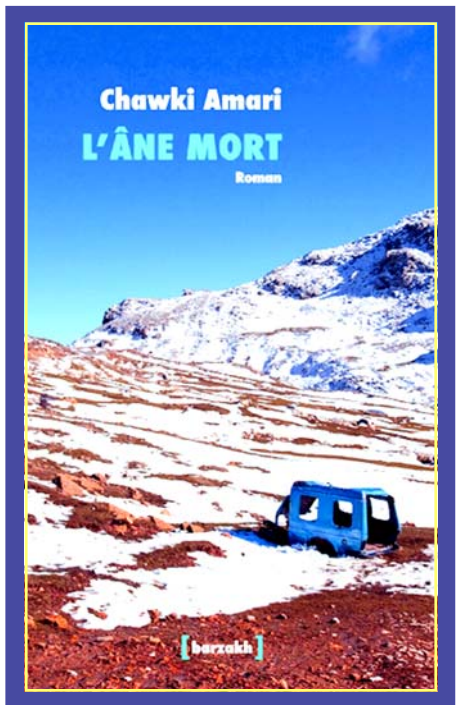
On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand un citoyen au coeur d'une controverse ne sera plus attaqué en raison de la présence de certains signataires opportunistes dans une pétition en sa faveur. Si quelques fripouilles notoires qui pullulent dans le marigot germanopratin en ont signé une qui défendait Kamel Daoud, ce n'est pas parce que son sort leur importe mais parce que c'est tout simplement l'occasion pour elles de briller en utilisant sa déveine comme marchepied. En réalité, elles n'ont que faire de ses déboires et l'on peut même penser que certains professionnels de l'indignation aimeraient bien que sa situation se complique encore plus pour pouvoir continuer de s'agiter sous les spots de cette actualité-spectacle ô combien parisienne.

On dira que l'Algérie va bien (ou mieux) quand il n'y aura plus besoin d'écrire ce genre de texte. En attendant, le présent chroniqueur renouvelle tout son soutien à Kamel Daoud dans cette lamentable affaire.

médiatic

Par Belkacem Ahcene-Djaballah
Livres

LES VOLEURS DE VIE



L'ÂNE MORT.
Roman de Chawki Amari.
Editions Barzakh, 180 pages, 600 dinars, Alger 2014

La nouvelle vague d'écrivains de langue française a de beaux jours devant elle et ce n'est que le début, quelles que soient les changements et les difficultés rencontrées dans le monde national de l'édition. On le voit avec les succès rencontrés, tant dans la presse (où la plupart y «sévissent») qu'au niveau du livre… tout particulièrement dans le roman, forme littéraire permettant d'aborder, librement, les sujets les plus «tabous» (parfois «tirés par les cheveux» mais faisant très mal aux barbes et barbichettes des «hypocrites» de tous bords) sous leurs angles les plus délicats.

Rien d'étonnant donc de voir l'auteur nous présenter, avec style et humour, une «histoire» incroyable, presque surréaliste, mais qui, en fait, peut arriver à beaucoup d'entre-nous, tout particulièrement dans les (nombreux) moments de vide et de désespérance. Et, il y en a !

L'histoire : Trois encore jeunes, la quarantaine (en Algérie, eu égard aux difficultés rencontrées… et à la durée de vie des décideurs du pays, on est encore jeune… jusqu'à la cinquantaine bien sonnée et même bien plus), une fille et deux garçons, tous sans travail, tous divorcés, tous sans horizons, voyageant vers la Kabylie (un refuge, l.e r.e.f.u.g.e), dans une vieille guimbarde qui surchauffe toutes les deux heures… avec, dans le coffre arrière, un âne... mort (du moins le croient-ils)… fuyant le «papa» de celui-ci, un riche (et puissant) personnage du pays... qui n'arrive pas encore à couper le cordon ombilical avec son passé rural. L'amour de sa vie (et, peut-être, de son impuissance) ? Un âne ! Il est vrai que, désormais, ça court les rues.

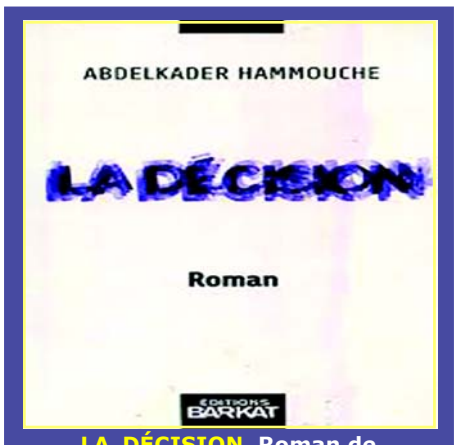
En cours de route, des rencontres multiples (là-haut sur la montagne : un ermite philosophe, pizzaiolo et assassin de ses épouses successives et multiples, un chinois vulcanisateur, une vieille ancienne moudjahida, un jeune kabyle toujours révolté contre l'ordre établi…), des questionnements existentiels et, parfois loufoques, sur les gens, sur les situations, sur le pays…

En définitive, l'âne n'est pas mort (ils ne meurent donc jamais !) et repart chez son propriétaire brouter l'herbe de la grande villa des hauteurs d'Alger…, la voiture avale son bulletin de naissance, l'amie accepte («se vendant en toute légèreté») d'être la future victime de l'ermite assassin, et les deux amis reviennent à leur point de départ. Comme le dit si bien le vulcanisateur chinois, devenu plus kabyle qu'un kabyle, «l'Algérie agit nature et contre nature, contre nature même de l'homme… parce que refuse de changer»).

L'Auteur : Chawki Amari, la quarantaine (?), fait partie de la nouvelle génération de journalistes et d'écrivains. Géologue de formation, il a d'abord été caricaturiste (il a même connu, le premier, je crois, la prison en raison d'une caricature «politiquement incorrecte») puis journaliste reporter, puis chroniqueur (dans la presse quotidienne nationale). Talentueux et impertinent, il est, déjà, l'auteur de plusieurs ouvrages dont deux romans, deux recueils de nouvelles et un récit.

Avis **L'histoire en elle-même, bien qu'originale, est moins importante que les échanges du groupe de «fuyards», des «harraga» et, surtout, les réflexions et autres commentaires de l'auteur. Pleine cible ! Et, aussi, de la hauteur et de l'épaisseur.**

Extraits : *«Les Algériens ont tous quelque chose à se reprocher, ce qui explique cette peur du policier et du gendarme, juge et partie, arbitre et attaquant de pointe» (p 13), «Quand on est assis, on perd souvent la notion du temps car celui-ci est connu pour marcher, voire courir. A moins que le temps ne passe pas et que ce soit nous qui le traversions» (p 19), «Les Algériens ne pèsent rien. Mais pris ensemble, ils sont lourds. Ce qui empêche toute initiative individuelle» (p 56), «En Algérie, les gros affairistes ne comptent plus l'argent, ils le pèsent «(p57), «La foi est un lien vertical, entre l'Homme et Dieu. La religion est un réseau horizontal, entre les hommes « (p 123), «Beaucoup ont ce sentiment de vengeance, cette idée que quelqu'un doit payer pour ce que l'on est et ce que l'on va inéluctablement devenir. Il s'agit là d'une forme de rancunière méchanceté souvent doublée d'une sorte de lâcheté, ne pas s'attaquer au haut mais au bas, ne pas vouloir à plus haut que soi mais au bas, par autodestruction maladroite» (p 162), «Si tout le monde veut des changements, personne n'accepte le changement» (p 171).*



LA DÉCISION. Roman de Abdelkader Hammouche. Editions Barkat, 136 pages, 400 dinars, Alger 2014.

Il a fallu cinquante années de «pause» et de silence, forcé(e) ou calculé (e), avant que les acteurs de la lutte de libération nationale, les moudjahidine, ne commencent à, enfin, s'exprimer librement, en «couchant» leurs souvenirs de guerre, à dire parfois leurs courages, mais aussi leurs peurs… ainsi que leurs colères, longtemps contenues face aux lâchetés des uns et aux erreurs des autres...

La guerre fait toujours des ravages. Dans les corps, dans les cœurs, mais aussi dans les âmes.

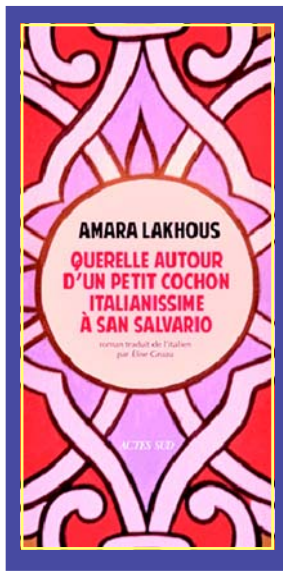
La décennie rouge – une guerre qui ne disait pas son nom - celle des années 90, période noire qui avait vu le terrorisme islamiste causer, directement ou indirectement, 150 000 à 200 000 morts, a, pour sa part, traumatisé les Algériens… qui ne se sont pas, pour beaucoup, relevés tant les traumatismes ont été profonds, douloureux et leurs effets durables. Aujourd'hui encore !

C'est, peut-être, pour enfin se libérer de ces effets que A. Hammouche a «commis» son roman, le troisième ; celui-ci racontant l'enfer d'un journaliste, poursuivi - lui et sa famille - par la haine terroriste, ce qui l'a obligé, comme bien d'autres intellectuels, à l'exil. En fait, il raconte (en la forme romancée), toute son histoire (que bien d'autres ont vécu… et que certains ont payé de leur vie)… avec, au bout d'un enfer quotidien, ponctué d'attentats, d'assassinats, de menaces, de nuits blanches, de vie clandestine, de peurs pour sa femme et ses enfants… la décision de partir. L'exil forcé! Avec tout ce que cela posait comme difficultés et problèmes. Décidement, notre auteur aura tout vu dans sa vie de journaliste : auparavant, on lui avait «volé sa liberté»... ensuite on lui vole son pays. De quoi est fait aujourd'hui ? Un autre roman, peut-être !

L'Auteur : Abdelkader Hammouche, né en 1952 à Alger, a été dans les années 80 et 90, journaliste (assez apprécié pour son style) à Algérie Actualités, alors dirigé par Kamel Belkacem (Il est un des rares journalistes «invité» par la Sm pour un article sur la politique énergétique, je crois, qui ne correspondait alors pas aux vues des décideurs... Il en a, d'ailleurs fait un roman, «Les voleurs de liberté») puis à l'Hebdo Libéré (alors dirigé par Abderrahmane Mahmoudi). Aujourd'hui, installé comme avocat en Algérie, il a déjà signé deux autres romans (en 2013).

Avis **Se lit avec facilité tant le style (journalistique) est fluide**

Extraits : *«Un caillou posé à côté de plusieurs autres peut faire un chemin. Ne pas sous-estimer les actes individuels. En 1954, lorsque la guerre de libération avait été déclenchée, ils étaient quelques- uns à y croire» (p 67).*



QUERELLE AUTOUR D'UN PETIT COCHON ITALIANISSIME À SAN SALVARIO. Roman de Amara Lakhous (Traduit de l'italien par Elise Gruau). Editions Barzakh, 196 pages, 600 dinars, Alger 2014.

Enzo a une tête d'Arabe. D'ailleurs, une de ses copines, une blonde nordique, l'appelle Mohamed (pour que le couple soit bien servi lorsqu'il se rend dans un restaurant maghrébin). Journaliste de province (Turin), ouvert sur tous les autres, quelles que soient leur couleur, leur race ou leur religion, célibataire endurci, bien malheureux que la Juventus ait été rétrogradée en division inférieure, poursuivi par sa «mama» qui veut le voir casé et faire des mioches, vivant dans un quartier populaire… Il n'a qu'un rêve : s'en sortir… tout en continuant à jouir de la vie.

Il se retrouve… à Marseille (Ah, les femmes qui vous font oublier votre travail) bidonnant une enquête sur des crimes… commis à Turin. Il invente des mafias albanaise et roumaine qui s'entretuent, une «Gorge profonde»… Un sujet qui «passe» dans un pays et une société qui en en ont vu d'autres dans le domaine et une presse populaire à sensation «crédible» (on connaît ça). Il sert d'intermédiaire entre la communauté musulmane et un nigérian propriétaire d'un petit cochon (qu'on aurait vu se baladant, de nuit, dans la mosquée du coin), courtisé par des presque-fachos qui ne supportent plus les étrangers, surtout les arabo-musulmans… L'Italien moyen, quoi ! celui des films et de l'imaginaire. Un gars du Sud, de plus. Candide et sympa... mais dans un environnement malgré tout difficile (absurde, lâche, intolérant…)... pour tous les autres… les «étrangers». Tout s'arrange à la fin… mais la mafia, la 'Ndrangheta est (et restera) la plus forte. Pas de crime, pas de sang, mais de la persuasion… Et, lorsque le message vient de la famille, un tonton, boss du crime organisé, que peut-on y faire ? Fin d'une histoire qui n'a pas de véritable fin !

L'Auteur : Amara Lakhous, journaliste et anthropologue, est né à Alger en 1970 et il vit, depuis 1995, en Italie. Son premier roman, un bijou, («Choc des civilisations pour un ascenseur…») a, d'abord, été écrit en arabe… à Alger mais il n'avait alors pas connu de succès. Il fut réécrit en italien en 200, et traduit en France en 2008… connaissant un grand succès (il a été édité en français en Algérie) et recevant plusieurs prix. On en a même fait un film. C'est là son troisième roman.

Avis **Du style, de la fluidité, de la légèreté et de l'humour. Se lit avec délectation. Mais, pas aussi prenant que les deux premiers romans.**

Extraits : *«Il n'y a pas de scoop sans fuites, sans sources anonymes, c'est la véritable règle numéro un du journalisme» (p. 19), «Petits enfants, petits tourments, grands enfants, grands tourments» (p36), «En étant journaliste, j'ai compris que la réalité à laquelle nous nous confrontons n'a ni valeur ni poids. C'est l'imaginaire qui commande nos actions, ou plutôt nos réactions. Nous sommes de plus en plus incertains, apeurés, vulnérables, irrationnels» (p 83), «Pour connaître rapidement une ville, adresse-toi aux chauffeurs de taxi, aux coiffeurs et aux putes» (p 94), «Qui a peur meure chaque jour» (p 190).*

Tunisie : la révolution n'est qu'une grande déception

Préférez-vous la démocratie à toute autre forme de gouvernement ? En 2012, 63 % des Tunisiens répondaient oui. Ils ne sont plus que 48 %, d'après une étude du think tank américain Pew Research Center réalisée en avril-mai 2014. Comment expliquer ce recul ?

Courrier international

Les faits sont là : la démocratie et la révolution ne suscitent plus le même enthousiasme et la même confiance. Le tsunami du [parti islamiste] Ennahda et de ses troïkas 1 et 2 sont passés par là [coalition gouvernementale mise en place en novembre 2011 et remaniée en mars 2013 avec le Congrès pour la République (CPR, gauche nationaliste), Ettakatol (gauche) et Ennahda, arrivée en tête du scrutin du 23 octobre 2011] et plus rien ne reste aujourd'hui – ou presque – de l'euphorie et des rêves auxquels le 14 janvier 2011 avait donné naissance.

Près de quatre ans après la révolution du 14 janvier 2011, on n'a pas fini de décevoir nos attentes. Notre aspiration à la liberté, à la justice et à la dignité. On espérait que la révolution donnerait raison à notre idéalisme et à notre illusion d'être un peuple d'exception, et qu'il pourrait y avoir un "miracle tunisien" dans un monde arabo-musulman où rien de bon ne semblait pouvoir arriver.

Nous ne faisons aucune injure au 14 janvier 2011 en disant qu'il n'a pas réussi. Nous regardons notre révolution en face pour lui dire ses quatre ou cinq vérités, car nous perdons patience, nous prenons peur pour elle et pour nous, et lui avouons combien nous l'aimons. Et combien elle nous a déçus, également.

LES VŒUX PIEUX DU PROGRAMME ISLAMISTE

Tout d'abord, elle a pris un mauvais départ. Elle a été trop naïve de croire que "des hommes et des femmes honnêtes et qui craignent Dieu" peuvent faire naturellement bon ménage avec la démocratie et qu'ils peuvent être modernistes, ouverts et progressistes. Elle a été trop crédule, le 23 octobre 2011, en votant à plus d'un million de fois pour les islamistes et fait confiance à Rached Ghannouchi. Elle pensait qu'Ennahda allait unir les Tunisiens autour de la noble cause nationale et que les "365" vœux pieux du programme islamiste étaient des promesses sincères.

Les récalcitrants, les réfractaires, les "fauteurs de troubles" et les "grandes gueules" de la révolution devaient être éliminés. Lotfi Nagdh, Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi en ont su quelque chose. Eux et les autres martyrs de la révolution (les civils, les militaires et les agents de la police et de la garde nationale) ont été victimes de la supercherie nahdaouie à laquelle certains Tunisiens – peut-être une majorité d'entre eux – continuent de croire.

L'opposition, par son impréparation, son manque d'inspiration, ses nombreuses imperfections et égocentrismes, et parce qu'elle succombe à la facilité, assume elle aussi une large part de responsabilité des insuccès de la révolution.

LA TABLE DES TRACTATIONS

L'opposition – généralement identifiée sous la bannière très imprécise des adversaires d'Ennahda et des "antitroïkistes" – n'a jamais été programmatiquement ou stratégiquement préparée. A la veille de la révolution, les élites tunisiennes se contentaient de quelques coups d'éclat (rares, parcellaires et individuels), critiquaient "sous cape" le régime de Ben Ali, et attendaient de voir.

L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), la seule force sociale et politique qui pouvait compter, faisait de la résistance passive : elle négociait avec l'Etat et le patronat, elle pactisait, elle servait de régulateur, faisait monter quelques pressions, luttait comme elle le pouvait, battait en retraite, mais finissait toujours par s'asseoir à la table des tractations pour arracher quelques concessions.

L'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica ; organisation patronale), l'autre poids ou contrepoids, tirait plus ou moins son épingle du jeu : la corruption généralisée, lorsqu'elle ne l'impliquait pas directement et totalement, lui laissait quelques miettes consistantes.

Le peuple, lui, inconscient ou insoucieux, continuait de vivre comme il pouvait ou ne pouvait pas : il avait pour lui l'été, les mariages, le ramadan, les Aïd [fêtes religieuses musulmanes], les hauts et les bas de la vie, un au jour le jour résigné, un éternel recommencement d'occasions et de chances qui ne se représenteraient pas et quelques anecdotes sur la famille régnante... pour se consoler.

LES INCRÉDULITÉS DU PEUPLE

La menace intégriste, réelle ou imaginaire, et l'agitation des militants des droits de l'homme apparaissaient furtivement sur l'écran du radar de l'Etat policier de Ben Ali et disparaissaient très vite. Isolée, souterraine, réprimée, emprisonnée et exilée, cette opposition idéologique ne représentait qu'une goutte dans le vaste océan unanimiste qui a soutenu l'ère nouvelle pendant plus de deux décennies. Aucune force, du 7 novembre 1987 au 14 janvier 2011, ne pouvait prétendre "changer le changement" [promis par Ben Ali arrivé au pouvoir en novembre 1987].

Pourtant, l'inattendu a eu lieu. L'impossible se réalisa : Ben Ali et son Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) furent "dégagés". Et tout allait se construire sur cette table rase avec les incompétences et les arrogances d'Ennahda, les imperfections et les confusions de ceux que l'on appelle les "démocrates", "modernistes" et "progressistes" et les incrédulités du peuple – bourgeois, petit-bourgeois, ouvriers et autres sous-prolétaires.

En quelques mois, il ne restait plus rien de l'homogénéité tunisienne. Il ne restait plus rien de la paix et la tranquillité – apparentes ou réelles. Le pays se divisait et se subdivisait, chaque jour encore plus : les uns qu'unissait, le 14 janvier 2011, le cri de ralliement "Dégage !" ne se reconnaissaient plus en les autres. La religion s'est imposée comme préoccupation principale des Tunisiens. Et le pays passera ainsi le plus clair de son temps à définir et redéfinir son identité, négligeant, par conséquent, l'essentiel de sa révolution. Les liberté, justice et dignité sont passées au deuxième et troisième plan. Le désenchantement n'a épargné aucune institution. Il habite toutes les catégories sociales et économiques et il a envahi de larges espaces de notre imaginaire collectif et individuel, ne laissant que très peu d'espoir au ressaisissement et au rattrapage.

SE FÉLICITER DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Aujourd'hui, nous prenons par exemple le malsain plaisir de griller les feux rouges, d'emprunter les sens interdits et de ne pas marquer le stop. Nos ordures ménagères n'en finissent pas de s'amonceler dans les rues. Nos administrations tournent à leur plus bas régime. Nos écoles, lycées et universités ont oublié qu'ils ont écrit les pages les plus glorieuses de la Tunisie indépendante ; aujourd'hui, ils se contentent du passable et du "peut mieux faire".

Notre économie, souffrante et agonisante, éprouve le plus grand mal à joindre les deux bouts. Anémique et ankylosée, elle ne doit sa survie qu'à son endettement qui ne finit pas de s'alourdir, à un déficit budgétaire ravageur et à une maigre croissance qui est toujours révisable à la baisse. Hausse des prix, chute du pouvoir d'achat, chômage et sous-emploi sont devenus des maux endémiques.

Au bout de ce parcours de près de quatre années, nous ne pouvons nous féliciter que de la seule liberté d'expression que l'on pratique, d'ailleurs, bien plus à tort qu'à raison. Nous en faisons l'usage le plus confus et le plus maladroit jusqu'à perdre le sens de notre orientation et la signification de nos mots. Nos politiciens, un peu trop artisanaux, manquant d'expérience et d'idées. Egocentriques et avides de pouvoir, ils n'ont jamais su débattre ni orienter les débats.

Tout ça pour ça ! La première révolution du "printemps arabe", ce miracle tunisien du XXIe siècle qui nous a valu des standing ovations aux quatre coins de la planète n'accoucherait, en définitive, que de toutes ces déceptions, de toutes ces erreurs et de toutes ces supercheries !

L'argent fou qui achète tout

Le philosophe américain Michael Sandel, qui est pourtant un libéral, s'alarme dans son livre "Ce que l'argent ne saurait acheter" d'un monde où toutes les relations humaines seraient financiarisées.

Marianne

Des responsables de crèche, en Israël, avaient cru trouver la solution pour mettre fin aux retards des parents venant chercher leurs enfants en leur faisant payer une amende. Résultat : les parents fautifs furent plus nombreux ! L'amende«fut confondue avec le prix d'un service rendu» et «à ce prix-là, cela valait la peine de se payer le service en question», observe Jean-Pierre Dupuy dans sa préface au passionnant livre de Michael Sandel sur les effets délétères de la marchandisation des sociétés, y compris quand elle obéit aux meilleures intentions.

Peu connu en France, Michael Sandel, professeur d'éthique à Harvard, fait partie des grands philosophes américains. Loin d'être un décroissant grincheux, il s'inquiète d'un monde où toutes les relations humaines seraient financiarisées. Son livre recense une multitude d'exemples de l'emprise croissante de l'argent aux Etats-Unis, de l'achat de cellules de prison de luxe par les condamnés riches à la vente de discours faits sur mesure pour un mariage ou un enterrement, en passant par la revente des places dans les files d'attentes, au concert ou à l'hôpital.

L'inquiétude de Sandel dépasse la problématique de l'inégalité entre ceux qui peuvent tout se payer et les autres. Contrairement à celle des biens, la marchandisation des relations humaines modifie leur nature, altérant la satisfaction que l'on en retire : le plaisir d'un café ne change pas selon qu'il est payé ou offert, contrairement aux relations sexuelles, selon qu'elles sont libres ou tarifées, ou à l'aide aux personnes âgées, apportée par leurs proches ou par des sociétés de services à domicile. Ce libéral, qui ne conteste pas l'efficacité économique du principe de la transaction marchande «entre deux acteurs libres et conscients», estime qu'il ne peut être généralisé sans pervertir la liberté individuelle. Avançant une notion - la limite - que détestent tout autant les théoriciens du marché sans frontières que les partisans de l'individualisme sans entrave, son livre est une réaction à la vulgate libérale-libertaire commune aux idéologues du néolibéralisme et aux militants de l'émancipation individuelle au nom des «droits à» (tout).

QU'EST-CE QUE LA VALEUR ?

Dans sa passionnante préface - en fait un petit essai -, Jean-Pierre Dupuy souligne l'importance de l'œuvre de Sandel, qui «ébranle quelques-uns des piliers principaux qui soutiennent cet édifice vieux de près de deux siècles et demi que l'on nomme la science économique». En particulier la théorie de la valeur. Rejoignant les travaux du Français André Orléan, Sandel estime que c'est la«mise sur le marché qui donne aux biens leur valeur» : monétariser des services, des attentions et des échanges qui relevaient de la gratuité par amour, amitié, devoir, dette, honneur ou altruisme permet à la finance de transformer en valeur pauvre les richesses humaines qui lui échappent encore. Parlant d'«obscénité», Dupuy vise en France ceux qui, animés de «bonnes intentions progressistes», veulent tout monétariser, comme l'Insee, qui comptabilise dans le PIB l'équivalent monétaire des travaux domestiques, et certaines féministes qui applaudissent, sans conscience de communier ainsi dans ce «système des prix» dont Milton Friedman voulait faire le pivot d'une société où tout se réglerait par échange financier «sans qu'il soit nécessaire que les gens se parlent ni qu'ils s'aiment».

Interview de Thomas Porcher

pourquoi les cours du pétrole s'effondrent

Alors que le prix du baril de pétrole vient de passer sous les 60 dollars, l'économiste Thomas Porcher, spécialiste du pétrole, analyse pour Paris Match la plongée des cours.

PARIS MATCH

Paris Match. Le prix du baril de référence vient de passer sous les 60 dollars. A quoi est dû l'effondrement des cours du pétrole?

Thomas Porcher. C'est dû d'abord au développement des pétroles non conventionnels, et notamment les pétroles de schiste. Il y a eu des forages tellement intensifs que la production a fortement augmenté aux Etats-Unis : aujourd'hui on est environ à 10 millions de barils. C'est une montée en puissance extrêmement forte. Il y a aussi une baisse de la croissance mondiale, à laquelle la demande de pétrole est directement liée. La demande est extrêmement morose. Entre 1990 et 2000, la demande mondiale de pétrole augmentait chaque année d'un million de baril par jour. En 2011 et 2012, la demande augmentait de 3 millions de barils par jour tous les ans. Et aujourd'hui, elle n'augmentera cette année que de 900 000 barils. L'offre est supérieure à la demande d'un peu plus de 1,5 million de barils.

Quel est le rôle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans cet effondrement des cours ?

C'est un élément nouveau, ça a été une surprise pour moi : l'Opep n'est pas intervenue alors que le prix baissait. C'est très surprenant. Quand les prix baissent trop, l'Opep intervient toujours : après le 11 septembre 2001, en 2006 lorsque la consommation de pétrole se stabilisait et en 2008, alors que le prix est passé de 148 dollars à moins de 40 dollars, l'Opep a retiré plus de 3,5 millions de baris par jour pour faire remonter les prix. On s'attendait à ce que l'Opep intervienne, elle ne l'a pas fait et c'est la vraie surprise.

DataMatch : Y aura-t-il encore du pétrole dans 40 ans ? Quel intérêt aurait l'Opep à ne pas intervenir?

Le scénario le plus probable c'est que l'Opep a décidé de ne plus ajuster sa production, en laissant les autres le faire. Quand vous avez des prix qui baissent, les investissements dans les pétroles non conventionnels diminuent naturellement. On aurait jamais fait à ce prix-là les forages qu'on a fait en Guyane. Il y a un autre scénario : il y aurait un axe Washington-Riyad pour laisser filer les prix et étouffer les économies russe, vénézuélienne et iranienne. La réalité, c'est qu'on ne peut pas savoir.

"LES INVESTISSEURS VONT RÉFLÉCHIR À DEUX FOIS AVANT DE SE LANCER DANS LE PÉTROLE DE SCHISTE"

Serait-ce un moyen pour les pays producteurs d'étouffer la dynamique des pétroles non conventionnels, qui ont explosé notamment en Amérique du Nord ces dernières années ?

La production de pétrole de schiste va continuer, on ne ferme pas les robinets comme ça. Mais les investissements futurs dans le pétrole de schiste, les sables bitumineux ou en mer très profonde, vont être remis en question. Le prix du baril est beaucoup trop faible et la rentabilité n'est pas assez élevée. Les investisseurs vont y réfléchir à deux fois. Sans investissement, vous avez une contraction de l'offre et de nouveaux des tensions sur les prix. Les prix pourraient donc remonter.

A quel niveau de prix les pétroles non conventionnels deviennent-ils rentables ?

Globalement, sur les sables bitumineux et les pétroles de schiste, le seuil est de 75 dollars le baril. Ça veut dire en fait un prix de 90 dollars, pour que la marge soit suffisante. Pour des pétroles en mer très profonde, il faut un baril autour de 100 dollars. Aujourd'hui, le prix bas du baril met à mal ceux qui exploitent ces pétroles : tous les prêts engagés pour financer les investissements ont été basés sur un prix du baril à 100 dollars. Demain, quand ils devront emprunter pour investir, ce ne sera pas aux mêmes conditions. Les investissements futurs sont mis en danger. Or, si on ne continue pas à investir sans cesse dans ces pétroles non conventionnels, la production chute rapidement, car pour les pétroles de schistes, la durée de vie des forages est beaucoup plus courte que pour les puits traditionnels.

Qui souffre le plus de cette baisse des prix ?

Elle gêne tous les pays producteurs mais plus particulièrement ceux qui sont très dépendants de leurs recettes pétrolières. Ce sont les pays de l'Opep, mais aussi de petits producteurs comme la République du Congo ou le Gabon, qui vont prendre de plein fouet la chute des cours. L'Arabie Saoudite a plus de marges financières que le Venezuela, la Russie ou le Congo. Il risque d'y avoir des retards dans le paiement des fonctionnaires. Tous ces pays avaient planifié leurs budgets sur un baril à 100 dollars. La marge de manoeuvre de l'Arabie Saoudite, qui est le vrai patron à l'intérieur de l'Opep, est extrêmement faible : ils peuvent jouer la baisse pendant quelques temps, mais à la prochaine réunion de l'Opep en juin, il va y avoir une pression des autres pays de l'Opep et peut-être même des troubles sociaux internes en Arabie Saoudite, si le rythme actuel d'augmentation des salaires des fonctionnaires n'est pas tenu.

Les cours du pétrole plongent, mais ceux du gazole baissent beaucoup plus lentement. Comment cela s'explique-t-il ?

Il ne faut pas penser que les prix du carburant vont baisser aussi rapidement que les prix du pétrole. Il y a une part importante qui est fixe dans les prix du carburant : c'est la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). La partie qui dépend uniquement des prix du brut est beaucoup plus faible. Il faut aussi prendre en compte le fait que le dollar s'est renchéri par rapport à l'euro. On achète le pétrole en dollar et consomme l'essence en euro. Si on avait eu un euro fort, il y aurait eu une amplification de la baisse. Enfin, le marché est un peu différent : le marché des carburants, qui est à Rotterdam, dépend plus de la fluctuation des fondamentaux saisonniers : départs en vacances ou climat. Il peut donc y avoir des décalages.

La télévision, le nouvel Eldorado des footballeurs

À l'image d'un Thierry Henry qui, à peine sa retraite annoncée, devient consultant à la télévision pour Sky Sports en Angleterre, les footballeurs voient de plus en plus la télévision comme le nouveau terrain de jeu à conquérir une fois leurs crampons rangés définitivement au vestiaire.

LE FIGARO

De Canal+ à beIN Sports en passant pas TF1 ou France 2, les chaînes s'arrachent les footballeurs à la retraite. Et tout le monde y trouve son compte. Pas autant que Thierry Henry peut-être (son contrat avec Sky Sports devrait lui rapporter 31,5 millions d'euros), mais suffisamment pour que les footballeurs voient en la télévision leur nouvel Eldorado...

Si les sollicitations sont nombreuses pour les anciens sportifs, les places restent chères malgré tout sur certaines chaînes. Notamment sur TF1. Bixente Lizarazu y occupe la place de consultant numéro 1 aux côtés de Christian Jeanpierre depuis 2009. Franck Leboeuf intervient régulièrement également dans Téléfoot le dimanche matin. Lors de la dernière Coupe du monde de Football, la chaîne s'était même offert les services de Youri Djorkaeff pour certains matches. Ces trois footballeurs, tous issus de l'équipe de France championne du monde en 1998, font partie de la «dream-team» de TF1.

Mais un bon consutant n'est pas seulement un footballeur au palmarès bien garni. Celui-ci doit aussi avoir le profil du «bon client», qui s'exprime bien devant les caméras et avec pertinence. Les footballeurs l'ont bien compris et n'hésitent plus désormais à avoir recours à des «media training» pour apprendre à mieux parler devant les caméras.

350.000 EUROS POUR BIXENTE LIZARAZU SUR TF1 ET CHRISTOPHE DUGARRY SUR CANAL+

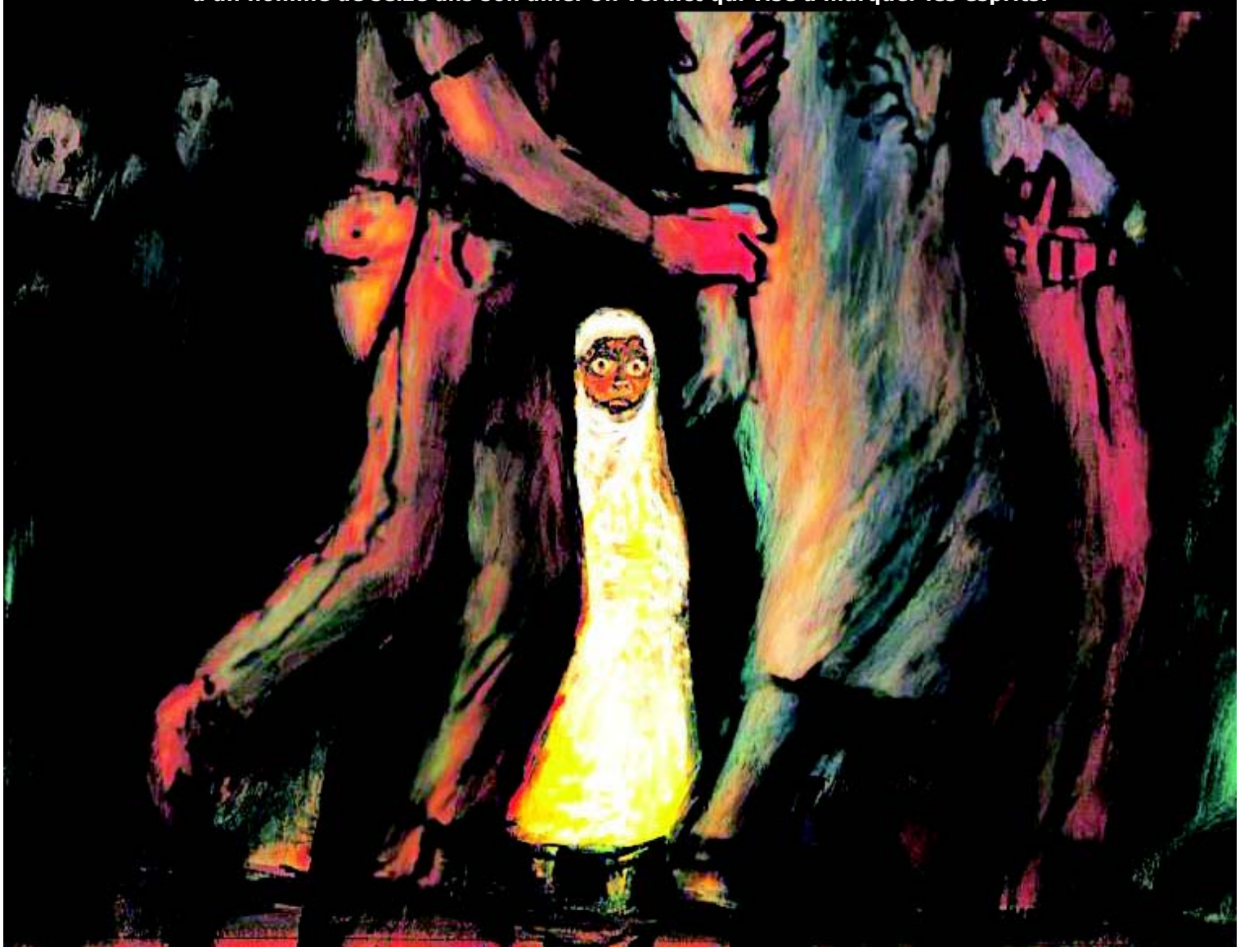
Au fil des ans, la liste des anciens footballeurs reconvertis consultants télé n'a cessé de s'allonger, aussi bien sur France Télévisions (avec Emmanuel Petit, Jérôme Alonzo), M6 (avec Jean-Marc Ferreri), Canal+ (avec Christophe Dugarry, Eric Carrière, Mickaël Landreau, Daniel Bravo), BFMTV (Juninho, Luis Fernandez, Ali Benarbia), LCI (avec Lionel Charbonnier), etc... Mais la chaîne qui semble la plus riche en consultants sportifs en matière de footbal reste sans nulle doute beIN Sports. Depuis la création de la chaîne en 2012, les footballeurs à la retraite se pressent sur ses plateaux télé pour livrer leurs analyses et rester dans la lumière. Parmi eux: Sonny Anderson, Jean-Alain Boumsong, Marcel Desailly, Éric Di Meco, Omar Da Fonseca, Robert Pirès (pas encore à la retraite malgré ses 41 ans), Jean-Pierre Papin, Jérôme Rothen, Ludovic Giuly, Patrick Kluivert, Éric Roy ou Pierre-Yves André.

Alors pourquoi les footballeurs s'offrent-il de plus en plus une retraite dorée à la télévision? Parce que cette reconversion leur permet, d'une part, de s'offrir une nouvelle vie pas très éloignée des terrains et fait figure de transition idéale. D'autre part, elle permet aux joueurs de faire fructifier leur image et de garder une influence dans le milieu du football. Enfin, l'aspect financier n'est pas non plus anodin pour ces footballeurs. Christophe Dugarry et Bixente Lizarazu toucheraient, par exemple, plus de 350.000 euros par an sur leur chaîne respective. De quoi motiver l'envie pour certains de faire de la télévision...

Mais cette reconversion n'est pas toujours le choix entrepris par les principaux intéressés. L'ancien champion du monde Stéphane Guivarc'h s'est, lui, éloigné du monde du ballon rond pour devenir commercial en piscines. Chacun trouve son Eldorado où il veut.

En Côte-d'Ivoire, les jeunes promises ne sont plus de mise

A Bouaké, un père a été condamné à un an de prison pour avoir voulu unir sa fille de 11 ans à un homme de seize ans son aîné. Un verdict qui vise à marquer les esprits.



Libération

Ce 22 octobre, la salle est comble au tribunal de grande instance de Bouaké, la deuxième ville de Côte-d'Ivoire. Des centaines de personnes s'entassent pour assister au premier procès pour mariage précoce de l'histoire du pays. «Ecoutez-moi bien : l'époque où l'on arrangeait les mariages d'enfants à peine pubères est révolue», dit la juge, une femme vigoureuse, à Amidou Touré, accusé d'avoir organisé le mariage de sa fille de 11 ans. La substitut du procureur prend alors le relais, les remontrances ne sont pas terminées : «Vous voyez les femmes devant vous, les magistrates ? Vous n'auriez pas envie que votre fille devienne comme nous ?» Il répond que si. «Alors pourquoi la mariez-vous à 11 ans ?»«Je ne savais pas que la loi l'interdisait»,souffle-t-il, accablé par la gêne, face à ces femmes en habit de juge, des femmes de pouvoir, comme il n'en a jamais vu de sa vie. «Ce n'est pas la loi qui aurait dû vous arrêter. C'est la morale», lui lance la substitut.

Amidou Touré, tailleur sans histoires, ne répondra plus. La suite, il l'entend au loin,«sous le choc», comme il le confiera plus tard avec des sanglots dans la voix. La peine demandée par le parquet pour «union précoce et forcée» est de douze mois de réclusion ferme et de 360 000 francs CFA d'amende (environ 550 euros).

Ce matin d'octobre, avec deux condamnations à dix ans de prison ferme pour des attentats à la pudeur et une peine de cinq ans prononcée pour un viol, le public de Bouaké a pu constater la fermeté du tribunal envers les auteurs de violences faites aux femmes, dont fait partie le mariage précoce. Une semaine plus tard, la cour rend son verdict : elle a suivi les réquisitions du parquet. Du jamais-vu en Côte-d'Ivoire.

«POUR AVOIR UNE MAISON AVEC DES MEUBLES»

De retour dans son bureau, la substitut du procureur, Rosine Koné, séduisante trentenaire aux manières distinguées, revient sur le cas d'Amidou Touré. Il s'agit, dit-elle, de «faire prendre conscience aux Ivoiriens que l'union précoce d'une fille mineure constitue une violation du code pénal». Et d'ajouter : «Avec le bouche à oreille, je suis sûre que cette condamnation les dissuadera. Le mariage est un événement de groupe : la sœur de la mariée, l'imam, la famille au sens large… Tous auront connaissance du risque qu'ils prennent en réalisant ce type d'union.»

De fait, l'impact du procès semble indéniable en ville. Au moment où il interdisait à des journalistes d'entrer dans la salle avec appareils photo et caméras, le procureur de Bouaké, Aboubakar Coulibaly, leur avait lancé, non sans ironie : «Il n'y a même pas besoin de médiatiser cette affaire… Vous avez vu la foule dans la salle ? Tout le monde a entendu parler de cette victime.»

La victime, c'est elle : Ramatou Touré, une fille de 11 ans aux épaules carrées et au visage dur qui lui donnent plus que son âge. Elève de CM2, la préadolescente était promise à un cousin de seize ans son aîné - qui ne sera pas inquiété par la justice. Jusqu'à la date du mariage, à la mi-octobre, rien n'avait fuité auprès des autorités ou des ONG locales. Mais des policiers ont pourtant débarqué chez elle le jour de la cérémonie, alors que Ramatou, un voile sur la tête, attendait la célébration, et ont emmené père et fille. Le matin même, une camarade d'école de Ramatou avait prévenu son propre père, travailleur social, qui avait immédiatement alerté les forces de l'ordre.

Au commissariat, le père de Ramatou tente de se justifier : «Les filles ne respectent plus les traditions. Ramatou est mauvaise à l'école. J'ai voulu qu'elle soit encadrée.» La jeune promise abonde dans son sens. «Mon cousin m'a demandé si je voulais l'épouser. J'en ai parlé avec ma grand-mère et je lui ai dit d'accord», peut-on lire dans le procès-verbal.

Le lendemain du procès, ce petit bout d'adolescente maintiendra cette version un brin déconcertante. Dans le bureau du directeur de son école, le cours élémentaire Paris-Bouaké, elle gémit qu'elle souhaitait cette union «pour avoir une maison avec des meubles et un miroir». Elle dit cela d'une traite, les cheveux ramassés dans un foulard noué sur la nuque et le regard éteint, en tordant lentement ses doigts. Elle regrette d'être forcée de rester à l'école :«Je ne suis pas assez intelligente pour continuer.» Et que son père, la seule «personne ressource» de la famille - ils étaient quinze à manger grâce à lui -, soit privé de salaire pendant douze mois. «C'est lui qui me donne l'argent pour prendre le traitement chez le marabout», ajoute-t-elle. Quel traitement ? «J'ai des génies», dit-elle. «Parfois, elle tremble et s'évanouit», explique son oncle Moussa Touré. Ramatou fuit à l'approche des appareils photo, choisit de ne pas répondre à toutes les questions. «Je veux que mes camarades arrêtent de se moquer de moi», répète-t-elle, la mine triste. Les fillettes de l'école bavardent sur la descente de police bien plus que sur le procès.

«MÊME EN BROUSSE, ON EN ENTEND PARLER»

Moussa Touré a tenu à assister à l'entretien. Il maintient que sa famille ne savait pas que le mariage précoce tombait sous le coup de la loi. «Même en brousse, on en entend parler», avait pourtant dit la juge lors du procès. Lui avance que sa mère et sa grand-mère ont été mariées avant 14 ans. Cela n'avait pas posé de problème à l'époque, assure-t-il.

«On ne peut pas nier ce trait de culture, reconnaît le procureur Aboubakar Coulibaly. Ce sont des pratiques encore très répandues chez les Malinké [ethnie à majorité musulmane, ndlr].» Lui-même raconte avoir été plusieurs fois obligé de débouter des délégations d'imams désireux de régler les conflits entre eux sans passer par la case justice. «Dans le cas de ce mariage, j'ai même fini par leur dire que je pouvais les faire accuser de complicité s'ils ne rebroussaient pas chemin.» Un imam du quartier de Sokoura commente amèrement l'épisode : «Bientôt, on va mettre la griotte [chanteuse traditionnelle qui anime les mariages] en prison pour complicité…»

Pourtant, les choses commencent à changer. L'habituelle permissivité de la justice ivoirienne sur les dossiers dits de «violences coutumières» faites aux femmes perd du terrain face à des magistrats de plus en plus zélés. Il y a deux ans, des exciseuses de la province de Katiola (Nord) étaient traduites en justice. Pas de condamnation, mais un avertissement qui trouva écho dans tout le pays : si les exciseuses de Katiola reprenaient leur activité ou si d'autres praticiennes étaient repérées, elles seraient incarcérées.

«Nous sommes dans la dynamique de taper très dur», prévient Pauline Kouye, la responsable du programme genre de l'Unfpa (Fonds des Nations unies pour les populations), qui s'échine depuis deux ans à diffuser des messages de sensibilisation. En témoignent les nombreuses affiches distribuées dans les locaux des ONG de Bouaké, comme ce dessin d'une petite main d'enfant à l'annulaire de laquelle on enfile une alliance faite de barbelés.

«UN COMMERCE QUI NE DIT PAS SON NOM»

L'argument économique - se décharger d'une bouche à nourrir ou obtenir une dot - explique également la démarche. «C'est un commerce qui ne dit pas son nom», résume Martin Kouassi, coordinateur de Jakawili, l'ONG qui a empêché l'union de Ramatou.

Pour beaucoup de familles, le mariage précoce reste préférable à une grossesse qui entacherait leur honneur. Car à côté des mariages précoces, il y a aussi les grossesses précoces : 5 000 recensées pour les élèves du primaire ou du secondaire en 2013, contre 1 202 en 2008, selon l'Unfpa. Deux Ivoiriennes sur cinq ont leur premier enfant avant 18 ans. Sur ce terrain-là aussi, les campagnes de sensibilisation s'intensifient. Mais pour le sociologue Fahiraman Rodrigue Koné, elles sont «trop timides».

«Il faut arrêter de crier à l'événement national dès qu'on durcit un peu le ton»,relativise à son tour Constance Yaï, consultante internationale. Cette ancienne ministre de la Promotion de la femme connaît le sujet. En 1997, elle avait fait campagne pour faire sortir de prison Fatou Keïta, 13 ans, accusée d'avoir égorgé son mari, qu'elle avait été forcée d'épouser. Grâce aux conférences de presse et aux manifestations de soutien, l'adolescente sortira après treize mois derrière les barreaux. L'affaire a permis l'élaboration d'une loi sur les violences faites aux femmes, votée l'année suivante, avec une disposition sur le mariage précoce ou forcé. Constance Yaï se dit satisfaite du verdict dans l'affaire Ramatou Touré. «Je ne suis pas surprise que la condamnation ait lieu à Bouaké : la tâche y est plus pressante qu'ailleurs», remarque-t-elle.

«A BOUAKÉ, ON VIOLAIT EN TOUTE IMPUNITÉ»

Bouaké, qui a été la capitale de la rébellion favorable à l'actuel chef de l'Etat, Alassane Ouattara, de 2002 à 2011, a vécu sans police ni gendarmerie pendant neuf ans. Ce n'est qu'à l'arrivée au pouvoir de Ouattara, après une crise post-électorale ayant fait plus de 3 000 morts, que les forces de sécurité sont revenues. Auparavant,«les femmes ne pouvaient pas dire non à des hommes en armes. A Bouaké plus qu'ailleurs, on violait en toute impunité, résume Fahiraman Rodrigue Koné. Plusieurs viols récents ont eu lieu car les agresseurs se sont fait passer pour des soldats afin que les victimes ne leur résistent pas».

Dans le quartier Air France, au cœur de Bouaké, non loin de la maison des Touré, Amina, une jeune vendeuse, conclut à sa manière l'affaire du mariage précoce : «Le père de Ramatou craignait qu'elle devienne une vagabonde», d'où le projet des épousailles… Du coup, ajoute-t-elle, le procès aura eu au moins un aspect positif :«Maintenant qu'elle est célèbre, ce sera plus facile de la surveiller !»

Lutte contre l'habitat précaire

3.700 familles seront relogées durant le 1er semestre 2015

L'opération de relogement des familles sinistrées résidant dans des immeubles en ruine, qui a permis ces six derniers mois de recaser 6.000 familles, se poursuivra l'année prochaine avec l'attribution de 3.700 logements publics locatifs (LPP) durant le premier semestre 2015, a annoncé, mardi, le chef de l'exécutif local en marge de la tenue de la 4e session de l'APW.

S. M.

Les premiers bénéficiaires de cette opération en 2015 seront les habitants des deux quartiers populaires de Médioni et El Hamri qui seront relogés dès le mois prochain dans des logements sociaux réalisés dans la périphérie.

Les travaux de construction des appartements destinés aux habitants détenteurs de pré-affectations de ces deux quartiers ont été quasiment achevés et il ne reste que quelques aménagements extérieurs. Un quota de plus de 700 appartements sera affecté pour les habitants de ces deux quartiers populaires. Il est aussi prévu l'attribution de 3.000 autres appartements qui seront achevés dans les prochains mois, entre mars et juin 2015. Ces 3.000 unités sont en cours de réalisation à Oued Tlélat (1.000) et Belgaïd (2.000). Les familles sinistrées des communes périphériques (Es-Sénia, Béthioua, Boutlélis…) devront bénéficier du relogement dans le cadre de ce quota. Dans la commune d'Es-Sénia, la cité des 200 logements publics locatifs (LPL) devra accueillir des familles sinistrées d'Es-Sénia et une partie des occupants des baraques du lieu communément appelé le «Virage», un bidonville érigé près du cimetière d'Aïn El Beïda. Le chantier des 200 LPL, qui a accusé un retard considérable, avait été relancé il y a quelques mois par l'OPGI. Un contrat avait été conclu au début 2014 avec une société locale pour achever les travaux «reste à réaliser» (RAR) de ce chantier pour une durée contractuelle de 12 mois. Il est à rappeler que plus de 6.000 familles ont été relogées ces six derniers mois à travers six opérations de relogement, soit une moyenne de 1.000 familles relogées par mois.

Près de 10.000 logements sociaux ont été distribués, ces quatre dernières années, à des détenteurs de pré-affectations dont 3.014 en 2013, 512 en 2012 et 218 en 2011. 6.068 pré-affectations, dont 3.264 pour la seule commune d'Oran, ont été distribuées depuis 2012 à des habitants des quartiers d'El Derb, de Médioni et d'El Hamri. Depuis le 10 décembre 2013, 14.700 logements sociaux, répartis sur 22 sites, confiés à 6 grandes entreprises étrangères, avaient été lancés à Oran. A cela, il faut ajouter un autre programme de 10.300 logements, dont 6 600 seront destinés aux habitants des Planteurs.

Pour non-respect de la chaîne de froid

Plus de 280 tonnes de petits pois refoulées vers l'Espagne

K. Assia

Plus de 280 tonnes de petits pois importées d'Espagne ont été refoulées cette semaine par les agents chargés du contrôle de la qualité et de la conformité des produits importés, au niveau du port d'Oran. Ces petits pois congelés et conditionnés dans des sachets d'un kilogramme étaient impropres à la consommation et ne pouvaient donc être commercialisés en Algérie, a-t-on appris de sources responsables. Les services de contrôle aux frontières ont relevé, lors d'une opération de vérification, que les produits étaient en mauvais état à cause du non-respect de la chaîne de froid lors de la traversée. Ainsi et conformément au décret relatif à la qualité et à la conformité des produits importés, les agents ont procédé au refoulement de cette cargaison vers le pays d'origine qui est l'Espagne. En effet, depuis l'entrée en vigueur, en novembre dernier, de l'instruction autorisant l'étiquetage en Algérie des produits finis, les refus d'admission ont nettement diminué, selon un représentant du commerce. Les importateurs des produits finis destinés à la revente en l'état ont été autorisés à étiqueter leurs produits en Algérie dans le cas où certaines mentions en langue nationale ne figurent pas sur les marchandises importées de l'Etranger ou si certains préfèrent le faire en Algérie afin d'amoindrir les coûts. Cette instruction n°428 du 18 novembre 2014 émanant du ministère du Commerce a été élaborée dans le souci de répondre aux préoccupations des opérateurs économiques. Elle autorise les importateurs à étiqueter leurs produits en langue nationale dans un délai qui n'excédera pas un mois après le dépôt du dossier auprès des instances concernées. Parmi les marchandises concernées, les produits emballés, dont les denrées agroalimentaires, les produits industriels, les produits d'entretien corporel, entre autres.

Ils sont quelque 4.600 importateurs concernés par cet allégement dans la procédure d'étiquetage au niveau des cinq wilayas de l'ouest du pays que coiffe la direction régionale du commerce et qui sont Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem, Tlemcen et Sidi Bel Abbès. Au niveau local, ils sont 3.000 opérateurs économiques spécialisés dans l'import-export.

Elles seront installées près des gares, des stations de taxis…

42 millions de dinars pour trente nouvelles vespasiennes

J. Boukraâ

30 nouvelles vespasiennes seront installées dans différents quartiers et espaces publics de la commune d'Oran. L'entreprise Oran-Propreté a débloqué plus de 42 millions de dinars pour cette opération. Les vespasiennes seront acquises et installées par une entreprise privée. Ces toilettes seront placées au niveau des grandes artères de la ville, près des jardins, des stations de taxi, des gares et autres espaces publics. L'ouverture des ces endroits est plus qu'urgente car les principales artères d'Oran, notamment certains lieux publics, sont devenues, depuis quelque temps, de véritables urinoirs à ciel ouvert. La ville d'Oran dispose d'une vingtaine toilettes publiques. Une opération de réhabilitation a touché ces espaces conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Les toilettes publiques sont une nécessité pour une ville qui tend à devenir un pôle méditerranéen. Quelques scènes désolantes vont disparaître du paysage urbain. Les toilettes publiques font partie du paysage urbain de toute ville bien aménagée. Leur but est d'améliorer le service public ainsi que le cadre de vie de la population.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Les faits blessent

Il est des gens de bonne volonté. Oui, j'en ai rencontrés. Ceux qui se plient en quatre pour vous aider et ce, sans aucun intérêt personnel. Ils peuvent paraître suspects de prime abord. Nos traditions pourtant renforcent l'idée qu'il faut aider l'autre en cas de nécessité. On aimerait avoir une société où la solidarité prend place naturellement. Où le voisin est considéré comme un bien cher à préserver. Où les préoccupations ou soucis des uns et des autres sont autant de tracas pour eux. Où on essaierait, tant bien que mal, de faire passer l'autre avant nous. Un monde idéal qui n'existe pas rétorque la plupart. El Guellil n'a pas sa place dans notre société. Tout va vite et on n'a pas le temps de s'arrêter pour aider qui que se soit. Et puis, le sentiment d'être mieux dépend du niveau de malaise de l'autre. Moins l'autre va, mieux on ira. Il faut donc des différences même dans la misère. La solidarité n'a de sens que lorsqu'on a les mêmes objectifs. La vision de la vie ne peut se partager totalement. Les valeurs pour les uns sont des freins pour les autres. L'appétit peut varier, d'une personne à une autre, considérablement. Nous ne sommes plus les mêmes. De grands philosophes ont traité ces questions pour conclure que l'homme « naturel » est bon et sociable et que c'est l'organisation des sociétés qui l'a transformé. L'humanisme disparaît, de plus en plus, dans les relations entre les gens.

Avouer qu'on est faible, dire qu'on est malade, expliquer nos angoisses sont des attitudes qui paralysent la plupart des cercles de soi-disant amis. En général, le groupe exclut toute anomalie du cercle. De peur de la contamination du reste des membres. Les gens forts, beaux et riches restent ensemble. Les autres aussi doivent rester groupés ensemble et ne pas enfreindre les frontières qui pourraient les conduire vers le groupe des nantis. Ceux-là n'en veulent pas. Chacun ses problèmes. Et Dieu pour tous.

Ras El-Aïn

Décès d'une quadragénaire suite à un effondrement partiel

J. B.

Un drame a secoué hier le quartier de Ras El-Aïn. En effet, un effondrement partiel d'une maison a causé la mort d'une quadragénaire. Il était 11h40 lorsque une partie d'un mur d'une pièce ou se trouvait la victime a cédé suite à un affaissement de terrain, provoquant la chute de cette femme d'une hauteur de plusieurs mètres. Selon la Protection civile, la femme est décédée suite à sa chute de la falaise. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue du centre hospitalo-universitaire d'Oran. Pour rappel, en 2007, deux personnes sont mortes suite à un glissement de terrain survenu au lieu dit Kouchet El-Djir dans le quartier Les Planteurs.

Embellissement de la ville

L'UGCAA appelle les commerçants à s'impliquer davantage

K. Assia

L'entretien de la ville d'Oran et l'amélioration du cadre de vie des riverains ne peuvent se faire sans l'implication des habitants. La wilaya d'Oran table désormais sur l'adhésion du mouvement associatif et de tous les acteurs pour que les résultats convergent tous vers l'intérêt commun. C'est, en effet, la volonté du wali d'Oran, M. Abdelghani Zaâlane, à opter pour cette action laquelle portera vraisemblablement ses fruits. Dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et afin de prendre en charge les doléances des habitants, d'importantes sommes d'argent ont été débloquées pour financer ces projets. Ceux-ci portent sur la réfection de l'éclairage public, l'assainissement et le revêtement de la chaussée en plus des différentes opérations d'aménagement urbain. Avec une enveloppe budgétaire de 500 milliards de centimes débloquée au profit de la commune d'Oran, au titre de l'année 2015, les autorités locales espèrent que les directives données pour atteindre les objectifs tracés seront respectées. Des travaux de ravalement seront entamés le long du boulevard de l'ALN afin de préserver l'esthétique de cette principale artère et vitrine du centre-ville. Les commerçants sont donc appelés à respecter cet engagement en prenant part à ces actions de préservation de l'environnement et d'entretien de la ville. Autrement dit, les commerçants doivent s'inscrire dans cette démarche qui est d'orner leurs vitrines et surtout respecter les horaires de collecte des ordures ménagères. Le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens compte lancer une campagne de sensibilisation au profit de tous les commerçants pour faire preuve de civisme et surtout s'impliquer dans ce projet d'embellissement de la ville. Il est question de préserver l'esthétique des artères de la ville et être en adéquation avec les normes en vigueur en matière de civisme et de respect de la nature et de l'environnement. Ces actions s'ajoutent aux opérations de lutte contre le marché informel lancées depuis quelques jours à Oran. Après un laisser-aller de plusieurs mois, les pouvoirs publics ont décidé de prendre les devants pour contrecarrer un phénomène dont les proportions sont devenues alarmantes pour une ville à l'image d'Oran.

Un arrêté de wilaya, le 15-13, vient d'être adressé à tous les maires et les services de la sûreté de wilaya d'Oran pour son application. L'opération ciblera tous les commerçants dont les restaurants, les cafétérias, les vulcanisateurs, les crémeries et autres prestataires de services. L'arrêté interdit tout squat d'espaces publics, exposition de marchandises sur la voie publique et exercice d'activité contraire au registre de commerce. Les commerçants sont contraints de respecter les nouvelles dispositions faute de quoi, ils seront mis en demeure. Ils doivent également présenter leurs documents pour attester leur activité. L'exercice d'activité sans registre de commerce est sanctionné par une fermeture administrative et une poursuite judiciaire. Idem pour ceux qui abandonnent leurs détritus sur la voie publique.

Créée en 1964 par cheikh Sekkal

L'association musicale En-Nahda célèbre son cinquantenaire

S. C.

Créée en 1964 par le défunt cheikh Abderrahmane Sekkal, la première association culturelle En-Nahda, qui a eu le mérite d'avoir ouvert la première école de la musique andalouse à Oran, fête en cette fin d'année ses 50 ans d'existence, en organisant demain et après-demain deux soirées musicales au cinéma Maghreb (ex-Régent). Au programme, le premier jour verra l'apparition de l'école de l'association et de la troupe musicale Ahbab Cheikh Larbi Bensari de Tlemcen alors que le lendemain, le public aura droit à une soirée pleine avec Nassim El Andalous d'Oran et pour l'apothéose, l'association En-Nahda. Au-delà de cette célébration qui reste symbolique, l'association se distingue par son école composée de plusieurs niveaux, allant des classes d'initiation aux troupes cadettes et juniors et enfin l'orchestre supérieur.

Ils sévissaient à hauteur du pont Zabana

Sept malfaiteurs écroués

K. A.

La bande de malfaiteurs qui sévissait à hauteur du pont Zabana vient d'être mise hors d'état de nuire par les services de la police. En effet, c'est à la suite d'un appel téléphonique faisant état de la présence d'un groupe de malfaiteurs à bord d'un véhicule que les services de la police ont ouvert une enquête. Les mis en cause, au nombre de 7 et âgés entre 19 et 27 ans, activaient au niveau de ce tronçon où ils s'adonnaient à l'agression de leurs victimes en vue de les délester de sommes d'argent et d'autres objets. Les services de la police judiciaire de la 8e sûreté urbaine ont été appuyés par les éléments de la sûreté de la wilaya qui, une fois sur les lieux, ont arrêté les malfaiteurs à bord de leur véhicule. Ils utilisaient un chien et étaient en possession d'outils de boucher pour terroriser leurs victimes.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Kilaleche Mokhtaria, 66 ans, Saint-Eugène
Reguani Soumia, 35 ans, Mecheria
Senaî Fatiha, 58 ans, Boutlélis
Oualhassi Abdessalem, 68 ans, Cité Protin

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 rabie el aouel 1436

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h40	13h03	15h38	17h59	19h22

BÉNI-SAF

Un centre commercial mort-né !

Mohamed Bensafi

Un centre commercial situé au sein de la pinède mi toyenne avec le musée du Moudjahid est en état d'abandon. Une situation qui va en s'aggravant, eu égard à l'état dans lequel se trouve cette importante structure qui a nécessité un investissement considérable de la part de l'État. Implanté sur le front de mer longeant la kôba de Sidi-Boucif, surplombant la plage qui porte le même nom, le centre commercial fait aujourd'hui office de bâtiment fantôme. À l'abandon, depuis une dizaine d'années, ce centre commercial qui compte sept magasins et probablement toutes les commodités d'accompagnement, n'a jamais ouvert ses portes, au grand dam d'éventuels acquéreurs. Et l'on ne sait pas pourquoi ? Construit à coups de dizaines de millions de dinars, ce centre commercial, qui en cumule, chaque année, autant en manque à gagner, est aujourd'hui livré à lui-même. Des kiosques érigés autour d'une grande esplanade, toujours vides et qui sont devenus le refuge de SDF. N'a-t-il pas trouvé à ce jour de preneur(s), même à un prix très attractif pour une ville?

En 2007, la commune de Béni-Saf avait préconisé à l'agence foncière de wilaya d'Aïn-Temouchent de racheter le centre commercial en question. À l'époque, un problème de permis de lotir permettant le droit de cession ou de location avait constitué le litige. Dommage, souligne-t-on, car l'endroit, à lui seul, est un pôle commercial et d'attraction par excellence, qui peut apporter davantage à la croissance locale (emplois, sources de revenus).

CHLEF

Les chantiers de l'environnement passés en revue

Abbad Miloud

Un point de presse a été organisé, l'après-midi de ce mardi, au siège de la direction de l'environnement, par la première responsable du secteur. Il a porté sur la situation détaillée des chantiers de l'environnement dans la wilaya de Chlef, réalisés dans le cadre des différents programmes de développement et qui visent à améliorer le cadre de vie du citoyen. Pour le centre des déchets inertes, situé à Meknassa dans la commune de Oued Sly, il a été réceptionné le mois courant. L'établissement de l'arrêté d'exploitation par l'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique (C.E.T) est en cours.

La décharge contrôlée située sur le territoire de la commune de Zeboudja et qui porte l'appellation d'un centre d'enfouissement technique depuis la dernière visite, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, car elle possède toutes les caractéristiques techniques d'un C.E.T et obéit à la même forme de gestion qui sera confiée à l'entreprise de gestion des C.E.T de la wilaya. L'oratrice a tenu à souligner que le problème de l'avenant concernant des travaux supplémentaires a été réglé. Il a été déposé au niveau du contrôle financier pour visa. Elle précise que l'entreprise réalisatrice a mis un délai jugé long, pour la levée de réserves émises par le comité des marchés de la wilaya (C.M.W).

Le délai d'achèvement des travaux sera respecté à savoir le 23 janvier 2015. Pour l'acquisition du matériel d'exploitation et la mise en place d'une géo-membrane, la demande de réévaluation a été faite.

Concernant le CET situé sur le territoire de la commune d'Oum Drou, les travaux accusent à ce jour, un taux d'avancement de 95%. Le matériel est en cours d'acquisition. Le C.E.T sera livré dans le courant du premier trimestre 2015.

Pour la plantation d'arbres, la direction a relancé l'entreprise pour procéder à une campagne de grande envergure, car dans le marché, elle doit impérativement réaliser une ceinture d'arbres tout autour de l'infrastructure. Pour le CET de Ténès, des clauses ont été modifiées dans le cahier des charges. L'affichage est en cours pour la relance du projet. Pour les communes, de Boukader et Chettia, la direction entamera les travaux dès l'octroi de l'enveloppe financière, prévue dans le budget 2015.

Pour le zonage, une réunion s'est tenue récemment et qui a regroupé l'ensemble des responsables concernés par les CET ainsi que les spécialistes, des décisions ont été prises à l'unanimité, après avoir examiné dans le détail tous les critères.

Le point a été fait sur le parc citadin situé à la forêt du quartier périphérique « radar» dans la commune de Chlef. Pour le premier lot qui comprend l'entrée principale, le mur de clôture, l'éclairage et l'aménagement de la façade, la nouvelle entreprise désignée entamera les travaux, après le visa du marché par le comité des marchés de la wilaya.

Le deuxième lot comprend six locaux et une structure administrative. Le taux d'avancement des travaux est de 85%.

Le troisième lot comprend une bâche à eau d'une capacité de 200 m3. Les travaux ont débuté le mois de juin passé. Le quatrième lot comprend un lac artificiel. Les travaux ont débuté le 2 novembre passé et accusent un taux d'avancement de 10%.

Le cinquième lot comprend un « écomusée». Les travaux ont débuté le 16 novembre passé et accusent un taux d'avancement évalué à 10% . Concernant le sixième lot relatif aux travaux du théâtre de verdure, le retrait des cahiers des charges par les soumissionnaires est en cours.

La première responsable signale qu'une demande de réévaluation a été faite pour les divers aménagements et l'équipement du parc.

SIDI BEL-ABBÈS

Le réseau de gaz de ville renforcé

Quelque 1.800 foyers dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès seront raccordés prochainement au réseau de gaz naturel, a-t-on appris auprès de la directrice de l'énergie et des mines.

Sur ce total, 1.300 foyers seront raccordés avant fin 2014 dans la commune de Badrabine El Mokrani relevant de la daïra de Ben Badis, a indiqué à l'APS Benslama Farida, soulignant qu'avec cette opération, 38 communes sur les 52 que compte la wilaya seront totalement dotées du gaz de ville. À ce titre, la même responsable a indiqué que le taux de raccordement au gaz naturel a atteint 70% dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, dépassant, selon elle, le taux national estimé à 60%. La wilaya de Sidi Bel-Abbès a bénéficié d'une enveloppe de 5,8 milliards DA au titre du programme quinquennal 2010-2014 pour le raccordement au gaz naturel de 19.475 foyers et d'une autre enveloppe de 700 millions DA pour le programme complémentaire pour la prise en charge d'autres foyers, a-t-elle rappelé.

SIDI LAKHDAR

Des encagoulés mettent le feu à la maison du maire

H. B.

Des inconnus encagoulés ont tenté, hier vers 2h, d'incendier la maison du maire de Sidi Lakhdar, M. Fellah Abdelkader, apprend-on de sources concordantes.

Le visage dissimulé sous des cagoules, ils ont répandu un liquide inflammable, à l'intérieur de la maison du maire et ont ensuite mis le feu, avant de s'enfuir, à bord de leur véhicule. Rapidement maîtrisé, le début d'incendie n'a occasionné que de légers dégâts. Selon la même source la voiture du maire a été endommagée, partiellement, par les flammes.

Des torches ont été découvertes, sur les lieux, précise-t-on. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité, territorialement, compétents pour élucider cette affaire.

MOSTAGANEM

Une adresse pour le complexe sportif

Ayache Djamel

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya devra se renforcer avec la réalisation d'un complexe sportif de 30.000 places, disposant d'un stade de football d'une salle de gymnastique et d'un bloc d'accueil et d'autres infrastructures. Le choix du site vient d'être définitivement arrêté . C'est une superficie de 30 Ha située dans le bas « Mazagran » à la sortie ouest de Mostaganem, initialement retenue en 2009 qui a été maintenue par les autorités de la wilaya.

Selon le D.J.S. de la wilaya sur les trois bureaux d'études internationaux intéressés, un seul sera définitivement retenu. Un délai de 90 jours lui sera accordé pour présenter les plans. Mostaganem dispose de trois stades d'une capacité d'accueil moyenne.

TLEMCEN

La fantasia s'affiche

Khaled Boumediene

C'est encore une belle manifestation qui débute, aujourd'hui à 15h 30, dans la ville de Tlemcen. Le salon de la fantasia, qui se tiendra jusqu'au 24 janvier 2015, pour une première édition au centre des arts et des expositions de Koudia, sous le thème «Fantasia : authenticité et patrimoine». Cette manifestation très attendue, devrait attirer un public nombreux pour découvrir un vernissage d'expositions grandioses de ce patrimoine national simulant différents spectacles équestres traditionnels appelés «jeu de la poudre» ou «jeu des chevaux», pratiqués depuis l'époque numidienne dans nos fêtes (Waada, moussem, mariage, naissance, fête pastorale, religieuse, sportive, ou nationale, etc.). «C'était pour nous une évidence de ressusciter ce patrimoine national millénaire, d'autant plus que la Fantasia a complètement disparu durant la décennie noire que notre pays a vécue. Ce n'est qu'à partir de l'an 2 000, qu'elle a commencé à revivre. C'est de notre devoir en tant que centre des arts et des expositions de le remettre en valeur ce patrimoine et le sauvegarder. Nous essayons de faire découvrir au public ces riches spectacles bien ancrés dans notre société. Ce salon de Fantasia se compose de plusieurs volets.

Le Premier volet est une exposition de photos grands formats prises depuis plus de 10 années, par le chef du bureau de l'APS de Tlemcen, et journaliste Abdelkrim Metalsi, lors des waadate et scènes de cultures locales. Le deuxième volet est aussi une exposition en partenariat avec le musée des arts et traditions populaires de Médéa, sous le thème «Le cavalier algérien, l'art de la résistance». Ensuite, une exposition des arts et métiers ayant un lien avec la fantasia en collaboration avec la chambre de l'artisanat et des métiers de Tlemcen.

Le salon se poursuit, en quelque sorte à travers des interviews croisées de grands cheikhs algériens de la fantasia. Un espace vidéo avec des reportages et documentaires est prévu sur cette thématique», explique Amine Boudefla directeur du centre des arts et des expositions de Tlemcen. Et d'ajouter : «des journées d'études sont prévues au cours de la deuxième quinzaine du mois de janvier 2015, sur le cheval barbe, sa sauvegarde spécifique en Algérie, et la culture populaire et la fantasia.

Des animations de groupes de musique folklorique de la Fantasia et des parades simulant la waadate seront proposées à la fin de cet évènement qui remonte à la nuit des temps». Il faut dire que dans la wilaya de Tlemcen, la Fantasia est très pratiquée dans les zones des hauts plateaux (El Aricha, El Gor, Bouihi, Sidi Djillali, et Sebdou), notamment pour célébrer certains rites (moussem ou waada), fêtes annuelles dédiées à des saints de la région tels que Sidi Yahia, sidi Tahar, etc... Depuis le retour de la paix et la sécurité dans notre pays, des spectacles équestres sont organisés tous les ans, par les populations des tribus des Ouled N'Har, Ahl N'Gad et Ouled Ouriache.

Publicité

BCS Group INSTITUT
Etudes - Conseil - Formation et Perfectionnement Professionnel.
Nos Formations pour des défis à relever.
Master Professionnel : Ergonomie, facteur humain et fiabilité des systèmes de travail.
Superviseur HSE.
Lancement des formations : 22 Janvier 2015
durée : 1 an / Formation en alternée.
Lieu de formation :Oran. Hai Khemisti.
Informations:
Tél: (+213).041.75.82.57 Tél/Fax : (+213)041.75.82.63
Mobile : (+213) 0560 979 845
inscriptions en ligne. Site web:www.bcsgroupinstitut.com
E-mail: contact@bcsgroup.institut.com
bcsgroup.institut@laposte.net

EL-TARF

Les agriculteurs parlent d'impôts

Durant la journée de mardi dernier, au siège de la direction des services agricoles, s'est tenu le conseil d'administration des agriculteurs qualifié par Mr Abadlia Saci , président de la Chambre de l'agriculture de la Wilaya d'El Tarf, de loin le meilleur et le plus intéressant par rapport aux précédents conseils.

A. Ouelaa

Et pour cause, tous les mem bres du conseil étaient pré sents dont des directeurs aussi importants comme celui des Impôts et le Commerce avec comme principal ordre du jour les impôts, sujets d'actualité ces jours ci auprès des contribuables. Des rentrées du fisc qui servent à financer les projets de l'État comme la construction des écoles, des hôpitaux, des routes, des universités et à payer les fonctionnaires de nombreux secteurs entre autres. En ce sens, les agriculteurs, par le biais de leurs représentants, voulaient être renseignés sur la chose et voir plus net vis-à-vis des taxes dont ils ont été destinataires par les impôts. Selon le président de la chambre de l'agriculture, une correspondance a été adressée par le directeur des Impôts à sa tutelle pour clarifier certaines choses même si la loi est claire sur les catégories d'agriculteurs exonérés d'impôts comme la filière céréale, légumes secs, dattes et lait.

Notre interlocuteur ajoutera qu'il va falloir intensifier les contacts avec les agriculteurs et les initier à cette culture qui consiste à faire ses déclarations en toute honnêteté et qui peut avoir comme résultante un néant, c'est-à-dire, rien à payer en cas de non bénéfice. Par ailleurs, une ferme gérée avec un statut S.P.A, disposant de 20 000 poussins, a échappé in extremis à la fermeture pour non renouvellement de ses membres à travers une A/G heureusement tenue récemment et que les services concernés ignoraient. Enfin, les services des impôts travaillent à plein régime ces derniers temps en procédant à des vérifications ici et là, des redressements et à dénicher de gros commerçants comme les grossistes en tabac, viandes, produites alimentaires et autres.

TÉBESSA

Coup de balai sur la ville

Ali Chabana

Peut-on envisager voir un jour, Tébessa débarrassée un tant soit peu, de cette tache noire, ce problème endémique d'hygiène publique ? De toute façon, c'est le souhait de tout un chacun et les habitants et les autorités locales de la wilaya en sont conscientes.

Pour preuve, tous les moyens humains et matériels sont mobilisés, le wali lui-même l'a annoncé « je déclare la guerre aux ordures ! » Pour ce faire, une cérémonie vient d'avoir lieu au cours de laquelle 12 camions à bennes-tasseuses ont été remis à 7 APC parmi lesquelles les grandes agglomérations, Bir El Ater, Cheria et Ouenza et dont la part du lion revient à l'APC de Tébessa, avec 5 engins. À cette occasion, le wali a instruit les responsables des mairies présents pour la bonne utilisation du matériel roulant reçu, son optimisation et surtout sa maintenance. Concernant, la commune-mère du chef-lieu de wilaya, le dispositif mis en place pour la collecte des ordures ménagères s'articule autour d'un noyau récemment créé, à savoir l'entreprise publique de propreté de Tébessa, une épic dotée d'un conseil d'administration et d'une autonomie financière dont la mission principale verra le renforcement du potentiel existant de la commune, une entreprise non lucrative, d'utilité publique, en phase de constitution et de déploiement selon son responsable gestionnaire, Chaffai Radjai, avec un parc roulant de quelque 55 engins tous types confondus, camions-bennes, tracteurs-bennes et autres à remorques.

Près de 260 employés de l'entreprise auront à sillonner plus de 70 quartiers répartis sur 22 secteurs de la cité, selon l'objectif à atteindre. Le même responsable se dit convaincu de pouvoir parvenir à un résultat concret, si toutefois, l'apport et la coopération du citoyen seront de la partie, à commencer par faciliter le travail de ramassage des ordures ménagères.

Outre, le travail bi –quotidien, du passage des camions, l'entreprise compte lancer une cellule d'écoute à l'endroit des citoyens afin de soulever leurs doléances et préconiser des propositions, une approche de proximité pour faire impliquer ce citoyen directement dans l'opération de gestion du traitement de cette question ardue qui ne pourrait se résoudre qu'à travers l'apport de chacun, et autorités locales et citoyens. En gros, la perspective pourrait s'éclaircir davantage d'autant plus que le wali M. Mabrouk Beliouz veille en personne sur ce dossier crucial, un suivi assidu et une disponibilité à prendre en compte, toute initiative allant dans le sens de l'amélioration de la situation de la propreté de la wilaya.

SOUK AHRAS

Près de 3 milliards de DA pour les routes

Une enveloppe de 2,9 milliards de DA a été débloquée à Souk Ahras pour des travaux de protection des tronçons de routes exposés aux glissements de terrain et aux inondations, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics.Les travaux concernent le traitement de 36 sites exposés à des glissements et de 8 tronçons de routes nationales et de chemins de wilaya inondables en cas de fortes averses, a-t-on souligné de même source. La majorité des sites à traiter se trouvent dans la partie nord de la wilaya, marquée par un relief montagneux qui reçoit annuellement d'importantes chutes de neige favorisant l'érosion et les glissements, a-t-on indiqué. Le réseau de chemins communaux desservant les localités du nord de la wilaya, dont Sedrata, Heddada, Ouled Driss, Mechrouha et Merahna est particulièrement exposé à la détérioration en raison de la faiblesse des opérations d'entretien, a-t-on considéré à la direction des travaux publics dont les responsables préconisent ''davantage de ressources financières'' pour la prise en charge de ce problème.

Le réseau routier de Souk Ahras s'étend sur 2.362 km dont 452 km de routes nationales, 390 km de chemins de wilaya et 1.520 km de chemins communaux.

TAMANRASSET

Cap sur le tourisme

Près de 700 étudiants issus de dif férentes universités du pays, séjournent depuis lundi dans la région de l'Ahaggar (Tamanrasset), au titre du programme national d'échange initié par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a-t-on constaté.

Les vacanciers venus des wilayas de Boumerdès, Souk Ahras, Batna et Mostaganem, vont découvrir les potentialités touristiques, et le patrimoine culturel de l'Ahagger , au cours des escales prévus au tombeau de la reine des Touaregs «Tin-Hinan» à Abalessa, à «Tahabourt», «Tit» et «Tahat», a fait savoir le directeur des oeuvres universitaires de Tamanrasset Saïd Khelf Allah.

Des compétitions sportives, et des soirées musicales animées par des troupes locales, sont également au menu de cette manifestation touristique estudiantine qui se poursuivra jusqu'à vendredi, selon les organisateurs.

Ce programme d'échange, vise à encourager le tourisme interne et offrira aux étudiants l'opportunité de découvrir les différentes potentialités touristiques et culturelles de cette wilaya de l'extrême Sud, a indiqué le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Tamanrasset Abdelmalek Moulay.

Les invités de l'Ahaggar n'ont pas manqué d'exprimer leur «satisfaction» quant à cette initiative, qui leur permettra de «découvrir» les sites archéologiques, outre les richesses touristiques et culturelles que recèle cette région touristique.

MÉDÉA

Plus de six quintaux de viande saisis

Rabah Benaouda

Pas moins de 620 kilogrammes de viande de dinde congelée ont été saisis dernièrement par les agents contrôleurs du service de la répression des fraudes, relevant de la direction du commerce de la wilaya de Médéa, pour transport inapproprié, c'est-à-dire en l'absence de tout système de réfrigération. Une saisie, d'une valeur financière totale de 22,6 millions de centimes, dont les faits remontent à la commune et chef-lieu de daïra de Sidi Naâmane, 51 km au sud-est de Médéa. C'est ce qu'indique un communiqué de presse émanant de la cellule concernée de la direction du Commerce de la wilaya de Médéa. En effet, c'est à la suite d'une des nombreuses opérations de contrôle menées actuellement, à travers tout le territoire de la wilaya de Médéa et plus particulièrement sur les routes nationales et départementales, par les agents contrôleurs de ce service, en coordination étroite avec les éléments de la Gendarmerie nationale relevant de la brigade territoriale de cette même daïra de Sidi Naâmane, qu'un véhicule utilitaire a été intercepté avec à son bord la marchandise en question, emballée dans de simples sachets en plastique. Un véhicule qui ne disposait, par ailleurs, d'aucun système de réfrigération comme le stipule la loi relative à l'obligation de l'utilisation de la chaîne de froid. Après cette opération de saisie, et une fois les analyses réglementaires achevées et ayant conclu à la comestibilité de cette viande, excepté 156 kilos d'abats qui étaient déjà avariés, la totalité de cette quantité de viande de dinde a été acheminée vers le Centre d'accueil pour l'enfance assistée de Benchicao, (daïra d'Ouzera),16 km au sud-est de Médéa, alors que les abats ont été incinérés au niveau de la décharge publique de Sidi Naâmane, en présence des autorités concernées. Une saisie à l'issue de laquelle le commerçant-transporteur indélicat a été auditionné au niveau du service concerné de la direction du Commerce de la wilaya de Médéa et à l'encontre de qui un procès-verbal a été établi pour une infraction relative au transport inapproprié et, par conséquent, illégal de viande destinée à la commercialisation. Un procès-verbal qui a été également suivi du transfert du dossier de ce commerçant indélicat à la justice. La saisie de ces 620 kilos de viande de dinde vient, pour rappel, après cette autre saisie, opérée il y a moins d'un mois, de cinq carcasses de viande ovine estampillée faussement, ainsi que 393 kilos de poulet et 23 autres d'abats de poulet.

Des aides à l'auto-construction

Plus de 20 000 aides à l'auto-construction ont été attribuées à Médéa durant la dernière décade, au titre des différents programmes d'habitat rural, destinés à résorber la forte demande en logements exprimée dans des zones rurales, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, le nombre des aides financières allouées à des bénéficiaires, déclarés éligibles à cette formule d'habitat, représente 65% du quota des aides globales inscrit à l'indicatif de la wilaya durant la période allant de 2004 à 2014, estimé à 30.940 aides. 7.669 aides restantes, dont les procédures d'attribution sont en cours de finalisation au niveau des différentes communes de la wilaya, seront attribuées «prochainement» aux demandeurs répondant aux conditions fixées par la réglementation, a ajouté la même source, précisant que le reste des aides, soit 3.143 aides, font l'objet actuellement d'études et devraient être affectées aux communes, dont le quota initial n'a pas permis de couvrir la totalité des demandes formulées par leurs administrés.

DJELFA

Houari Boumediene revient

La 24ème édition du colloque sur le défunt Président Houari Boumediene se tiendra du 26 au 29 décembre en cours dans la wilaya de Djelfa, a indiqué lundi le secrétaire général de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA).

Cette nouvelle édition aura un cachet académique au vu de la participation d'universitaires, professeurs et chercheurs, ainsi que des amis du défunt Président de la République, a estimé lors d'une conférence de presse, le SG de l'UNJA, Kais Tahar, présent à Djelfa dans le cadre des préparatifs du colloque qui sera abrité par l'université Ziane Achour.

Il est prévu la projection d'un film documentaire tunisien sur le parcours de cette personnalité nationale, intitulé «Houari Boumediene, un révolutionnaire construit un Etat». Cette rencontre sera rehaussée par la présence de nombreuses personnalités et ambassadeurs dont l'ambassadeur de la République Arabe Sahraouie Démocratique et de Palestine. Seize (16) participants de plusieurs wilayas, représentant les organisations estudiantines et féminines, les scouts et jeunes cadres, seront également au rendez-vous. Selon M. Kais, il sera procédé à l'occasion de cette rencontre à au baptême d'une cité de la ville de Djelfa du nom de Houari Boumediene. Il est également programmé l'organisation d'un marathon pour la catégorie des minimes. Ce colloque, dont les travaux seront consignés dans un recueil, reviendra sur l'une des grandes réalisations du président disparu, Houari Boumediene, à savoir le Barrage Vert, a-t-on indi-

Horaires des prières pour Alger et ses environs

03 rabie el aouel 1436

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h26	12h48	15h20	17h41	19h05

ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

■Loue F2 meublé, refait à neuf, 5ème étage au centre-ville d'ORAN - 0549.11.26.74

■Ag. Mon Rêve - 0557.10.29.94 - 0771.91.66.82 - Vd : F4 + terrasse RDC Pyramides - F5 120 m² Akid - F4 5ème Akid P. Vente - Studio RDC de villa Courbet - F2 Gambetta - Loue studio + 2 F3

■A louer appartement F3 meublé - toutes commodités (Eau - Chauffage - Chauffe-bain - Gaz) - ensoleillé - parking - cité à Aïn Turck - ORAN - Tél : 0551.91.47.77

■A.V. : F1 St-Pierre - F3 Yasmine - Maison Courbet - A.L. : F3 5ème Bel Air - Studio Bouisseville - 0790.68.38.67 - 0552.92.22.08

■A.V. Joli Appart F3 - 2ème étg. - 80 m²- en face tribunal de Yaghmoracen (ORAN) avec Clim. Citerne Eau 400 l. Acté et Livret de foncier et bon voisinage. Visite à partir de 16 H 30 - Tél: 0540.79.89.22 - 0796.79.62.80

■Loue pour Week-end (du Jeudi 12 h au Dimanche 12 h) : Superbe F3 Front de Mer. 4ème étg. Ascens. Chauff. Vue sur mer et montagne. Immeuble propre. Sécurisé - Tél : 0561.33.19.04

■Vends F4 - 2ème étage Haï El Badr face Gendarmerie (Cité Petit) - Tél : 0661.21.82.12

■Vends ou Loue ou Echange : F2 et F3 niveau de villa avec garage à Fernand-ville - Tél : 0557.75.73.18

■A.V. : F5 - 125 m² - 1er étage Pyramides - USTO - côté Bain Sauna - Tél : 0662.42.07.38 - 0556.81.91.38

■TLEMCEN - CHETOUANE : Vends F4 Gd standing 142 m² - Acté - 2 façades. 2ème & dernier étage immeuble privé récent - 1 voisin - toutes commodités + garage - AG. WOUROUD : 0553.48.33.67

■A vendre appartement F1 + cuisine + WC - Acté - à St-Pierre immeuble fermé de 3 étages - Appeler le : 0558.10.17.55

■A vendre appartement F4 à Haï Zitoune Bloc 25 - 2ème étage - Tél : 0552.14.78.51

■Loue appartement F3 au 1er étage en face la Mairie des Castors - ORAN - Tél : 0661.21.78.97

■A louer F3 pour Profession libérale ou pour Bureau d'études à Cité Petit - Tél : 0549.16.91.19

■Vds Appart F3 modifié en F4 (80 m²) - Acté - Avec incessibilité. Libre de suite - R.C. - Situé à l'USTO - Hosn El Djiwar - Tél : 0661.41.68.45

■Loue F3 situé au niveau 2 d'une villa à la Cité La Poste - Route de Belgaïd - Tél: 0661.41.68.45

■Vente joli F2 - Acté - sur grand boulevard Millenium 2 - Fini 70% - Possibilité de payement en 2 tranches : 50% - Après 1 an deuxième 50% - Tél : 0790.48.22.62

■Loue F3 + salon. 1er étage. Usage Bureau + 2 lignes téléphoniques avec Internet + Standard téléphonique 2/6 tous en service. Centre-ville Place des Victoires. ORAN - Tél : 0661.20.44.61

■Vends Appart. 1er étage. 100 m². F3. Adresse : 15, Rue Pomelle - Mirauchaux - N° Tél : 0798.57.64.95 - 0770.87.40.31 - Avec Promesse de vente

■Echange bel F2 - 42 m² - entièrement rénové, bien situé - 1er étage au centre-ville d'ORAN contre un peu plus grand maximum 2ème étage au centre-ville + complément - Tél : 0542.82.86.71

■Loue très bel appartement F3 : 36000 DA/mois - Yaghmoracen. ORAN - Libre au 01-02-2015 - Tél : 0557.28.58.59

■Vends F3 - 2ème étage - à Oujlida (W. TLEMCEN) - 62 m² - Contactez : 0658.12.42.11

■Vends Appart à Akid Lotfi (1) - 3ème étage : 4 pièces, cuisine, SDB, WC. Climatisation. Mischler. Gd placard 04 portes + Gd balcon donnant sur jardin. Double Faç. - T. bon voisinage - Prix D. 1,65 U Négoc. - Tél. 0665.96.77.48

■Vends Appart au 4ème et dernier étage: F4. Acté. Ensoleillé. Vue sur mer - à Cité des Enseignants Haï Khemisti - Seddikia - Tél. 0771.88.61.28

■A louer F3 Rez-de-chaussée d'un Duplex avec deux cours et une entrée individuelle. Superficie 92 m² à Hassi Bounif, route de Hassi Ameur. Prix de la location 22.000 DA - Tél. 0556.81.60.64

■A vendre ou Echange F3 aménagé en F4 - Acté - 7ème étage. 168 m Résidence Président. Neuf - Tranquille. Rue Général Nivelle - Boulanger. ORAN - contre Haouch - Tél. 0772.94.81.89 - 0779.53.66.31

■Vends Appart F3 LSP. 70 m². 1er étage Haï Yasmine (Belle résidence fermée) en face Golf Promotion - Intermédiaire s'abstenir - Tél. 0560.43.77.75

■A vendre un bel F3. Acté. 4ème étage à Maraval les Oliviers - Tél. 0550.20.50.69

■A vendre très joli F4 transformé en F3. Superficie de 70 m². 4ème étage. Toutes commodités - à Bel Air en face l'hôtel - intermédiaire ou courtier s'abstenir SVP - Tél : 0555.26.97.12 / 0666.41.10.12

■Vends Duplex F7 étage de villa 3ème et 4ème étage. 5 terrasses. S : 509 m². Très Gd standing. Haï Es-Sabah - Tél. 0774.40.90.11

■Location : F3 - 2ème étage - en face le Méridien - Tél. 0550.53.94.88

■Vends / Ech. Appart 3 Pces. Cuis. SDB au Millenium près de la Daïra. 4ème étage L.S.P. contre petite Maison Maître ou Carcasse. Etudie toutes propositions - Courtier s'abstenir - Tél. 0560.38.01.45

■Cherche Achat d'un appartement avec Acte et/ou L.F. dépassant 60 m² au 1er ou 2ème étage sur un grand boulevard (Pas d'Intermédiaire) - Tél : 0798.68.14.15

■Vends Appart F3. Acté + Livret foncier. 4ème étage. Bien aménagé (Top). Toutes commodités (Radiateur - Serpentin - Clim - Ch. Cent…) à Maraval les Oliviers - Tél : 0698.41.34.74 - Prix après visite

■Loue F3 au 2ème étage à Millenium près de la daïra Bir El Djir derrière la Poste - Tél : 0776.65.70.87

■A vendre Appart F4 - Acté - 100 m² - 4ème et dernier étage (USTO - HLM) - N° Tél : 0558.64.45.79

■A louer 02 F3 neufs dans un immeuble neuf de 10 locataires situé à Choupot - Tél : 0542.82.07.83

■ARZEW (Corniche) : 02 Studios à louer. Endroit calme et sécurisé. Bon voisinage. Pour couple ou célibataire - Libre de suite - 11.000 et 10.000 DA (6 mois avance) - Tél : 0795.19.35.62

■Loue Appart F3 - 6ème étage Cité 108 Logts Hosn El Djiwar. ORAN - Ensoleillé. Ascenseur. Parking. Cité sécurisée - Tél: 0792.67.44.03 - Curieux s'abstenir

■A louer un F3 situé à AADL côté Hôpital - 30.000 DA/mois + 20.000 DA de cautionnement - Une année d'avance - Contrat notarié préféré - Contactez-nous au : 0559.43.67.01

■Location à HASSI BENOKBA : F3 double façade 1er étg. 100 m² - F4 2ème étg. 150 m² près de la Z. Ind. HASSI AMEUR - Vends villa 260 m² à H. BENOKBA Gd Bd. 2 étages. 2 façades. Actée. 2 entrées - Tél : 0665.99.43.96

■Vends Hôtel au centre-ville ORAN - Sous-sol - R+8: 34 chambres - 1 appartement 250 m² - Salle de conférence - Parking - Air conditionné - Ascenseur - Tél: 0666.43.19.36 - Email : consulting.h@my.com

■Location F2 meublé. 2ème étage Bd des Chasseurs - ORAN - 42.000 DA/M - Location F2. 3ème étage Rue du 20 Août - 30.000 DA/M - 0550.54.01.21

■Vends F3 à Akid Lotfi. 70 m². 2ème étage, double façade - cité clôturée - cuisine équipée - Interphone - Ligne téléphonique - Tél : 0666.71.43.05

■A vendre : Bel F3 lycée Lotfi (immeuble neuf - Agence foncière au-dessus Station d'essence) 6ème étage. Belle vue + F3 100 m² à Plaza Millenium vue sur mer - Tél : 0550.97.51.93

■A vendre 2 Apparts neufs F3 et F4, très bien équipés avec Ascens. et très bien situés au Bd Khiat Salah à Mediouni - Tél: 0555.33.54.73

■A.V. bel appartement F4 - 130 m². Refait à neuf avec toutes commodités. Double façade - situé à la Résidence Sonatrach BETHIOUA - ORAN - Tél : 0541.54.68.93

■A vendre ou A louer : Ensemble immobilier à ORAN-Centre composé de 02 grands locaux 250 m² et 1.250 m² + 2 Appartements 250 m² x 2 - Toutes commodités - Tél. 0773.65.29.46

■A vendre Appart : 4 Pces. SDB. 4ème étage Grande Terre - ORAN - à proximité: Crèche - Marché - Ecole - CEM… Tél. 0790.82.76.78 - 0798.67.34.55

■Vends à Bousfer-village : un F4 et un F3 1er étage d'une Maison de Maître construction récente - Tél : 0661.20.51.37

■Vends Appart F3 individuel à Bir El Djir Pépinière. ORAN - 0553.13.75.85

■Vends Appartement F3 - 67 m² : 2 chambres, 1 séjour, cuisine et SDB et WC - 640 Millions - Avec Acte - Cité 300 Logts Oujlida Commune TLEMCEN - 0661.73.42.61 - 0777.24.04.92

■Cherche à louer un Appart F2 ou F3, équipé ou non, sur la région Millenium ou Akid Lotfi - Tél : 0560.01.27.97

■Vends bel Appart F4 haut standing. 1er étage. Sup. 115 m². Double façade - situé face Naftal El Bahia - Curieux et Interm. s'abstenir - Tél : 0555.90.42.50 - 0661.31.57.21

■A louer Studio neuf 25 m² USTO Nekkache 3ème étage donne sur la cour, immeuble fermé, pour couple. Avance 1 année. Prix 20.000 DA/mois - Tél : 0549.18.50.98

■Vente F2. Acté. 3ème étage rus de mostaganemme ORAN - 0550.61.47.85 - 0778.36.70.84

■A vendre Appart F3 - 55 m². Bien fini - Acté - à Maraval Cité Sonatrach - N° T.: 0561.69.42.94

■Loue très beau F3 et F4 au 4ème étage immeuble fermé avec gardien, cuisine équipée, clim, interphone - à Bir El Djir à proximité de l'Université Belgaïd - Tél. 0558.30.82.05

■A.V. : F4 avec garage Aïn Beïda - A.V. : F2, 1er étage Aïn Beïda - Tél. 0554.25.11.63 - 0792.29.19.99

■A.V. F4 en carcasse de 120 m². 1er étage quartier résidentiel. Nouvelle Const. Garage accès aisé direct au palais à Hay Nakhla - Bir Djir. ORAN – Tél : 0553.00.52.18 - 0666.44.38.59

■Vends / Ech. 3 Apparts AADL, F4 AADL Pépinière 3ème étg. avec Ascens. Refait à neuf - F3 1er étg., F4 AADL 1096 Logts 7ème étg., F3 Haï Yasmine 6ème étg. avec Ascens. – Tél. 0550.266.514 - 0550.540.880 - 0770.180.189

■A.V. F3 - 4ème étage. 92 m² avec Ascenseur + Local sous-sol - RDC - soupente 116 m² Cité de Médecins. ORAN – Tél : 0558.20.32.99 - 0773.78.34.05

■Vends beau Appart F3. Traversant. Refait à neuf, Cité 300 Logts Tigditt - MOSTAGANEM - à 5 min de la mer. 1er étage (Médecin - Avocat) – Tél : 0558.04.30.17

■Loue Appart 165 m² Résidence Victoria : Grand salon. 3 pièces équipées - Rénové. Vue sur mer. 7ème étage. Box. Sécurisé - Prix 15 U négociable – T : 0557.29.05.00

■Vends en ESPAGNE à ALICANTE : Appart 30.000 Euros - Villas 90.000 Euros - On parle français - Tél : 0034.656.362.197 – 0034.695.075.601 - BRUNO

■Mets en location (pour famille sérieuse) Apparts F2 et F3 meublés, garage, eau H24, à CAP-FALCON (Aïn El Turck - ORAN) - Possibilité location courte durée – Tél : 0773.84.67.39 - 041.26.52.15 - 0774.42.78.56

VILLAS

■Vds villa R+3 - 207 m² avec sous-sol - située à 40 m du Gd Bd Belgaïd Coop. Panorama - composée de : 10 pièces - 3 salons - 3 cuisines - 3 SDB - 3 WC - 2 terrasses - 0561.69.87.75

■Vente villa 2 étages à Fernandville. 2 façades. 95% finie, en face piscine El Bahia - Prix 2.600.000 DA négociable - 162 m² - Tél : 0771.25.21.69 / 0668.31.88.86

■A vendre villa 210 m². 3 Pces, cuisine, salle de bain, 2 halls, cour (Gaz de ville - Eau - Electricité) - Terre Bouri. Cité des Oliviers. TLEMCEN - Tél : 0542.82.80.32

■Vends M.M. vieux Bâti 127 m² : 3 pièces, cuisine, SDB, terrasse, garage - Façade 6 m - face CEM Lakhdar Hafid - Savignon. ORAN - P.O. 16 MDA - P.D. 22 MDA - Pas de courtier - Tél : 0551.996.473

■Vds villa R+2 - 126 m². Acté - Senia Cité 23 Octobre. RDC : Salon. Cuis. Cour. Garage. Toilettes. Hall - 1er: 3 Pces. Salon. SDB - 2ème : Gde chambre. Salon. Cuis. SDB - Terrasse - Tél : 0778.82.39.11

■A louer : Immeuble de 5 étages : 10 Apparts - Ascenseur - Parking au S/Sol - Nvlle Const. à Plateau côté la gare - Villa avec piscine. Meublée. 500 m². Cité Djamel - 0797.41.07.18

■Loue pour Sté étrangère : RDC de villa F3 + cuisine + 2 WC + SDB + cuisine équipée. Gde cour - à El Mohgoun les environs d'ARZEW - Tél. 0561.96.95.57 - à partir de Midi

■Vds M. de Maître R+1 mitoyenne Hôpit. Fellaoucène Plateau. Convient Groupe de médecins - Radiologie - Laboratoire d'analyses - Clinique… Vds magasin 60 m². Acté. Très bien aménagé Rue Cavaignac. ORAN - Tél. 0560.31.76.80

■Vends Villa 240 m². L.F. R+1. Bien située ORAN - Tél. 0561.55.50.71 (Etranger s'abstenir)

■Vends villa sup.140 m². Faç. 13 m. Actée à Coca (Corniche supérieure) sur route. R+1 - RDC 3 magasins + F2 - 1er étage F3 + SDB - F2 + SDB + terrasse - Tél. 0797.10.76.40

■A vendre Maison à BENOKBA - R + 2ème étage - 165 m² - en face CEM - Tél. 0668.74.29.69

■A vendre M.M. Actée. 153 m² dans une impasse : 3 Pces - Cuisine - Salon - Hall - Cour - Douche - Située à TORRO - Tél. 0771.14.22.58

■ Cherche Achat Maison à MECHERIA - Tél. 0553.65.12.68

■Ag. Le Gd Bleu : 0668.95.22.02 - Vend : 3 Villas avec piscine (500 m² + 803 m² + 1200 m²) à A.E.T. + 2 Villas 205 m² + 250 m² à Cap Falcon + 1 F1 + 1 F2 + 3 carcasses 96 m² + 86 m² + 170 m² à A.E.T.

■Vends ou Loue ou Echange : Villa 150 m² - R+2 - à Fernandville - Tél. 0557.75.73.18

■HAMMAM BOUHADJAR / Wilaya 46 : A vendre 1 villa 123 m². R+1 - Actée - Finie complètement - Toutes commodités - Prix intéressant – Tél. 0779.20.39.82

■Vends Maison de Maître 400 m² - 15 m de façade : 20, Rue Pégoud - ORAN - Tél: 0551.63.03.17

■A vendre : Hôtel 2 niveaux + parking. 25 Ch. 500 m² - Hôtel R + 3 Niv. 300 m². 22 Ch. - Maison RDC + locaux commerciaux. 400 m². Gd Bd Bouhanifia - MASCARA - Tél : 0669.55.71.40

■Une villa à louer 4 pièces + garage - Adresse : Bd Mustapha Benboulaïd 35 - Bir El Djir - N° 0554.53.79.10

■A vendre ou Echange villa 250 m². Bâtie 160 m² R + 2 + jardin à Bouisseville Aïn-Turck - Tél : 0771.18.09.13

■A vendre villa 510 m² locaux + 2 niveaux 510 m² - 97, Avenue St-Eugène. ORAN - Tél : 0669.55.71.40

■Vends M.M. 280 m² à GDYEL : 4 Pces, salon, cuisine, garage, sanitaires, cour de 56 m² - (Actée) - N° Tél: 0777.18.69.38

■A.V. Carcasse avec Permis 3 niveaux. 200 m². Double façade. POS 50 Bir El Djir sur Bd - Tél : 0558.20.32.99 - 0773.78.34.05

■Maison à vendre à Sidi El Bachir de 298 m². 2 Faç. sur Bd principal, commercial, plein d'activité + garage spacieux + 2 locaux (100 m² bâti RDC + 1 et le reste 198 m² comme une cour vide) + eau + assainissement - Tél : 0667.18.32.00

■Vends Maison 220 m² R+1. Actée + L.F. - 1 cuisine, 5 Ch., 2 salons, 2 halls, 2 WC, 1 SDB - Gaz - Eau H24 - cour, terrasse, garage 2 V. - Bâche d'eau 8.000 L.. Puits - Finie 100% - Lotissement 130 Sidi Chami. ORAN - Tél : 0770.30.13.76

■Vends Haouch sur Bd KHIAT Salah à Mediouni - Acté - R+1 - Sup. 110 m² avec grand magasin au RDC - Tél: 0555.64.57.52 ou 0778.74.77.89

■Vds Maison 128 m² Coop. 24 Février entré Cité Djamel et El Barki - toutes commodités (Gaz - Electricité - Eau) - Reste finition - 0778.23.34.54 - 0798.21.87.86 - Visite de 17 h0 0 à 20 h 00

■A vendre villa 520 m² / 370 m² bâtie R+3. Faç. 20 m. Acte + L.F. 12 Pces. 2 SDB. 2 cuisines. Toutes commodités. Endroit calme à Fernand-Ville - Curieux s'abstenir - P. 0778.86.60.98 - 0773.43.91.73

■A vendre : Villa. Actée. Sup. 200 m². 1 seule façade. 1er étage : une grande salle + 3 pièces + sanitaires - RDC : grand garage + 1 petit garage - 11, Rue Hamoudi Houari - Delmonte - ORAN - Tél : 0772.57.58.63

■Vends villa 309 m². Haut Standing. Belgaïd côté résidentiel - Tél : 0555.04.07.43

■Résidence HOUTA vend Immeuble de 5 étages : 8 Apparts F3 Actés - 2 Locaux - Const. Neuve. Centre-ville d'Oran. Vue sur mer - ou Vente par Appart - Possibilité Promesse de Vente - Tél : 0661.10.10.67

■A vendre Etage de villa 334 m² : 6 pièces, cuisine, sanitaires, cour - pour Habitation ou Activité (Médecin - Bur. Etude - Entreprise) à côté du Trésor Bd Viviani - Tél. 0554.57.28.87 - 041.21.45.76 - Visite après 17 H

■A vendre ou Echange M.M. 95 m². R+3. Double façade. RDC : 2 Locaux - Hall - SDB - 1er étage : 1 Cuisine - 2 Pièces - SDB - 2ème étage : 3 Pièces - SDB - 3ème étage : Gd Salon + Terrasse Gd Salon - à 0Boulanger - Tél. 0779.93.04.52

■Vends villa - Désistement - Nouvelle construction R+1. F6 non finie à Aïn Kerma. 130 m² - 02 façades - Tél : 0771.28.09.14

■Vds Maison R+2, 140,2 m² 2 façades. Actée à Belgaïd Coop. Wilaya R+1. Finie. 2ème non fini - 0559.34.80.45 - 0666.57.86.86

■A vendre une villa 200 m². Actée. R+2. Toutes commodités. Finie à 100% à Canastel - ORAN - Prix après visite - Tél N° 0558.40.95.19

■Vds villa 304 m² - 1 façade de 12 m - Actée - Quartier résidentiel, calme, à 300 m de l'Avenue de Choupot. ORAN. Maison à rénover ou à démolir R+1 - P. 6 MDS - 0559.74.30.09

■A vendre villa à Choupot, nouvelle construction R+1 de 287 m² - Tél : 0555.01.40.24

■A.V. : Maison de Maître R+1 avec Cafétéria en activité, quartier très commercial, Rue Pézerat - Delmonte. ORAN - Prix offert 2,800 MDS - Tél : 0551.46.04.46

■A.V. belle villa. Sup. 375 m². Bâtie 175 m² en R+1 sise dans un quartier calme face à l'hôpital militaire (Coop. El Tahdib) ORAN - Tél : 0550.32.26.07

■Vends Immeuble R + Mezzanine + 4 étages. Sup. 150 m² au sol à ORAN parallèle Av. Sidi Chahmi. Bien exposé. Convient pour toutes activités commerciales + Habitation – Prix après visite – Tél. 0772.20.31.55

■TLEMCEN : Vds villas jumelées à KALAA Supér. S/Sol, RDC, 2 étages. SH 270 m². Bonne remise pour l'ensemble – Tél. 0555.04.25.43/42

■Vends à OUJLIDA (TLEMCEN) : Maison individuelle. 120 m². Libre de suite – Tél : 0556.091.183 – 0554.785.011

■A vendre Carcasse à Canastel R+2 plus de 230 m² - A louer F5 Résidence Hasnaoui 4ème étage – Tél : 0672.46.58.18

■URGENT : Location villa à Canastel - RDC : Garage (2 voitures) - Gd salon - Gde cuisine + hall - Hammam + WC + 2 cours - 1er étage : 2 chambres + Gd hall + Terrasse - De préférence pour Sté – Tél : 0672.54.38.20

■Vends petite villa à l'entrée d'Oran côté R.N. 4 - Superficie bâtie 180 m². Double façade : 6 Pièces - 3 SDB - Cuisine - Cour - Endroit stratégique – Tél : 0542.79.88.90

■Vends Maison 80% finie. 120 m². R+2 : 7pièces, 1 grand garage - Haï Ben Arba - Rocher - Prix offert 1 M 500 - Actée – N°: 0771.14.21.87

■A vendre T. B. Villa 470 m² en face wilaya d'ORAN. Possibilité de construction d'un immeuble pour Promotion - Prix Off. 80 MDA - Prix Dem. 90 MDA fixe – 0551.33.01.20

VEHICULES

■A vendre Citroën C-Elysée. Année 2013 en bon état. Tout Options - 1,6 Essence - Tél : 0662.10.30.06

■Vends BMW X1 Pack M (Sport) X Drive 2.0 d. Année 2012 - 30000 Km. Toutes options. Etat neuf - Curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél : 041.28.21.78 (H.B.) - 0770.31.60.80

■A vendre 208 Allure - Blanche neige. 1.6 HDI. Année 2014 / 8000 Km. Sans toit - Première main - Immatriculation 31 - Tél: 0770.51.76.65

■Vends : Mercedes ML 270 - 2004 + Pelle sur chenilles 912. Année 1993 avec Brise Roches + 1 Compresseur ENMTP 06 cylindre + Chargeur 2310 ENMTP - Tél : 0550.742.257

■Vends Fourgonnette PEUGEOT Partner. An 2012. Diesel. 31000 Km - encore sous Garantie PEUGEOT – Tél : 0661.20.51.37

■Vends Semi-rigide Bambard 4 m 70 avec moteur MARINER 40 CV, Année 2005, 4 temps, Flotteur neuf 2014, Console JOCKEY + Remorque ROCCA rétractable jusqu'à 7 m 50 + tous Matériels de sécurité - Importé de France (Safi) - Tél : 0549.60.59.99

■Cherche Fourgons avec Chauffeurs sur TLEMCEN et l'axe TLEMCEN - SBA avec expérience dans la distribution de confiserie - Appelez le 0792.96.36.84 - e-mail: dispro31@outlook.com

■A vendre véhicule ACCENT boîte automatique HYUNDAI. Année 2006 en bon état - 680000,00 DA négociable - Tél : 0662.41.25.95

■A vendre : C. Elysée CITROËN Exclusive 1.6 VTI. T. Options. 115 CH. Neuve Août 2014 S/Garantie 1 an - Disponible + C. Grise - Blanche - Prix fixe : 1.350.000 DA - Tél : 0555.54.93.84

■KADRI - Location Véhicules met à votre disposition des offres qui vous permettent de bénéficier des promotions exclusives et tarifs promotionnels + des jours gratuits ! - Tél : 041.533.938 - 0549.200.220 - Mail : kadriauto@yahoo.fr

■A vendre à ORAN : KANGOO 2012. Blanc. Commercial. Etat neuf. 17.000 Km. Toutes options - Prix fixe 125 U - Tél. 0662.21.29.02

■ Dame vend à ORAN: Renault Clio Classic 1,4 E - 2007. Roulé 65000 Km 1ère main - 0770.53.29.27

■Achat Véhicule accidenté ou en panne Léger et Lourd – 021.91.35.62 / 0771.39.49.82 / 0550.59.03.60

EMPLOIS

■Cherche Agent de sécurité pour travail dans un garage automobile âgé entre 40 ans et 50 ans - expérience dans le domaine - salaire 15.000 DA par mois - Travail une nuit/2 - Tél : 0799.97.12.31

■Cherche Jeune Femme de ménage, 2 fois par semaine, pour petits travaux ménagers de 8 h 30 à 14 h 30 ORAN - 0559.79.41.85

■Je cherche un Chirurgien Dentiste femme à Aïn El Turck spécialiste en Odontologie conservatrice ou qui a de l'expérience - Veuillez me contacter au: 0549.30.79.50

■Je cherche une Secrétaire ayant Licence en Anglais avec expérience - Envoi CV par email : tibameat@yahoo.fr

■Cherche Opérateur Pompe à béton automotrice - Tél : 0555.02.30.00

■Recrute Tourneur avec expérience dans le domaine - Envoyer CV détaillé avec la mention du poste recherché par mail : sarlppadz@gmail.com

■Ecole de Formation cherche : Professeurs pour cours de Soutien scolaire : Primaire - Moyen - Secondaire - Formateurs en : Plomberie - Chauffage - Panneaux solaires - Climatisation et Froid - H.S.E. - Caméra de Télésurveillance - Tél: 0663.05.05.78

■Entreprise de Catering cherche : 02 Cuisiniers - 02 Aides Cuisiniers - 02 Femmes de ménage - 01 Chauffeur - Résidant à ORAN et moins de 31 ans – Tél : 0555.01.09.92

■ORAN : J.H. sérieux. BAC + TS Marketing. P.C. Maîtrise Out. Inform. Expér. 2 ans Commercial : Cherche Emploi à mi-temps - Merci - Tél : 0659.42.46.53

■Importante Sté recrute dans l'immédiat des Chauffeurs : Sérieux, bonne expér. dans la conduite + le chargement et le déchargement de marchandises, âge max. 45 ans - Salaire dépassant 23.000 DA - Tél : 0664.74.11.91 - Dioula El Baraka. Trouville (Aïn El Turck) ORAN

■Importante Sté recrute des Ouvriers sérieux pour chargement et déchargement + le nettoyage et l'entretien de l'Etablissement - âge max. 35 ans - Salaire à partir de 21.000 DA - Tél : 0664.74.11.91 - Dioula El Baraka. Trouville (Aïn El Turck) ORAN

■Cherche Vendeurs (ses) expérimentés (ées) pour les Wilayas : ORAN - TLEMCEN - SBA - dans la distribution de Chips et Confiserie - Appelez le 0792.96.36.84 - e-mail : dispro31@outlook.com

■Cherche Vendeuse pour magasin d'Optique à Bethioua. Niveau universitaire et présentable - Salaire motivant - Contacter : 0780.59.57.24 - SVP appelez à partir de 12 H 30

■ Cherche Pizzaiolo qualifié à ORAN - Tél: 0556.41.43.92

■Sté mobiliers de bureau à Oran cherche : 01 Agent Commercial. Niv. secondaire et +. Expérience 02 ans min. Résidant à Oran-Ville. Maîtrisant Outil Informatique. Langue anglaise souhaitée - Envoyez votre C.V. par email : recrut61@yahoo.fr

■MOSTAGANEM : Société de Taxi cherche des Chauffeurs diplômés et avec expérience - Appeler au : 0773.88.27.85 - de 9 H à 17 H - Eurl Taxi Djawharat El Madina

■Cherche Jeune Fille pour un Poste de travail dans un Cybercafé à Oran-Centre - 0550.54.03.80

■Entreprise privée Travaux Bâtiment à ORAN cherche Travail en Sous-traitance: Faïence - Dalle de sol - et toute la Maçonnerie - pour les 48 wilayas - 0771.49.78.29

■Société privée recrute sur ORAN : 1 Assistante Comptable expér. 02 ans minimum - 02 Mécanicien Motoriste TS Mécanique ou Hydraulicien expér. 01 à 03 ans minimum dans un atelier - Envoyer CV à : recruessc@yahoo.fr

■Recherche Prof. d'anglais femme, bonne élocution, expérience pour cours à domicile : Bonne rémunération - Tél : 0770.96.65.18 - mail : sarlflubiomed@gmail.com

■Pharmacie recrute : Pharmacien + Vendeur - Tél: 0555.390.391 - Salaire selon compétence

■Entreprise publique sise à Es-Sénia recrute un Comptable et un Commercial - expérience exigée dans le domaine - axe de résidence : Oran - Es-Sénia - Envoyer lettre de motivation + CV au N° Fax : 041.58.32.09

■Cherche Médecin ou Pharmacien Biologiste pour emploi dans un Laboratoire d'analyses médicales - Tél : 0550.97.24.44

■Agence de Voyages à ORAN recrute : Agent de Billetterie qualifié - Tél : 041.533.396 - Mob : 0560.666.777 - Heure d'appels : de 10 H à 17 H

■Recrute un Comptable bilingue sérieux pour divers travaux… dans le cadre de l'ANEM + salaire 20 000 DA/mois - Inférieur à 30 ans à Oran - Envoyez votre CV par e-mail : seghiernl@yahoo.fr - merci

■Cherche des Jeunes Femmes de ménage ANEM (entre 18 et 25 ans maximum) wilaya d'Oran. Paie 16 000 DA/mois - Contactez : 0553.30.26.33 (entre 9 H et 15 H maximum) - merci

■Cherche des Agents polyvalents nettoyage des vitres et services. ANEM. Salaire 16 000 DA/mois. Inférieur 30 ans à Oran - Contactez : 0553.30.26.33 (entre 9 H et 15 H maximum) 6 merci

■Cherche des Agents polyvalents C.A.P. gardiennage, secourisme et services, ANEM + salaire 16 000 DA/mois. Inférieur 30 ans à Oran - Envoyez votre CV par e-mail : seghiernl@yahoo.fr - merci

■Société Taxi BOUROUINA La Lofa recrute Chauffeur diplômé, expérimenté - Veuillez envoyer votre CV : (taxi-bourouina@outlook.fr) - Fax (041.29.92.30)

■MCL Senia Recrute : Une Aide Comptable sous contrat DAIP - Une Technico-commerciale avec licence, expérimentée, maîtrisant le français - CV et LM à : sarl-mcl@yahoo.fr - Tél : 0555.07.80.05 - de 9 h à 16 h

■Entreprise de Plomberie cherche des Plombiers qualifiés pour son chantier à ORAN - expérience exigée - Tél. 0558.30.82.05

■Société Import recrute à ORAN : TS en Electronique ou Electrotechnique - Email: emploidz31@gmail.com

■Atelier de couture situé à Choupot recrute des Couturiers finis : Travail à la pièce avec bonne finition - Tél : 0770.44.23.48

■Société Import Produits cosmétiques recrute à ORAN : Responsable administratif commercial - Email : emploidz31@gmail.com

■Société recrute un Gardien permanent logé au sein de l'usine - cvrouxoran@yahoo.fr

■Pharmacie à Aïn El Turck cherche Vendeuse Femme expérimentée - Salaire motivant – Tél : 0550.87.01.81

■Entreprise privée à ORAN recrute des Tourneurs qualifiés ou des jeunes Débutants avec diplôme – Nous contacter au : 0697.308.748

ANNIVERSAIRE

A

***ZAOUI Meriem** (4 ans)*

*et **ZAOUI Adam** (2 ans),*

la famille ELOUAIL leur

souhaite un Bon et Joyeux

Anniversaire.

ANNIVERSAIRE

Tu as un an déjà !
A notre adorable petit poupon ***Anès BOUAYED***
qui soufflera sa 1ère bougie demain, le 26 Décembre 2014. En cette heureuse occasion, les familles BOUAYED et ASSAL te souhaitent un Joyeux Anniversaire et une longue vie jonchée de bonheur et de réussite.

Famille BOUAYED

ANNIVERSAIRE

A notre père, parent, ***BENMANSOUR ABDELKADER***
né le 26-12-1954 qui soufflera sa soixantième bougie (60 ans) ce Vendredi le 26-12-2014. L'ensemble des familles BENMANSOUR lui souhaite un Joyeux Anniversaire, une bonne santé, une longue vie et à ses (100) cent ans INCHA'ALLAH !

وسط جو عائلي بهيج تحتفل يوم: 2014/12/27 عائلة "مغدوري" بعيد ميلاد إبنها **"مغدوري عبد الرحمان"** الذي يطفئ شمعته الأولى، وبهذه المناسبة السعيدة جدا تتقدم كل من عائلة "مغدوري" وعائلة "سحولي" وعلى رأسهما الوالدان الكريمان بتهانيهما القلبية الحارة متمنين لـ "عبد الرحمان" طول العمر مع وافر الصحة. ألف ألف مبروك وعقبال 100 سنة.

في 25 ديسمبر أحببت أن أسبق البشر وأهنئ التي أحلى من القمر وأغلى من النظر وأبارك لها بيوم ميلاد العمر وأطلب من ربي أن يحفظها طول الدهر وأقول لها كل عام وأنت بخير يا أحلى أميرة على الأرض

"بن حليمة أسينات"

بمناسبة عيد ميلادك الأول تتقدم لك كل من عائلة "بن حليمة، عمار، برقية وقارة وزان" بأحر التهاني وأطيب الأماني متمنين لك حيا ة ملؤها السعادة والهناء في كنف والديك العزيزين.

والدك العزيز "KADER"

FÉLICITATIONS

Monsieur

ABDELILAH Amen Eddine,

son épouse et ses enfants félicitent leur fille adorée IMENE pour son mariage avec IBRAHIM célébré dans la chaleur familiale le 24-12-2014 et leur souhaitent beaucoup de bonheur et de joie dans leur vie de couple avec les félicitations de Mohamed, Amen Eddine, Rayane, Adam et Didouje

---

Vends 02 superbes Appartements

à ORAN Akid Lotfi.

F5 : 135 m² et F3 : 130 m² -

Prix après visite

- Curieux s'abstenir -

Tél : 0772 29 82 20

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الولاية: وهران – الدائرة : قديل – البلدية : قديل

إعلان عن تحقيق

حول الملائمة وعدم الملائمة

يعلن رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية قديل إلى علم جميع المواطنين بأنه سيتم فتح تحقيق حول الملائمة وعدم الملائمة لمدة 15 يوما ابتداءا من تاريخ نشر هذا الإعلان المتعلق برخصة فتح مقهى بقديل رقم 12 من مخطط 15 (بجانب محلات الرئيس قديل غرب) من طرف السيد : بلعيش هواري.

يعين السيد : نحال الحاج محافظا محققا لتسجيل كل الأراء والراغبات والتظلمات والملاحظات الكتابية المدلى بها في سجل مرقم ومؤشر عليه من طرف رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية قديل.

رئيس المجلس الشعبي البلدي

Une importante Entreprise Nationale recrute pour le suivi de ses projets au niveau des régions de : TLEMCEN - AÏN TEMOUCHENT - MOSTAGANEM - EL-BAYADH - BECHAR - ADRAR - AFLOU *des Ingénieurs en Génie Civil et des Topographes dégagés du Service National avec une expérience de 05 Ans minimum.*

Nous contacter par email :

recruvite2015@outlook.com

Loue grande Habitation

+ de 400 m², ayant servi comme Ecole de gestion. Entrée individuelle - Loge gardien - Cave - Terrasse - en plein centre-ville d'Oran à quelques mètres du consulat de France - Contacter : ***0663 30 36 57***

TERRAINS

■A vendre un Terrain de 246 m² à BREDHEA Daïra BOUTLELIS, avec une plate-forme avec piliers, de 170 m² Bâti. Façade 16,50 m. Acte de propriété. Permis de construire - Contacter ZOUAOUI: 0551.48.49.18

■A vendre un Terrain nu à Haï Zitoune AÏN TEMOUCHENT. Sup. 198 m². Acté + Livret foncier - Tél : 0795.63.10.68 - Le prix après visite S.V.P.

■Cherche à acheter un terrain Acté avec un prix abordable à ORAN ou environs et cherche à acheter Appart à ORAN, acté et fini, avec un prix moins de 01 milliard - Tél : 0549.23.55.06

■A.V. Terrain à Belgaïd en face Hachimia. 364 m² avec S/Sol - 10 m de façade - Tél: 0553.84.88.23

■SIDI BEL ABBES : Vends 06 Hectares à la proximité de la ville. Electricité - Puits et 02 Hangars à 50% de réalisation - 0774.73.18.56 - 0555.56.01.23

■Vends Terrains nus. Sup. 176 m² et 186 m² Section 75 (Chefak) GHAZAOUET - W. TLEMCEN - Acte + Livret foncier - Tél: 0550.742.257

■A vendre Terrain pour Promotion immobilière situé à Bel Air - Superficie 400 m² - Tél: 0549.35.36.46

■Ag. Le Gd Bleu. Vend : 54 Ha à Témouchent (Guellal) + 2 Ha + 5 Ha à Aïn Kerma + Hôtel 21 chambres 1.200 m² avec Douches + Restaurant + Cafétéria + Parking - 0668.95.22.02

■Vends Terrains à ORAN : 150 m² 1 F et 241 m² 2 F Sidi Maârouf sur 4ème Bd Périphérique - 413 m² 2 F avec Carcasse 170 m² Misserghine – Contact : 0552.48.12.11

■A vendre à ZAHANA Lot de terrain 293 m² à Cité des Jardins - Acté + Foncier. Notariat - Tél : 0792.75.44.12

■Cherche pour ses clients sérieux : Achat terrain urbanisable entre 15 et 20 Hectares à : Sénia - El Kerma - Tlélat - Hassi Ameur - Gdyel - Tél : 0661.20.31.86 / 041.29.26.03 / www.cabinetbensaid.com

■Vends 4.800 m² - 3 façades - en Zone Industrielle de FORNAKA (MOSTAGANEM) - Livret foncier + Acte de propriété - Tél : 0780.80.90.10

■(DESISTEMENT) - A vendre Lot de terrain sup. 140 m². 66 m² Bâti. 6 m de façade - Village Khedaïmia à l'entrée de Oued Tlélat 20 Km d' ORAN - P. demandé 330 - Tél. 0782.31.28.67

■Echange Terrain. Acté. 308 m² (160 m² bâti R+1) fini à 85% BOUYACOUR Daïra BOUTLELIS contre Appart F4 environs d'ORAN. Etude toutes propositions - Tél. 0553.93.10.09

■ Vends des Lots de terrain - 126 m² - Acte notarié - Certificat d'urbanisme - BENFREHA. Daïra de GDYEL - Possibilité Promesse de vente notariée - Tél: 0657.32.61.00

■Vends Terrain 1.200 m². 4 façades avec certificat d'urbanisme au C.-V. de BENI-SAF / W. AÏN TEMOUCHENT - Endroit touristique - Convient pour Promotion Immobilière - 0555.30.77.73 - 0666.59.49.72

■A vendre Lot de terrain 750 m² en face CREPS à AÏN EL TURCK - Tél : 0795.18.63.67

■A vendre ou Echange Lot de terrain 250 m² avec plateforme + poteaux + planchers + poteaux Haut RDC à Douar Belgaïd - Tél. 0665.89.83.39

■Part. Vends Terrain 830 m² - Acté et L.F. - situé à Bousfer-Village – Tél : 0770.69.90.94 / 0558.10.99.19

■Vends Terrain 400 m² à Bel Air 2 façades pour Promotion - Loue local Gde Avenue 65 m², parking, toutes commodités à St-Eugène – Vends : Débobineuse + Dérouleuse + Coupeuse + Massicot – Tél : 0541.24.72.21

LOCAUX

■Vends un magasin sup. 160 m² en plein centre-ville d'AÏN TEMOUCHENT - Acté + Livret foncier - Tél : 0773.31.79.09

■Vds à Zraa ORAN : Gd local 3 Faç. 2 entrées - 53 m² - pouvant servir pour 3 locaux au-dessus Appart F2, 53 m² à 70 m du Bd de RTA - Curieux et Interm. s'abstenir - 0776.10.75.37 - Prix après visite

■Local à louer 70 m². Bien aménagé (Dalle de sol - Faïence - 2 Vitrines en Mischler) centre-ville W. de RELIZANE + Vds Mat. de cafétéria bon état. Prix nég. - Tél: 0561.29.67.80

■Loue à Bir El Djir local commercial 50 m² sur Bd près de l'Hôp. Pédiatrique Canastel face CASNOS - Pour Bureau - Ag. de voyages… Tél : 0552.29.70.70

■Location d'un Cabinet médical F3 sophistiqué à Aïn El Beïda / Es-Sénia - Tél: 0777.78.14.46

■ORAN : Particulier vend ou loue local situé au centre-ville. 50 m² - WC - Eau - Electricité 380 - 220 Volts + 2 Lignes Tél. fixe + soupente - Mob : 0773.18.80.36

■Vends ou Echange local 55 m² avec S/Sol sur Gde Avenue SIDI BEL ABBES contre local ou F2 RDC pour Bureau B. situé à MOSTAGANEM / TLEMCEN - Tél : 0555.05.90.10 / 0771.623.347

■Vends ou Loue local commercial de 75 m² avec arrière-boutique de 2 pièces / cuisine et salle de bains en plein centre-ville d'AÏN TEMOUCHENT - Tél : 0560.015.354 et 0773.49.65.15

■Loue magasin à Akid Lotfi Résidence Nassim El Bahr. Convient pour tout type d'Activités. Superficie est de 65 m² double façade - Pour visite Tél : 0549.35.36.46

■A louer deux (2) locaux 25 m² chacun à Kara Es-Sénia. ORAN - Tél : 0774.45.34.09

■Loue local. Conviendrait dépôt ou autre activité. 120 m². Hauteur 3,90 m : à St-Remy - ORAN - Tél : 0795.69.58.25

■A vendre ou à louer un très bon local 145 m² + 3 niveaux à Maraval à côté Route 6 (Choupot) - Fini 100% pour Société – Tél : 0550.23.30.84

■TLEMCEN : Vends une belle pizzeria située sur le boulevard d'Imama à côté de Sonelgaz de 45 m² - Tél : 0560.25.21.40

■Chambre froide " Positive " et " Négative " de 50 m3 équipée avec un Groupe électrogène à louer - Tél : 0540.26.30.66

■ORAN : Loue local commercial idéal pour Bureau ou Commerce, Rue Béni Chograne - Miramar, de 30 m² - Prix : 29.000 DA Nég. - Tél : 0771.00.96.49

■A louer grand local 12 m longueur, 4 m 50 largeur, 3 m hauteur, situé au 07, Rue Omar Khayam - St-Hubert - ORAN, près mosquée En-Nasr - Contacter au N° 0770.33.50.90 ou 0553.77.61.62

■Local à louer 60 m² route de la mosquée El Qods - Fernandville - Mobile : 0773.87.84.14

■A louer un grand local d'une superficie de plus de 60 m² sur grande Avenue commerciale de St-Remy Boulevard - Tél 0549.25.00.39

■Vends ou Loue : Locaux Superette - Lavage V. - Local Conv. T.C. Haï Es-Sabah - Etage de villa - Tél. 0774.40.90.11

■Loue local. Superficie 120 m² avec soupente, avec commodités : 9, Avenue Cl Amirouche (ex-Jules Ferry) à ORAN - Tél: 041.21.66.53 - Mobile : 0775.68.75.95

■Location local 55 m² luxe. Av. St-Eugène. 50 000 DA/M - Location local 22 m² dans une ruelle à Choupot. 20.000 DA/M - Tél : 0550.54.01.21

■Vends à Hassi Bounif Centre : Local industriel 400 m² avec soupente accès par montecharge 500 Kg + 2 Apparts F4 au 1er et 2ème étage - Tél. 0697.33.38.00

■MOSTAGANEM : Vends à FORNAKA Centre (25 Km de MOSTAGANEM et 50 Km d'ORAN) local commercial d'une superficie 320 m² peu servir à Usine ou Air de stockage - Tél : 0555.97.97.99

■Vends ou Echange local contre véhicule à Haï El-Yasmine I - Loue local (25 + 25) m² double façade Haï El-Yasmine II (Appart - Labo - Café - Pizzeria… etc.) - N° Tél : 0673.42.72.58 / 0555.71.12.16

■TLEMCEN : A louer magasin à IMAMA. 2 façades. Surface 140 m² - Tél : 043.21.42.60 / 0556.55.36.12

■Loue Showroom 220 m² aménagé, belle décoration en BA 13, T. bien aménagé. Convient à toute activité. Se trouve sur un axe stratégique (Grand Bd) - Tél. 0558.30.82.05

■Vends local sup. 20 m². Acté + soupente Av. Sid Chahmi ORAN - 0550.61.47.85 - 0778.36.70.84

■Local à louer à Sidi El Hasni Bd Colonel Lotfi - ORAN - Sup. 150 m² - Tél : 0771.20.02.52 - 0551.28.15.33

■A SIDI-BEL-ABBES : Loue Gd local. 3 Faç. 300 m² dans un Gd Bd commercial, à usage Multiservices - Clinique - Ecole maternelle - Banque - Assurance - Entrep. - Vente Multi Produits – Restaurant… Visite sur RDV – Tél : 0662.56.97.84

■Vends magasin 4 rideaux. 17 m 50. F/Double Faç. Dalle de sol. Sanitaires. 230 m². Point du Jour derrière la clinique d'accouchement - Prix 120.000 DA le m² - Possibilité la moitié - Tél : 0661.20.19.59

■Vends local 39 m² Cité ARCOPRIM - Akid Lotfi (ORAN) - Tél : 0781.17.63.86 (Uniquement Vendredi et Samedi)

■ORAN - Vend local commercial 40 m² + soupente 12 m². Entrée indépendante - Acté + L.F. sis à Bel Air tout près de la wilaya - P. Off : 500 U – Tél : 0661.404.403

■Vends magasin 31 m² construction neuve. Faux plafond. Dalle de sol Compacto. Sanitaires. Façade granite - Centre-ville côté Front de mer derrière ancienne Daïra d'Oran – Tél : 0661.20.19.59

DIVERS

■TLEMCEN - Exploitant de carrière location Station de concassage mobile avec Groupe & Engins Sixiligades - Tél : 0553.21.69.80

■Vends Poste soudure + 2 Bétonnières ENMTP 440 L + lot de Bois de coffrage - Tél : 0550.742.257

■Vds : Machine à percer le verre " neuve " + Moteur marin Johnson 8 CV état neuf - Tél : 0553.43.84.96 - 0771.78.95.22

■Désirez-vous apprendre à vendre dans une pharmacie? Si vous voulez suivre des cours de formation d'employés de la pharmacie : Médicaments / Logiciels / CNAS / Automédication/ Génériques - Tél : 0549.23.55.06

■Vds Sardinier en acier 17 m long - 5,5 m large - en bon état - équipé par instrument de navigation, sonar, 2 sondes ND et couleur de marge (SEMICARD / FURUNO) ESPAGNE 1982 - Tél : 0771.22.49.05

■Vends : Lot de Pièces de rechange pour Chaudière à vapeur industrielle. Neuf - Lot de Pièces de rechange pour Mercedes Type 123. Neuf - Bascule neuve de 1.000 Kg marque TESTUT. FRANCE - Tél: 0661.20.14.13 - ORAN

■Salon de coiffure Dames vous offre le Botox pour cheveux fins et abîmés - Produit américain - Tél : 0778.22.94.60

■Ecole SID CHEIKH / Ecole agréée à Hassi Bounif - ORAN - Tél : 041.27.51.49 / 0772.83.64.51 - Coiffure Homme/Femme - Couture / Les Langues / Informatique / Assistantes maternelles

■A vendre Matériel complet de Boucherie - Veuillez contacter Mobile : 0551.10.59.83 ou 0795.01.67.19

■Enseignante longue expérience donne cours S.V.T. (Bac français) ainsi que cours de français (Primaire et Collège) - Tél : 0558.84.21.97

■Vends un Monte-charge + un Sceau en acier pour béton et Lot de bois en déchets - Tél : 0667.42.72.16

■Importante Entreprise de décoration cherche des Panneaux MDF 8 mm Bleu pour Achat - Contacter : 0550.48.66.78

■Cherche Licence (Numéro) de Taxi 31 ORAN - Contactez le : 0555.24.23.86 ou 0556.53.09.56

■Entreprise Travaux bâtiment T.C.E. (Yagoubi Med Mankor) vous propose Etude et Réalisation de tous types de Logements ou Bâtiment - Tél : 0770.52.64.62

■Aux Fabricants de Chips et aux Malades coeliaques : Nous disposons de Farine et Semoule de Maïs et Amidon à AÏN TEMOUCHENT - Tél : 0560.015.354 et 0773.49.65.15

■Professeur longue expérience donne cours de français pour adultes dans le monde du travail à Bethioua - Tél : 0699.94.94.77 - 041.53.85.71

■Je cherche un crédit de 500 U pour Projet avec un bénéfice de 50 U dans 6 mois avec garantie - Tél : 0790.48.22.62

■Professeur de français à la retraite donne des cours niveau Lycée - CEM - Tél : 0791.98.15.67

■Ecole de Formation : H.S.E. - Conducteur d'engins - Caméra de Télésurveillance - Panneaux solaires - Plomberie - Chauffage - Garderie d'enfants - Cours accélérés disponibles - Tél : 0550.42.39.36 - 0663.05.05.78

■Prof de Maths, longue expérience, donne cours de Soutien individuels - avec Remise à niveau – ORAN-Centre : 4 AM - 1 AS - 2 AS - 3 AS (Possibilité de déplacement à domicile) – Tél : 0661.21.50.51

■ SAC PLUS propose pour «ANSEJ - CNAC» Mach. «Mouchoirs, Serviette, Gobelet»-«Conditionneuse»- 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■ SAC PLUS propose pour «ANSEJ - CNAC» Mach. Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois " - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■Cause de fermeture Local : Vente grande quantité Marchandises. Parfums. Accessoires Auto. Produit Moteur + Matériel informatique à bas prix - Tél : 0770.81.59.81

■Pour toute réparation de Coffre-fort bloqué : Appelez le 0542.39.13.43

■A vendre un Lot de Garnitures de Frein Poids Lourds de marque d'origine italienne (Made in Italie) qualité supérieure, pour Camions, Man, Volvo, Fiat… etc. - Tél : 0552.55.29.81

■ORAN - J.H possédant Hilux + Citerne isotherme 1000 L : Cherche du Lait de vache pour faire la collecte - Tél : 0670.20.11.19

■SAC PLUS propose pour «ANSEJ - CNAC »Machines Transformation «Plastique, Papier, Carton» - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98.99

■Liquidation : Magasin à ORAN vente tous Articles de Sport pour changement d'activité - 0560.70.54.14

■Un Professeur de Math donne des cours de soutien individuels à domicile de l'élève pour les niveaux 1ère AS - 2ème AS - 3ème AS (toutes les branches) et 4ème AM - Tél : 0770.39.41.55

■Disponible Fil diamètre 1,2 pour Poste TIG avec Certificat Conformité, origine CE - Contact Youcef : 0541.05.17.41

■Artisan Maçon à ORAN propose ses Services. Construction. Intérieur. Extérieur et Finition (Coffrage - Dalle de Sol - Faïence - BA13…) - Tél : 0771.00.62.29

■Vends Matériels Fabrication Diouls - Katfa - Crêpes - Baghrir - Etat neuf - Marque française - Tél. 0661.20.51.37

■TLEMCEN - Sociétés - Associations & Particuliers : Pour toutes vos Publicités sur tout journal Contacter CANAL SUR Bab El Hdid - Tél/Fax : 043.26.58.21 - P. 0551.00.30.40 & 0555.05.90.10

■Vends Matériels agricoles neufs italiens: Motopompe REGERINI / LOMBARDINI RD 210. 02 Cylin. 24 CH. Ø 80 + Charrue 03 socles + Atomiseur 400 L MATAGRI + Tarière TQ3 avec Vrille D60 - Contacter : 0657.395.679

■Formation de " Commerce International et Marketing " : durée 6 mois, 5 modules - Niv. d'accès 1AS et +. l'Ecole agréée IBN KHALDOUN : 91, Rue Larbi Ben M'hidi - 0550.02.21.36/15

■Enseignant universitaire et Informaticien donne cours Maths, Physique et Chimie pour 1ère, 2ème, 3ème, 4ème Moy. et 1ère, 2ème, 3ème AS (Lycée) - 58, Rue Med Khemisti - 0559.04.03.34

■Ets YOUSFI - Installation Plomberie - Chauffage central - Maintenance & Réparation toutes marques de chaudière - Mobile : 0779.84.68.30 / 0561.47.62.26 / 041.50.18.96 / e-mail : yousfitoufik79@gmail.com

■ALFINA TRADE vend pour (ANSEJ - CNAC - ANDI) tous types de Machines industrielles - 036.511.955 - 0550.141.191 / e-mail : makakoplast@gmail.com

■Spécial Vacances d'Hiver du 21 au 27/12/2014 : Révision Gle (Tous Niv. - Toutes Matières) et Prépar. du 3ème Trim. et Examens (5ème – BEM - BAC) – Gambetta : 041.53.30.27 - Maraval : 041.25.85.55

DÉCÈS

Les familles BOUAYAD-AGHA, BENKALFAT, HADJIAT, BAGHLI, MESSALI, BEDJAOUI, KAID-SLIMANE, HADJ-EDDINE et BELKHODJA, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté père, grand-père et beau-père

HADJ Larbi BOUAYAD-AGHA

ancien Professeur puis Inspecteur Général de Mathématiques survenu le 18 Décembre 2014 en Belgique.

L'enterrement a eu lieu à TLEMCEN le 20 Décembre 2014 au cimetière Cheikh Senouci.

إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE

Voilà déjà 4 longues années que tu nous as quittés pour l'éternité notre chère grande dame Hadja ***GRINE FATIMA,*** *laissant derrière toi un immense vide que nul ne pourra combler. Elle s'est éteinte comme elle a vécu, discrètement et dans la dignité, entourée de sa famille. Elle était pleine d'amour, de tendresse, de sacrifice et de générosité envers sa famille. Il ne se passe pas un jour sans qu'on pense à toi car tu vis dans nos cœurs et nos âmes. Repose en paix très chère maman. Que Dieu, Le Tout-Puissant puisse t'accueillir en Son Vaste Paradis. Ina Lillah Oua Ina Illayhi Radjioune.*

Tes petits-enfants
Anouar et Khadidja

REMERCIEMENTS

Les familles BELKAÏOUS, TAÏR, BELHACEL, BENGOUA, BOUARFA remercient vivement toutes les personnes qui ont témoigné de leur sympathie et de leur soutien lors du décès de notre très chère regrettée mère, sœur, épouse, tante, belle-mère

BELKAÏOUS Fatma,

survenu le 08-12-2014 - Qu'ALLAH l'accueille dans Son Vaste Paradis. A ALLAH nous appartenons et à Lui nous retournons.

REMERCIEMENTS

Les familles ***BENABDELLAH - KOUDJETI,*** *Parents et Alliés,*

remercient vivement tous ceux et celles qui se sont associés à leur douleur suite au décès de leur très cher regretté père - grand-père :

El-Hadj Mohammed BENABDELLAH

décédé le 17-12-2014.

Que Dieu accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

إنا لله وإنا إليه راجعون

DÉCÈS

C'est avec une grande tristesse que nous a quittés notre chère mère, sœur et grand-mère

ARBOUZ Rachida
née HADDOU

Dcd le 21/12/2014. Les familles ARBOUZ - HADDOU - DJAFAR - DJEBBAR - SOLTANI - SAIM demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle. L'enterrement aura lieu le 24/12/2014 à 16 h (Asr).

REMERCIEMENTS

Mme DERRAR, ses enfants, son frère GUENDOUZ Ahmed remercient tous les collègues et voisins de Nedroma, de Ghazaouet et de Tlemcen sans oublier EPH et EPSP de Ghazaouet ainsi que la famille de Bejaïa, de France et du Canada suit au décès de

Mr DERRAR Hadj Ahmed

ancien Directeur du CEM de KHMIS et de NEDROMA. On t'oubliera jamais ! Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis. ALLAH YARAHMAK !

PENSÉE

A la mémoire de notre regretté mère, tante et grand-mère ***BOULOUM Rachida*** *épouse LANASRI. 15 jours se sont écoulés depuis que tu nous as quittés et notre douleur encore béante est toujours aussi vive. Tu as été la lumière, la chaleur et le réconfort dans toutes les circonstances de la vie.*

Ton fils HAMID
qui t'aimera toujours.

إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE

Une année déjà depuis que nous a quittés notre cher père, grand-père

Mr BENSAAD Abdelkader,

un grand homme plein de courage et de générosité, laissant un grand vide que nul ne pourra combler. En ce triste souvenir, sa femme, ses fils et ses filles prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix cher père

Ta petite-fille TAIBI Imène

الله يرحمك يا غالي إنا لله و إنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS

Mme DIDI née RAHALI Fatiha et ses enfants (Fouzi - Mounir - Mustapha et Nabila) tiennent à présenter leurs vifs et profonds remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont pleuré à nos côtés. La séparation de notre cher mari, père, grand-père et frère

DIDI Moulay Ali

né le 06/03/1933 à Nédroma, décédé Jeudi 18/12/2014 à l'âge de 81 ans et enterré le même jour à Oran - Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé de prier Dieu, Le Tout-Puissant, de lui accorder Sa Miséricorde et de l'accueillir dans Son Vaste Paradis. Repose en paix papa, je perpétuerai à jamais ton souvenir et je poursuivrai sur le chemin que tu nous as montré.

Ton fils Mounir

PENSÉE

Une étoile s'est éteinte et notre ciel s'est assombri. En ce jour du 27 Janvier 2014 s'en est allé. rappelé auprès de Dieu, notre papa chéri: ***MERAD Abderazzak*** *à l'âge de 86 ans. ta mort a pénétré nos cœurs d'une longue et incurable blessure. Nous t'aimons car tu étais amour, tendresse, bonheur et une étoile qui éclairait notre chemin. Je ne saurai jamais oublier ton sourire, ta douceur, ta bonté et ta générosité. Inconsolables, nous te pleurons encore en cette circonstance. Toute la famille MERAD, tes enfants et tes petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Repose en paix mon cher papa car ta place ne peut être qu'au paradis INCHA'ALLAH. ALLAH Yarahmek papa. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.*

Ton chéri fils Chawki

PENSÉE

A ma très chère et regrettée mère ***BELKAÏOUS Fatma*** *qui nous a quittés le 08-12-2014 pour l'éternité. Maman rien ne comblera le vide que tu as laissé et mon chagrin est immense. Tu es partie discrètement, entourée de tous tes proches, enfants, petits-enfants, mari, sœur, neveu et nièces. Nul n'oubliera ta bonté, ta générosité, ton humour et ta grandeur d'âme. Tu resteras vivante dans nos cœurs. Maman c'est toi la plus belle du monde. Je demande à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Qu'ALLAH Le Très Miséricordieux t'accueille dans Son Vaste Paradis. A ALLAH nous appartenons et à ALLAH nous retournons. Repose en paix ma petite maman.*

Ta fille DALILA

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES MEDECINS
CONSEIL DE L'ORDRE DES MEDECINS DE LA REGION D'ORAN
(Oran - Mostaganem - Mascara)
Adresse : 05, Rue de la Vieille Mosquée - Oran
Tél./Fax : 041.33.60.93 / 040.21.41.97 / Email : www.sor-medecins-oran.com

COMMUNIQUE

Le Conseil de l'Ordre des Médecins d'Oran porte à la connaissance du corps médical, des institutions publiques et privées, de la composition du Conseil issu des élections de renouvellement de moitié de la Section Ordinale Régionale des Médecins d'Oran tenues le 11 Décembre 2014.

COMPOSITION DU BUREAU - MANDAT 2014 - 2016

Président :	**Docteur : KHAZNADAR Mahmoud El Salah**
Vice-Président :	**Docteur : ABDESSADOK Abdelkader**
Secrétaire Général :	**Docteur : MAHIEDDIN Boumediene**
Trésorier :	**Docteur : CHAIB Slimane**
Assesseurs :	**Docteur : BOURAS Hemani**
	Docteur : MOUMEN Abou Bakr Seddik
Membre Elu au CRDM :	**Docteur : SERRADJ Abdelhamid**

Membres du Conseil :

Dr ABDELMOUMEN Mohamed El Amine	**Dr BENHAMED Mohamed Amine**	**Dr KALAIDJI Omar**
Dr AIT AISSA Mustapha	**Dr BENSAHLI Réda Mustapha**	**Dr KHOUIDMI Mohamed Abed**
Dr AZZOUZ Abdelhamid	**Dr BOUCHTARA Mohamed Sofiane**	**Dr LITIM Kheireddine**
Dr BEKADA Mohamed El Bachir	**Dr CHAFI Belkacem**	**Dr MAKRERUGRASS Benaouda**
Dr BELAID Mohamed	**Dr DRISS Choukri**	**Dr MEDJAHED Mohamed**
Dr BELGOUR Khaled	**Dr GUELLATI Ouahib Mustapha**	**Dr SAAD Yahia**
Dr BELGUECHAIRI Noureddine	**Dr HADDOUCHE Houcine**	**Dr SADKI Hafsa Ep. KARA-MOSTEFA**
Dr BELLIL Mustapha	**Dr HAMMAZ Karim**	**Dr ZIOUI Mounir**
Dr BENABADJI Ghaouti	**Dr IKKACHE Yasser**	
Dr BENGAMRA Noureddine	**Dr KADI Ahmed**	

Le Conseil de l'Ordre des Médecins d'Oran remercie l'ensemble des Médecins pour leur assiduité et leur sens de la responsabilité, qui ont contribué grandement à la réussite de cet important événement.
Le Conseil de l'Ordre des Médecins est à la disposition du Corps Médical, dans le cadre de la défense de l'honneur et de la dignité des professions médicales.
L'ensemble des Membres du Conseil Régional présentent leurs meilleurs vœux à tous les confrères et partenaires de l'Ordre à l'occasion de la nouvelle année 2015.

P/Le Conseil de l'Ordre des Médecins d'Oran
Le Président Pr M.E.S. KHAZNADAR

Complexe Touristique sis à AÏN TURCK Wilaya d'ORAN

Cherche pour son restaurant un Cuisinier ayant:
- Diplôme de cuisinier
- Etre expérimenté
- Âge plus de 25 ans
- Accepte le travail la nuit

- Possibilité d'hébergement

Pour la personne intéressée veuillez transmettre vos CV au : ***041-44-15-42***
ou nous contacter au : ***041-44-39-46***

La SARL CPG
Chargée de la promotion immobilière
est à la recherche d'une :

Société spécialisée dans le matériel de lutte contre l'incendie devant équiper un grand projet en cours de réalisation.
Cette société serait chargée :
- d'étudier sur site la meilleure solution et les meilleurs équipements à mettre en place,
- d'en faire proposition au maître de l'ouvrage,
- de procéder, après acceptation de l'offre, à la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie.

Ne pas se présenter, ne pas téléphoner. Envoyer une offre à la SARL CPG
Adresse : 27, Boulevard Froment COSTE, Bel-Air, Oran
E-mail : karim@groupe-cci.com ; Fax : 041 28 36 75
N.B. : Il ne sera répondu qu'aux offres jugées intéressantes

Importante société privée
Recrute
Des Cadres Commerciaux
et d'Administration.
Veuillez envoyer vos CV sur l'adresse email suivante :
oran_medical@outlook.fr

OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHERES - MAÎTRE FELLAHI TOUFIK
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL D'ORAN
Rue Moulay Ahmed (ex-Lamoricière) Immeuble N° 08 - Oran -
Mbl : 070/31-69-47 Tél/Fax : 041/29-30-62
AVIS ADDITIF VENTE : 30/12/2014
Au profit de l'Unité Charpente Baticic d'Oran

Lot	Désignation
13	Lot de Pièces de rechange

Conditions de Vente :
- Conditions habituelles.
- Pour tout renseignement s'adresser à notre bureau.

Le Commissaire-priseur

A louer Appart F2
bien aménagé. Toutes commodités.
Bien ensoleillé. Bien situé à 40 mètres de Djezzy centre-ville d'Oran
pour profession libérale
(Médecin - Avocat - Dentiste...)
+ Loue local en face l'Appart -
Tél : ***0555.43.38.22***

Réveillon 2015
Menu à 3.000 DA/personne.
Pour toute réservation ***contacter : 0772.03.90.56 - Adresse : 12, Rue des Falaises - Canastel - ORAN.***

AGENCE
«NIHEL VOYAGES»
31, AV. VICTOR HUGO - BASTIE - ORAN
Inscription ouverte Année 2014 / 2015
Hôtel à côté d'EL HARAM
Départ chaque semaine
ORAN - MEDINE
Tél : 07.70.78.78.09 - 041.45.68.66
07.70.67.48.39 - 041.65.67.29

Possède Pompe
à béton automotrice -
Portée 37 mètres -
Etudie toute proposition de location -
Tél : 0555 02 30 00

Société à la recherche de :
Un Responsable de Maintenance
Un Responsable de Production
Des Mécaniciens Industriels
Des Electromécaniciens Industriels

Conditions:
- De formation Bac + 3 à Bac + 5 en Mécanique - Electricité et Electromécanique ou Electrotechnique.
- Connaissance dans l'organisation de la production d'une unité industrielle.
- Capacité à manager un effectif important.
- Expériences minimum 10 ans.
- Avoir de sérieuses références.
- Résider à Oran.
- Disponibilité immédiate.

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse email suivante :
recrutonspersonneltechnique@gmail.com

A vendre F3 Akid Lotfi
72 m². Acté. 5ème et dernier étage
à Résidence Nassim El Bahr ;
bloc fermé, sécurisé avec interphone
en face un petit jardin. Parking gardé.
2 façades.
Chauffage central, chauffe-bain.
Tél - Adsl. Citerne d'eau. Double porte.
Contact : Oran - ***Tél : 05 55 41 95 49***

Rahbet Lejmal

Les commerçants ne veulent pas quitter leurs locaux

Un bras de fer commence à se dessiner entre les commerçants de la place Benhamadi, plus connue de la population sous le nom de «Rahbet Lejmal», et les autorités locales représentées par la daïra, l'APC et l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBC), le bureau d'étude affilié au secteur de la culture et qui pilote l'opération de rénovation des sites et monuments de la vieille ville.

A. Mallem

Dans cette perspective qui paraît inévitable à beaucoup de commerçants occupant les lieux, les marchands de la place, notamment ceux des fondouks Benhamadi et Bencharif, ont commencé à fourbir leurs armes tout en proclamant leur détermination à ne pas quitter les lieux. «Certains d'entre nous sont là depuis plus de 70 ans, nous ont-il fait savoir hier. Quitter nos locaux c'est nous exposer fatalement à une mort commerciale certaine et à la misère car nos familles ne vivent, au jour le jour, que des ressources tirées de ces commerces». Rencontrés hier dans leurs magasins, ils nous ont priés de dire qu'ils rejettent catégoriquement le principe d'évacuer leurs locaux. «Pour aller où ? ont-ils demandé. Les autorités ne nous proposent aucune alternative valable de nature à préserver nos droits et donner satisfaction d'un point de vue strictement commercial».

Quant aux responsables de l'UGCAA ils leur ont proposé de les assister, les conseiller et les accompagner dans les négociations avec les autorités. «Les commerçants ont le droit légitime de craindre pour leur avenir car les autorités n'ont avancé aucune alternative d'une part et n'ont exprimé aucun engagement d'assurer leur retour dans les locaux une fois les rénovations terminées. Ils sont maintenus dans un flou total. Que ce soit la daïra, la mairie ou l'OGEBC, chacun a un point de vue différent sur la façon dont doit être menée l'opération. Il n'y a que le bureau d'étude qui insiste sur l'évacuation totale des locaux avant le lancement du chantier», nous a expliqué hier M. Bouhenguel, le coordinateur du syndicat des commerçants. Il regrette que nul parmi les autorités ne s'est exprimé sur la question des délais que prendront les travaux, sur les compensations financières, etc. Il ajoute que la place est laissée à la rumeur qui fait rage parmi les commerçants. «L'une d'elles qui a été diffusée dernièrement en leur sein affirme que celui qui consentirait à quitter son local en optant pour la compensation financière recevra une indemnité mensuelle de 7 millions. Mais la majorité ne veut pas parler de compensation». En tout cas, conclut M. Bouhenguel, le débat se déroule au sein des commerçants, mais il est totalement absent avec les autorités. Il considère qu'il faut d'abord commencer par là : sensibiliser les commerçants sur la nécessité de réaliser le plan de rénovation touchant leurs locaux et demander leur compréhension, voire leur collaboration, au lieu de les laisser dans l'expectative et les pousser à des réflexes défensifs, à se renfermer sur eux-mêmes pour essayer de préserver leurs intérêts.

Les demandes d'établissement de passeports explosent

Les nouvelles dispositions fiscales édictées par la loi de finances 2015, notamment dans le domaine de la délivrance des documents de voyage, ont engendré une augmentation sans précédent des demandes d'établissement des passeports biométriques à la daïra d'El-Khroub et dont le nombre augmente de jour en jour.

Le phénomène a commencé à prendre de l'ampleur durant le dernier trimestre de l'année, notamment courant novembre et décembre. C'est ce qu'a révélé hier le secrétaire général de la daïra, M. Mahfoud Saguia. «Pour faire face à l'afflux des demandes du passeport biométrique, nous avons dû recourir à des mesures exceptionnelles pour renforcer le service concerné qui fut carrément dépassé par la demande journalière sur ce document de voyage», a expliqué ce fonctionnaire en soulignant que durant le dernier trimestre de l'année 2014, la demande journalière de passeport biométrique a pulvérisé tous les records au niveau de la daïra. D'habitude, durant les autres périodes de l'année, le service ne recevait guère plus de 80 demandes par jour, maintenant il doit faire face à 180 et plus, sans compter les cas d'urgence dont le nombre a également augmenté. Aussi, pour répondre à une demande chaque jour croissante, l'administration de la daïra a été amenée à ouvrir un second point pour la prise de photos des candidats à la délivrance de ce document de voyage et procéder au renforcement du service par des outils et matériaux supplémentaires tout en allongeant les heures de son fonctionnement.

Selon la même source, cette explosion de la demande a coïncidé avec les nouvelles dispositions de la loi de finances 2015 augmentant la valeur du timbre fiscal porté sur le passeport qui passe de 2000 à 6000 dinars. «Depuis que l'information est connue du large public, la daïra d'El-Khroub a délivré 18741 passeports biométriques», a affirmé M. Saguia. Et ce dernier de procéder à une comparaison des chiffres réalisés dans ce domaine durant les deux dernières années avec ceux du dernier trimestre de cette année qui n'a pas encore expiré.

A la même époque des mois de novembre et décembre 2012, la demande a été de l'ordre de 2042, en 2013 elle a augmenté pour atteindre la barre de 8445 demandes. Et en 2014 enfin, elle a carrément explosé en atteignant 18741. «Et ce n'est pas encore fini», a conclu ce fonctionnaire qui s'attend à un afflux encore plus grand au cours des derniers jours de l'année.

A. M.

Des véhicules par facilités pour les commerçants

A. El Abci

Une convention a été signée hier entre le bureau de Constantine de l'Union des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et un concessionnaire pour l'acquisition de tous types de véhicules utilitaires, fourgons, camionnettes etc., y compris les voitures de tourisme de trois marques, avec des facilités de payement, selon le coordinateur du bureau local, Mr Bouhanguel.

Et ce responsable de préciser que les facilités accordées au titre de la convention consistent en le règlement de 50% du prix du véhicule à l'avance, le reste du montant sera échelonné sur 24 mois. Et que l'avantage de cette opération d'achat par facilités concerne le renouvellement du parc de voitures des taxis de la Ville des Ponts en perspective de la manifestation de «Constantine, capitale de la culture arabe 2015» qui démarrera à partir du mois d'avril prochain. De même que cette offre, poursuivra-t-il, sera valable pour toutes les wilayas de l'est du pays qui doivent ainsi passer par le bureau de l'UGCAA de Constantine pour pouvoir profiter de cette formule.

Selon notre interlocuteur, il y a plus d'une centaine de dossiers de commerçants et artisans de la Ville des Ponts qui, intéressés par la formule, ont déjà déposé leurs dossiers. Car beaucoup d'entre eux, juste après avoir eu vent des discussions préalables entre l'Union et le concessionnaire, n'ont pas perdu de temps et ont déposé leurs demandes d'acquisition de voitures de tourisme pour les uns et d'utilitaires pour les autres, dira-t-il. C'est dire que cette convention était attendue par les différentes corporations composant l'organisation des commerçants et artisans du Vieux Rocher.

Rappelons dans ce sillage qu'un précédent projet de signature entre un concessionnaire et la direction nationale de l'UGCAA a failli être paraphé par les deux parties dernièrement, mais a finalement capoté pour des dispositions qui n'arrangeaient pas les commerçants. Quoi qu'il en soit, une convention a été finalement signée à Constantine avec un autre concessionnaire «et tout se déroule dans de bonnes dispositions», conclut notre interlocuteur.

Les avocats mettent fin au boycott des audiences

Abdelkrim Zerzouri

Les robes noires mettent fin, aujourd'hui, au boycott des audiences du tribunal criminel de Constantine, entamé avant-hier (mardi) à la suite d'un incident qui a émaillé le déroulement d'une audience programmée dans la matinée du 22 décembre dernier. Un incident survenu entre la défense de deux accusés qui comparaissaient, ce jour là, et le président du tribunal. La défense avait demandé un report de l'affaire dans laquelle étaient jugée ses deux mandants, qui tombaient sous le grief d' «apologie d'actes terroristes et adhésion à un groupe armé», arguant, en cela, le fait de l'absence des témoins, ainsi que l'état de santé «critique» de l'un des deux accusés, mais le magistrat opposera un 'niet' catégorique, rejetant la demande des avocats et décidant, ainsi, de la poursuite du procès.

«C'est là que les choses ont commencé à se compliquer, car les avocats ont décidé de se retirer de l'affaire, laissant seuls les deux accusés face au tribunal», nous a indiqué, hier, le président de l'ordre des avocats de la région de Constantine, maître Mostefa Lenouar. Des accusés qui se sont, eux aussi, murés dans un silence total, lors de la poursuite du procès. Car le procès se poursuivra, et les deux accusés seront condamnés, à l'issue des délibérations, à 20 ans de réclusion criminelle, sans la présence de la défense. La loi, pourtant, à travers l'article 292 du Code de procédures pénales, exige la présence d'un avocat dans les affaires pénales, même si celui-là est désigné d'office, dans le cadre de l'assistance judiciaire.

«Dans l'après-midi du 22 décembre, nous avons réuni le Conseil de l'ordre, au sujet de cet incident déplorable et décision fut prise pour boycotter les audiences du tribunal criminel, jusqu'à nouvel ordre, pour exprimer notre indignation, face à l'attitude du président du Tribunal criminel qui a porté atteinte à la loi, au droit de la défense et aux intérêts des justiciables», nous a signalé Me Mostefa Lenouar. Ce denier ajoute, dans ce contexte, qu'un terrain d'entente a été trouvé pour suspendre le boycott après des rencontres tenues par le président de l'ordre avec les responsables de la Cour de Constantine, ainsi que l'intervention du ministère de la Justice, où tout le monde a reconnu qu'il y a, effectivement un dépassement et exprimé, dans ce sens une réelle contrariété. «On nous a promis que de tels incidents ne se reproduiraient plus dans l'avenir», a ajouté maître M. Lenouar.

Un transformateur explose, un blessé

A. E. A.

Un transformateur électrique a explosé sur le site de l'entreprise de coton «COTEST», située à la cité Boumerzoug, qui a entraîné un blessé parmi les travailleurs.

Selon la cellule de communication de la protection civile, c'est vers 14 heures 13 minutes qu'un transformateur électrique, contenant de l'huile Askarel (PCB) de l'entreprise de coton «Cotest», a explosé en entraînant un incendie qui a causé des blessures à un des travailleur qui se trouvait à proximité.

Ce dernier a été secouru par l'équipe d'assistance, dépêchée par les sapeurs pompiers, et ses brûlures se sont révélées sommes toutes assez légères, n'ayant pas nécessité son transport vers une structure de santé, a-t-on affirmé.

Cependant le transformateur laissait échapper et se déverser, des quantités d'huile Askarel, qui constitue un réel danger sur la santé des riverains. A cet effet et toujours selon la même source de la protection civile, une commission composée de spécialistes de la direction de l'environnement et de la société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE), a été envoyée à la rescousse pour la détermination de l'emplacement qui sied le plus à l'opération de transfert et d'installation du dit transformateur.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

03 rabie el aouel 1436

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h12	12h34	15h07	17h28	18h52

Coupe d'Algérie

Suspense garanti à Alger, Constantine, Béjaïa et Tadjenanet

M. Zeggai

Les seizièmes de finale de la coupe d'Algérie débuteront demain avec au menu pas moins de sept rencontres qui s'annoncent palpitantes et très disputées car au bout de l'effort il y'a une qualification aux huitièmes de finale. Le stade Hamadi abritera l'affiche entre l'USMA et l'USMH, deux spécialistes de l'épreuve qui ont déjà goûté aux joies du sacre.

L'indécision planera lors de ces retrouvailles entre des Harrachis, déterminés à poursuivre l'aventure, et les gars de Soustara qui tenteront à l'occasion de se réconcilier avec leurs fans après la douche écossaise de vendredi dernier face à l'ASMO en championnat , laissant ainsi seul aux commandes leur hôte du jour . Le deuxième choc aura pour théâtre le stade Hamlaoui de Constantine où le CSC sera à l'épreuve de l'USMBA. Malgré l'avantage du terrain, le Chabab mettra les bouchées doubles pour arracher son billet pour les huitièmes de finale. Ce même objectif est recherché par son adversaire du jour qui ne se déplacera pas pour faire du tourisme. Une chose est sûre, la formation de Rachid Belhout est plus que jamais déterminée à offrir la qualification à ses milliers d'inconditionnels et se racheter ainsi de sa défaite face à l'ESS en championnat . À Bejaia, la JSMB a une belle carte à jouer avec la réception de l'ASO Chlef, en très mauvaise posture en championnat , donc bien loin de son niveau des saisons des années précédentes. Épingler à son tableau de chasse les Chélifiens , tel est le leitmotiv des Bejaouis, demain , mais ce ne sera pas tâche aisée face à une formation de l'élite qui a un prestige à défendre.

A Oran, l'ASMO ne devrait pas éprouver de difficultés pour faire respecter la hiérarchie face à l'USMS, mais attention aux caprices de « Dame coupe » d'autant que les Sétifiens qui jouent les premiers rôles en championnat inter-régions Centre Est, n'ont rien à perdre mais tout à gagner.

Pour sa part, le CR Belouizdad, doit se tenir sur ses gardes à Tadjenanet face au DRBT qui compte jouer ses chances à fond pour éliminer le Chabab . Une chose est sûre : le DRBT ne va pas bénéficier de l'effet surprise face à un team du CRB, métamorphosé depuis l'arrivée du coach Alain Michel. A Saida, l'opposition entre le MCS et le CRBAF, soit entre deux équipes qui ont fait de l'accession parmi l'élite leur objectif majeur, vaudra le déplacement.

En somme, le suspense sera de mise entre le Mouloudia qui vient de se séparer de l'entraîneur Mehdaoui et le Chabab qui semble avoir retrouvé une certaine sérénité. A Guelma, le stade Demene Debbih renouera avec l'ambiance des grands jours avec la belle empoignade ESG-USC qui suscite un engouement populaire sans précédent. Les protégés du coach Bezzaz devront se surpasser s'ils veulent être présents aux huitièmes de finale, car les Guelmis évolueront sans complexe. Enfin, sauf grande surprise, le cendrillon de l'épreuve, l'US Boukhadra, risque de voir son aventure prendre fin à Kolea face à l'ESMK.

Vendredi à 14 h 30

Tadjenanet :	DRBT-CRB
Kolea :	ESMK-US Boukhadra
Saida:	MCS-CRBAF
Guelma:	ESG-USC
Alger (16h00):	USMA-USMH
Constantine (16h00):	CSC-USMBA
Bejaia (16h00) :	JSMB-ASO
Oran (16h00) :	ASMO-USMS

LFP - Un match à huis clos pour le RC Arba et l'O Médéa

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), a infligé un match, à huis clos au RC Arba et l'O.Médéa, pour le mauvais comportement de leurs supporters, au cours de la 14ème journée des Ligues 1 et 2, disputée le week-end dernier, respectivement face au CR Belouizdad et l'USM Blida. En plus de devoir disputer leur prochain match, à domicile, sans public, le RCA et l'OM devront s'acquitter, respectivement d'une amende de 200.000 DA et 100.000 DA, a encore annoncé la LFP.

« La sanction infligée au RCA a été prononcée suite aux fâcheux incidents ayant émaillé le match de la 14ème journée contre le CRB. Pour ce qui est de l'OM, la sanction était relative au jet de fumigènes et différents projectiles, ainsi que le mauvais comportement de ses supporters face à l'USMB », a argué la LFP.

Le RCA et l'OM, appelés à disputer leurs deux prochains matchs en déplacement, pour le compte des 32èmes de finale de la Coupe d'Algérie, puis la 15ème journée de leurs championnats respectifs, devront attendre le début de la phase retour, pour purger cette suspension de terrain. Le RC Arba s'était imposé (2-0) face du CR Belouizdad, au cours de la 14ème journée de Ligue 1 «Mobilis». De son côté, l'O Médéa s'était incliné à domicile (2-1), face à l'USM Blida, permettant par la même occasion, aux Blidéens de prendre seuls la tête du classement de la Ligue 2.

Par ailleurs, la Commission de discipline de la LFP a infligé quatre matchs de suspension au joueur de la JSM Béjaïa, Abdelhamid Dif, dont deux fermes, suite à son expulsion au cours de la 14ème journée de Ligue 2 face au RC Relizane. Dif a écopé, également, d'une amende de 40.000 DA et le carton jaune dont il avait écopé avant l'expulsion a été comptabilisé comme un simple avertissement », a encore précisé la LFP concernant ce joueur.

Division nationale amateur - Est

La JSM Skikda et l'US Biskra à l'aise

La treizième journée du championnat dans ce groupe sera amputée de deux rencontres, MOC-WARD et HBCL-ESG, renvoyées au 30 décembre en raison de la participation du MO Constantine et de l'ES Guelma aux 16 e de finale de la coupe d'Algérie. Dans le haut du tableau, le nouveau leader, la JSMS aura l'occasion de conforter son fauteuil et ce, à trois étapes de la fin de la phase aller. La formation de Skikda reçoit à l'occasion l'Entente Collo dans un match déséquilibré, dans la mesure où les visiteurs occupent une peu reluisante 13e place. Toutefois, la JSMS doit se tenir sur ses gardes, car en cas de mauvaise surprise, elle pourrait se faire doubler par l'US Biskra, à l'affût et qui donnera la réplique à domicile au NC Magra . De son côté, l'USM Aïn Beïda, qui suit de près la course, se rendra à Annaba dans le but de contrecarrer les desseins de l'USMA . Pour sa part, le premier potentiel reléguable, le MSP Batna s'efforcera de venir à bout de Hamra Annaba pour espérer quitter la zone des turbulences, alors que l'AS Aïn M'lila disputera un match à six points face à un autre mal-classé, le CR Village Moussa. Enfin et à huis clos, le NRB Touggourt vise les trois points en accueillant l'USM Khenchela dans un match qui s'annonce équilibré sur le papier.

M. Benboua

Vendredi à 15h00

Aïn M'lila :	ASAM - CRVM
Skikda :	JSMS - E.C
Batna :	MSPB - Hamra
Touggourt :	NRBT - USMK
Annaba :	USMAn - USMAB
Biskra :	USB - NCM

Volley-ball- Nationale 1 A

Mission difficile pour les mal-lotis

Les formations du haut du tableau évolueront ce vendredi pour la seconde fois consécutive hors de leurs bases à l'occasion de cette dixième journée du championnat de l'élite où le MB Béjaïa en déplacement à Chlef est tenu par l'obligation du résultat face à l'ASO local, en mal de points, pour se maintenir sur le podium, car demeurant sous la menace du GSP. Toutefois, les pétroliers à l'affût effectueront un périlleux déplacement à El Milia où l'OMK l'attend de pied ferme. Ce dernier pour sa seconde sortie consécutive à domicile tentera d'épingler à son tableau le GSP qui joue gros à l'occasion. Pour sa part, le leader, même hors de ses bases, à El Kseur , évoluera sur du velours face à l'OEK qui n'est pas de taille pour contrecarrer les desseins du NRBBA. De son côté , le dauphin , l'Etoile Sétifienne, en déplacement à Tlemcen doit se tenir sur ses gardes face au WAT, lequel en mauvaise posture, jouera ses chances à fond dans le but de ne pas sombrer . Enfin , à Aïn Azel , l'EFAA doit se surpasser pour sortir victorieux de son duel face à l'ASV Blida qui ne l'entendra certainement pas de cette oreille.

Ali Sadji

Vendredi à 16h00

El-Kseur :	OEK	-	NRBBA
Tlemcen :	WAT	-	ESS
Chlef :	POC	-	MBB
El-Milia :	OMK	-	GSP
Aïn Azel :	EFAA	-	ASVB

Ghana

Les «Black stars» prépareront la CAN 2015 en Espagne

Le Ghana, un des adversaires de l'Algérie en Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015 de football va se préparer, finalement, en Espagne au lieu d'Abou Dhabi (Emirats arabes unis), a rapporté la presse locale.

Les 'Black stars' entameront leur préparation par un court stage à Accra, à partir du 29 décembre, avant de s'envoler pour l'Espagne. La décision d'opter pour l'Espagne, au lieu des Emirats arabes unis, a été prise par le nouveau sélectionneur Avram Grant. Cependant, ce choix s'est avéré un casse-tête pour la Fédération ghanéenne de football (GFA), en raison de la difficulté d'obtenir des visas pour la délégation. Le ministère des Sports est intervenu, à travers les services de protocole du ministère des Affaires étrangères pour accélérer la procédure d'obtention des visas, à partir de mardi. D'autre part, la Fédération ghanéenne est toujours dans l'attente du retour du sélectionneur des 'Black stars' à Accra pour arrêter le programme de préparation et surtout les matchs amicaux à disputer, en vue de la CAN-2015, prévue en Guinée équatoriale, du 17 janvier au 8 février. La Côté d'Ivoire et la Tunisie sont pressenties pour donner la réplique aux coéquipiers d'André Ayew. Au premier tour de la CAN-2015, le Ghana a hérité du groupe C avec l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Sénégal. Les 'Black stars' entameront le tournoi contre le Sénégal le 19 janvier, à Mongomo avant d'affronter l'Algérie le 23 à Mongomo, également, et l'Afrique du Sud, le 27 janvier à Malabo.

Sanctions contre le Maroc

Le bureau exécutif de la CAF tranchera prochainement

La Confédération africaine de football (CAF) va soumettre, à son bureau exécutif, le dossier du Maroc pour prendre les sanctions qui s'imposent contre lui, suite à son refus d'organiser la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015, aux dates fixées par l'instance africaine. « Suite à des discussions approfondies entre les deux parties, la CAF a décidé de soumettre le dossier du Maroc à son bureau exécutif, qui se réunira prochainement », a indiqué la Fédération royale marocaine de football (FRMF) sur son site officiel. Issa Hayatou, président de la Confédération africaine de football, et Faouzi Lekjaa, celui de la FRMF, se sont réunis, lundi, au Caire. Ils ont évoqué les sanctions à l'encontre du Maroc, qui a été déchu de l'organisation de la CAN-2015 après en avoir demandé le report. La Confédération africaine a déjà suspendu l'équipe nationale marocaine pour la phase finale de la CAN-2015 qu'elle devait accueillir. Le Maroc a été dessaisi de l'organisation du tournoi, le 8 novembre dernier, suite à ses deux demandes de report formulées par « peur du virus Ebola » qui sévit en Afrique de l'Ouest. Des demandes rejetées par la CAF, qui s'est ensuite tournée vers la Guinée équatoriale qui accueillera le tournoi du 17 janvier au 8 février prochains. Issa Hayatou avait évoqué des sanctions exemplaires envers le Maroc, citant l'exemple du Nigeria qui avait été suspendu quatre ans, en 1996. Les autorités marocaines espèrent éviter le même destin. Dans l'attente de la décision du Bureau exécutif de la CAF, les équipes marocaines ont été intégrées au tirage au sort des coupes d'Afrique de clubs (Ligue des champions, Coupe de la Confédération), effectué, lundi, au Caire, malgré un risque de suspension.

Allemagne

Le Bayern survole la Bundesliga

Avec un record de onze points d'avance à la trêve, le Bayern Munich assomme tellement la concurrence en championnat d'Allemagne que certains cherchent le moyen de relancer une compétition menacée par l'ennui. L'équipe entraînée par Pep Guardiola survole la Bundesliga et semble capable de devenir la première équipe à la remporter sans la moindre défaite, pour un troisième titre consécutif. Face à Mayence , le Bayern a collectionné de nouveaux records. Au terme de cette première partie de la saison, il n'a encaissé que quatre buts, le plus faible total de l'histoire de la Bundesliga à ce stade de la compétition. Et il totalise 45 points, six de moins seulement que le meilleur total possible (51), un autre record. Aucun de ses poursuivants, Wolfsburg (2e à 11 points), le Bayer Leverkusen (3e à 17 points), le Borussia Mönchengladbach ou Schalke (4e et 5e à 18 points tous deux), ne semble en mesure de rattraper le retard. Et le dauphin de l'an passé, Dortmund, vit un début de saison catastrophique qui lui vaut une avant-dernière place. Face à la menace d'un championnat sans intérêt, l'ex-sélectionneur de l'équipe d'Allemagne, Berti Vogts, a jeté un pavé dans la mare en suggérant que le Bayern reçoive moins d'argent des droits TV. A l'heure actuelle, Sky paie 628 millions d'euros pour diffuser les matches de Bundesliga et l'argent est réparti entre les clubs, le vainqueur du championnat remportant un plus fort pourcentage. «Il faut en arriver à subventionner les clubs plus petits, par une redistribution de l'argent de la télévision, par exemple», a-t-il dit. Une idée qui a énervé l'ancien milieu de terrain international du Bayern, Paul Breitner: «Nous (le Bayern) ne pouvons rien à l'incapacité des autres clubs. Et si nous devons nous saigner pour que l'argent soit redistribué, c'est n'importe quoi». Le Bayern est l'un des clubs les plus riches du monde. Il a enregistré un nouveau chiffre d'affaires record de 528,7 millions d'euros lors de la saison 2013-2014 et est parvenu à rembourser la totalité des 346 millions d'euros de son stade Allianz Arena, près de seize ans avant l'échéance prévue.

Engranger des points face au Bayern semble plus un espoir qu'un objectif pour les autres équipes. «Le Bayern joue dans un autre championnat», a déclaré l'entraîneur d'Augsbourg, Markus Weinzierl dont l'équipe a été liquidée 4-0 à domicile par les Bavarois. Après avoir vu son équipe corrigée sur le même score à Munich, le coach d'Hoffenheim, Markus Gisdol, partageait ce constat: «Un jour ou l'autre, le Bayern perdra à domicile mais si tu perds par 4, 5 ou 6 buts à 0 chez eux, c'est normal». Champion en 2011 et 2012 puis dauphin du Bayern les deux dernières saisons, Dortmund regarde cette année le leader de très loin. Mais dès le printemps 2013, son entraîneur, Jürgen Klopp, qui a vu deux de ses plus grandes stars, le milieu international allemand Mario Götze et l'attaquant international polonais Robert Lewandowski, filer au Bayern, avait prédit la situation actuelle. «C'est gentil de nous mettre dans le même bateau que le Bayern», disait-il alors que son équipe était deuxième derrière le géant bavarois... avec 20 points de retard, et retrouvait le Bayern en finale de la Ligue des champions après que les deux clubs allemands eurent battu deux monuments du football espagnol, le Barça et le Real Madrid. Interrogé sur une comparaison avec le championnat espagnol, il avait répondu: «au début de la saison prochaine, nous allons voir que la comparaison avec l'Espagne n'est pas la bonne, c'est avec l'Écosse qu'il faut comparer». En Allemagne, même l'actuel leader du classement des buteurs, Alexander Meier de l'Eintracht Francfort, ne croit pas en ses chances en fin de saison. «Je ne regarde pas le classement», disait-il récemment. «Honnêtement, je pense que le trophée ira à un joueur du Bayern».

Chelsea

L'agent de Petr Cech fait le point

Être un gardien de classe mondiale, mais ne pas fouler les pelouses régulièrement est une situation plutôt rare, malheureusement vécue par Petr Cech depuis l'arrivée de Thibaut Courtois l'été dernier. À l'approche du mercato hivernal, de nombreux clubs ont manifesté un certain intérêt pour le portier tchèque, notamment en Angleterre. Mais son propre agent, Viktor Kolár, a souhaité coupé court à ces rumeurs, jugeant son joueur intransférable pour le moment. « Il est peu probable que Petr quitte Chelsea en janvier. Le club et l'entraîneur veulent le garder pour aider l'équipe à remporter le titre cette saison. Je pense qu'Arsenal aurait fait une offre qu'il aurait examinée avec attention. Nous avons été en contact avec le Real Madrid, mais ils n'ont pas besoin d'un gardien en ce moment. Liverpool a besoin de se renforcer à ce poste, et ils savent que Petr sera disponible l'été prochain. Nous en rediscuterons en mars », a-t-il confié dans une interview accordée au journal tchèque iSport. Débarqué il y a une décennie à Stamford Bridge, le portier au casque noir pourrait donc vivre ses derniers mois chez les Blues, avant de faire, sans doute, le bonheur d'un cinquième club professionnel à 33 ans.

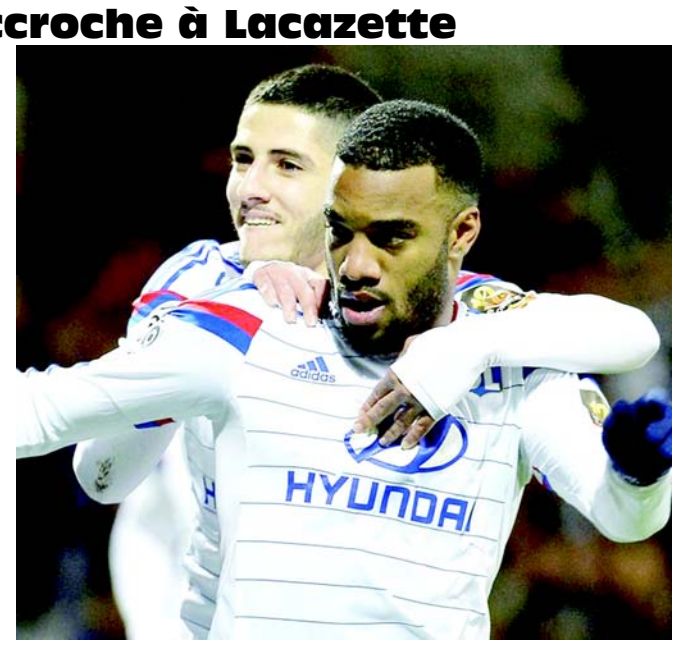
Lyon

Aulas s'accroche à Lacazette

La très bonne première moitié de saison lyonnaise peut être en partie expliquée par la forme du meilleur buteur de Ligue 1 (et second d'Europe), Alexandre Lacazette.

Auteur de 17 buts en championnat, soit près de la moitié du total de l'OL, l'attaquant français est clairement l'atout à ne pas perdre lors des prochaines fenêtres de mercato. Interrogé sur le souhait de garder son joueur, Jean-Michel Aulas s'est montré des plus directs. « C'est plus qu'une envie : c'est une décision, a-t-il confié à L'Équipe. Il nous est arrivé, par obligation, de dire non en espérant une grosse offre, mais là, c'est non, et c'est une question de stratégie.

Nous ne vendrons pas. On vient d'investir plus de 400 millions dans le nouveau stade, donc vendre nos meilleurs joueurs, qui nous permettraient de jouer la Ligue des champions dans ce nouveau stade, serait la négation de la stratégie. » À 23 ans, l'international français attire déjà quelques regards de grosses écuries européennes. Mais avant ça, il faudra la permission de Jean-Mimi. Et ce n'est pas gagné d'avance.



FIFA - Barça

Le TAS demande des explications

Saisi par le FC Barcelone pour son litige avec la FIFA, le Tribunal arbitral du sport (TAS) a demandé plus de documents au club *blaugrana* ainsi qu'à la Real Federacion Española de Futbol (RFEF). Dans les faits, le TAS veut plus de détails concernant les contrats des joueurs étrangers mineurs recrutés par le Barça. Des documents que peut également fournir la Fédération espagnole. Cette demande intervient alors qu'il ne reste plus que sept jours au dit tribunal pour se prononcer quant à l'interdiction émise par l'organisme international de recruter pour les deux prochains mercatos . Si l'avis rendu par le TAS est négatif, le Barça ne pourra pas investir jusqu'en janvier 2016. Et donc se coltiner Douglas au poste d'arrière droit. Bonjour tristesse.

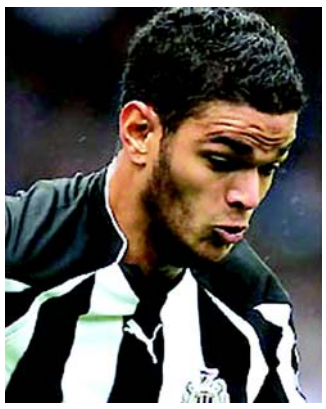
Real Madrid

Khedira se voit bien prolonger

Alors que son contrat se termine en juin prochain, Sami Khedira a assuré dans les colonnes du quotidien allemand Stuttgarter Nachrichten qu'il serait «heureux de trouver une solution» quant à son contrat. Des déclarations en forme de retournement de situation qui vont à l'encontre des rumeurs qui l'envoient vers le Bayern Munich ou encore Arsenal. Toujours dans cette même interview, l'international allemand affirme être «de retour et à un bon niveau physique» : «J'ai vraiment confiance dans le fait que je vais rapidement avoir des possibilités de jouer. De toute façon, j'adore la concurrence.» Concurrence toujours, il y va également de son compliment envers son compatriote du milieu de terrain merengue, Toni Kroos : «Il joue d'une manière extraordinaire. En quelques mois, il est déjà une pièce maîtresse de notre jeu.» Depuis le début de saison, Khedira n'a joué que huit petits bouts de match avec le Real Madrid. Il va falloir ramer.

Nice

Ben Arfa, un sacré cadeau de Noël



Hatem Ben Arfa est comme un pull offert à Noël : les motifs sont sympas, mais la taille déconne. Pourtant, un club de Ligue 1 est prêt à porter son petit Hatem tout rêche. Après sa rupture de contrat avec Hull City, le milieu français serait sur le point de s'engager avec l'OGCN, selon les informations de *Nice-Matin*. Le quotidien varois indique en effet que Ben Arfa serait charmé par le projet du club, ainsi que par le discours de Claude Puel, rencontré ce mardi. Un sacré cadeau de Noël pour Nice.

Paris SG

Blanc veut De Bruyne, mais les obstacles subsistent

Laurent Blanc, l'entraîneur parisien, a en tête un énième milieu de terrain : Kevin De Bruyne. Mais la venue au PSG du Belge s'annonce compliquée. Laurent Blanc veut un milieu de terrain offensif apte à évoluer sur les côtés. Si possible dès cet hiver. Et le coach parisien a plein d'idées pour renforcer son effectif. Alors qu'il apprécie particulièrement Christian Eriksen - difficile à déloger de Tottenham -, ou Paul-Georges Ntep, le «Président» aurait aussi dans sa short-list Kevin De Bruyne affirme L'Equipe de mercredi matin. Le milieu, capable d'évoluer sur les côtés, pourrait permettre à Paris de se renforcer devant alors que le club jouera sur plusieurs tableaux à la reprise. Mais le problème pour Blanc n'est pas dans le choix du joueur, plutôt de surmonter tous les obstacles qui se dressent devant lui. Il y en a au moins trois.

Allemagne

Heynckes conseille le Real à Marco Reus

Officiellement à la retraite depuis 2013, le prédécesseur de Pep Guardiola au Bayern Munich, Jupp Heynckes, n'en reste pas moins l'un des regards les plus affutés sur son ancienne équipe. Alors que Marco Reus, toujours blessé, alimente régulièrement les rubriques transferts, l'entraineur qui a emmené les Bavarois sur le toit de l'Europe en 2013 y est allé de son conseil personnel à l'intention de l'attaquant allemand. «Je lui recommande d'aller à Madrid.

Le Bayern a déjà quatre ou cinq joueurs de classe mondiale devant, a-t-il analysé pour Sky Sports. Où jouerait-il ? Si sa clause libératoire est réellement de 25 millions d'euros, alors toutes les équipes devraient essayer de l'avoir.»Et ce n'est pas la position actuelle du Borussia Dortmund qui le persuadera de rester dans la Ruhr.

06.30 Sabah el kheir
07.00 Journal télévisé
07.15 Reprise sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Dessin animé
10.25 Fariq el kounghou
10.50 Hitan wa diaab
11.30 Chahid wa chawahid
12.30 El moustahlik
13.00 Journal télévisé
13.30 Yaoumiat moudarisse
15.00 Mahla di aâchia
16.00 Nabatat li zina
16.30 Dessin animé
16.50 Indie a tout prix
17.10 Zahrat el nardjasse
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Taqdar tarbah
19.20 Familitena
20.00 Journal télévisé
21.00 Rana hana
22.30 Les divins secrets - *Film*

20.45 Océans

Filer à 10 nœuds au cœur d'un banc de thons en chasse, accompagner les dauphins dans leurs folles cavalcades, nager avec le grand requin blanc, les baleines, les morses. Telle est l'expérience que Jacques Perrin et Jacques Cluzaud proposent. Pendant quatre ans, ils ont parcouru le globe avec une caméra numérique HD pour filmer plus de quatre-vingt dix espèces marines, dont certaines, comme le labre, la limule ou le dugong, n'ont été que rarement observées.

JEUDI

20.55 Le monde de Narnia, chapitre 3 : l'odyssée du Passeur d'aurore

Avec Georgie Henley, Ben Barnes, Shandar Keynes, Will Poulter
Les jeunes Lucy et Edmund Pevensie vivent en Angleterre, chez leur agaçant cousin Eustache. Happés avec ce dernier par un mystérieux tableau, ils se retrouvent dans le monde de Narnia, en pleine mer. Le prince Caspian, qu'ils ont connu jadis, vient à leur secours. Devenu roi, il est à la recherche de sept seigneurs disparus.

20.50 Nanny McPhee

Avec Emma Thompson, Colin Firth, Angela Lansbury, Kelly Macdonald
Cedric Brown n'a pas surmonté la mort de son épouse, d'autant qu'il doit désormais élever seul ses sept enfants. La situation se complique quand sa tante Adelaïde menace de lui couper les vivres. Il embauche donc Nanny McPhee, une nourrice pas comme les autres, que ses enfants accueillent avec défiance.

20.45 Les copains d'abord font du ski

Présenté par Arnaud Ducret
Après New York et La Rochelle, ce troisième numéro se déroule à Tignes, en Savoie. Avant de se produire sur scène au cœur de la station pour un concert unique, une vingtaine d'artistes vont vivre ensemble, durant quelques jours de vacances, toutes sortes de situations liées aux sports d'hiver. L'occasion pour eux de partager en chansons de belles émotions au cours d'une soirée de fête de fin d'année.

23.05 Florent Pagny, le grand show... vu des coulisses

Présenté par Virginie Guilhaume
Le 24 mai dernier, un grand show télévisé a été consacré au chanteur pour célébrer ses vingt-cinq ans de carrière. Virginie Guilhaume propose de revoir les meilleurs moments de l'émission et invite les téléspectateurs à découvrir Florent Pagny et ses invités sous un jour inédit. Ainsi, Garou, Kad Merad, Calogero, Yannick Noah, Pascal Obispo, Patrick Fiori, Carmen Maria Vega ou encore Michel Drucker ont accepté d'être filmés en coulisses et de dévoiler les secrets de ce spectacle.

20.55 Ray Donovan

Saison 2 - Episode 11 - Le Rodef
Avec Liev Schreiber, Jon Voight, Eddie Marsan, Pooch Hall
Craignant de se faire arrêter, Ray prend des dispositions pour mettre sa famille à l'abri. Cookie Brown se rend aux obsèques de Marvy et R-Kon et fait des déclarations à la presse sur cette tragédie. Abby trouve de la drogue dans la chambre de Conor. Frank avoue à Kate que Sully a assassiné son amie, Catherine. Cochran demande à Ezra d'intervenir en sa faveur auprès de Ray.

22.35 Shameless

Saison 4 - Episode 3 - Tel père, telle fille
Avec William H Macy, Allen White, Emmy Rossum, Ethan Cutkosky
Carl se rend chez Veronica pour qu'elle lui donne des médicaments pour son père. Puis il vole un chien en espérant le rendre à son propriétaire en échange d'une rançon. Mike invite Fiona à dîner chez ses parents pour la leur présenter officiellement. La soirée se complique lorsque débarque Robbie, le grand frère.

09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Sihr el mordjane
11.00 La semaine Eco
12.00 Journal en français
12.20 Le journal de l'Afrique
12.35 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association El Matribia «Blida»
14.15 Réflexions
15.05 En haut de l'affiche
16.00 USMA/USMH en différé
18.00 Journal en amazigh
18.25 Sihr el mordjane
Feuilleton algérien
19.00 Journal en français
19.25 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Familetna
21.15 Séquences d'archives
23.25 CSC/USMBA en différé

20.45 38e Festival international du cirque de Monte-Carlo

Cette soirée de gala du prestigieux festival de cirque, présidé par S.A.S. la princesse Stéphanie de Monaco, propose des numéros exceptionnels. A l'issue du spectacle, des clowns d'or, d'argent et de bronze sont remis aux meilleurs artistes. Entre autres numéros : un main à main du tandem ukrainien Kvas avec un très rare équilibre de tête sur tête, le cheval comédien de l'Allemande Rossi Hochegger, les jongleurs français Mike et Karen, la troupe acrobatique chinoise de Suining avec un tandem d'équilibristes étonnants....

VENDREDI

20.55 Nos chers voisins

Avec Brahim Asloum, Philippe Bas, Ingrid Chauvin, Elodie Frégé
C'est Noël dans l'immeuble des voisins ! Après avoir menti, triché, comploté et échangé des ragots tout au long de l'année, les habitants s'apprêtent à réveillonner ensemble. Avant le passage du père Noël, ils accueillent des invités : Brahim Asloum, Philippe Bas, Ingrid Chauvin, Michel Cordes, Raphaël Ferret, Élodie Frégé, Joyce Jonathan, Adriana Karembeu...

20.50 Elementary

Saison 2 - Episode 6 - Partenaires particuliers
Avec Jonny Lee Miller, Lucy Liu, Aidan Quinn, Jon Michael Hill
Holmes et Watson sont toujours sans affaire. Watson accepte alors une enquête simple sur un braquage de vendeurs de falafels. Mais un soir, la femme du capitaine Tommy Gregson est agressée à son domicile et tire sur son assaillant qu'elle blesse avant qu'il s'enfuit. Sherlock et Joan prennent immédiatement l'affaire en main. Ils découvrent bientôt que Gregson reçoit depuis quelque temps des e-mails menaçants.

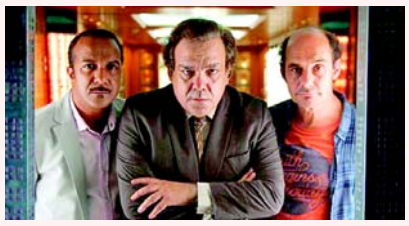
20.45 Que le meilleur gagne

Présenté par Nagui, Miguel Derennes
L'animateur accueille pas moins de deux cents personnalités qui jouent au profit de la Ligue contre le cancer. Ainsi Yves Camdeborde, Frédérick Bousquet, Arnaud Tsamere, Delphine Wespiser, Daniel Guichard, Véronique Genest, Gérard Holtz, Karine Ferri, Sylvie Tellier, Didier Gustin, Bruno Guillon, Gérald Dahan, Yoann Fréget, Jeane Manson, Nelson Monfort, Gilbert Montagné, Laurent Luyat...

20.50 Les rebelles de la forêt 3

Rien ne saurait empêcher Boog d'effectuer son habituel voyage de printemps. Avec son ami Elliot, il se réjouit de partir à la rencontre de nouveaux amis. Les beaux jours arrivent et tout est prêt pour que le périple annuel se déroule dans les meilleures conditions. Lorsqu'Elliot lui fait faux bond, Boog ne cache pas sa déception. Le gros ours se décide néanmoins à prendre la route en solitaire.

20.55 Les 3 frères, le retour

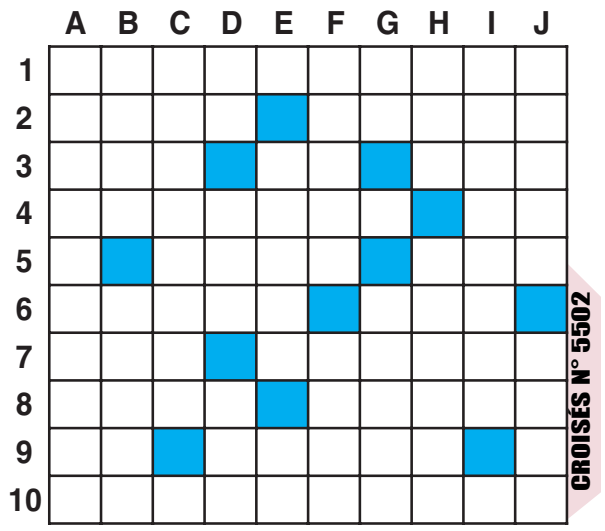


Avec Didier Bourdon, Fatima Adoum, Bernard Campan, Pascal Légitimus
Alors qu'ils ne sont pas vus depuis des années et ne se supportent plus, les frères Latour apprennent qu'ils héritent des dettes de leur mère. Or chacun vit des moments difficiles et aucun ne veut payer pour les autres. Bernard n'arrive pas à percer comme comédien. Didier se fait passer pour un professeur de philosophie alors qu'il vend des jouets.

00.05 Les stagiaires

Avec Rose Byrne, Vince Vaughn, Owen Wilson, Aasif Mandvi
Billy et Nick viennent de perdre leur emploi de commerciaux, car leur société a déposé le bilan. A 40 ans, c'est le choc et la déception pour les deux amis. Mais ils réussissent à être acceptés comme stagiaires chez Google, à San Francisco, en se faisant passer pour des étudiants. A la fin du stage, les meilleurs seront embauchés. Billy et Nick découvrent un univers complètement nouveau, où la moyenne d'âge n'excède pas 25 ans.

Jeux proposés par Chérifa Benghani



Horizontalement:

1. Portant agrément.
2. Combustible liquide. Manque de vie.
3. C'est un danger de jouer avec lui ! De prime abord. Trompe.
4. Impairs. Sigle d'arme.
5. Gardé à vue. Partie au ciel.
6. Atteintes. C'est le coup de fusil !
7. Cours. Egalisés.
8. Sandwich à Hawaii. S'adonne aux jeux et ris avec des garcettes !
9. Points opposés. Coucou.
10. Resserrements.

Verticalement:

A. Affectations.
B. Taper en un sens. Rat des champs.
C. Caponne.
D. Au réel. Entreprise. Capucin.
E. Prélèva. Pièce en vrac.
F. Elle est prise à témoin. Crie sous bois
G. Des portugaises à ne pas croire ! A-pic.
H. Trouble compulsif. Salle de chemin de fer.
I. Subits.
J. Résolu. Se gagnent à la force des poignets.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°5501

I	L	L	E	G	I	T	I	M	E
M	A	I	N	■	N	A	N	A	R
M	■	C	A	C	H	E	T	T	E
O	C	I	■	A	U	■	E	E	■
D	I	T	O	■	M	A	R	E	S
E	V	A	■	B	A	I	L	■	A
R	E	T	S	■	T	R	O	L	L
E	T	I	R	A	I	■	Q	U	E
E	T	O	■	R	O	Q	U	E	T
S	E	N	T	E	N	C	E	■	E

FLECHES N°5501

H	E	R	O	I	N	E	■	P	
A	V	A	N	T	■	U	S	A	
B	E	C	■	S	P	■	A	U	
I	■	C	A	■	R	O	I	S	
T	R	O	M	P	E	T	T	E	
S	■	M	I	■	V	E	■	S	
■	E	M	■	B	U	E	S	■	
E	T	O	I	L	E	■	P	M	
C	A	D	■	E	■	F	O	U	
R	■	E	N	S	U	I	T	E	
I	S	S	U	S	■	E	S	T	
T	A	■	L	E	U	R	■	S	

FOUILLIS N° 5501 SUPPRIMER (Sue - Prix - Met)

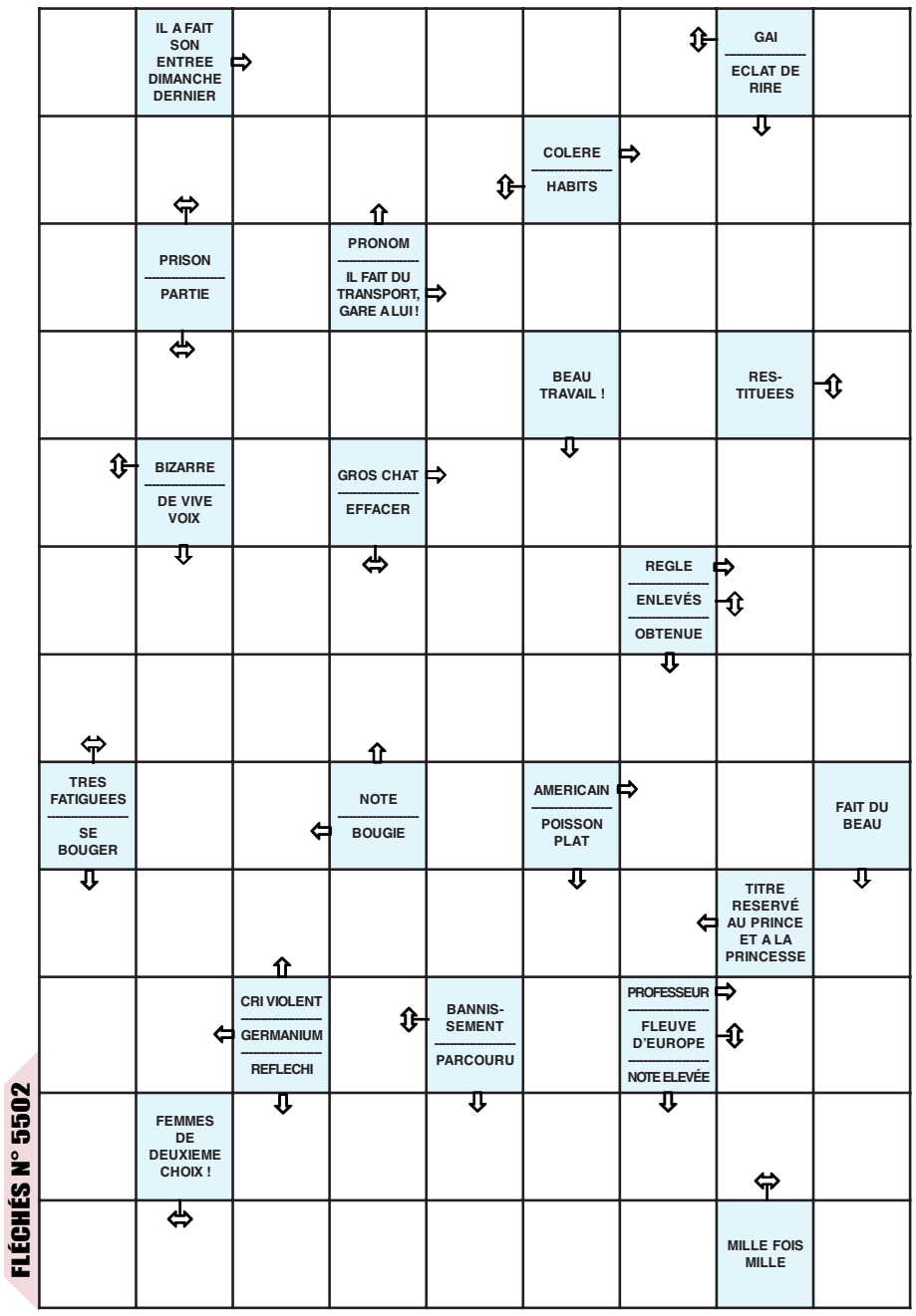
CODÉS N° 5501

1 N	2 A	3 C	4 M	5 P	6 U	7 S	8 O	9 D	10 I	11 T	12 R	13 E
14 G	15 B	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1 T	2 A	3 G	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

5	12	8	9	10	9	3	5	8	■
7	2	4	4	2	1	8	11	4	6
16	4	5	■	12	2	7	■	3	5
9	12	8	6	■	4	8	13	9	6
7	8	■	■	13	5	4	2	1	8
12	4	8	6	6	8	8	■	6	■
5	■	■	15	5	6	8	6	■	17
1	2	4	8	■	■	6	11	4	8
5	■	2	10	10	2	■	6	8	10
9	■	6	1	8	4	8	■	3	9
7	11	8	8	■	16	■	10	2	12
7	9	11	6	■	2	15	5	10	5
8	■	4	■	1	12	■	17	■	14
10	8	■	16	4	8	7	8	2	11
6	8	4	15	5	■	9	4	3	8

CODÉS N° 5502



FLÉCHÉS N° 5502

ACIER – ANIS – APPEL - ASSERTION – ASSOCIATION – AUTREMENT – BEBE – BOUGIE - COURAGE – DELAI – DISTINGUER – ECLAIRER – FORET – FORTEMENT – GENIE – IRRITER – JAMAIS – LISTE – MERCREDI – METIS – NAITRE – OREILLE – ORME – OURS – OUTRAGE – PANORAMA - POULE – PUREMENT – REGAL – RELANCE – REPARATION – RESIDENCE – SIMULER – SORCIERE – SOUDE – TERRITOIRE – TOUX – TRUST – VALSE.

T	N	E	M	E	R	T	U	A	E	D	U	O	S	R
T	O	E	R	T	I	A	N	S	I	N	R	I	E	B
N	I	R	E	T	S	I	L	S	O	E	M	S	O	C
E	T	N	G	O	S	A	T	I	I	U	I	U	B	O
M	A	O	A	U	V	I	T	L	L	D	G	E	E	R
E	R	I	R	X	N	A	L	E	E	I	B	E	R	P
T	A	T	T	G	I	E	R	N	E	E	I	E	I	S
R	P	R	U	C	P	E	C	I	T	N	R	R	O	N
O	E	E	O	P	I	E	D	N	E	E	R	E	T	I
F	R	S	A	C	C	E	E	G	R	I	J	I	I	O
L	S	S	A	N	R	M	A	I	T	A	A	C	R	E
A	I	A	A	C	E	R	A	E	M	L	S	R	R	L
G	T	L	R	R	U	L	R	A	E	M	R	O	E	U
E	E	E	U	O	C	O	I	D	T	R	U	S	T	O
R	M	P	C	E	F	S	A	M	A	R	O	N	A	P

FOUILLIS N° 5502

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er signifie marque dans une compétition.
- Mon 2e est un élément simple de jeu de dames ou d'échecs.
Mon tout est un insecte venimeux des régions chaudes.

HOROSCOPE

Bélier *21-03 au 20-04*
Certains jours ne sont pas de bons jours et le ciel aimerait vous envoyer un de ceux-là. Les choses pourraient aller mal, mais finalement tout va s'arranger une fois que la chance aura tourné.

Taureau *21-04 au 21-05*
La forme (et la chance) vont encore vous sourire. Il serait bon de rectifier certaines décisions importantes prises un peu à la hâte.

Gémeaux *22-05 au 21-06*
Vous voulez sauver à tout prix les apparences mais la vérité crève les yeux. Dites simplement quelles sont vos intentions pour l'avenir et l'on risque de vous croire sur parole.

Cancer *22-06 au 22-07*
Utilisez votre pouvoir de persuasion pour obtenir ce que vous voulez, l'opportunité vous en est offerte.

Lion *23-07 au 23-08*
Un décision surprenante à votre égard pourrait être évitée si vous savez présenter une habile requête à une personne qui vous est plutôt favorable. Ne cherchez pas trop à savoir comment vous parviendrez à obtenir une décision très favorable dans une affaire délicate.

Vierge *24-08 au 23-09*
Vous allez pouvoir parvenir à vos fins. C'est l'arrivée pour vous après une route longue, difficile et sinueuse. Vous ressentirez un vif contentement.

Balance *24-09 au 23-10*
Quand il s'agit du moral et de la forme, le ciel vous soutient. Vous reprenez confiance en vous. Votre esprit aventureux vous permettra de prendre certains risques pour pouvoir montrer aux autres comme à vous-même ce dont vous êtes capable.

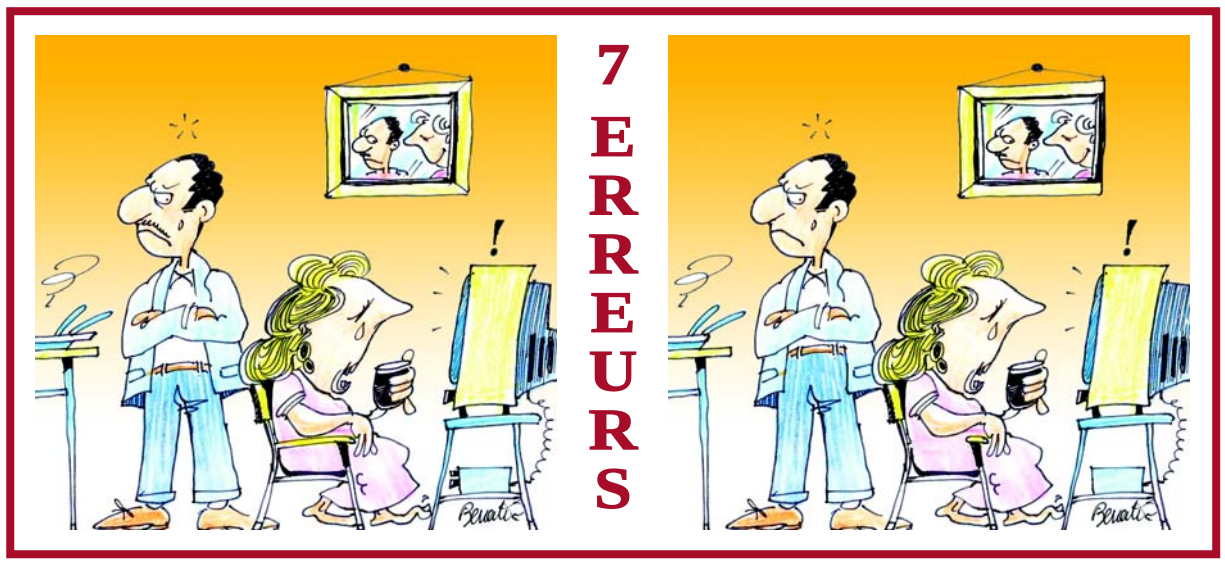
Scorpion *24-10 au 22-11*
Vous vous demandez pourquoi toutes les rencontres que vous faites sont toujours les mêmes et vous ressentez du ressentiment parce que rien n'évolue.

Sagittaire *23-11 au 21-12*
Une certaine personne que vous n'avez pas en odeur de sainteté vous fera une proposition inattendue que vous serez tenté de refuser en bloc.

Capricorne *22-12 au 20-01*
Si vous avez décidé d'entreprendre quelque chose maintenant, faites-le sans attendre car le moral sera là pour vous aider. Accrochez-vous car la partie risque d'être difficile à mener. Vous avez tous les atouts en main pour réussir, faites preuve de courage.

Verseau *21-01 au 18-02*
N'ayez aucune crainte, on conserve une très bonne image de vous. Vos inquiétudes relatives aux sentiments d'une personne proche de vous ne sont pas tout à fait fondées. Vous aurez sans doute votre mot à dire quant à une attitude incertaine face à une situation particulière.

Poissons *19-02 au 20-03*
Des problèmes personnels pourraient survenir si vous ne faites pas attention à ce que vous dites. On dit souvent que la parole est d'argent mais que le silence est d'or. Faites en l'expérience et tout le monde sera très heureux d'une plus grande discrétion.



Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Daech abat un avion jordanien et capture son pilote

Le groupe Etat islamique (Daech) a abattu mercredi un avion militaire de la coalition anti-djihadistes dans le nord de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), le groupe extrémiste affirmant avoir capturé son pilote jordanien. «Nous avons des informations confirmées selon lesquelles des membres de l'EI ont capturé un pilote arabe (non-Syrien) après avoir abattu son avion à l'aide d'un missile sol-air près de la ville de Raqa», a indiqué l'OSDH. La branche de l'EI à Raqa, «capitale» du groupe extrémiste qui contrôle de larges pans de territoire en Irak et en Syrie, a publié sur des sites djihadistes des photos montrant des combattants entourant un pilote capturé, l'identifiant comme un ressortissant jordanien et donnant son nom. L'une des photos montre ce pilote, vêtu seulement d'une chemise blanche, porté par quatre hommes qui le sortent d'un trou d'eau. Une autre le montre à terre, encerclé par une douzaine d'hommes armés.

56 morts dans des attaques en Inde

Cinquante-six personnes ont été tuées mardi dans des attaques menées dans l'Etat d'Assam, dans le nord-est de l'Inde, et attribuées aux séparatistes du Front démocratique national de Bodoland (NDFB), selon un bilan de la police annoncé mercredi. «Pour le moment le bilan est de 56 personnes tuées et 80 blessées», a déclaré à l'AFP S.N. Singh, haut fonctionnaire de la police d'Etat indienne. «Nos forces tentent toujours d'atteindre les zones les plus éloignées pour savoir s'il reste des corps dans les maisons ou la forêt». Des témoins ont rapporté que des insurgés avaient obligé des villageois à sortir de chez eux avant de les exécuter froidement. Des enfants figurent parmi les victimes, selon le chef du gouvernement de l'Etat, Tarun Gogoi. «C'est l'une des attaques récentes les plus barbares. Les insurgés n'ont même pas épargné les enfants», a-t-il réagi. Ces attaques ont été attribuées par la police au NDFB, mouvement illégal qui revendique l'indépendance de leur région depuis des décennies.

Libye: prochaine réunion de dialogue le 5 janvier

Le chef de la mission de l'ONU en Libye a fixé au 5 janvier la prochaine réunion entre les parties en conflit en Libye après avoir obtenu leur accord sur une «feuille de route», a annoncé mardi la présidence du Conseil de sécurité. Cette feuille de route pour parvenir à un règlement de la crise «s'articule autour de trois points», a indiqué l'ambassadeur tchadien Cherif Mahamat Zene après des consultations à huis clos au Conseil sur la Libye. Il n'a pas précisé ces points mais a laissé entendre que l'un d'eux était la perspective d'un gouvernement d'union nationale. «Un gouvernement d'union nationale serait composé de représentants des deux camps» qui s'affrontent, a-t-il ajouté. Selon un diplomate du Conseil, la feuille de route prévoit un gouvernement d'union nationale, «un cessez-le-feu et un retrait des milices» et le désarmement des belligérants. Le chef de la mission de l'ONU en Libye (UNSMIL), Bernardino Leon, s'est adressé par vidéo-conférence aux 15 pays membres du Conseil.

Vers une rencontre entre le président égyptien et l'émir du Qatar

Les chefs des renseignements généraux égyptien et qatari se sont entretenus au Caire pour préparer une prochaine rencontre entre les chefs d'Etat des deux pays, a-t-on appris mercredi auprès d'un diplomate arabe, nouveau signe du dégel en cours entre les deux parties. Depuis plusieurs jours le Caire et Doha multiplient les signes de rapprochement, favorisé par une médiation de l'Arabie Saoudite. Les relations entre les deux pays s'étaient détériorées après la destitution par l'armée égyptienne en juillet 2013 du président Morsi, dont la confrérie des Frères musulmans est soutenue par le Qatar. Doha a exprimé dimanche son «soutien total» au Caire, et lundi

la chaîne d'information qatarie Al-Jazeera annonçait la fermeture de son antenne égyptienne, dont la couverture jugée pro-islamiste exaspérait les autorités égyptiennes. «Des consultations sont en cours pour organiser une rencontre entre le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et l'émir du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani,» a affirmé un diplomate arabe au Caire.

Raid israélien à Ghaza, un mort

L'armée israélienne a mené un raid contre le sud de la bande de Ghaza mercredi, tuant un membre du Hamas. Des sources médicales palestiniennes ont indiqué que Tayseer al-Ismary, âgé de 33 ans, avait été tué par des tirs israéliens. Une source au sein du mouvement islamiste Hamas a précisé qu'il était un commandant de la branche militaire du mouvement, les brigades Ezzedine al-Qassam, responsable de la zone à l'est de Khan Younès.

Le Hamas a accusé Israël d'avoir initié les hostilités en tentant de pénétrer dans la bande de Ghaza. «L'occupation israélienne est responsable de la tension à l'est de Khan Younès. Ils ont tenté de franchir la barrière, provoquant une réplique du Hamas», a déclaré le porte-parole du mouvement islamiste Sami Abou Zouhri. Dans la nuit de vendredi à samedi, l'armée avait mené un raid aérien contre des bases du Hamas dans la bande de Ghaza.

EDITORIAL

Par M. Saadoune

«MARGE DE MANŒUVRE»

Le «conseil restreint» organisé à la présidence de la République pour examiner «l'inquiétante» chute des prix du baril s'est voulu plus rassurant que véritablement inquiet. Bien sûr, on a les appels à «rationaliser» les dépenses et la consommation de l'énergie qui paraissent pourtant comme des évidences même en temps «d'aisance». Tout comme d'ailleurs l'appel à faire participer les entreprises algériennes publiques et privées aux projets publics…

Le message qui semble avoir été le plus retenu est celui que l'Algérie dispose d'une «marge de manœuvre» car elle est aujourd'hui pratiquement sans dette et qu'elle dispose d'un petit bas de laine… Le mot «inquiétant» figure bien dans le communiqué mais la tonalité générale est très rassurante. Trop rassurante sans doute ! Comme si on ne pouvait ou ne voulait pas prendre la pleine mesure du tournant actuel sur le marché des hydrocarbures. Les directives adressées au gouvernement par le chef de l'Etat sont très générales et ne constituent pas de ce fait des indications franches pour des mesures concrètes. Le communiqué sanctionnant le «conseil restreint» évoque des perspectives du marché pétrolier «imprévisibles à court terme».

Le jour même où se tenait le « conseil restreint» des déclarations tonitruantes du ministre saoudien du Pétrole, Ali Al-Nouaïmi, rappelaient la gravité des risques. Elles confirment au moins que l'Arabie Saoudite, pays décideur au sein de l'OPEP, ne jouait pas une partie sur le court terme. Le ministre émirati du Pétrole avait donné, il y a quelques jours, des frayeurs au marché en indiquant que l'OPEP ne bougera pas même si le pétrole tombait à 40 dollars. Ali Al-Nouaïmi n'a pas hésité à surenchérir : il n'y aura pas de baisse de la production de pétrole même si le baril tombe à 20 dollars. Quand on sait que les coûts de production du pétrole en Arabie Saoudite sont inférieurs à 8 dollars, on mesure jusqu'où l'Arabie Saoudite est en mesure d'aller.

Pourquoi les Saoudiens font cela ? La réponse la plus simple, avant même celle des complots ourdis, est qu'ils peuvent se le permettre. Au plan économique et avec des coûts très bas, choisir de défendre ses parts de marché peut se justifier. Aux objections des pays peuplés de l'OPEP qui veulent défendre les prix, le ministre saoudien a répondu qu'une baisse de la production de l'Arabie Saoudite entraînera bien une hausse des prix mais que «ce seront les Russes, les Brésiliens et les producteurs américains de pétrole de schiste qui prendraient notre part». On peut bien sûr objecter que l'OPEP a été créée pour défendre tous les producteurs et que ce ne sont pas les coûts de production saoudiens et encore moins leurs moyens financiers qui doivent servir d'étalon de mesure. On peut aussi spéculer sur les motivations «non économiques» des Saoudiens. Mais la pire des erreurs serait de ne pas les prendre au sérieux.

Ils ne sont pas dans une démarche de court terme. Al-Nouaïmi nous annonce que le baril à 100 dollars, c'est probablement du passé et que cela ne reviendra pas avant longtemps. Parlant des producteurs hors-OPEP, Russes, Brésiliens et des Américains producteurs de pétrole de schiste, Al-Nouaïmi a déclaré brutalement que dans la spirale actuelle »ils seront blessés avant que nous ressentions la moindre douleur». Le message concerne également l'Algérie… On risque d'être blessés aussi et pas sur le long terme…

Publicité